

**Éon, Charles de Beaumont d', 1728-1810**

**Memoires pour servir a l'histoire générale des  
finances / par M. Déon de Beaumont ; Tome  
premier [-second].**

A Londres [i.e. Paris] : chez Louis Pierre Mortier, 1758.

T. 1-2

Signatura: FEV-SV-P-00124

La obra reproducida forma parte de la colección de la Biblioteca del Banco de España y ha sido escaneada dentro de su proyecto de digitalización

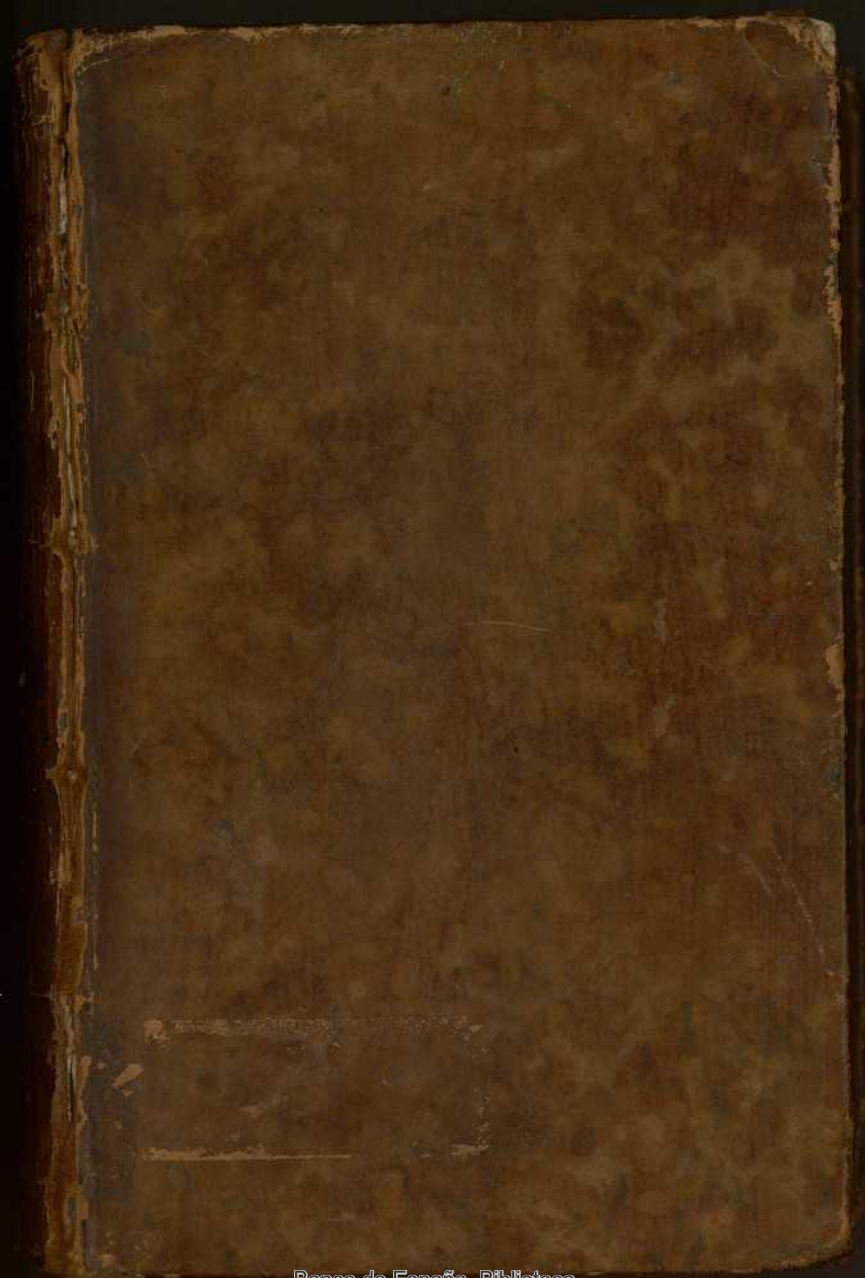
<http://www.bde.es/bde/es/secciones/servicios/Profesionales/Biblioteca/Biblioteca.html>

Aviso legal

*Se permite la utilización total o parcial de esta copia digital para fines sin ánimo de lucro siempre y cuando se cite la fuente*



















BANCO DE ESPAÑA

BIBLIOTECA

19 NOV. 1985

CB: 60000000 073812

FEU-SV-P-00124





# MEMOIRES

*POUR SERVIR*

A L'HISTOIRE GÉNÉRALE  
DES FINANCES.

Par M. DÉON DE BEAUMONT.

*TOME PREMIER.*



A LONDRES;

Chez LOUIS PIERRE MORTIER,  
à la Belle Image.

---

M. DCC. LVIII.

Banco de España. Biblioteca

---

## P R É F A C E.

**L**A NÉCESSITÉ d'une bonne administration dans les Finances de toutes sortes de Gouvernement, & la difficulté d'y réussir, sont du nombre de ces vérités qui se démontrent d'elles-mêmes, & auxquelles l'expérience de plusieurs siècles n'ajoute rien. Mais de tous les Royaumes & de tous les Etats, la France est sans contredit celui où cette nécessité & cette difficulté sont montées à leur plus haut période. L'entretien du Souverain, les frais de la guerre & de la paix, l'exercice de la Justice distributive, la subsistance des peuples, le commerce, les arts & les talens sont autant de branches de cette immense administration. Un

a

flux

flux & reflux perpétuel porté sans cesse les revenus du Royaume vers le Prince, & les ramene ensuite vers les sujets qui s'enrichissent, en contribuant à sa grandeur & à son éclat. C'est peu de fournir aux dépenses de l'Etat par un tribut imposé sur tous ses membres; c'est peu d'établir l'équilibre entre les contributions que payent les sujets, & les facultés de chaque particulier; il faut encore entretenir, augmenter, soutenir ces facultés, remédier à tous les désordres, quelques fois même à ceux de la nature, & ouvrir de nouvelles routes au génie, à l'activité, à l'industrie. Jamais les Finances, dans aucun Etat, n'ont renfermé des objets si vastes & si compliqués.

En effet, dans les tems les plus brillans de la République Romaine ;

# PREFACE. iiij

ne ; lorsqu'elle n'avoit pour bornes de sa domination que des peuples dont elle connoissoit à peine les noms , le trésor public étoit alors tout ce qu'on appelloit les Finances. Les dépouilles des peuples vaincus, les tributs fournis par les Provinces ou par les Rois tributaires en formoient l'essence ; les Officiers chargés d'y présider étoient plutôt deux Trésoriers que deux Ministres. Rome , pendant près de 350 ans, ne paya point ses soldats. (1) La Justice y fut dans tous

---

(1) Les troupes Romaines ne commencerent à recevoir de solde qu'au sujet de la guerre de Veies , l'an 4 , après la fondation de Rome , sous le Tribunat Militaire de *P. Cornelius Rutilus* , de *Cn. Cornelius Cossus* , de *L. Valerius Potitus* & de *N. Fabius Ambustus*. Fast. Cap.

Chaque Général se regardoit comme un dépositaire fidèle des dépouilles de l'ennemi. Les richesses de Carthage , de la Sicile , des villes d'Asie , de la Macédoine , & des autres Provin-

# 2      ces



tous les tems confiée à des Magistrats qui, par leur fortune, étoient en état d'être équitables gratuitement. On ignoroit jusqu'au nom même des impôts que la constitution de notre Gouvernement emporte nécessairement avec elle.

Ainsi quelque médiocre que soit la France, par rapport à la vaste étendue de l'Empire Romain, qui avoit envahi presque tout l'univers, le Gouvernement des Finances y exige des lumieres, & un génie supérieur à celui de Magistrats, que Rome chargea de cette fonction, & dont la fidélité & l'exactitude étoit le seul mérite nécessaire. De leur sage admini-

---

ces conquises, furent portées dans le trésor public.

Dans ces siècles heureux, les Dictateurs & les Consuls, contents de s'enrichir de gloire, ne songeoient qu'au bien de la République, & ignoroient l'art de s'approprier ces richesses.

*P R E F A C E.* v

stration dépend la grandeur du Monarque & le bonheur des sujets.

Mais si dans ce haut point de gloire & de travaux fatiguans, le Ministre des Finances peut rendre sa carrière la plus illustre, il est en même tems le plus exposé aux murmures & aux plaintes. S'ils s'en élève dans toutes sortes de Gouvernemens, elles sont toujours plus ordinaires, & en apparence mieux fondées dans le Monarchique où les ressorts de l'administration sont cachés aux yeux des Sujets, où le peuple ignore les besoins & les charges de l'Etat; & n'est jamais admis à connoître, ni à décider les motifs, le choix, les inconvéniens, ou l'emploi des différens subsides.

On a souvent agité lequel de tous les Gouvernemens étoit le

a 3      plus

plus avantageux. Un heureux préjugé fait panacher naturellement vers celui dans lequel on est né; & cette inclination favorable n'empêche pas néanmoins qu'on ne s'en plaigne. Les Anglois vantent beaucoup leur Gouvernement chez les étrangers, & le déchirent chez eux. La liberté sur ce point a passé jusqu'à la licence. Cette licence de murmurer, & l'impunité de l'exagération des maux publics, y fait une partie du bonheur. Londres, dans les tems même les plus florissans, voit courir dans le public des brochures & des especes de Manifestes, qui démontrent la ruine prochaine de l'Etat. Mais malgré les plaintes souvent outrées de la multitude, qui n'apperçoit que la privation actuelle des deniers qu'elle est obligée de fournir & qu'elle ne sçait point calculer



ler avec les biens qu'elle en reçoit tous les jours, on doit être persuadé que chaque forme d'Etat a ses inconvéniens & ses avantages. (1) La Suisse ne paye aucuns tributs ; mais un habitant de ses montagnes stériles paye quatre fois plus à la nature qu'un Turc au Sultan.

Je crois cependant qu'après un mur examen & sans être soupçonné de prévention, on peut décider que le Gouvernement Monarchique, image de celui qu'un pere exerce dans le sein de sa famille, approche le plus de la nature, & qu'il est plus proportionné aux besoins des hommes.

On ne sauroit disconvenir qu'un Prince qui se trouve maître absolu dans ses Etats, ne puisse se procu-

---

(1) Esprit des Loix.

rer à lui & à ses fujets des avantages encore plus considérables que ceux que présente toute autre forme de gouvernement. Pourvû qu'un tel Prince soit persuadé que le bien des peuples & le sien est inséparable, & qu'il ait attention à se choisir des Conseils & des Ministres éclairés, on verra fleurir l'abondance, le commerce & le crédit que produit toujours la bonne administration.

La France est incontestablement de tous les Royaumes, celui qui peut le plus contribuer à la richesse du Prince & des peuples. La fertilité des terres, l'industrie des habitans, & leur entière soumission pour le Roi, donne la supériorité, sur tous les autres Etats. Ses frontieres défendues par le Rhin, les Pyrénées, les Alpes, l'Océan & la Méditerranée, forment des  
bar-

barrieres inexpugnables entre elle & ses voisins , & le Royaume paroît n'être qu'une seule citadelle. Dans le centre , un sol fertile en toutes sortes de denrées , produit des laboureurs , des artisans , des soldats. Assez grande pour former un Etat florissant , assez limitée , pour que le Prince en puisse envisager toutes les parties d'un coup d'œil, il semble que la Providence elle-même se soit plu à en combiner le plan , & à en circonscrire les limites. L'histoire ne m'a point encore fourni jusques à présent l'idée d'une si heureuse position.

La science des Finances a été longtems chez nous un secret d'Etat. La rapine & la concussion l'avoient couverte des voiles du mystere , & sa marche sombre redoutoit avec raison le flambeau de la vérité. Des jours plus sereins ,  
sous

sous un gouvernement plus équitable, nous ont ramené à des idées plus heureuses. La Finance ne craint point aujourd'hui de paroître au grand jour, & ses opérations sont devenues la matiere d'une étude qui a droit d'intéresser & même de plaire à ceux qui ne feront jamais dans le cas de l'exercer.

L'origine du mépris qu'on a affecté mal-à-propos de répandre sur les personnes chargées du recouvrement des deniers publics, nous vient des Juifs, qui s'attachèrent à avilir le nom de *Publicain*, honorable autrefois dans la plus florissante République du monde, qui ne confioit cette partie qu'à la noblesse. Orgueilleux habitans d'un coin de la terre, & pleins de mépris pour les autres peuples, qui ne se donnoient pas la peine de les connoître, le seul  
nom



## P R E F A C E. xj

nom de tribut révoltoit leur vanité & leur avarice. La Palestine subjuguée par les Romains, mordoit en frémissant des fers qu'elle ne pouvoit rompre, & prodiguoit les titres les plus odieux à ceux qui venoient au nom des Césars lever les droits de leur conquête, & les impôts qu'ils croyoient ne devoir qu'à Dieu. Ils se fondoient sur ce passage du Deuteronome, *Non erit vectigal pendens in filiis Israel.* Nous n'avons jamais été assujettis à personne, disoient-ils : *Nemini servivimus unquam.* Joan. 8. 33.

Cet ancien préjugé, trop vrai dans son principe, mais devenu maintenant insoutenable, semble encore nous révolter au seul nom de Finances. On oublie l'utilité d'une charge commune à tous les Citoyens, pour ne voir que les  
abus

abus de l'administration , & dès-lors on essaye de flétrir la portion honorable des sujets , à qui l'Etat a confié cette partie importante du gouvernement.

Plus envieux de leur sort que jaloux des droits de l'humanité , on leur demande compte de leur opulence ; on leur fait un crime du mérite d'avoir sçu acquérir ; & tandis que ces fleuves bienfaisans embellissent & fécondent les plaines qui sont sur leurs bords, on va, dans la foiblesse de leur source, chercher des raisons de mépriser la beauté de leur canal.

Sous le gouvernement à jamais exécrationnable de Catherine de Medicis ; sous celui de Marie , sous le regne de la mollesse & de la prodigalité , qui environnerent le trône de Henri III ; & pendant la minorité de Louis XIV , les fortunes

# P R E F A C E. xiiij.

runes scandaleuses des partisans qui avoient traité du malheur public dûrent sans doute exciter l'indignation générale, & renouveler la haine des siècles précédens. (1)

On voyoit avec étonnement les plus vils des mortels, que leur état condamnoit à la bassesse, ne briser les liens de la servitude que pour voler au maniement des deniers publics. Les antichambres étoient les séminaires de ces nouveaux parvenus valets, commis, partisans dans un jour. La fortune rougissoit de ses bienfaits, & désavouoit son propre ouvrage. En ef-

---

(1) L'an 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, &c. Mon fils & moi fumes continuellement dérobés par les gens de Finances. . . En Novembre 1518 le moine Rouge, *Antoine Boys*, parent des inextricables sacrificateurs des Finances, alla de repos en travail hors de ce monde. *Journal de Louise de Savoie, Duchesse d'Angoulême, mere de François I.*

fet,

fet, leur stupidité ne leur laissoit d'instinct qu'autant qu'il en falloit pour s'enrichir. Les uns ont passé de l'indigence à l'opulence ; les autres de l'obscurité à la splendeur ; & plus la fortune de l'Etat a descendu, plus la fortune de tels gens a monté. Ces hommes nouveaux élevés sur les ruines de leurs Concitoyens , formoient par leur profusion un contraste odieux avec la misere d'un peuple infortuné, leurs richesses s'élevoient même contre eux pour se plaindre de ce qu'ils ne les faisoient servir qu'à leurs voluptés. Incapables de plaindre des maux qu'ils caufoient , inaccessible aux prieres , insensibles aux larmes qu'ils faisoient couler , leur dureté , leur orgueil , tout jusques à leur figure, sembloit respirer la haine , & les dévouer au mépris & à l'opprobre. Une seule

391  
année



P R E' F A C E:      xv

année de la Régence de Catherine vit éclorre cinquante-sept impôts différens : on n'étoit plus embarrassé que de leur trouver des noms; & ce fut une ressource de les prendre dans celui des monstres qui les avoient indiqués.

Tels furent les indignes concussionnaires qui ravagèrent autrefois la France , & qui la dépouillèrent au nom de ses Souverains : mais ce feroit la dernière des injustices que de confondre avec eux les personnes qui ont succédé à leurs fonctions , sans succéder à leur ignominie.

La décence & l'urbanité ont pris la place de la rudesse & de la barbarie , & la Finance est digne aujourd'hui des honneurs qu'elle mérita autrefois sous l'Empire des Maîtres du monde. Les arts courent en foule embellir son séjour ,  
&

& s'en retournent couronnés de bien aits. La circulation se ranime à sa voix. Le mérite caché paroît au grand jour. Il est déterré, applaudi & récompensé. (1)

On ne doit point ici me soupçonner de flatterie : je rends un hommage pur à la vérité. Les Aristides, les Periclès, les Publicola, chargés de l'administration des deniers publics d'Athènes & de Rome, me sont aussi précieux qu'ils l'étoient à leurs citoyens. Je voudrois bien citer ici, & pourquoi ne le ferois-je pas ? les Allemand de Bez, les Lalive, les Watelet, & tant d'autres protecteurs des talens. Cet éloge ne fera point suf-

---

(1) M. Pesselier est une preuve que l'on peut réunir la profondeur du génie avec toute la légèreté du style. Le Dictionnaire des Finances, ouvrage aussi immense qu'utile, doit honorer & ses protecteurs & lui.

peût. Je ne connois que leurs noms & leurs vertus. Dissimuler des louanges méritées, c'est voler une dette légitime; c'est ôter & la cause & la récompense de bien agir : la vertu qu'on encourage en devient plus vertueuse.

C'est d'après ces principes que je me suis enhardi de nouveau à travailler sur les Finances. L'accueil favorable dont le Public a bien voulu honorer mon *Essai historique* sur celles de Louis XIV & de la Régence, m'a donné une nouvelle émulation. Heureux si je puis le satisfaire, & joindre dans cet ouvrage l'agréable à l'utile.

Voici quel est mon plan.

J'ai toujours cru que les tableaux du passé étoient des exemples pour l'avenir, & que l'instruction, qui marche avec l'histoire,

perd le ton de pédanterie & de sécheresse que lui donne le style didactique. Je me suis donc proposé d'écrire historiquement. J'ai rassemblé des réflexions & des faits, & j'ai compulsé pour ainsi dire les fastes du tems.

Je donne une légère idée des impositions, sous les Egyptiens, & les Grecs. De-là je passe à l'Empire Romain, qui me conduit à l'invasion des Francs, & successivement aux trois races de nos Rois. Je vois sous les Mérovingiens, les Carlovingiens, les Capetiens, les Valois & les Bourbons, la création des différens impôts, leur progrès, leur nécessité, & quelquefois leurs abus. Le domaine, la taille, la capitation, le dixieme, les décimes, les étapes, les octrois, les aides & gabelles, le crédit public, les grands chemins, le commerce, les greniers d'abondance, la disette, la men-



*mendicité, le célibat, &c. sont les principales parties que je tâche de traiter avec tout le soin que mes forces peuvent me permettre. Les fonctions respectables & brillantes du Contrôleur général & des Intendans des Finances, celle des Commissaires départis dans les Provinces, des Receveurs généraux & particuliers, la Chambre des Comptes, les Monnoyes, la Cour des Aydes, les Bureaux des Finances; enfin, tout ce qui regarde la partie que j'ai embrassée m'a fourni la matiere de plusieurs traités différens, & de plusieurs volumes, qui paroîtront bientôt l'un après l'autre, si un peu de succès m'encourage. La vérité recherchée avec scrupule est partout mon guide. J'annonce l'Histoire des Finances & non pas son Roman.*

La distribution de toutes ces

b 2

ma-

matieres m'a paru assez arbitraire ; j'ai choisi celle qui me sembloit la plus convenable & la plus conséquente. On ne peut trop employer de précautions & d'égards quand on traite avec le Public.

Il a donc fallu extraire & rapporter à l'ordre des tems & des matieres ce qui pouvoit en établir l'origine , le progrès , l'état présent, & lier les parties détachées, pour leur donner une sorte de consistance.

Au reste , j'avoue ingénûment , que je ne suis pas créateur ; & dans la juste défiance où je suis de mes propres lumieres, j'emprunte très-souvent celles des autres. Les ouvrages des grands hommes (1) qui ont

---

(1) *(a) Aristote dans ses œconomiques.*

*Platon , dans son Traité de la République.*

*Alexandër ab Alexandro.*

*Jehan Bodin de la République, qui paroît avoir*

ont parcouru la carrière, où je ne fais que d'entrer, m'ont toujours servi de flambeau, sans m'astreindre à une imitation servile. Si j'ai quelquefois osé penser différemment qu'eux, je les ai totalement abandonnés : mais lorsque j'ai cru trouver dans leurs sources des vérités lumineuses, je me suis bien donné de garde de changer même leurs expressions.

Si j'avois voulu donner à chaque matière toute l'étendue dont

---

*avoir fourni le plan de l'Esprit des Loix à l'illustre & savant Auteur qui a surpassé son modele.*

*Mémoires de Sully.*

*MM. Fougerolles, le Pret, de Vauban, Durot, Mélon, Francheville, Guevin de Rademont, de la Jonchere, Boulainvilliers, le Chevalier Renaut, le Marquis de Silly, l'Abbé de Saint Pierre, Aubert, Fromenteau, David Hum, Jolias Tacker, &c. . . sans compter les meilleurs historiens anciens & modernes, & surtout les ouvrages immortels de MM. les Présidents Haynaut & Montesquieu.*

b 3

elle

elle peut être susceptible, chacun des articles eut demandé un gros volume ; mais je ne me suis attaché qu'à l'essentiel , & j'ai abandonné des accessoires qui ne servent qu'à obscurcir les sujets principaux.

Après avoir donné une idée de la forme , il est maintenant naturel de présenter une esquisse du fonds sur lequel je travaille.

C'est un langage général & convenu entre tous les Jurisconsultes, les Historiens & les Politiques anciens & modernes , que les Finances sont les nerfs des Etats, le soutien de la paix & de la guerre ; qu'elles font mouvoir toutes les parties du corps politique ; qu'elles sont le maintien des loix & de la Justice, de la dignité & de la splendeur des Empires , & le plus ferme lien qui assure le bonheur des



des peuples & des Souverains.

Il vaudroit mieux , dit un fameux Auteur , perdre dans un Etat cent mille hommes , par une faute de politique , que d'en commettre ou d'en laisser subsister une essentielle dans la Finance , parce que le dommage de la premiere se réduiroit à cent mille hommes de moins , & que la deuxieme en feroit peut-être périr plus de cinq cens mille , & sûrement souffrir dix-huit à vingt millions ; c'est-à-dire , tous les sujets de l'Etat. (1)

De cette utilité indispensable , constante , universelle , il résulte que l'art qui enseigne à régir les Finances ; c'est à-dire , la science œconomique doit être considérée comme un des plus importants objets du gouvernement.

---

(1) M. Melon, *Essai politique sur le Commerce.*

Dès que la force ou la politique eurent donné des Maîtres aux humains, les contributions furent une suite naturelle de leur changement d'Etat. Le trône à peine élevé se feroit renversé de lui-même ; & l'anarchie eût ramené tous les maux qu'on avoit voulu anéantir.

*Q U E L est le pouvoir qui a donné la naissance aux impôts.*

IL N'EST pas nécessaire de puiser dans les sources de l'histoire & de la tradition pour concevoir que les premiers hommes ont dû vivre sous le gouvernement paternel & domestique, & que les familles devenues trop nombreuses furent obligées de se partager en différentes populations. Mais les intérêts divers & les caractères opposés des chefs menacerent bientôt  
l'or-

l'ordre général & la tranquillité publique.

Les hommes, en s'écartant de leur origine, oublioient insensiblement qu'ils étoient les branches d'une même tige \*. La fraude & la violence pouvoient à chaque instant attenter à leur bien être : la loi du plus fort alloit subjuguier chaque particulier, & du monde naissant elle eût fait un théâtre de divisions, d'horreurs & de représailles qui auroit placé l'homme au niveau de la brute.

Il fallut pourvoir à ces desordres, & assurer le bonheur commun. Le moyen le plus efficace étoit de réunir l'autorité en un seul : on le fit ; & chacun se soumit avec plaisir aux chaînes qui devoient le rendre libre. Tel est l'origine des

---

\* *Grotius.*

Rois,

Rois , que leur place établit sur les peuples , heureux & malheureux tout à la fois d'être responsables de la destinée des Villes & des Provinces , de la tranquillité des familles , de l'observance des loix , des suites de la paix ou de la guerre , de l'abondance ou des calamités publiques , de la licence ou de la discipline des mœurs. Tel est enfin l'origine du pouvoir suprême , que la nécessité rendit comptable de la tranquillité du genre humain.

Pour en faire respecter le dépositaire , relever l'éclat de sa dignité , & le mettre en état de réprimer au dedans & au dehors des Citoyens coupables , ou des voisins entreprenans , on lui decerna des hommages. On le fit Maître des armes & de la justice , & on lui accorda des subsides.

Cette



Cette convention générale une fois établie par le suffrage de tout l'univers, fit une révolution considérable dans tous les individus de l'espece humaine. L'homme, en entrant dans la société civile, perd de sa liberté naturelle ; il renonce au droit d'occuper par force ce qui lui convient ; il transfere à celui à qui il s'est soumis tous les droits & tout le pouvoir qu'il avoit dans l'Etat naturel ; il se dépouille de tout ce qu'il a de force & de puissance : le Prince réunit tous ces objets en sa personne ; il se charge de sa sûreté & de sa vengeance.

C'est cette union de volontés qui constitue le corps politique, qui est la plus puissante de toutes les sociétés : c'est par le moyen de cette union que l'Etat est censé vouloir tout ce que veut son chef ;  
c'est



c'est de cette union qu'est né ce commerce heureux de protection, d'obéissance & de secours respectifs qui lie les peuples au Souverain par les chaînes de l'amour, du respect, de la fidélité & de la reconnoissance.

L'Empereur Probus ayant instruit le Sénat de son avènement à l'Empire, cet auguste Corps lui fit cette réponse, *Quòd imperium suscepisti gratias agimus. Tuere nos, tuere Rempublicam, benè tibi committimus quos ante servasti.* \*

C'est ainsi qu'a commencé la souveraineté que les Rois & les Princes de la terre se sont transmise successivement. Les diverses révolutions des empires ont changé & multiplié les formes du gouvernement; mais le fonds n'en a point

---

\* Vopisc. *in vitâ Probi*, pag. 292.

été altéré, soit qu'il ait été divisé entre plusieurs, soit qu'il ait été remis entre les mains d'un seul.

Quoique la souveraineté soit simple & indivisible, cependant elle renferme un assemblage de divers droits & de divers pouvoirs très-distincts. Tel est le pouvoir législatif; celui de faire la guerre & la paix, d'établir des Magistrats, de lever des impôts, & les différens pouvoirs, ne peuvent jamais être divisés : car à quoi serviroit le pouvoir de faire la guerre, sans celui d'établir des impôts ? A quoi serviroit le pouvoir de lever des impôts, si le Souverain n'avoit celui de contraindre au paiement ?  
*Neque quies gentium sine armis, neque arma sine stipendiis, neque stipendia sine tributis. \**

---

\* Tacit. L. IV. Hist. pag. 419.

*C O M B I E N il est juste & nécessaire  
de contribuer aux impôts.*

S i l'ordre & la conservation de la société rendent les impositions nécessaires , la Religion nous apprend qu'elles sont une dette juste & légitime ; qu'aucun Citoyen ne peut s'y soustraire , sous quelque prétexte que ce soit ; elle les met en parallèle avec le tribut que nous devons à la divinité même. Comment un oracle aussi sacré, aussi formel, aussi précis, a-t-il pu souffrir des exceptions ?

\* Le Prince est l'épée & le bouclier de l'Etat ; il en assure le repos & la tranquillité. Pour remplir cet objet, il a besoin d'armes, de soldats , de places fortes , d'arsenaux , de vaisseaux ; & toutes

---

\* *Institution du Prince*, II. Partie.

ces parties entraînent de grandes dépenses, auxquelles chaque particulier est obligé de contribuer. C'est le prix de sa vie, de son bien, & de sa liberté.

Il seroit superflu d'en dire davantage sur la nécessité des impôts. Tout l'Univers est d'accord sur ce point; & si quelques Princes ou quelques Législateurs, par un zele indiscret, ou par des vûes bornées, en ont voulu affranchir les peuples; ils ont été bientôt obligés de retracter ce bienfait téméraire, ou bien il a fait le malheur de ceux qui ont osé en jouir.

Lycurgue, ce héros de la vertu morale & guerriere, voulut élever les Lacédémoniens au-dessus des autres hommes, & de l'humanité même. Le fruit de son projet devoit être la conquête du monde entier. Une seule colonne  
man-



manqua à ce superbe édifice, tout le bâtiment croula ; & cent ans après la mort de ce fameux Législateur, on ne connoissoit plus la vertu Spartiate que par les écrits de quelques Auteurs. L'or & l'argent qu'il avoit interdits à ses valeureux & indigens Citoyens manqua bientôt dans les coffres publics. La guerre s'alluma ; vingt mille bras s'armerent pour la Patrie. La disette leur fit bientôt tomber les armes des mains. \* Lyfandre & Callicratides firent des emprunts considérables au Roi de Perse, charmé de voir la Grece se déchirer de ses propres mains. Agefilaüs & Cléomènes reçurent, par le même motif, de grands secours des Rois d'Egypte. Mais ces

---

\* République de J. Bodin, Liv. 6.

Polyb. Lib 6.

Plat. in Lyfandro, Agefilao & Cleomene.



P R E F A C E. xxxiiij

ressources répétées plusieurs fois ne firent que retarder le naufrage de la République. L'intrépidité & la vertu atroce de l'austere Lacédémone, furent enfin subjuguées, par la riante & voluptueuse Athènes, qui avoit de bonnes Finances.

Après que la Royauté eut été abolie à Rome, Valerius Publicola fit supprimer tous les impôts; \* mais on ne fut pas long-temps à reconnoître l'impossibilité de cet affranchissement. Il fallut défendre cette liberté conquise contre des ennemis puissans & implacables. Il fut par conséquent nécessaire de rétablir avec usure ce qui avoit été supprimé avec imprudence.

Néron \*, n'étant pas encore le

---

\* Plutarque, dans la vie de Publicola. Denis d'Halicarn. Liv. 8.

\* *Dubitavit Nero an cuncta vectigalia omitti*

tyran de la vertu & de la République, voulut dans les premières années de son regne abolir tous les impôts, & faire, disoit-il, cette magnificence au genre humain. Mais le Sénat modéra son ardeur, après lui avoir accordé les louanges qu'il méritoit. Dans ces heureux commencemens d'un regne, qui par la suite ne fut qu'un tissu d'horreurs, on fut obligé de lui remontrer que l'Empire tomberoit en ruine si on venoit à en saper les fondemens par de pareilles libéralités. Ce Prince reconnut bientôt cette vérité : car peu de temps après il se trouva contraint par son luxe, ses

---

*juberet, idque pulcherrimum donum generi mortalium daret; sed impetum ejus, multum prius laudatâ magnitudine animi, retinuere Senatores, dissolutionem imperii docendo, si fructus, quibus Respublica sustineretur, diminuerentur. Tacit. L. 13. annal. p. 232.*

dé-

débauches , & sa prodigalité , non-seulement de fouler l'Empire par des impôts , mais même de faire fondre les objets du culte public. Les Dieux d'or & d'argent que Rome adoroit passèrent du sanctuaire de la Religion dans les aziles de la débauche ; & cet Empereur , qui d'abord ne vouloit rien de personne , enleva dans la suite les biens de tout le monde. Enfin il en vint à un tel excès de bassesse , que s'il donnoit une charge de magistrature ou de finance , il disoit très-sérieusement au nouveau pourvû , *Tu sais ce qu'il me faut ; faisons en sorte que personne n'ait rien.* \*

---

\* Suétone.



*La proportion doit être observée à l'égard du Corps de l'Etat par le dépositaire du pouvoir souverain.\**

SI les impôts sont justes; s'ils sont nécessaires; si les sujets doivent les supporter avec tranquillité, les Princes doivent aussi user de leur puissance avec modération. Les impositions sont à l'Etat ce que les voiles sont à un vaisseau : elles ne sont point faites pour le charger & l'accabler, mais pour le conduire & l'assurer.

Le bien public est la loi des Lois. Le sceptre est son appui, & non la verge, sous laquelle il doit gémir. Mais que d'épines entourent les fleurons de la couronne ! Les soins, les inquiétudes, les fatigues s'assoéyent sur le trône avec

---

\* Mémoires de Sully.



*PREFACE.*      *xxxvij*

le Souverain ; & de tous les états, la Royauté est sans contredit le seul où l'on fasse le bien pour le bien même.

Le peuple est un corps toujours malade , mécontent par instinct , plaintif par habitude , se croyant malheureux par ignorance , il aspire sans cesse à un mieux qu'il n'aura jamais , sans tenir compte des soins qu'on se donne , pour lui procurer le mieux possible. Nous nous servons froidement , & presque sans nous en appercevoir , du bienfait de nos organes , & des présens de la nature : cette jouissance tranquille ne nous affecte pas ; la privation seule est le flambeau funeste qui éclaire notre imagination & nos regrets. Qu'un grand chemin soit infesté de brigands , que le vol & le meurtre enhardis par l'impunité , sement partout la



terreur ; que de plaintes ! que de murmures ! Mais que sous un règne aussi heureux que celui sous lequel nous vivons , la tranquillité publique soit assurée , que le crime soit toujours prévenu ou puni , on s'accoutume à son bonheur , on s'endort dans le sein de son bien-être : on est tenté de croire que les choses ne pouvoient pas être autrement ; & si l'on applaudit au gouvernement , ce n'est que par réflexion.

Tel est le peuple , à qui on ne doit jamais laisser ni trop , ni trop peu de liberté. Une abondance excessive lui est aussi nuisible qu'une disette accablante : il faut souvent laisser couler quelques larmes de ses yeux pour l'empêcher d'en verser des torrens.

C'est cependant à travers de ces dégouts & de ces amertumes , que

PREFACE. xxxix

le Prince doit s'appliquer sans cesse à rendre ses sujets heureux. Il y est obligé par état : & quel brillant état que celui d'être préposé pour faire la félicité des humains ! \*

Aussi tous les peuples de la terre ont-ils cru , dans tous les temps , apercevoir quelque chose de divin dans la majesté de leurs Rois. \*\*

*Religio secundæ Majestatis.*

Le Prince doit donc mettre une grande différence entre l'obéissance & la servitude. Les lois confient les peuples à sa tendresse , mais elles ne les abandonnent pas à sa discrétion. Il est leur maître à condition qu'il sera leur pere. Ces deux titres sont indivisibles , & doivent se modifier l'un par

\* *Dies nunquam transiit , quin aliquid mansuetum , civile , pium faceret.* Quel éloge ! & qu'il est digne d'un Prince ! *Lampridius in Alexandro Severo , pag. 217.*

\*\* *Tertull. Apologet. C. 35.*

l'autre. Un pere qui refuseroit des alimens à ses enfans passeroit pour un monstre ; que dire de celui qui dévoreroit leur substance ?

\* Les trop grandes exactions diminuent les revenus publics, quoique d'abord elles semblent les augmenter , elles excitent les plaintes , aliénent les volontés , détruisent le commerce , enfantent les troubles & les révolutions : les nœuds politiques se rompent , le gouvernement se dissout : tout se réduit à des calamités extrêmes , à l'anarchie , à l'anéantissement. *Gens aveugles* , disoit Hésiode , *qui ne savez pas que la moitié vaut mieux que le tout.*

L'obéissance volontaire est plus noble & plus durable que l'obéissance aveugle & contrainte. L'a-

---

\* Mémoires de Boulainvilliers.

mour

mour des peuples donne plus d'é-  
 tendue à l'autorité des Souverains  
 que la terreur de leur pouvoir.  
 » Faites en sorte , Sire , » disoit M.  
 Talon à Louis XIV à la tenue du  
 lit de Justice de 1645 , « que vos  
 » sujets aiment leur Prince , mais  
 » qu'ils ne l'appréhendent jamais ;  
 » que les actions d'autorité & de  
 » puissance ne marquent point à  
 » l'avenir les périodes de votre  
 » empire : ne déployez pas facile-  
 » ment les derniers efforts de la  
 » Royauté. Il importe à votre  
 » gloire que nous soyons des hom-  
 » mes libres , & non des esclaves.  
 » La grandeur de votre Etat &  
 » la dignité de votre couronne se  
 » mesurent par la qualité de ceux  
 » qui vous obéissent.

Maximes sacrées , foyez à ja-  
 mais gravées autour du bandeau  
 des Rois ; présidez à leur enfance  
&c



xlij      P R E F A C E.

& à leur éducation ; & que ces tendres plantes apprennent qu'elles sont destinées à former un jour un vaste ombrage , sous lequel les peuples doivent se reposer.

*Importance de la proportion dans la répartition des impôts.*

C'EST une maxime de l'équité naturelle , que quand il s'agit de fournir ce qui est nécessaire pour l'entretien d'une chose commune , chacun doit y contribuer à proportion de la part qu'il y a , en sorte que personne ne soit considérablement surchargé. Ainsi l'imposition générale étant faite par proportion aux facultés du corps de l'Etat , elle ne doit pas être distribuée sur les particuliers avec moins d'équité. Un fardeau que tous portent également devient léger ; mais si plusieurs se retirent , il devient

pe-



P R E' F A C E. xliij

pesant & même insupportable. Ce n'est pas tant le poids du fardeau par lui-même que l'inégalité de la charge qui rebute , chagrine , & accable.

\* Tibere, quoique tyran , n'ignoroit pas l'importance & l'avantage de cette proportion & de cet équilibre. S'il manquoit de tendresse pour le peuple , la politique & son propre intérêt sçurent lui inspirer des ménagemens qui ressembloient à l'amour & à la justice. Il en eut les procédés sans jamais en avoir le fond. Quelques Gouverneurs lui écrivirent qu'il pouvoit facilement augmenter les impositions dans leurs Provinces. Il leur fit réponse , *qu'un bon Pasteur pouvoit bien tondre ses brebis , mais non pas les écorcher.*

---

\* Repub. de J. Bodin , Liv. VI.  
Suétone.

M. le Bret prétend , dans ses plaidoyers , que les levées sur les denrées & marchandises sont les plus justes , en ce que chacun y contribue à proportion de son négoce & de sa consommation. Il n'est ni le premier , ni le seul qui ait pensé de la sorte. C'étoit le principal subside de la République Romaine \*. La plûpart des revenus publics des Athéniens consistoient aussi dans un semblable tribut , comme le remarquent Thucydide & Demosthènes. Il en est de même aujourd'hui dans plusieurs Etats de l'Europe , & surtout en Angleterre.

\*\* Si les tributs s'exigeoient en nature , ne paroîtroit-il pas étonnant que l'on demandât quatre

---

\* *Alexander ab Alexandro. Lib. 4.*

\*\* Dîme royale de M. de Vauban.

septiers à un laboureur , qui n'en recueille que deux , & qu'au contraire , on n'en demandât que trois à un autre qui en auroit recueilli quatre ? C'est cependant ce qui arrive journellement dans la répartition arbitraire. Cet excès d'injustice n'est pas à la vérité si sensible dans l'impôt qui se paye en argent , que dans celui qui se payeroit en denrées ; mais n'est il pas toujours le même pour le contribuable , puisque ce tribut ne peut se payer que par la vente des denrées.

Si l'on souffre que le fardeau des impôts soit rejeté sur le peuple , il tombera bientôt sous le poids , & il entraînera dans sa chute toutes les autres parties du corps politique , dont il est l'ame & l'aliment. Quelques Citoyens opulents au milieu d'une multitude ac-

ca-

cablée de misère , sont bien éloignés de représenter un Etat florissant : ce n'est plus qu'un monstre , qui a la tête d'une grosseur énorme , & le corps exténué & privé de nourriture : c'est l'emblème dont M. de Cambrai se sert dans son *Télémaque* , pour représenter l'état des Communautés sujettes à la taille arbitraire.

Le Royaume de France a la gloire d'avoir les plus beaux Réglemens de l'univers. Il semble que la sagesse & l'équité les aient dictés de concert ; mais l'exécution ne répond pas toujours à ces admirables dispositions. Le crédit , la faveur , l'autorité , l'intérêt , la crainte , l'amitié , la haine , la jalousie , toutes les passions enfin président à la répartition & à la cotisation des impôts. D'où s'enfuit la ruine du particulier , des



Paroisses, des Provinces, l'abandon de la culture des terres, la chute du commerce & des manufactures, la désertion des ouvriers, & la misère de l'Etat.

M. de Bois Guillebert, Auteur du détail de la France; celui de la Taille tarifée, & tous ceux qui ont écrit sur la taille arbitraire employent à peu-près les mêmes termes, pour en exprimer les désordres. Mais toute la solidité de leurs raisonnemens a échoué contre un abus invéteré, & la taille arbitraire, ce fléau éternel de la France, punira sans cesse des objets de récompense. L'industrie ne marche qu'à pas lents dans les ténèbres de la crainte, & elle se refuse au grand jour qui doit éclairer son desastre. Ses succès deviennent des motifs de vexations, & c'est un crime de changer la toile



de son farot contre de la bure. Que fert donc d'être Citoyen plus utile, si l'on en devient contribuable plus malheureux ?

*Moyen de procurer la proportion dans la répartition & les avantages qui en résultent.*

LE moyen le plus sûr de remédier à la funeste inégalité de la repartition dans les impôts , seroit de faire des dénombremens exacts de tous les sujets , afin de connoître le nombre & la qualité des personnes , la nature & la valeur des biens. Les Grecs (1) avoient

---

(1) *Aristot. Lib. V. Cap. VIII. Polit.*

*Demosth. in Crat.* Πεδὶ τῶν συμμοριῶν. Ce qui prouve que les Grecs avoient des Censeurs.

*Dionys. Halycarn.*

*Tit. Liv.*

Je trouve que les Latins avoient aussi leurs Censeurs long-temps avant la fondation de Rome.

## P R E F A C E. xlii

puisé cette utile maxime chez les Egyptiens ; & les Romains , imitateurs des Grecs, dans les bonnes parties de leur Gouvernement , l'adoptèrent dès la naissance de leur Empire. La gloire en est dûe à Servius Tullius. La postérité l'a comblé de louanges , & Tite-Live s'écrie : *qu'un si bel établissement étoit le présage assuré du plus fameux des Empires.*

Les Romains détestant la Royauté , qu'ils avoient anéantie , proscrivirent jusques au nom de Roi ; & dans les debris du thrône , ils ensevelirent toutes les loix qui en étoient émanées : la censure seule fut respectée comme le fondement de la gloire & de la force de l'Etat.

César & Auguste (1), Souve-

---

(1) Auguste fut déclaré par un Senatus Consulto, *Præfectus morum*, & fit trois fois le dé-

d
rains

ains d'une République qui n'avoit point encore appris à se soumettre, ne voulurent confier qu'à eux-mêmes le soin du dénombrement. Ils crurent que l'importance du projet demandoit les Maitres du monde pour l'exécution.

Le premier (2) parcourut en personne toutes les maisons de la Ville de Rome. Auguste, pendant tout son regne, eut sous les yeux le fameux dénombrement qu'il avoit composé sous le nom de *Breviarium Imperii Romani*. C'est

---

nombrement de tous les Citoyens Romains, & de tous les sujets de l'Empire, l'an de la fondation de Rome 725. *Denis d'Halicarn. L. 54.*

Aussi, dit Jehan Bodin, n'y eut-il onques Empereur, qui, laissât un plus bel état de tout l'Empire que cettuy là. *Tranquil. in Augusto.*

(2) *Non modo nationes, sed & civitates & domos perlustravit.* Synes. de Regno. p. 26.

de

## PREFACE. ij

de là qu'il tira toute la force & la richesse de l'Etat qu'il gouvernoit : & ce fut cette connoissance exacte & détaillée qui rendit l'Empire si florissant. Il se soutint, ou tomba à proportion que les autres Empereurs se rapprocherent, ou s'écartèrent des maximes d'Auguste. Sa grandeur déclina sous Tibere, abruti dans l'Isle de Caprée : elle parut renaître sous Claude , qui fit le soixante-quatorzième lustre.

Mais l'horrible Neron , que le crime même sembloit s'étonner de voir si hideux , plongea tout dans le desordre. Caligula, Othon, Galba, Vitellius, voluptueux barbares & scélérats couronnés , négligerent tous la censure. Vespasien la rétablit. Titus , héritier de ses vertus , & plus cher encore à l'univers , marcha sur les traces de son pere. Le tyran Domitien se

d 2 fit



fit déclarer Censeur (1), & ne fit pas un seul lustre. Enfin, après une longue succession d'Empereurs stupides ou féroces, parmi lesquels les bons Princes sont, pour ainsi dire, comme noyés. L'Empire Romain, qui ne se soutenoit que par son propre poids, vit dans le siècle de Decius (1); ses fondemens les plus fermes ébranlés par la suppression des plus utiles fonctions des Censeurs.

Si le Souverain tire un grand avantage du denombrement, par la connoissance des facultés & de la qualité des sujets, le Public n'y en trouve pas un moindre, par la proportion de la repartition qui résulte de cette connoissance. C'est ce que Childebert & ses peuples éprouverent bien sensible-

---

(1) *Tranquil. in Domitiano.*

(1) *Trebellius.*



ment lors du denombrement général que ce Prince ordonna. (1) Il manquoit de tout. Le denombrement lui procura tout. Il trouva de l'argent & des hommes pour la guerre , & pour les travaux publics. Il assura la subsistance des véritables pauvres , chassa les vagabonds , détruisit les voleurs , & rendit les grands chemins libres & sûrs. Ses peuples , qui supportoient avec peine des contributions modiques ; parce qu'elles étoient inégalement reparties , se soumirent avec joie à de plus grandes , parce que la distribution se faisoit sans injustice.

Il se trouvera peut-être des po-

---

(1) *Gregoire de Tours*, L. 9. Chap. 30, prétend que ce fut par le conseil d'Euphronius, Evêque de Tours : d'autres le nomment Marovœus. *Adhuc sub judice lis est*

litiques qui s'écrieront , qu'il ne feroit pas avantageux au commerce , à la circulation de l'espece , & par conséquent au corps de l'Etat , que les biens & la qualité des sujets fussent déclarés & connus en France , comme ils l'étoient à Rome , & qu'il feroit dangereux de mettre au grand jour le secret & la fortune des familles & des particuliers.

D'autres pourroient encore ajouter à cela l'exemple de David frappé de Dieu pour avoir fait le denombrement de son peuple. On se trompe , si l'on croit que ce fut la cause de son châtiment. Dieu lui-même avoit ordonné à Moyse d'en faire un au sortir de l'Egypte , & avant que d'entrer dans la Palestine. Joseph , Auteur bien instruit des loix de sa nation , & le Rabin Mosis Maymonide , le plus  
sça-

ſçavant interprête des cérémonies Judaïques , ſont d'accord ſur le motif de la vengeance divine. La loi de Dieu portoit , que dans ces fortes de dénombrement chacun lui offriroit deux dragmes d'argent (1). L'omiffion de cette offrande attira ſeul les fléaux du Seigneur , jaloux de l'infraction des lois qu'il avoit dicté lui-même ſur un Prince qui les détourna par ſa piété & par ſa ſoumiſſion , cent fois prêt à s'immoler pour ſon peuple aux pieds du Tout - Puiffant. Vaines déclamations , qui peu-

---

(1) *Cùm cenſum egeris ſecundum capita filiorum Iſrael juxta cenſum eorum , dabunt ſingulî expiationem animæ ſuæ Domino : quando eos cenſueris , ut non ſit in eis plaga , cùm ipſi cenſentur. . . . Media pars ſicli offeretur Domino , &c. Exod. Cap. 30. Levit. 27. 25. Num. . . 47. Ezech. 45. 12. Rabi Maymon. L. . . Ceci prouve donc que le cens étoit un acte de politique & de religion.*

vent tout au plus prouver qu'il est plus facile de trouver des sçavans & des raisonneurs que des politiques. En effet, par quelle raison l'esprit de notre gouvernement seroit-il si incompatible, avec celui des nations sages & policées qui nous ont précédés. L'objet de notre contribution est, comme il étoit de leur temps, les fonds de terre & l'industrie. Les motifs qui les avoient déterminés à connoître exactement ces deux parties, doivent être les mêmes parmi nous; la justice & l'équité.

### *NATURE des Impôts.*

DANS quelques lieux l'imposition se fait sur les personnes, à cause de leurs biens, ou des profits que chacun peut faire par son industrie, & c'est ce qu'on appelle  
taille



taille personnelle : dans d'autres , elle se fait sur les fonds à raison de l'évaluation arbitrée & convenue ; c'est ce qu'on appelle taille réelle (1). Enfin on impose divers droits sur les denrées , comme sur le sel , sur le tabac , sur le vin , & autres matières de consommation.

Les impositions personnelles sont sujettes à deux sortes de changemens ; l'un de la part du Prince qui peut les augmenter ou diminuer , l'autre de la part des sujets , soit par les événemens bons ou mauvais qui peuvent endommager ou bonifier leurs récoltes ou leurs biens ; soit par la variété , dont le nombre des contribuables est susceptible.

---

(1) Je traiterai plus amplement cette matière en son lieu.

**Les**



Les impositions sur les fonds peuvent aussi recevoir des changemens : premierement par l'augmentation ou diminution de l'imposition générale ; & en second lieu , par les accidens qui peuvent arriver à chaque héritage.

Mais ces changemens n'ont jamais d'autre objet que la personne du contribuable , ou le fonds assujetti à l'imposition. La somme de la contribution générale ordonnée par le Prince doit toujours être remplie , attendu l'importance de sa destination.

*QUELLES personnes & quels biens  
sont affranchis des Impôts.*

COMME les biens & les avantages d'un Etat sont communs à tous les sujets dont il est composé, les sujets doivent en supporter également.

lement les charges. De cette égalité naît la concorde entre les Citoyens , la puissance du corps politique , & la perpétuité des Empires : de l'inégalité naît l'envie , la haine , la sédition , la guerre , la destruction , & la ruine des Etats.

Dans les Républiques bien policées les privilèges ont toujours été fort rares : ce sont autant d'infractions à la loi , & d'efforts qui attaquent cette regle & cette proportion si recommandables. Solon , le plus fameux Législateur de l'antiquité , n'en voulut aucun parmi les Athéniens ; il estima les biens de tous les Citoyens ; il imposa sur ces biens des charges proportionnées à leur valeur ; & pour remédier aux plaintes , il permit l'échange des biens & de la charge.

Les Romains reconnoissant que  
cette

égalité étoit la baze & le fondement de la République, en firent une de leurs premières loix. Après l'abolissement de la Royauté, ils statuerent qu'il ne seroit accordé aucun privilège que dans l'assemblée générale du peuple; ce qui fut ensuite redigé dans la loi des douze tables, & observé fort religieusement: *Privilegia nisi Comitibus centuriatis ne irroganto, qui secus faxit capital esto.*

Les Historiens ont regardé comme un phénomène unique le privilège accordé à la famille des Gordiens, d'être exempte de tutelle & autres charges publiques. Chez ces généreux Citoyens la vertu & la valeur ne venoient point mendier honteusement une récompense mercenaire; plus flattés de participer à une contribution juste, que de jouir d'une indigne

digne dispense , un nom glorieux & mérité , des statues , des trophées , de simples couronnes de laurier , de chêne , & même de gazon , étoient les archives de leurs familles , plus immortelles & plus authentiques que des parchemins équivoques , dont les caractères gothiques nous apprennent tout au plus que les Goths ont autrefois ravagé la France.

Les privilèges généraux affoiblissent les nerfs de l'Etat , en rejetant la charge sur ceux qui n'ont pas la force de la soutenir ; d'ailleurs ils ne peuvent s'exercer qu'aux dépens d'un tiers ; & il n'y a aucun pouvoir sur la terre qui puisse ordonner cette injustice. Ce n'est pas qu'il ne se trouve des occasions où le Souverain accorde avec justice , & sans tirer à conséquence , des exemptions particuli-



ticulières. Anticratès , & toute sa famille , furent affranchis à perpétuité par les Lacédémoniens ; de même nos Rois ont affranchi la famille de la Pucelle d'Orléans & les descendans de Châlo de St. Mard. Leurs privilèges furent moins une exemption de la regle , qu'une récompense donnée par l'Etat aux services qu'ils lui avoient rendus , & une portion imperceptible de la jouissance dont ils lui avoient assuré le total. Encore vaudroit-il mieux n'en jamais accorder. Les Citoyens supportent toujours leur propre fardeau , avec moins de chagrin que l'affranchissement de leurs égaux.

Les exemptions suivent en France la nature des impôts ; elles sont réelles ou personnelles ; & l'espece de ces dernières se divise en deux : l'une est acquise par le  
sim-



P R E F A C E. *lxiiij*

simple effet de la qualité ; tels sont les Ecclésiastiques, les Gentilshommes, & plusieurs Officiers ; l'autre, par les fonctions, ou autres considérations, en faveur desquelles le Prince peut donner ce privilège.

Les réelles sont accordées à des Villes, terres, châteaux, Seigneuries, qui par des concessions du Souverain ont été exceptées de la contribution, & affranchis des tributs.

Il y a cette différence entre les exemptions personnelles & les exemptions réelles que celles-ci passent aux héritiers, acquereurs, ou autres ; & que les personnelles sont bornées aux personnes qui en sont pourvûes.

S'il y avoit dans un Etat des exemptions à accorder, ce devroit être en faveur de ceux qui n'ont

n'ont pas la force d'en supporter les charges ; tout au contraire , la misère des malheureux leur est un titre pour devenir plus misérables ; & l'abondance des riches leur sert à devenir plus opulents.

Au reste , quelle que soit la nature de ces privilèges , ils doivent cesser dans les nécessités urgentes. Les Prêtres Romains , quoique exempts de toutes charges , ne l'étoient cependant pas dans le cas de guerre (1) , comme on le voit principalement dans celles des Gaulois & des Volsques. Dans de pareilles circonstances tous les Privilèges cessoient à Athènes , même pour les familles d'Harmodius & d'Aristogiton (2) , Auteurs de la

---

(1) *Tite-Live.*

(2) Harmodius & Aristogiton délivrèrent leur pays d'Hypparque , fils de Pisistrare , & furent tués par ses Gardes. La tyrannie de Pisistrare finit par la liberté

## PREFACE. lxv

liberté publique. Sylla marchant contre Mytridates fit fondre les vases & les ornemens sacrés des Temples. *Est enim necessitas quam nec Dii superant.*

### *La Milice considérée comme impôt.*

AVANT de finir ce Chapitre des exemptions je ne puis m'empêcher de dire un mot en passant d'une espece d'impôt que personne n'a envisagé sous cette dénomination, quoiqu'il le soit réellement; ce sont les Milices, tribut que les non exempts payent de leurs personnes, comme ils payent les autres en argent ou en nature.

Si jamais les exceptions furent favorables c'est dans ce cas, & j'ose avancer qu'on ne peut trop les étendre. La constitution de notre gouvernement, nos mœurs, nos coutumes, nos besoins, no re  
e édu-

éducation, nos arts, nos talens ; tout parle en faveur de ce privilège. Qui croiroit, si on ne l'avoit vû de nos jours, qu'un jeune homme de famille seroit traîné au tirage de la Milice suivi de ses laquais exempts, par la seule raison qu'ils sont ses laquais ; que le fils unique d'un riche Marchand, & d'un respectable laboureur, moins heureux que le premier valet d'écurie de son pere, seroit associé au sort des derniers ; & que les élèves des arts ou de Themis se verroient contraints de changer leurs instrumens contre des havresacs. Le métier de la guerre n'est point deshonorant à beaucoup près ; mais ce qui concerne le soldat est purement mécanique ; aussi M. le Maréchal de Saxe en fixoit-il le tirage dans les Payfans & les Artisans. Penser autrement que ce grand homme



PREFACE. *lxvij*

l'homme suppose bien de la dureté,  
ou peu de connoissance.

*L'ORDRE & l'économie qui doivent  
être observés dans la perception &  
la dispensation des deniers.*

Non-seulement les Rois doi-  
vent proportionner les charges aux  
moyens de leurs sujets, mais ils  
doivent aussi établir des loix & des  
regles pour l'administration & la  
dispensation des revenus (1) pu-  
blics. Sans l'ordre & la justice dans  
les différentes parties de l'Etat, les  
Royaumes ne sont plus qu'une re-  
traite de voleurs, où toutes sortes  
de brigandages s'exercent impu-  
nement.

Les loix sont faites pour entre-  
tenir la société ; mais il faut les

---

(1) *Assuescat Imperator cum Imperio calculum ponere. Plin. Paneg. de Traj. Pag. 73.*

changer lorsqu'elles la détruisent ;  
& même lorsque leurs dispositions  
cessent de promettre les avantages  
qui ont fait l'objet de leur établis-  
sement : la loi doit être faite pour  
les choses , & non la chose pour  
la loi.

La politique exige à la vérité  
que l'on retienne autant qu'on le  
peut les apparences des choses que  
l'on change , & que l'on passe in-  
sensiblement d'un terme à l'autre :  
mais elle n'ordonne point , surtout  
en matiere de police & de finance,  
de s'attacher servilement à ce qui  
a été fait avant nous , & de n'avoir  
en vûe que l'exemple de ceux qui  
nous ont précédé. L'imitation est  
un mauvais guide ; fille de l'igno-  
rance , elle ne peut enfanter que  
l'erreur.

Parmi les exemples anciens & mo-  
dernes , j'en en choisirai que deux.  
He-

P R E F A C E. *lxix*

Heliogabale avoit ruiné l'Empire par ses excès ; Alexandre Severe son successeur, Prince sage, économe & vertueux, réduisit les subsides à *la trentième partie* de ce qu'il les avoit trouvés en montant sur le thrône , acquitta toutes les dettes de l'Etat , soutint les efforts des Parthes , & de cette multitude de barbares que le Nord enfantoit, fit de grandes libéralités aux soldats , ouvrit les greniers publics au peuple , enfin mourut la quatorzième année de son regne pleuré par Rome & redouté par ses ennemis.

M. de Sulli , Ministre & ami d'un Roi qui étoit digne d'en avoir, trouva l'Etat ruiné par les guerres & par la profusion de Henri III. Il scut tout à la fois diminuer les impôts , & acquitter trois cens

e 3    trente

trente millions de dettes (2). Infatigable, ménager, homme d'ordre, ayant la négative rude, inflexible aux prières & aux importunités, il recevoit toutes sortes d'amis, recherchoit avec rigueur les deniers detournés, attaquoit sur cela les plus grands comme les plus petits, se chargeoit hardiment de la haine des refus, & fermoit sans crainte l'oreille aux plaintes & aux reproches. Son Prince mérita par lui la confiance de ses sujets; leur bourse devint un trésor qui ne lui manqua jamais (3) parce qu'il ne manqua jamais à ses engagements. Ce qu'il leur laissoit étoit

---

(2) Trois cens trente millions de ce temps feroient 800, 600 000 de livres de notre monnoie actuelle.

(3) *Nihil invenit, & omnibus abundavit.*  
*S. Ambr. de Obitu Valentiniani. N. 21.*

plus



*PREFACE. lxxj*

plus à lui que ce qu'il leur ôtoit. C'est ainsi qu'un Prince vit heureux, & que ses peuples le sont aussi. Il craint de les trop charger. Ils craignent de lui offrir trop peu. C'est donner quelquefois que de ne pas exiger.

*DEVOIRS principaux des préposés  
au recouvrement des deniers.*

LES devoirs des Officiers chargés des départemens consistent à prendre une connoissance exacte de l'état de chaque Ville & Communauté, & des divers changemens qui peuvent en avoir diminué ou augmenté les avantages.

Celui des asséeurs, à régler les cottisations avec équité, sans égard au credit, à l'autorité, & à toutes les autres considérations capables de produire des injustices.

On peut regarder comme un

autre devoir général & commun à ceux qui sont chargés de travailler aux départemens, assiettes ou cottisations, d'y procéder de manière que l'imposition n'excède pas la somme ordonnée, & qu'il n'y ait point de manque de fonds faute d'avoir assez imposé.

Le premier devoir des Receveurs généraux & particuliers est de faire leur recouvrement par les voies qui leur sont prescrites, de remettre les deniers à leur destination dans les termes ordonnés, de tenir en bonne forme les Livres nécessaires, à rendre en tous temps compte de leur gestion & manie-  
ment, & de s'acquérir par l'étude & la lecture, une connoissance exacte des Réglemens concernant leurs fonctions : *Constitutiones Principum nec ignorare quemquam nec dis-*  
*simu-*

P R É F A C E. lxxiiij

*simulare permittimus. Leg. 12. Cod.  
de Jur. & fact. ign.*

Les Receveurs particuliers sont obligés de joindre à la vigilance que demande cette fonction des tempéramens d'humanité, de douceur & de conciliation ; & ces tempéramens leur sont dictés non-seulement par leur devoir & par la charité , mais encore par leur propre intérêt ; chaque Receveur doit regarder son département comme son patrimoine : s'il ruine ceux qui le cultivent , il ruine les produits de son recouvrement , dont la régie ne devient pas moins désagréable pour lui que pour les peuples lorsqu'elle se fait avec difficulté. Une de leurs principales attentions doit être d'attendre les différentes espèces de récoltes propres à chaque canton , & les occasions d'où les redevables puissent tirer de l'argent.

gent. On a vû des Pays successivement ruinés & rétablis par la bonne ou la mauvaise régie de ceux qui étoient chargés de la perception des deniers ; l'antiquité nous en fournit , entr'autres , un exemple mémorable dans la Gaule même.

Florentius , Préfet du Prétoire des Gaules ( sous Constance l'an 360 , après J. C. ) à l'office duquel il appartenoit de lever les impôts , vexoit le peuple par des surcharges & des contraintes ruineuses. Julien en fit avec fermeté ses remontrances à l'Empereur , qui le chargea du soin des recouvremens de la seconde Belgique. Dès le moment on vit cesser les poursuites , les exécutions militaires , les ventes de meubles , & les emprisonnemens ; & par l'ordre qu'il établit , il procura sans frais une telle



PREFACE. *lxxv*

telle facilité dans la levée des impôts, qu'ils étoient payés même avant le terme. Sous Julien, les peuples se trouverent libres & quittes du capital, avec des sommes moindres qu'il n'en falloit sous Florentius, pour payer seulement les frais. Julien étoit aussi bon politique que grand guerrier, & Prince vertueux.

*CHAMBRES de Justice.*

IL y a des peines prononcées contre ces ames basses qui font trafic d'iniquités, & des afflictions d'autrui. A mesure qu'il se trouve des coupables, livrez-les aux Magistrats, & qu'ils exercent contre eux toute la sévérité de la loi, sans attendre les funestes effets d'une justice générale & périodique. C'est une clémence que de faire à propos des exemples qui  
puis-

*lxxvj*    *P R E' F A C E.*

puissent arrêter le progrès du mal.  
C'est ainsi que pensoit M. de Sul-  
ly, qui est le meilleur modèle  
qu'un bon ministre puisse suivre.  
» On eût, dit-il, un remede de  
» moins dans les temps qui suivi-  
» rent ma gestion. J'avois grand  
» soin qu'on fit porter sur le champ  
» aux coupables la peine de leurs  
» friponneries.

Punir le vol par des amendes,  
ce n'est pas punir ; c'est donner un  
tau à la permission de voler : com-  
prendre des ordres entiers dans une  
même accusation, sans autre cri-  
me que celui de la qualité, c'est  
pécher contre l'équité & contre la  
politique ; c'est apprendre à l'hom-  
me à renoncer à l'émulation & à  
la vertu ; c'est ôter à l'Etat la res-  
source souvent onéreuse, mais tou-  
jours nécessaire des secours que les  
grandes calamités ne peuvent trou-  
ver

## PREFACE. *lxxvij*

ver qu'au sein de la finance.

Ennemis de l'opulence des riches, & non des moyens qui la leur ont procurée, on se recrie contre leur luxe utile; on blâme leurs dépenses honorables, & leur superflus nécessaire aux autres humains. Ce préjugé a enfanté les Chambres de Justice; « opération » décidée, fausse, inutile, & abusive, dit M. de Sully. Notre Etat est un de ceux qui a le plus succombé à ce fanatisme d'équité. Mais dans le grand nombre qu'il a produit nous n'en trouvons qu'une seule qui ait été utile; c'est celle que Charles VI institua dans les bonnes années de son regne. Le Roi & le Peuple y trouverent de l'avantage: les Commissaires qu'il avoit choisis au nombre de quatre seulement, s'attachèrent aux abus & non aux personnes; ils n'eurent  
en

*lxxviiij*    *PREFACE.*

en vûe que le bien général , & ils se conduisirent sans passion & sans intérêt. Les Historiens , & ce que nous avons vû de nos jours , nous apprennent que tous les autres établissemens de cette espèce ont été dangereux.

Leur fruit ordinaire est la ruine & la dispersion des familles , l'anéantissement du commerce , une disette générale d'espèces , & la défiance publique , source des malheurs du peuple.

Spectateur sans utilité des rigueurs qui s'exercent , la fin ne lui présente que des fortunes renversées , & d'autres nouvellement élevées sur les débris de celles-ci, où il n'a pas plus de part qu'il en avoit aux premières. Au milieu même de la Capitale on a vû revêtir de l'autorité publique des hommes corrompus qui abusoient des loix ,



loix , & auprès desquels l'indigence, ou du moins une médiocre fortune étoit le seul crime auquel on ne faisoit point de grace.

M. le Bret , dans son Plaidoyer du 9 Avril 1659 , lors de l'enregistrement des Lettres pour la recherche des Financiers, remarque, „ qu'il ne faut pas juger de la pro-  
 „ bité des hommes par leur fortune ; ils peuvent l'avoir acquise  
 „ par des voies légitimes. Plusieurs  
 „ sont dignes de manier les finances publiques , & de posséder  
 „ les biens que leurs vertus & leurs  
 „ bons services leur ont acquis. Il  
 „ ne seroit ni juste , ni raisonnable  
 „ d'exercer sur eux aucune rigueur.  
 „ Les hommes & leurs biens sont  
 „ toujours sous la protection des  
 „ loix. Les faveurs & les graces  
 „ que les loix peuvent distribuer  
 „ n'ont été accordées que pour  
 „ ho-

„ honorer le mérite & la vertu,  
„ de même que la sévérité & les  
„ peines n'ont été établies que  
„ pour la punition des méchans,  
„ & ce n'est que contr'eux que le  
„ Roi entend exercer cette sévé-  
„ rité.

L'année 1716 nous offre encore  
le tableau d'un pareil établissement  
dicté par les mêmes préjugés , &  
dirigé sous d'aussi malheureux aus-  
pices. M. le Régent, qui ne s'étoit  
que prêté à la création d'une Cham-  
bre de justice , voyant que le re-  
mede qu'on vouloit apporter aux  
maux de l'Etat , étoit un nouveau  
mal , chargea M. le Chancelier  
d'Aguesseau d'aller notifier à la  
Chambre sa séparation. On voit  
par le discours que leur tint ce pre-  
mier Magistrat quelle étoit sa fa-  
çon de penser sur cette opération;  
il leur dit : “ que le Public effrayé  
„ étoit

P R E' F A C E. *lxxxj*

» étoit tombé dans une espèce de  
» consternation & d'abattement,  
» qui retardoit les opérations, &  
» faisoit languir tous les mouve-  
» mens du corps politique; que la  
» rigueur devoit contenir les hom-  
» mes dans les bornes du devoir;  
» & la douceur rétablir dans les  
» esprits cette confiance, encore  
» plus nécessaire que la crainte,  
» pour la gloire & la félicité des  
» gouvernemens, &c.

Je n'ai rien à ajouter aux senti-  
mens de ces grands hommes; leur  
donner plus d'étendue, ce seroit  
les affoiblir.

Après ce léger esquisse de  
mon travail, je ne m'arrêterai pas à  
prouver ici l'utilité de cet ouvra-  
ge: & quel est le Citoyen qui ne  
fera pas charmé de sçavoir pour-  
quoi & comment il contribue aux  
impôts? Tel se croit malheureux  
f                      qui

qui sera étonné de voir son bonheur lié à leur perception. Tel condamne leur administration, qui mieux instruit, sçaura que les dépositaires de l'autorité souveraine ont des vûes supérieures à celles des particuliers, & que les maladies de l'Etat ont quelquefois besoin de remèdes violents qu'on ne regrette plus, lorsqu'ils nous ont conduit à une santé parfaite. D'un autre côté, les gens en place ne sçauront peut-être gré d'avoir mis sous leurs yeux un recueil de faits & de réflexions qu'ils n'ignorent pas à la vérité, mais qui au milieu des occupations importantes, ne viennent pas toujours se présenter distinctement quand on les appelle.

Qu'on ouvre les fastes de l'Histoire; y a-t-il un regne plus brillant que celui de Louis XIV? Il est cependant inconcevable pour ceux



*PREFACE. lxxxiiij*

ceux qui examinent les événemens dans leur source. La France , ce Royaume fertile & peuplé, mais renfermé dans des bornes bien étroites, si l'on considère la grandeur dont a joui Louis XIV, & tout ce qui s'est exécuté pendant le cours de sa vie , fournit aux frais de cinquante ans de guerre & de plus de soixante ans de magnificence. La Franche-Comté, l'Alsace, & la Flandre étoient encore soumises à des puissances ennemies ; une acquisition plus importante , toujours enviée par ce Monarque , & réservée à son Successeur , la Lorraine n'avoit point encore arrondi cet Etat, ni augmenté ses revenus ; & déjà des armées plus nombreuses que toutes celles qu'on avoit vû jusqu'alors, avoient forcé la Hollande d'implorer la clémence du Vainqueur, & de se

f 2      sou.

fourmettre aux loix qu'il dictoit à Nimégue ( 1 ). Notre marine anéantie étoit ressuscitée presque en un instant ; nos Vaisseaux Marchands remplissoient les Ports étrangers , pendant que nos Vaisseaux de guerre arrachotent aux Anglois l'Empire des mers.

Versailles s'élevoit au milieu d'une colline aride. Les Arts appelés du sein de l'Italie avoient enfanté mille chef-d'œuvres. Le Louvre , destiné à être la demeure auguste des Rois , sembloit vouloir enlever aux autres Nations le sceptre de l'Architecture ; & son perystile trop peu connu des François effaçoit tous les monumens étrangers.

---

(1) L'an 1678 se fit à Nimégue , capitale de la Gueldre , le traité entre Louis XIV. & les Etats-Généraux ; ce qui fut suivi de la paix avec l'Espagne & avec l'Empire.

## PREFACE. *lxxxv*

Un édifice superbe (1) étoit seul en état de lui disputer cet avantage ; mais on oublioit les beautés de l'Art , lorsqu'on pensoit qu'il étoit consacré à assurer des jours heureux aux citoyens qui avoient versé une partie de leur sang , pour la Patrie , & qui sur des lauriers pacifiques , croyoient encore expirer dans un champ de bataille. Cet accord de la gloire & de l'humanité , ce triomphe supérieur aux plus grandes victoires , paroissoit absorber tout autre mérite. Enfin , les plaisirs marchaient par tout avec la splendeur du Monarque. Si l'on considère les désastres qui suivirent ces triomphes , la ligue formidable de toute l'Europe conjurée contre un seul Royaume , les forces qu'il fallut lui opposer ;

---

(1) Les Invalides.

*Lxxxvj*    *P R E' F A C E.*

si l'on pense que Louis XIV. eut à la fois jusques à cinq cens cinquante mille hommes sur pied ; on concevra moins encore comment un Royaume , qui même de nos jours , & malgré ses augmentations , passera toujours pour médiocre en étendue , a pû fournir de quoi placer un Bourbon sur le thrône de Charles-Quint , soutenir les malheurs inévitables d'une minorité , & reparoître encore plus florissant que jamais. Tous ces faits que l'Histoire recueille avec avidité deviennent une énigme impénétrable , si l'on ne s'attache à connoître les ressorts qui firent mouvoir toute cette grande machine.

Les Rois riches autrefois de leurs seuls Domaines , ne le sont aujourd'hui que de l'abondance de



*PREFACE. lxxxviij*

de leurs fujets (1). Cette richesse, que l'on appelle les Finances, est le nerf des Etats, & c'est elle qui décide le destin du Prince & des peuples.

C'est dans cette vûe que je me suis toujours proposé de lier la Finance à l'Histoire, & l'Histoire

---

(1) La richesse d'un Etat, soit Démocratique, soit Aristocratique, soit Monarchique, ne consiste que dans le nombre des habitans, la culture des terres, le travail industrieux & le commerce. Les peuples font donc toute la richesse du Roi : c'est là qu'est son véritable trésor : mais ce trésor est bientôt épuisé si on n'a pas une attention perpétuelle à leur procurer les moyens de le remplir, en favorisant le commerce & la consommation, & en repoussant le traitant & l'usure : car c'est le commerce & la consommation qui fournissent aux peuples les moyens de payer. Si l'un & l'autre diminuent, leurs moyens de payer diminuent aussi dans le même rapport. Dès-là toute opération de finance nuisible au commerce est pernicieuse. Elle produit dans l'Etat le même désordre que la conduite de celui qui vit sur son capital, produit dans son propre bien. *Dutot.*

f 3

à

xxxviii *P R E' F A C E.*

à la Finance , en sorte que sans entrer dans le détail des faits purement historiques , j'en donne cependant une légère idée , lorsqu'elle me sert à montrer , que c'est dans la bonne ou mauvaise administration des Finances , qu'il faut chercher la source des grandes opérations , la force , la grandeur , la foiblesse , & la décadence des Royaumes. Leurs diverses révolutions sont les époques de nos triomphes , de la félicité des peuples , de ses desastres , & de leurs calamités. De grands ou de médiocres Généraux ne sont pas toujours la seule cause des succès ou des revers. C'est dans l'influence du grand ou du foible ministère qu'il en faut chercher la source. Quelque formidable que soit la Nation , lorsqu'elle est commandée par son Roi , & par un Roi aimé ,

*PREFACE. lxxxix*

aimé ; quelque capacité , quelque mérite qu'ayent eu les Généraux , on se souviendra toujours que la guerre de 1741 a été soutenue avec éclat pendant huit ans sans vuide ni discrédit.

Il est facile de comprendre par-là de quelle importance seroit un ouvrage qui nous feroit connoître que les différens regnes de nos Rois féconds en prospérités & en malheurs rentrent dans l'ordre naturel , lorsqu'on voudra se donner la peine d'examiner quel étoit le bon ordre ou le desordre des Finances sous chaque regne. Cet ouvrage seroit d'autant plus utile , qu'il démontreroit de quelle importance est pour un Etat la bonne régie des Finances ; que de leur sage administration dépend toute la grandeur du Souverain & le bonheur des Sujets, & que c'est  
une

une longue suite de prospérités qui rend un Gouvernement aussi glorieux & aussi respectable qu'une longue suite d'adversité le rend odieux & méprisable.

Je ne passerai sans doute ni pour grand Historien , ni pour grand Financier : je n'ai affecté ni l'un ni l'autre. Il n'est pas en mon pouvoir de présenter un tableau aussi étendu que je le voudrois. L'exécution cependant en seroit très-possible ; mais les personnes que leur naissance , leurs places , ou leur opulence appellent au bonheur d'encourager les talens parcourent souvent avec rapidité un ouvrage sans tenir compte à l'Auteur des veilles , des recherches , des soins , & même des dépenses qu'il a sacrifiées à l'ingrate littérature : (1) Le penchant qui nous

(1) *Sint Mæcenates non deerunt, Flacce, Marones.*  
en.



*P R E' F A C E.*      *xcj*

entraîne à écrire est pour nous la seule cause de travailler.

Une main plus habile auroit creusé plus avant ; avec plus de science , elle y auroit mis plus de détails , mais aussi plus de sécheresse. Moins jaloux d'être profond que d'être utile , je n'ai travaillé que pour le plus grand nombre des Lecteurs.

Il est aisé cependant de s'appercevoir que cet ouvrage seroit imparfait s'il ne me conduisoit qu'à une vaine spéculation ; amusement inutile de l'oisiveté de ceux qui daigneront me lire. J'expose des faits , je retrace des inconvéniens , je peins des malheurs & des prospérités ; mais tous ces points de vûes historiques ne sont que des bases légères sur lesquelles doit porter un édifice simple que je voudrois consacrer au bonheur de  
l'hu-

manité & à la gloire des Souverains , que j'essayerois de rendre plus puissants par la félicité de leurs peuples. Le nouveau système de Finance que je me propose de donner est tout le but de mon travail ; & les différents objets que j'ai présentés n'en sont que le prélude.

Que je serois heureux , si je pouvois sans cesse voir la paix , la justice , l'abondance & la joie publique s'embrasser aux pieds du trône du plus grand & du meilleur Souverain de l'Univers !

Je ne parlerai point du stile que j'ai employé , ni de l'ordre que j'ai suivi ; le Public a seul le droit d'en décider. Prévenir son jugement, c'est lui demander une grace qu'il n'accorde jamais , ou lui faire des promesses que trop souvent on ne lui tient pas.

ME-



# MEMOIRES

POUR SERVIR  
A L'HISTOIRE GENERALE  
DES FINANCES.

---

*Impôts sous les Egyptiens , les  
Babyloniens , les Perses , les Grecs ,  
& les Romains.*

**P**OUR bien concevoir  
l'esprit des Gouvernemens  
anciens, par rapport aux  
Finances, il ne faut jamais  
oublier que les Rois & les Républi-  
ques ont toujours eu des Domaines  
proportionnés au besoin de leur Etat ,  
&

& que les Impôts ne furent considérés alors que comme une surcharge accordée à la nécessité, & comme un secours momentané que l'orage & le calme faisoient tour-à-tour renaître & disparaître.

Ouvrons les archives de l'antiquité ; nous y verrons le monde naissant se former ce plan d'administration , & le transmettre successivement aux différentes populations qui se sont répandues sur la surface de la terre. La plus ancienne pour nous est sans contredit celle des Egyptiens.

Les  
Egyp-  
tiens. Le silence de l'Histoire sacrée & prophane ne nous permet pas de percer plus avant , & d'éclairer les ténèbres qui environnent le berceau de l'Univers. Quel spectacle cependant doit plus nous étonner que celui de l'Egypte ? Les Arts enfantés & perfectionnés en un instant semblent avoir devancé la marche du temps ; & leurs débris illustres déposent encore



### SUR LES FINANCES. 3

core aujourd'hui de la grandeur du Peuple qui les cultiva avec tant de succès. Ses Loix deviennent celles de toute la terre. Sa Religion & ses mœurs forment celles de presque toutes les Nations, & c'est dans son sein que la Grece & Rome vont puiser les véritables principes de la législation. Une contrée fertile & riante ; un Gouvernement doux & modéré ; telles furent les sources de la gloire & du bonheur des Egyptiens pendant une longue suite de siècles. Un Souverain des Prêtres, des Magistrats, des Guerriers & des Artisans formoient le corps de la Nation : chacun de ces Etats renfermé dans ses bornes, & enchaîné par ses Loix particulières, jouissoit de ses prérogatives & de ses droits, sans craindre les attentats d'un autre. Le bien-être respectif de tous les ordres étoit la base du bonheur général.

Les Rois d'Egypte riches de leur  
Do-

Domaine, de leur industrie & de leur économie, étoient en état de faire respecter le trône au dedans & au dehors du Royaume, & d'embellir leur regne des triomphes de la paix & de ceux de la guerre. Leur Domaine consistoit en terres & en Esclaves pour les cultiver; ils avoient des Officiers chargés de veiller à la régie & à l'administration des revenus. Le commerce, cet état honorable, & le premier de tous, après l'agriculture, leur fournissoit encore des secours aussi légitimes qu'avantageux; ils le faisoient en leur propre nom; & leurs mains triomphantes ne dédaignoient pas de signer les expéditions des Facteurs qu'ils envoyoit trafiquer chez les Nations étrangères.

Les mines d'or & d'argent appartenoient privativement au Prince, & Diodore nous apprend que le produit en montoit chaque année à une somme équivalente à seize millions de notre

## SUR LES FINANCES. §

tre monnoye. Les tributs imposés sur les peuples vaincus entroient aussi dans son trésor, ainsi que les dépouilles que lui livroit la victoire ; mais il en distribuoit souvent une partie aux Prêtres, aux Guerriers & aux autres sujets. Sesostris, vainqueur de l'Ethiopie la rendit tributaire ; il exigea tous les ans une certaine quantité d'ébene & d'yvoire. Il est à présumer qu'il traita également les Nations qu'il soumit au-delà du Gange, & qu'il enrichit l'Egypte des dépouilles d'une partie du monde subjugué. On voyoit encore du temps de Tibere le tarif des Tributs qu'il levoit. Par quelle fatalité ce morceau n'est-il pas parvenu jusques à nous ?

Nous lisons dans l'Ecriture que Néchao Roi d'Egypte, étant entré Vainqueur dans Jérusalem, établit Joakim sur le thrône, & qu'il chargea la Judée d'un tribut de cent talents d'argent & d'un talent d'or. Ce

A                      fut

fut sous ce même Roi, que des Marini-  
 niers Phéniciens qu'il avoit à son ser-  
 vice firent heureusement le tour des  
 côtes d'Afrique. Il est vraisemblable  
 que Salomon & plusieurs autres Rois  
 de l'Orient jouissoient de cette dé-  
 couverte longtemps avant Néchao,  
 & qu'ils en tiroient un profit considé-  
 rable ; mais l'Histoire ne nous four-  
 nit rien de positif sur cet article. On  
 peut maintenant conjecturer quelles  
 étoient les ressources que les Rois  
 d'Egypte devoient trouver dans un  
 Etat où les Magistrats & les Guer-  
 riers jouissant d'un Domaine fixe &  
 constant, se sacrifioient sans véné-  
 lité à leur Patrie, & n'espéroient  
 pour prix de faire le bien que le bien  
 lui-même. Aussi leur magnificence  
 a-t-elle surpassé celle de tous les  
 Princes dans ces fameux ouvrages  
 que leur Puissance consacra tour à  
 tour à l'orgueil ou à la nécessité. La  
 grande Pyramide, monument éternel  
 de



la grandeur & du néant des Rois , vaste édifice destiné à contenir un peu de cendre , couta seule quatre millions cinq cens mille livres de notre monnoie pour les légumes destinés à la subsistance des ouvriers. Que dire du Lac de Meris , du labyrinthe , des canaux & des levées qui réglant les crues du Nil , fixoient le destin de l'Egypte. Toutes ces dépenses prodigieuses n'étoient cependant pas prises uniquement sur le trésor du Prince ; les Peuples y contribuoient à proportion de l'utilité qu'ils en retiroient , & les Villes étoient taxées à une cotte part qu'elles payoient les unes en denrées , les autres en espèces , suivant la nature des lieux & la qualité des personnes. Les Juifs isolés dans l'Egypte , où les ordres du Ciel les avoit transplantés : Nation sans Etat , étrangere dans le pays qu'elle habitoit , & séparée par le culte & les mœurs des Peuples qui naissoient

sous le même Ciel , furent condamnés aux travaux publics par les Pharaons , à qui leur multiplication devint suspecte. On croit que Sesostris , designé dans l'Ecriture par ce nom , fut le premier auteur de la rigueur qu'on exerce contre eux , & qu'il s'en servit pour bâtir & fortifier les Villes qu'il avoit destinées à être les magasins de l'Egypte , & l'entrepôt des tributs ou impositions qu'il recevoit en nature. Diodore confirme cette opinion par la louange qu'il donne à Sesostris de n'avoir employé que des Etrangers dans tous ces ouvrages. Voilà à peu près toutes les lumières que l'obscurité de l'Histoire nous laisse entrevoir sur les Finances des Rois d'Egypte : il est néanmoins constant que cet ordre a été quelquefois interverti ; que les Peuples, pendant plusieurs regnes , ont été soumis à des tailles réelles ; que les Ministres des Autels n'en pouvoient  
exemp-

exempter que douze *arures*, & que les gens de guerre furent dépouillés de ce privilège par l'imbécille *Se-thon*, qui se laissa subjuguier par les Prêtres, & devint Prêtre lui-même.

Mais de toutes les révolutions qu'éprouva le Gouvernement en Egypte, la plus étonnante sans doute est celle qu'occasionna Joseph sous Pharaon. (*Thetmosis*) Plus de dix-sept siècles avant J. C. ce Patriarche appelé & conduit au ministère par des voies surnaturelles, régla les impôts au cinquième du revenu des Peuples. Il sut profiter des lumières qu'il avoit reçu d'en haut, pour recueillir le superflu de sept années d'abondance que le Ciel donna alors à l'Egypte, & pour amasser des trésors immenses, tribut de la stérilité des sept autres années qui suivirent, & du peu de prévoyance d'un Peuple qui ne voulut ni le croire ni l'imiter. Avec ces richesses il acquit au Roi les biens & les

A iij per-

personnes de tous les sujets, & réduisit tout le pays en servitude. L'autorité sacrée de l'Ecriture Sainte, qui nous a consigné un fait si frapant, ne nous laisse aucun lieu de douter de sa certitude ; mais son flambeau nous abandonne sur les suites, la durée, & l'interruption de ce grand changement ; & nous n'en trouvons aucune trace dans l'Histoire profane.

Tel fut le Gouvernement de l'Egypte, jusqu'à ce que fondue dans le vaste Empire des Assyriens, dont elle devint une Province, elle passa successivement sous la domination des Perses & des Grecs, reparut florissante sous le regne des Lagides, & subit ensuite le joug des Romains, à qui elle fut enlevée par les Turcs qui la possèdent aujourd'hui.

Les Babyloniens.

Les éclaircissmens que nous pouvons tirer des Auteurs sur l'administration intérieure de l'Empire des Babyloniens, des Medes, & des autres

gres



tres peuples anciens, sont si vagues & si légers, qu'il est impossible de développer & de s'étendre sur cette partie de l'Histoire. Les crimes de la guerre présentent des tableaux plus frappants, & les excès des Princes ont paru plus dignes de fixer l'attention de l'Univers. Les Rois de l'Orient, ainsi que nous l'avons remarqué dans ceux d'Egypte, possédoient tous des Domaines; ils avoient des trésors, & recevoient les tributs des Nations domptées; mais les peuples, victimes de leur pouvoir absolu, n'en furent pas moins assujettis à des impôts. Leur cruauté ou leur avarice, leur bonté ou leur économie changerent souvent le sort des sujets. Ce qui en général les rendoit si riches, est que les gens de guerre ne leur coutoient rien; abus qui ébranla tant de fois leur trône, & qui ne leur laissoit qu'une Puissance précaire & incertaine. Ninyas, Roi de Ninive, tiroit

un certain nombre de troupes des Provinces ; elles ne servoient qu'un an , & étoient remplacées par d'autres. Ses successeurs imiterent cette conduite. Sardanapale , le dernier du sang de Ninyas , faisoit consister sa gloire & son bonheur à posséder des trésors. Il poussa à l'excès la mollesse & la débauche ; & ce qu'il y a d'étonnant , c'est qu'il trouva le secret d'amasser des sommes immenses qui périrent avec lui (1) au sein de la dissolution la plus outrée.

Les Per-  
ses.

Nous avons des lumières plus certaines sur les impôts, que les Perses payoient à leur Souverain. Ils consistoient en deniers ou en fournitures de plusieurs choses en nature , comme grains , provisions , fourages & autres denrées , chevaux , chameaux ,

(1) Athenée , menteur comme tous les Grecs , nous en a conservé l'évaluation , qui surpasse celle de toutes les richesses qui sont peut-être maintenant sur la surface de la terre , & qui cependant furent consumées dans son Palais.

&c.

&c. Strabon remarque que le Satrape d'Arménie envoyoit régulièrement tous les ans au Roi de Perse vingt mille poulains.

Au commencement , les tributs n'étoient imposés que sur les Nations conquises ; les Persans en étoient exempts , & ce ne fut que sous Darius , fils d'Histaspes , 521 an avant J. C. que l'on déterminâ les sommes que chaque Province devoit payer tous les ans ; elles montoient à environ quarante quatre millions , autant qu'on le peut conjecturer par le calcul d'Hérodote.

Mais outre ces tributs , il y en avoit encore qui suffisoient pour l'entretien & la dépense du Prince & de sa Maison , pour la subsistance des armées , & les remotes de la cavalerie. Cette maniere de lever les impôts , partie en denrées , & partie en deniers , marque dans le Gouvernement beaucoup de sagesse , de modération & d'hu-

d'humanité ; il est difficile aux Pays éloignés du commerce de couvrir leurs denrées en argent sans souffrir de grandes pertes. Rien ne met plus les Peuples à couvert de la vexation que de prendre en payement de chaque contrée les fruits qu'elle produit, qui sont une contribution aisée, naturelle & équitable : c'étoit le but de M. de Vauban dans sa dîme royale.

Un des premiers soins de Darius quand il se vit établi sur le trône, fut de régler l'Etat des Provinces, & de mettre de l'ordre dans ses finances. Avant lui Cyrus & Cambyfes se contentoient de recevoir des peuples conquis des dons gratuits qu'ils sembloient offrir volontairement, & d'exiger d'eux un certain nombre de troupes dans le besoin.

Darius en imposant les tributs nécessaires, montra une grande sagesse & une grande modération. Il commença par une description exacte,

&



& un dénombrement général des terres & des peuples, comme nous avons vû que Sesoſtſis l'avoit fait en Egypte ; ensuite il fit venir les principaux de chaque Province, qui en pouvoient connoître le fort & le foible, & qui avoient intérêt de parler avec ſincérité : il leur demanda ſi une certaine ſomme qu'il propoſoit à chacun d'eux pour leurs Provinces, ne montoit point trop haut, & n'excédoit point leurs forces ; ſon intention, leur diſoit-il, n'étant pas d'accabler ſes ſujets, mais de tirer d'eux des ſecours proportionnés à leurs revenus, & qui étoient absolument néceſſaires à la défenſe de l'Etat. Ils répondirent tous que cette ſomme leur paroifſoit raifonnable, & qu'elle ne feroit point à charge aux peuples. Il la réduiſit à moitié, aimant mieux demeurer beaucoup en deçà des juſtes bornes que de s'expoſer à les paſſer. Malgré une ſi étonnante modération, comme

comme les impôts ont toujours quelque chose d'odieux, les Perses qui avoient donné à Cyrus le surnom de *Pere*, à Cambyse celui de *Maître*, n'en trouverent point d'autres pour caractériser Darius, que celui de *Marchand*.

Le Pays des Indes, conquis par Darius, faisoit le vingtième des Gouvernemens de l'Empire de ce Prince, & il lui rapportoit tous les ans, selon Hérodote, 360 talens d'or, faisant environ onze millions.

Rien ne fait mieux connoître les richesses immenses des Princes qui regnoient alors en Asie, que celles de Pythius Lydien. Xerxès étant à Célène Ville de Phrygie, près de laquelle le Méandre prend sa source, & où ce Prince faisoit sa résidence; il le reçut lui & toute son armée qui étoit innombrable, avec une magnificence incroyable, & lui offrit tous ses trésors pour fournir aux frais de son

son expédition contre les Grecs : ils montoient à 2000 talens d'argent, c'est-à-dire, six millions ; & pour l'or, à quatre millions de dariques moins sept mille, c'est-à-dire, à quarante millions moins 70000 livres en comptant le darique sur le pied de 10 livres, ajoutant que ses revenus particuliers suffisoient pour l'entretien de sa Maison.

La Grece eut ses impôts comme <sup>Les</sup> les autres parties du monde. Je ne <sup>Grecs.</sup> m'arrêterai qu'à ceux qu'on levoit à Athènes. Lacédemone ayant trop négligé ce point essentiel du Gouvernement, & les autres Villes s'étant toutes rapprochées de l'administration d'Athènes, Solon, le plus grand des Législateurs abolit les loix atroces de Dracon aussi ennemies de l'Etat que les crimes qu'elles punissoient ; il en publia de plus douces l'an 594 avant J. C. il crut que le Règlement  
sur

sur les contributions devoit être un des principaux objets de son attention.

Il divisa en conséquence le Peuple en trois classes qui se régloient par les revenus. La premiere fut composée de ceux qui avoient 500 mesures tant en grains qu'en choses liquides ; la deuxieme , de ceux qui en avoient 300 ; & la troisieme , de ceux qui n'en avoient que 200. C'étoit dans ces trois classes seulement qu'on choisissoit les Magistrats : tous les autres Citoyens étoient compris sous le nom de mercenaires & ouvriers travaillans de leurs mains.

Les Citoyens de ces trois classes payoient chaque année une certaine somme pour être mise dans le trésor public : ceux de la premiere, un talent d'argent attique valant, suivant la supputation de Budée dans son *Traité De asse*, 1333 livres : ceux de la deuxieme , un demi talent, ou 666 li-



livres 10 sols ; & ceux de la troisième , dix mines , ou 500 livres.

Comme la mesure des revenus regloit l'ordre des classes , quand les revenus augmentoient , on pouvoit passer dans une classe supérieure.

Les Etrangers payoient aussi chaque année un tribut à l'Etat , qui n'étoit que de douze dragmes , ou 6 liv. & faute de payement , ils étoient réduits en servitude , & exposés en vente.

Ils avoient encore le revenu de la culture des terres , des droits d'entrée & de sortie sur les marchandises , de la vente des bois , de l'exploitation des mines d'argent , & autres fonds appartenans au public : & enfin les taxes auxquelles les particuliers étoient condamnés par les Juges pour différens délits ; ce qui composoit , suivant Aristophane , dans la guerre du Peloponèse , 2000 talens.

La deuxième espèce de revenu étoit

étoit les contributions des alliés pour les frais communs de la guerre, qui d'abord étoit médiocre, & qui monta par la suite jusqu'à 1300 talents.

Il y avoit parmi les Athéniens un certain nombre de Citoyens qui étoient obligés d'équiper une galere; on les appelloit Triérasques. Comme cet armement exigeoit une grande dépense, il étoit permis à ceux qui étoient nommés d'indiquer quelqu'un qui fût plus riche qu'eux, & de demander qu'on les mît en leur place; ce qui leur étoit accordé, pourvu qu'ils consentissent à l'échange de leurs biens.

Cette Loi étoit pareillement de Solon, & s'appelloit la Loi des échanges. Nous en avons retenu l'esprit en partie dans la procédure de nos Surtaux; car, suivant l'Article XXX. du Règlement de 1643, l'opposant doit faire assigner & prendre à partie ceux des Habitans de sa Paroisse qu'il pré-

prétend être trop peu cottisés à son égard , & par comparaison de biens , pour voir dire qu'ils seront augmentés , & lui diminué.

Outre l'équipement des galeres , les riches avoient encore une autre charge à supporter dans les tems de guerre ; sçavoir , les taxes & les impositions extraordinaires sur les revenus de leurs terres , sur lesquels on levoit le centième , le cinquantième , quelquefois même le douzième , suivant les besoins de l'Etat.

Après que le commandement de la Grece eut passé de Sparte à Athènes , 490 ans avant J. C. les Peuples & les Villes de la Grece , qui étoient obligés de contribuer aux frais de la guerre contre les barbares , jugerent à propos , sous ce nouveau Gouvernement , de placer dans l'Isle de Delos le trésor public , d'établir un nouvel ordre dans les Finances , & de fixer une taxe qui

B            feroit

feroit réglée sur le revenu de chaque Ville & de chaque Peuple ; afin que les charges fussent également réparties sur tous les Membres qui composoient le corps des alliés.

Il s'agissoit de trouver un homme capable de s'acquitter dignement d'une fonction si importante pour le bien public ; tous les alliés choisirent d'une voix unanime Aristide, Athénien ; & en s'en rapportant entièrement à sa prudence & à sa justice ils lui donnerent un plein pouvoir d'agir.

Aristide remplit son ministère avec tant de sagesse & de fidélité , qu'on n'eut pas lieu de se plaindre d'un tel choix ; & ce qui est aussi difficile que rare , il parvint à se faire aimer dans un emploi où c'est beaucoup de ne se pas rendre odieux. Dans la suite on regarda ce tems comme le siècle d'or de la Grece.

Le Discours de Periclès pour persuader



Quader la guerre contre Lacédemone, nous fait assez connoître quelles étoient alors la force & la puissance de la République d'Athènes; il entre dans le détail de ses fonds, de ses revenus, de ses flottes, de ses troupes de terre & de mer, & de celles de ses Alliés, & il les compare avec l'Etat de Lacédemone, dépourvû d'argent, de troupes, & de vaisseaux.

En effet, il se trouvoit dans le trésor public qu'on avoit transporté de Delos à Athènes, 9600 talents, les contributions des Alliés pour chaque année, étoient de 460 talens; & en cas de nécessité, on pouvoit trouver des ressources infinies dans les ornemens des Temples, puisque ceux de la statue seule de Minerve montoient à cinquante talents d'or, que l'on pouvoit ôter de la statue sans la détruire, & les remettre ensuite dans des tems plus heureux.

Mais, suivant le rapport d'Aristote,

B ij rien

rien ne me paroît plus singulier que l'expédient dont les Lacédémoniens se servirent pour trouver le fonds du subside que les Samiens leur demandoient pour le recouvrement de leur Pays, n'ayant point de trésor public, ils ordonnerent que tous les Citoyens, leurs familles, & leurs troupeaux jeûneroient pendant un jour, & que l'on payeroit aux Samiens l'évaluation de cette diette. *Lacedemonii, cum Samii ab ipsis peterent ut pecunias sibi conferrent recuperaturis Patriam, scitum fecerunt : unâ die debere & dominos & familiam, & jumenta jejunare, & quantum insumpsisset, si non jejunaretur, quisque tantum tribuere Samiis. (1)*

(1) Aristote, dans ses économiques, page 503, Tome II.



*Impôts sous les Romains.*

L'EMPIRE de Rome est un spectacle bien digne de l'attention d'un Monarque ; rien de plus intéressant pour lui que de connoître que Rome fût redevable de sa puissance & de sa grandeur à la sage administration de ses revenus, & que la dissipation entraîna bientôt sa ruine.

Valerius-Publicola (1) fut le premier, qui ordonna que le revenu de la République seroit déposé dans le Temple de Saturne, afin que la sainteté du lieu rendit ce dépôt encore plus sacré. Il y avoit deux trésors ;

*Macrobi.*  
*Lib. 1.*  
*Saturnus.*  
*C. 6.*

(1) Ce fut le même Valerius qui deffendit que les Veuves, les Orphelins, & le menu peuple, contribuassent aux impôts, afin qu'ils pussent élever leurs familles. *Hoc satis stipendii solvere aiebat, si Reipublica liberos ederent atque alerent.*

B iij dans

dans l'un destiné aux besoins journaliers de la République, on portoit les tributs & les impositions ordinaires; & dans l'autre, l'or de l'impôt du vingtieme établi sur la vente des esclaves. On l'appelloit *aurum vices-*  
*tir. Liv.*  
*lib. 27.* *marium*, & on n'y touchoit que dans une pressante nécessité.

Jusqu'à la 350<sup>e</sup>. année de la fondation de Rome, les soldats Romains ne furent point soudoyés par la République; ils alloient à la guerre à leurs frais; & ce ne fut qu'au siège de Veyes que les troupes commencerent à recevoir la solde. Mais à mesure que les Romains agrandissoient leurs Etats, & qu'ils formoient de plus grands projets de domination, ils se persuaderent que rien n'étoit plus important que d'avoir un fond capable de maintenir l'Etat, en tems de guerre & de paix, sans être obligés de surcharger le peuple d'impôts; ils étoient fort modiques, quoique  
 les



les armées fussent déjà nombreuses ; mais le bon ordre , l'économie du Gouvernement , les richesses de Carthage , de la Sicile , & des Villes d'Asie , qui furent portées dans le trésor , suppléerent aux contributions de la Nation. Les Généraux d'armée n'étoient apliqués dans ces siècles heureux qu'à enrichir la République ; ils ne se regardoient que comme les dépositaires du butin conquis sur les Ennemis ; ils ignoroient entièrement l'art de s'approprier ces richesses.

Ce ne fut que quelques années après la dernière guerre Punique , qu'on vit des Citoyens ambitieux usurper les dépouilles des peuples vaincus , & machiner la servitude de leur Patrie. Tels furent Marius , Sylla , Pompée , César , & Lucullus , qu'on peut compter parmi ces illustres voleurs.

Mais dans les heureux tems de la République , les Généraux d'armée

B iv

étoient

étoient toujours attentifs à faire payer à l'ennemi subjugué les frais de la guerre, en lui imposant un tribut, & les sommes immenses d'or & d'argent qu'ils faisoient porter dans le trésor public, n'étoient pas la moindre partie de leurs triomphes. Qu'il me soit permis de citer ici un trait de la noble réponse que fit Fabricius à Pyrrhus, Roi d'Epire. » Employé » depuis long-tems, dit-il, dans l'administration de la République, j'ai » eu mille occasions d'amasser de » grandes sommes d'argent sans aucun reproche. En peut-on désirer » une plus favorable que celle qui se » présenta il y a quatre ans. Revêtu » de la dignité Consulaire, je fus envoyé contre les Sammites, les Lucaniens, les Brutiens, à la tête » d'une nombreuse armée : je ravageai une grande étendue de Pays ; » je vainquis l'ennemi dans plusieurs » batailles ; j'emportai d'assaut plusieurs

« fleurs Villes très-florissantes , j'en-  
 « richis toute l'armée de leurs dépouil-  
 « les ; je dédommageai chaque Ci-  
 « toyen de ce qu'il avoit fourni pour  
 « les frais de la guerre ; & ayant reçu  
 « les honneurs du triomphe , je mis  
 « encore quatre cent talents dans le  
 « trésor public. »

La même politique & le même dé-  
 sintéressement s'observerent pendant  
 les plus beaux jours de la République ;  
 & je rapporterai encore quelques exem-  
 ples de ces illustres Romains , qui se  
 contentoient de s'enrichir de gloire.  
 Scipion , dans le traité de paix qu'il fit  
 avec les Carthaginois , les obligea de *ibid.*  
 payer trente millions de livres dans *lib. 30.*  
 l'espace de cinquante ans , à termes  
 & payemens égaux ; & outre cela il  
 fit porter dans le trésor public plus de  
 quatre millions.

T. Quintus Flaminius ne fit pas  
 une paix moins avantageuse avec  
 Philippe , Roi de Macédoine : il l'o-  
 bligea

bligea de payer à la République trois millions, dont moitié fut payée argent comptant, & l'autre dans l'espace de dix ans (1). Quelle prodigieuse quantité d'argent l'Espagne ne fut-elle pas contrainte de fournir à ses vainqueurs ? Cornelius Lentulus rapporta en différentes espèces dix-sept millions deux cens onze mille quatre cent vingt livres de notre monnoie.

*Tit. Liv. lib. 33.*

*Ibid.* Lucius Sterninius en tira cent soixante treize mille quatre cens livres.

Peu de tems après Helvius rapporta en lingots d'argent cinquante-trois mille trois cens cinquante-deux livres ; & en différentes monnoies, un million trois cens quarante-huit mille cinq cens quatre-vingt treize livres.

*Tit. Liv. lib. 33 & 34.*

Q. Minutius tira encore de l'Espagne onze millions cinq cens quatre-vingt-seize livres.

(1) *Mille talentum daret Populo Romano, dimidium præsens, dimidium pensionibus, decem annorum.* Tit. Liv. L. 33.



Titus Quintius Flaminius n'accorda la paix à Nabis, tyran de Sparte, qu'à des conditions avantageuses à la République. Il le força de payer sur le champ deux cent quarante mille livres, & d'envoyer cent vingt mille livres toutes les années pendant huit ans consécutifs. *Tir. Liv. lib. 34.*

Portius Caton, après sa conquête de l'Espagne, fit porter dans le trésor public neuf cent mille francs en lingots d'argent ; & en différentes pièces d'or & d'argent, dix-huit millions huit cent trente-trois mille deux cent livres. *Ibid.*

Avec quelle fierté Scipion l'Africain n'obligea-t-il pas le Roi Antiochus d'accepter les conditions de paix les plus onéreuses ? » Vous payerez » pour les frais de la guerre, dit-il aux Ambassadeurs de ce Monarque, » vingt-quatre millions ; sçavoir, huit » cens mille livres, qui seront com- » ptées sur le champ, quatre millions, après

» après que le Sénat & le Peuple Ro-  
 » main auront ratifié la paix, & un  
 » million six cent mille livres tous les  
 » ans pendant douze années consécu-  
 » tives (1).

Des exemples aussi utiles à la Ré-  
 publique furent suivis par tous les  
 grands Généraux. Lucius Scipion  
 Tit. Liv. lib. 30. raporta de l'Asie qu'il avoit subjuguée, vingt millions de livres. Cn. Manlius, après avoir triomphé des peuples de la Gallo-Grèce, apporta à Rome le poids de deux cent vingt mille livres Romaines d'argent, valant sept millions quatre vingt-douze mille livres, & deux mille deux cent trois livres Romaines d'or, qui vau-

(1) *Pro impensis deinde in bellum factis quindecim millia talentum Euboïcorum dabit* (2).  
*Quingenta presentia, duo millia & quingenta cum Senatus Populusque Romanus pacem comprobaverint, mille talentum per duodecim annos.*  
 Tit. Liv. Lib. 37 & 38.

(2) Le talent d'Eubée est évalué 1600 livres de notre monnoie;

droient

droient à peu-près un million deux cent trente-trois mille cent vingt livres.

C'est ainsi que les Romains augmentèrent souvent leurs trésors par les conquêtes qu'ils firent sur la Macédoine, l'Espagne, l'Asie, la Grèce, l'Afrique, l'Egypte, le Royaume de Pont, & l'Arménie. Mais les sommes que Paul Emile transporta à Rome après la défaite du Roi Persée, furent si considérables, qu'au raport de Plutarque, on ne leva aucune sorte d'impôts depuis ce tems, jusqu'au Consulat de Hirtius & de Panfa.

*Diod. sic.  
cul. lib.  
28. Plu-  
rarch. in  
amil.*

Qu'il est beau de se promener, pour ainsi dire, au milieu des vertus de ces généreux Consulaires, qui terrassoient d'une main les Ennemis de l'Etat, & portoient de l'autre l'abondance dans le sein de leurs Concitoyens. Arbitres des droits de la guerre & de la paix, la gloire de Rome suivoit leur char triomphal, que précédoit le bonheur  
de

de la Patrie ; aussi le Sénat n'infirmait-il jamais les conditions imposées aux vaincus par ces illustres Généraux ; mais il faut se souvenir qu'un seul Romain étoit un grand homme d'épée , de Robe & de Finance ; chez nous il faut trois hommes pour faire un Romain. Silla , tout couvert du sang des proscriptions , malgré sa fureur ambitieuse , marcha sur les traces de ses prédécesseurs. Après avoir battu Archelaüs , Lieutenant de Mithridate à Chéronée & à Orchomene ; il l'obligea de payer six millions pour les frais de la guerre.

*Plut. in  
vita Syl-  
la.*

S'il avoit été permis aux Généraux d'armée de ne pas rendre compte du butin pris sur l'ennemi ; si les Consuls, les Prêteurs, les Ediles, & les Trésoriers avoient usurpé les fonds de terre, qui par droit de conquête revenoient à l'Etat , Rome auroit-elle été en état de soutenir tant de guerres ? Se fût-elle jamais élevée à ce point de grandeur



deur où elle est parvenue ? Une injuste administration eût bientôt entraîné la ruine de la République.

Les Romains , quoiqu'enyvrés pour ainsi dire de l'amour de la gloire , & du désir de la domination , n'ont jamais perdu de vûe le système de faire toujours la guerre aux dépens de l'ennemi. Tantôt ils s'emparoiént d'une partie du territoire de la Nation vaincue , & y envoioient des Colonies de pauvres Citoyens qui servoient de Garnisons , & assuroient leurs conquêtes ; quelquefois ils réduisoient les Royaumes en Provinces , se réservant une partie des tributs que les naturels du Pays avoient coutume de payer à leurs Rois. Outre ces sommes , les Romains obligeoient les peuples subjugués à fournir une certaine quantité de bled. Ils commandoient aux autres de leur donner des vaisseaux de guerre & de transport. C'est ainsi que Sylla obligea

gea Mithridate lors de leur entrevûe à Dardane dans la Troade , de lui remettre soixante - dix galeres équipées. Par ce moyen les armées hors du territoire de la République ne lui étoient presque plus à charge : aussi Portius Caton , qui commandoit l'armée d'Espagne , congédia les Pourvoyeurs & Commissaires des vivres , qui étoient venus de Rome faire des provisions pour la subsistance de l'armée , en leur disant ces paroles célebres : *Bellum seipsum alet.*

Le nom d'*Ami* & d'*Allié du Peuple Romain* , accordé à plusieurs Peuples à titre aussi honorable qu'onéreux , fut encore d'une grande ressource : sous l'ombre d'une distinction qui les flatoit ; ils furent véritablement les tributaires de Rome , puisqu'elle en tiroit des armes , des vaisseaux , des soldats , des mariniers , & toutes sortes de provisions. Ainsi en agrandissant son Empire elle augmentoit les  
moyens

moyens d'acquérir & de conserver ses acquisitions.

Avant Pompée, les revenus publics <sup>Plut. in vitâ Pompeii.</sup> ne montoient par an, qu'à cinq mille myriades, ou cinquante millions de dragmes ; ce qui revient à vingt-cinq millions de livres. Mais les Romains retirèrent de ces conquêtes huit cent mille myriades, ou quatre-vingt-un millions cinq cent mille dragmes ; ce qui revient à quarante millions sept cent cinquante mille livres. Il porta au trésor public, tant en argent monnoyé, qu'en meubles d'or & d'argent vingt mille talents, c'est-à-dire, soixante millions. On n'aura point de peine à croire ce fait, si l'on considère que le seul Tigrane, Roi d'Arménie, fut condamné à payer aux <sup>ibid.</sup> Romains six mille talents, c'est-à-dire, dix-huit millions pour tous les torts qu'il leur avoit faits. Cet immense revenu fut encore prodigieusement augmenté après que les Gaules &

C l'E.

l'Egypte devinrent Provinces Romaines.

Les deniers publics ont été à Rome différens en nature , & en qualité , suivant la différence des tems & les changemens survenus dans la République ; ils avoient les fonds de terre en propriété, *scriptura* , ou *agrarium* ; le droit sur les bestiaux que l'on mettoit dans les paturages des Domaines, les mines d'or , d'argent , & autres métaux ; ce que nous appellons aujourd'hui les Gabelles , les Péages , les Doiannes , le vingtième établi sur la vente des Esclaves , qui étoit si considérable , que César ayant attenté à la liberté publique , & pillé le trésor de cette partie , en tira quatre mille cent trente-six livres d'or , & neuf cent mille livres d'argent ; c'est-à-dire , plus de quarante millions. (1)

(1) Je n'ai pour caution de ces quarante millions que *Fréculphe* , Evêque de Lizieux , qui s'est avisé sans citer ses garands de faire un état

Les



Les corvées d'hommes & de chevaux, les milices; enfin, le subside ordinaire, qui comprenoit la taxe par arpent & la capitation; ou autrement, la taille réelle & personnelle, formoient le revenu annuel de la République. Mais avant d'entrer dans l'examen, parcourons seulement l'objet des Finances Romaines, & les effets de leur bonne & de leur mauvaise administration.

Toutes les différentes espèces de tributs dont nous venons de parler,

des sommes que César emporta : ce Prélat l'a fait avec autant de précision que s'il eût été le Trésorier de cet Empereur. *Cæsar Romam venit, negatamque sibi ex arario pecuniam fractis foribus intravit, protulitque ex eo auri pondo quatuor millia centum triginta & sex, argenti pondo nonaginta millia* Tom. I. Chronic. L. 7. C. 2.

Nous avons déjà observé qu'on ne touchoit que dans des conjonctures pressantes à l'argent déposé dans le Temple de Saturne; cependant César aussi peu religieux envers les Dieux qu'envers sa Patrie, enfonça les Portes du Temple, & vola le patrimoine du Peuple Romain avant que d'avoir ravi son Empire.

C ij eurent

eurent deux destinations principales sous les Empereurs qui se rapprochèrent tous du système de Romulus, le plus habile guerrier & le plus grand législateur de l'antiquité. L'une étoit l'acquittement des charges publiques, & le trésor de cette partie se nommoit *ærarium* : l'autre, destinée à l'entretien du Prince s'appelloit *fiscum*. Le fisc étoit particulièrement composé des biens des criminels, des successions caduques, de celles qui étoient laissées à des personnes indignes, des trésors trouvés, de la vente des choses litigieuses, des peines stipulées par les contrats au profit du Prince; des amendes & autres choses semblables décrites au long dans la Loi, *de Jure fisci*; mais depuis que ces deux sortes de produits furent mêlés & confondus, comme ils le sont en France; ce qui n'arriva cependant que du tems du bas Empire, le nom de *Fisc* leur de-

devint commun, de même que nous en usons pour tout ce qui est dû au Roi, sous quelque nom, & à quelque titre que ce soit.

Les guerres civiles qui s'alumerent entre César & Pompée firent diminuer considérablement le revenu que la République retiroit des Colonies & des Provinces. L'Etat se ressentit encore de ces maux pendant les guerres du jeune Pompée avec César, & d'Auguste avec Brutus & Cassius. Les Provinces se virent exposées au pillage, après le partage qu'en firent Auguste & Antoine. Le luxe de ce dernier étoit capable de réduire à la mendicité plusieurs nations opulentes. Mais la misère des peuples fut extrême durant cette longue guerre, où Auguste & Antoine se disputèrent l'Empire du monde, que l'un perdit par les mains de l'amour, & que l'autre gagna par celles d'Agrippa. Ainsi à mesure que l'Empire Romain s'ac-

crût, l'économie diminua, les dépenses augmentèrent, & les impôts firent un tel progrès, que la charge en devint tout-à-fait insupportable.

Le Peuple Romain ne commença à respirer que lorsque Auguste regna seul. Occupé du projet de rendre l'Empire héréditaire, il songea à le rendre florissant, & à enrichir ses Sujets, persuadé que leur richesse feroit la sienne; & il ne s'écarta jamais de ces vûes pendant un regne de quarante-quatre ans. Il supprima les tributs extraordinaires inventés par l'avarice des Magistrats envoyés dans les Provinces, & à l'augmentation desquels la licence & le désordre des guerres du Triumvirat avoient encore contribué. Sans avoir égard à ce qui s'étoit pratiqué avant lui, il établit un nouveau tribut sur les terres & sur les personnes : *Tributa ordinaria instituit, alia in agros, alia in capita.* Mais pour y procéder avec équité, il  
fit



fit faire cette description générale dont il est fait mention au commencement de l'Evangile de Saint Luc : *Exiit Edictum à Cæsare Augusto, ut describeretur universus orbis.* D'où il résulta un ordre admirable, & une multiplication étonnante des revenus de l'Empire. Ce Prince ne se contenta pas d'avoir fait le bonheur de son Peuple ; il fit encore travailler avec tant de magnificence aux embellissemens de la Ville, qu'il eut raison de se vanter de laisser Rome toute de marbre, après l'avoir trouvée toute de brique. Malgré ces dépenses, il laissa à sa mort des sommes immenses, & déposa entre les mains des Vestales, les trois Volumes qui composoient le détail de tout l'Empire, le nombre des troupes, l'état des Finances du trésor public, & du fisc ; ce qui restoit d'impôts & de tributs à exiger. Auguste avoit encore marqué le nom des esclaves & des affranchis

auxquels on pouvoit faire rendre compte (1).

Tibere joignit l'économie à de grands vices, & on trouva à sa mort deux cent-deux millions de notre monnoie; somme que dans notre siècle l'on trouveroit à peine dans le trésor de quelque Roi de l'Orient, & que Caligula son successeur eut le secret de dissiper en moins d'un an; *Non toto vertente anno absumpsit* (2).

Néron, qui s'étoit mis dans l'esprit que le monde entier étoit le patrimoine de César, & que nulle prodigalité n'étoit capable d'épuiser les revenus qu'il pouvoit tirer de ses Etats, dissipa en bâtimens & en festins tous les trésors de Claude son prédécesseur; en plaisirs & en débauches, les richesses immenses d'Agrippine sa mere; en crimes & en cruautés, tout ce

(1) *Sueton. in vitâ Aug.*

(2) *Sueton. in vitâ Calig.*

qu'il

qu'il avoit retiré de la confiscation des biens de Seneque (1).

Les seuls présens qu'il fit à ses indignes favoris montent, suivant le compte que Galba en fit dresser, à quatre-vingt treize millions d'or.

La prodigalité jette les Princes dans le besoin, & le besoin dans les rapines & les vexations, qui les rendent odieux. Convaincus de la haine publique, ils commencent à craindre & à se défier ; & la crainte & la défiance engendrent la cruauté. Tel a été & tel sera toujours le progrès ordinaire de la tyrannie, comme il est facile de le remarquer par la conduite de Caligula, de Vitellius, de Domitien, de Julien, de Caracalla, de Héliogabale, & de tant d'autres monstres dont l'Histoire rougiroit de rapporter les actions, si l'horreur du

(1) La confiscation des biens de Seneque montoient à la somme de sept millions d'or. *Ter millies H. S. Tacit. Lib. 13. Annal.*

vice

vice n'inspiroit l'amour de la vertu.

Pour voir encore plus distinctement les suites pernicieuses de la prodigalité des Princes, il suffit de considérer un instant les débauches & les dépenses de Néron, d'Othon, & de Vitellius. Ces trois Empereurs, en comprenant le regne de Galba, ne regnerent que 15 ans, 8 mois. Cependant Vespasien déclara en montant sur le trône, qu'il falloit plus de dix milliards d'écus pour rétablir la République en son premier état (1) : de sorte que malgré sa bonté naturelle, il se trouva dans la cruelle nécessité d'accabler le peuple de taxes, pour mettre l'Empire en état de se défendre (2). Il ne se contenta pas de rétablir les impôts supprimés sous Galba, d'en ajouter de nouveaux &

(1) *Professus quadragenties millies opus esse, ut Respublica stare possit. Sueton. in vitâ Vespas.*

(2) *Ad manubias & rapinas necessitate compulsus, summâ ararii, fisci que inopiâ. Ibid.*

de



de plus fâcheux, de doubler les tributs de quelques Provinces : mais il ne se fit encore aucun scrupule de vendre les charges à ceux qui les briguoient, ni les graces aux accusés, soit qu'ils fussent coupables ou innocens. Il fut contraint par la nécessité, dit *Suétone*, de descendre aux bassesses & à la rapine. Quelle indignité ! L'excuse des scélérats est-elle donc faite pour les Princes ?

Si l'Histoire ne nous apprend pas que Vespasien ait entièrement payé les dettes de la République, on ne peut cependant douter que lui, & Titus son fils, durant un regne de plus de douze ans, n'aient beaucoup travaillé à rétablir les affaires. Mais Domitien les ruina, & le bon ordre n'y fut remis que par les Empereurs Nerva, Trajan, & Antonin le pieux, qui regnerent environ soixante ans.

Antonin Caracalla, fils & successeur

seur d'Alexandre Sévere, prodigua aux soldats les richesses que son pere avoit amassé avec tant de soin, & exerça ses brigandages dans le monde entier.

La plupart des Empereurs ne se contentoient pas d'accabler leurs Peuples par l'excès des impôts ; ils en inventoient souvent dont le nom seul étoit capable d'inspirer la haine, le desespoir & la révolte.

Nicéphore mit un impôt sur la fumée ; Michel Paphlagonien en établit un autre sur l'air. Saint Jean Chrysostôme se plaint en disant : on nous vend les élemens ; les chemins sont tributaires, & l'air est vénal. Spartian rapporte la même chose de Pescenius Niger : son avarice fut si outrée, dit-il, qu'il leva des tributs sur l'air que l'on respire ; *Non tantùm pro solo, sed & pro Cælo.*

Je ne parcourrai point ici le détail  
des

tributs bizarres ou odieux qu'enfanta le caprice & le despotisme des Empereurs. Pline & Xiphilin nous parlent d'impôts sur l'ombre des arbres, sur les devoirs de la sépulture, sur chaque tuile des maisons, & sur les urines (1).

(1) Vespasien est le Prince à qui on prête la création de cet impôt singulier. Voici à peu-près ce qui peut y avoir donné lieu. L'orseille est une plante qui fournit un rouge du *Gros teint* : ce rouge étoit précieux dans un tems où l'on ne connoissoit point la cochenille. On la fait pourrir dans l'urine, & le sédiment forme la pâte de cette couleur. Vespasien mit un impôt sur cette teinture. On l'accusa bientôt d'avoir mis des droits sur l'urine elle-même ; ridicule qui flétrit plus les Historiens qui nous l'ont transmis, que le Prince à qui on l'impute. Je respecte les ouvrages immortels des Anciens ; mais je vois que l'absurdité des faits ne leur coûtoit rien. Virgile croyoit bonnement avoir fait des abeilles avec un bœuf, & il assignoit toute la subsistance de l'Egypte sur ce merveilleux secret. *Omnis, in hac, regio certam jacet arte salutem* : Géorg. Liv. 4. Horace avoit peur de Canidie, qui faisoit descendre la Lune sur la terre, & une Belette, qui traver-

Mais

Mais on doit être extrêmement en garde contre leur style hyperbolique & figuré.

Juste-Lipse, qui écrivoit dans le seizième siècle, prétend dans son traité, de *Magnitudine Romana*, que le revenu annuel des Empereurs montoit à 150 millions d'écus, avec quoi ils entretenoient ordinairement 200 mille hommes de pied, 40 mille chevaux, 300 éléphants, & 2 mille chariots de bataille. A l'égard de leurs forces de mer, il les fait monter à deux mille vaisseaux ronds & quinze cens galeres. Telles étoient, dit-il, les forces Romaines, sous Adrien.

Il est inutile de répéter ce que tout le monde sçait, qui est que les Romains avoient deux sortes de trésors; le *Fisc*, qui renfermoit les deniers du Prince; & l'*Ærarium*, ceux de l'Etat.

soit un chemin, épouvantoit plus un Consul Romain que la Phalange Macédonienne, & les Soldats de Mithridate.

Au-



Auguste porté au trône de l'Empire par l'Eloquence de Cicéron qu'il abandonna aux fureurs d'Antoine par le sang de 5000 pros crits, par la valeur d'Agrippa, & par la prudence de Mécènes, mit la politique à la place de la barbarie, & subjugua Rome, en dorant ses fers.

Il laissa au Peuple & au Sénat l'administration des Provinces, qu'il appella *Prétoriales*, & qui étoient dans le centre de l'Empire. Il se chargea des frontieres, comme étant plus difficiles à garder, & on les nomma *Provinces Préfidi ales*. Il résulta de cette division, que les contributions des Provinces *Proconsulaires* & *Prétoriales* rentrèrent dans l'*Erarium*, ou Trésor public; & celles des Provinces *Préfidiales*, dans le Fisc. Cette ombre de l'ancien gouvernement, cette liberté captive qu'Auguste laissa aux Emiles, aux Fabiens, aux Metellus, continua sous ses Successeurs, & fit le malheur des

des Provinces *Prétoriales*. Comme les tributs & les impôts apartenoient au Peuple Romain, & se portoient au trésor public, les Proconsuls ou Préteurs ne pouvoient faire aucune remise ou diminution, tandis que les Lieutenans du Prince n'avoient besoin que d'un rescript pour diminuer ou remettre entièrement les tributs & les péages de leurs départements. Politique utile, qui attachoit les Sujets de l'Empire à l'Empereur, plus qu'à l'Empire même.

Nous avons déjà remarqué que les premiers Césars regarderent le Cens comme la baze de la repartition des impôts. Rome, sous *Servius Tullius*, ne comptoit que 80000 habitans. Vespasien, qui fit le dernier lustre, en trouva sept millions en état de porter les armes, sans les troupes qui étoient actuellement sur pied, & qui montoient à 50 légions, 57 cohortes; c'est-à-dire, à trois cent soixante & quinze

quinze mille cinq cens hommes, en comptant, suivant le calcul adopté, la légion à 6826 hommes, dont 6100 fantassins, & 726 cavaliers, & la cohorte à 600 ; avec cette observation, que les légions étoient toutes composées de Citoyens Romains, & que les Alliés formoient le corps des troupes auxiliaires.

Constantin, Fondateur peu politique d'une nouvelle Rome, flaté d'asseoir la capitale de son Empire sur les confins de l'Asie & de l'Europe, & d'avoir une communication avec trois mers, changea tout le système d'Auguste, & abandonna les Provinces à la discrétion des Préfets du Prétoire. Ils levoient des subsides réels & personnels sur tous les sujets, & le faisoient passer dans le trésor Impérial. Le Prince décidoit sur leur rapport, & les impôts haussioient, diminuoient, ou se modifioient, suivant leur équité ou leur injustice. Ces tri-

D                      buts

buts consistoient , partie en vivres & munitions , comme chairs , grains , vins , fourages , bois , &c. partie en or & en argent , ils s'exigeoient si scrupuleusement & si littéralement pour la nature de chaque chose , qu'il n'étoit pas permis de donner une espèce pour l'autre ; c'est-à-dire , de l'or & de l'argent pour les denrées , ni même de l'argent pour de l'or , ou de l'or pour de l'argent , précaution puérile qui prouve cependant l'obéissance exacte & ponctuelle qu'exigeoient ces Maîtres du monde ; mais qui n'étoit au fonds qu'une véxation infructueuse & mal combinée , qui annonçoit le despotisme dont le fort est toujours de périr par lui-même.

C'est ainsi que la sagesse , la bonté , l'avarice & la dissolution des Empereurs a fait éprouver alternativement à ce vaste Empire les biens & les maux , le calme & la violence ; & comme le nombre des mauvais Prin-  
ces



ces a de beaucoup surpassé celui des bons , leur conduite a sapé les fondemens de cette puissance formidable , & ouvert la porte aux Nations barbares qui l'ont envahie & démembrée.

---

*MONNOIES des Romains.*

DANS le tems de la République , sous les bons Princes , & principalement sous le regne de ceux qui ménageoient avec soin le revenu de l'Empire , la monnoie fut à un titre plus haut. Marc - Antoine le Triumvir , fut le premier , dit Pline , qui allia le fer avec l'argent , *Miscuit denario* <sup>Plin<sup>us</sup></sup> *Triumvir Antonius Ferrum*. On fabri- <sup>Lib. 33<sup>e</sup></sup> qua à Rome de l'argent pour la pre- <sup>cap. 2<sup>e</sup></sup> miere fois l'an 485 , sous le Confu- lat de Fabius , cinq ans avant la pre- miere guerre Punique ; & de la mon- noie d'or , 546 ans après la fon- dation de cette Ville. Le denier étoit

D ij la

la monnoie d'argent la plus commune alors. Sous les Consuls , la livre d'argent étoit composée de 84 deniers : mais sous le regne des Empereurs , elle fut portée à 86 , 88 , & par la suite jusqu'à 96.

Leur *aureus* pesoit le double de leur denier ; & pendant un tems considérable , à mesure qu'ils diminuoient les monnoies d'argent , ils diminuerent à proportion les monnoies d'or ; de sorte que sous les Consuls , la livre Romaine d'or , monnoie qui étoit composée de 42 pièces d'or , fut portée à 48 sous les Empereurs.

Depuis Auguste jusqu'à Vespasien le poids de la monnoie d'argent baissa de tems en tems ; mais il demeura dans le même état depuis Vespasien jusqu'à Alexandre Severe. La monnoie d'argent regagna son ancien poids sous Severe & Gordien , & continua de même jusqu'à l'Empereur Justinien , avec très-peu de différence  
par

par rapport au poids ; il n'y eut que l'alliage qui souffrit des changemens & des diminutions fréquentes. Depuis Justinien les Barbares s'étant rendus Maîtres de l'Empire, & ayant renversé toutes les Loix, il n'y eut plus aucun ordre dans les monnoies. (1)

(1) *Plin. Lib. 33. Cap. 3. & 9. Snellius in Eratost. Batavo. Guil. Bud. de Assé. Gronovius, de Pecuniâ veterum. Joann. Seldenus. M. de Bouteroüe.*

*IMPOS* lors de l'établissement des  
Francs dans la Gaule, & sous les  
Rois Mérovingiens.

**I**L est impossible de donner une  
idée précise de la qualité de la  
forme, & de la quotité des impôts  
qui eurent lieu dans les Gaules, lorsque les Francs subjuguant à la fois les vainqueurs & les vaincus, mirent sous un même joug les Romains & les

Gaulois. De grands Auteurs, appuyés chacun de raisons qui leur ont paru déterminantes, nous ont présenté différens systêmes, où l'érudition guide par-tout l'incertitude. Ce sont autant de flambeaux qui semblent nous éclairer d'abord ; mais que le vent de l'opinion fait sans cesse chanceler entre la clarté & les ténèbres.

M. de Boullainvilliers prétend que les Vainqueurs de la Gaule ne s'assujettirent à aucun tribut, & qu'il n'en fut levé que sur le Peuple conquis.

M. l'Abbé du Bos soutient au contraire que les Francs y furent soumis comme le reste de la Nation. Il donne même le pas aux Romains vaincus, sur les Francs victorieux.

M. le Président de Montesquieu dit bien ingénieusement, que le premier de ces systêmes semble être une conjuration contre le tiers Etat ; & le second, une conjuration contre la Noblesse. Faut-il que les préjugés  
por-



tent aussi leur malheureuse influence  
jusques sur l'Histoire, qui ne doit con-  
noître d'autre Noblesse que la vérité,  
& d'autre roture que la mauvaise foi.

Egalement éloigné des principes  
de M. de Boullainvilliers, & de ceux  
de M. l'Abbé du Bos, l'illustre Auteur  
de l'Esprit des Loix, admis si souvent  
dans le plus profond de leur sanc-  
tuaire, où elles parurent devant lui  
sans voile, M. de Montesquieu détruit  
d'un seul coup de plume deux systê-  
mes, qui sont à coup sûr faux, parce  
qu'ils sont tous les deux extrêmes.  
Guidé par Cesar & par Tacite, Ecri-  
vains Consulaires, & Politiques guer-  
riers, il voit dans leurs ouvrages im-  
mortels la source des révolutions que  
l'invasion des Francs a dû nécessaire-  
ment produire dans les Gaules assu-  
jetties.

Un Auteur (1) couvert de louanges

(1) M. le Président Hainault.

méritées , & que chacun s'empresse de lire & de consulter , semble pareillement s'éloigner du sentiment de ces Auteurs ; & en les modifiant , il se trace une route nouvelle. Au milieu de ces lumieres éblouissantes , je marche comme dans les ténèbres. Je vais cependant hazarder ici quelques réflexions puisées dans les sources même dont je m'écarterai quelquefois.

Tous les Auteurs systématiques ont en général un défaut essentiel , qui est la fureur de ramener à leur système les raisonnemens & les faits , fussent-ils contradictoires : on se permet des omissions ; on amplifie des passages , on force le sens du texte ; enfin , on orne la superficie , & on abandonne les fondemens. La premiere race de nos Rois ne nous offre qu'obscurité & qu'incertitude. On veut que dans ces *presque regnes* , ( si j'ose me servir de ce terme ) il y ait eu une marche suivie , combinée , & toujours semblable

ble à elle-même. C'est une époque dans l'Histoire, l'Auteur doit s'y plier. Ne seroit-il pas plus raisonnable de penser que l'autorité souveraine, dont le propre est de s'agrandir, passant tantôt des Rois aux Maires du Palais, & des Maires du Palais aux Rois, flottante tour-à-tour entre le nom des Princes, & la puissance de leurs sujets, a occasionné dans le gouvernement des révolutions considérables, dont on cherche envain les traces dans les Historiens qui nous les ont consignés, mais dont la flâterie, la haine, l'intérêt personnel, & souvent l'ignorance nous laissent à chaque instant errer dans les vastes & stériles déserts du pour & du contre ?

Ainsi, sans m'arrêter aux différentes opinions, je pense tout simplement que l'entrée des Francs dans les Gaules, fut une véritable irruption, telle que celle des Gots, Ostrogots, Visigots, Bourguignons, Lombards, &

& autres Peuples , qui attirés par la fertilité des différents climats qu'ils envahirent , acheverent la ruine de l'Empire Romain , & formerent plusieurs trônes des débris du trône des Césars.

Quelques Historiens nomment des Rois avant Pharamond , qui fut élevé sur le *Pavois* , dans le champ de Mars , & à qui la Nation d'un consentement unanime défera les honneurs & le pouvoir souverain. Seroit-il possible qu'un peuple qui ne se feroit pour ainsi dire , que glissé dans les Gaules , ennemi des Romains & des Gaulois , eût eu des Assemblées , des Rois , & le droit de les élire ? Non : devenus peu-à-peu sujets de l'Empire , ils auroient subi en détail le joug qu'ils ont imposé en conquérans réunis.

D'ailleurs tout annonce en eux les droits d'un Vainqueur , mais qui ne voulant point dévaster une contrée qui doit être désormais sa patrie , donne des loix , & en reçoit. Les



Les Gaules subjuguées par Rome étoient habitées par des Citoyens de l'une & l'autre Nation. Le Code Romain, & le Code Gaulois fondus ensemble, étoient la base de leur jurisprudence, comme leurs différens langages ont été ceux de la Langue Françoisé.

L'invasion des Francs dans les Gaules se fit d'autant moins sentir, que leurs Coûtumes se trouverent, ( surtout par rapport aux distinctions d'Etat ) conformes à celles des Romains & des Gaulois. Il y avoit chez eux comme parmi les vaincus, trois ordres de sujets ; les Nobles, les Ingénus, & les Serfs ou Esclaves. Cette distinction a-t-elle pu échapper à M. l'Abbé du Bos ; & faut-il qu'un ouvrage aussi scavant, & aussi élégant que le sien s'évapore en fumée à la vûe du flambeau de la vérité, allumé par M. le Président de Montesquieu ? Car enfin, qui pourra s'imaginer, même  
sur

sur la foi de l'Histoire , que les fiers conquérans des Gaules se soient soumis aux Romains dégénérés dans la décadence de l'Empire ; & que les vaillans Capitaines d'un Peuple belliqueux , abandonnant les privilèges de la conquête , aient cédé leurs avantages à des rivaux domptés. C'est cependant ce que M. du Bos a cru ; & malheureusement il a fait des profélites.

Je n'entrerais point dans une discussion plus ample ; je passerois les bornes que je me suis prescrites : je regarde donc comme constant que la Gaule voyoit dans son sein paisible vivre trois Peuples tous différens ; les Francs , les Romains , & les Gaulois , subdivisés chacun en trois conditions aussi différentes : des *Nobles* , des *Ingenus* & des *Serfs* , de façon néanmoins que le Noble Franc étoit beaucoup au-dessus du Noble Romain ; celui-ci au-dessus du Noble Gaulois ;

&

& ainsi des autres états respectivement ; ce qui paroît bien naturel , & est fondé sur les meilleures autorités.

Quels furent donc les impôts dans cette nouvelle monarchie ? Il y en eut très-peu , & le silence des Historiens ne nous laisseroit tout au plus dans cette partie que des lumieres conjecturales, si nous voulions les consulter.

Les Francs (1) , Maîtres des Gaules, à titre de conquête , songerent d'abord à fournir un domaine à leurs Rois ; les Grands se déclarerent leurs vassaux, leur jurerent fidélité, & s'obligerent de marcher à la guerre sous leurs ordres , escortés eux-mêmes de leurs vassaux & arrieres vassaux. Il est vraisemblable que les Nobles Romains & Gaulois entrerent dans cette

(1) Qu'on jette un coup d'œil sur les noms des Maires du Palais , & autres Officiers de la Couronne , on verra que ce sont tous noms *Francs*.

confé-

confédération, & plus vraisemblable encore qu'ils avoient partagé avec le Vainqueur leurs terres fertiles, à la vérité, mais la plûpart incultes. Au moyen de cet arrangement chacun se trouva possesseur tranquile de son Etat, & le passage de la conquête à la liberté devint imperceptible. Le Domaine des Rois suffisoit à un entretien digne de la majesté du trône; la guerre ne demandoit point de subsides; les vassaux de la Couronne voioient à leurs dépens au secours de la Patrie. La justice distributive n'exigeoit point non plus d'impôts. Les Seigneurs étoient jugés par leurs Pairs, & ils décidoient conjointement avec leur Cour des différends de leurs vassaux.

Cependant comme l'autorité s'accroît en marchant, nous ne pouvons douter qu'il n'y ait eu quelques impôts sous les enfans de Clovis, dans ces regnes incertains, où l'horreur & la



la mollesse , la barbarie & l'ambition armerent tant de fois le sang Royal contre lui-même ; & où l'on vit des Reines subir les supplices des plus horribles scélérats ; les assemblées du Champ de Mars accorderent de tems en tems des subsides volontaires aux Souverains. C'étoit même la coutume de leur faire alors des présens (1). Si l'on en croit quelques Auteurs du tems, ces impôts furent souvent excessifs. Sous Clotaire, les tailles étoient réelles , & ne consistoient en rien moins que le tiers du revenu d'un chacun. Chilperic levoit le huitième sur le vin ; & pendant la minorité de Clotaire III, les enfans mêmes au berceau

(1) *Francorum Regibus moris erat Kalendis Maii praesidere coram tota gente salutare & salutari, obsequia & dona accipere.* Ces assemblées se tenoient autrefois au mois de Mars : elles furent transférées à celui de Mai, lorsque la cavalerie commença à s'introduire parmi les François, à cause de la commodité du fourage. Elles furent abolies par Charles Martel. Voyez *Aimmonius & Sigebert.*

poyoient

payoient un gros tribut par tête. Mais on apperçoit aisément toute l'absurdité d'un pareil recit ; & l'on voit que les Historiens du commencement de la seconde race flétrissoient la première pour élever celle qui l'avoit supplantée.

Les Rois, les Ecclésiastiques, & les Seigneurs leverent tous des droits, à la vérité ; mais ce ne fut que sur leurs Serfs. C'étoit une opération d'économie, & non point de finance, & une façon de gérer ou faire valoir des revenus particuliers ; ce qui n'a aucun rapport aux tributs dont la levée, la perception & les droits émanent de l'autorité souveraine, & intéressent toute une Nation.



IMPOT

*IMPOTS sous les Rois Carlovingiens.*

**P**EPIN, heureux usurpateur, dont la fortune justifia le crime, fut le chef de la race des Carlovingiens. Childeric détrôné & rasé avoit été condamné à finir ses jours, dans l'obscurité d'un cloître. Thierry son fils dernier reste du sang de Clovis, & héritier incontestable de son Trône, disparut, sans laisser aucune trace de son existence.

Pepin  
le Bref.  
750.

Quelque peu de lumière que l'histoire nous fournisse, par rapport à l'administration des Finances, sous le regne de Pepin, il est aisé de conjecturer que non-seulement il ne s'y fit aucune innovation; mais même que loin d'exercer une domination rigoureuse, il gouverna avec une grande douceur, & une grande éco-

E                      nomie,

nomie , puisque ses sujets se trou-  
verent en état , à l'avénement de  
 Charles-  
 lemagne. 760. Charlemagne au Trône , d'entrepen-  
 dre la conquête d'Italie , funeste con-  
 trée pour la Nation Françoisé , où  
 les lauriers ne se cueillent qu'à l'om-  
 bre des cyprès.

Charles porté sur les aîles de la  
 victoire, volant sans cesse d'une ex-  
 trémité de son Royaume à l'autre ,  
 tantôt armé contre les Lombards &  
 tantôt contre les Saxons , occupé  
 dans la paix du soin de la guerre,  
 & veillant au gouvernement politi-  
 que au milieu du tumulte des armes,  
 Charles fut obligé de mettre des im-  
 pôts sur ses peuples. La capitation,  
 la taille réelle, & des droits sur les  
 Marchandises furent des ressources  
 indispensables pour l'Etat.

Ce Prince perfectionna les Par-  
 lements qui avoient succédé aux as-  
 semblées du Champ de Mars. Il s'en  
 tenoit deux par an ; l'un au Printems  
 pour



pour regler la police intérieure du Royaume ; l'autre pour la perception des dâs, *debita* ; c'est-à-dire, les tributs des Provinces.

La rareté de l'argent étoit devenue très-grande, sous les derniers Rois de la premiere Race. Charlemagne Conquérant utile à son peuple, fit rentrer dans le Royaume des sommes immenses, & dès l'an 799. les François commencerent à se parer de dorures, même les simples soldats.

Cependant les impôts dûrent être bien modiques, puisque le Prince s'appliqua à y suppléer, par une économie digne d'un grand Roi qui ne dédaignoit pas de descendre au détail d'être le pere de famille de son Etat. « Il ordonnoit, dit M. de Montesquieu, » qu'on vendit les œufs des » basse-cours de ses Domaines, & les » herbes inutiles de ses jardins ; & il » avoit distribué à ses peuples toutes » les richesses des Lombards, & les

E ij

» im-

» immenses trésors de ces Huns qui  
 » avoient dépouillé l'Univers ». Quels  
 traits de vertu si on les considère dans  
 leur principe , & dans leurs effets res-  
 pectables !

Cette sage économie de Charle-  
 magne nous prouve nécessairement ,  
 que le Domaine des Rois étoit tou-  
 jours leur principal & plus sûr reve-  
 nu , & que les impôts que les Peuples  
 accordoient , dans les besoins de la  
 guerre , étoient des secours qu'ils se  
 devoient à eux-mêmes.

La fin du regne de ce Monarque  
 vit naître l'invasion des Anglois , des  
 Normands , des Danois , & autres  
 barbares que le Nord vomissoit de  
 son sein pour désoler la France ;  
 Charles arma contre eux par terre &  
 par mer ; mais ses foibles & indignes  
 successeurs livrés aux fureurs des guer-  
 res civiles , ou végétans dans une oisi-  
 veté honteuse , laissèrent échaper de  
 leurs mains la couronne de l'Empire  
 d'Occi-

d'Occident, & le sceptre de la France. Enhardis par leurs divisions, les Normands porterent dans tout le Royaume le ravage & la terreur. Il fallut acheter d'eux la paix à prix d'argent; dangereuse ressource qui les éloignoit un instant pour les attirer de nouveau. Ce n'est qu'avec le fer qu'il faut composer avec des pirates.

En 882 on leur donna douze mille marcs d'argent. Ils reparurent en 886, & bloquerent Paris, qui fut obligé de se défendre lui-même. Leurs ravages recommencerent sous Charles le simple l'an 895, & ils ne cessèrent point, jusqu'à ce qu'ils eussent conquis la Neustrie, où ils s'établirent sous le nom de Normands, gouvernés par Raoul, qui fut leur premier Duc.

Dans ces tems malheureux les impôts furent poussés à l'excès; & les Peuples se virent également tourmentés par les ennemis étrangers & domestiques.

E iij Les

Les Seigneurs profitant des desordres publics & du désastre de la Patrie, s'approprièrent & rendirent héréditaires les Duchés & Comtés qui étoient amovibles à la volonté du Prince. Ils se mirent à la place des Rois ; ils bâtissoient des forteresses , faisoient battre monnoie , donnoient trêves & graces , faisoient paix , alliances & traités , condamnoient sans apel & en dernier ressort , levoient tailles , péages , & toutes autres sortes d'impositions , & n'étoient obligés envers le Roi qu'à l'aider dans les guerres , lorsqu'elles étoient déclarées guerres de l'Etat ; le tout sauf l'hommage & la reversion à la couronne , en cas de félonie jugée compétamment , & à défaut d'héritier. Enfin, dit, le Pere Daniel, ils s'approprièrent les tributs, les amendes & autres droits du Roi, dont ils n'étoient auparavant que les Receveurs.

Dans cette secousse violente de l'Etat toutes les Parties du corps politique furent



furent ébranlées ; le droit du plus fort donnoit la loi aux plus foibles ; les chemins devinrent impraticables, & les Marchands étoient pillés. Les Châtelains rançonnoient tout ce qui étoit fans défense, & faisoient payer des droits arbitraires dans tous les passages & ports de leurs districts. La culture des terres, le commerce, les arts furent abandonnés, & l'on vit la Nation prête à périr, immolée par ses propres mains.

---

*IMPOS sous les Capétiens.*

**I**L étoit tems qu'une révolution <sup>Hug</sup> heureuse changeât la face de la <sup>Capet.</sup> France. Les divisions publiques & particulières avoient ouvert la barrière aux Normands. Ils firent périr les deux tiers des François, & réduisirent les autres à se cacher dans les forêts. De-là les ténèbres de l'igno-  
E iv
rance,

rance, où la Nation fut plongée durant 400 ans.

Hugues Capet, par reconnoissance & par nécessité, laissa subsister les invasions des Seigneurs qui l'avoient porté au trône, & il passa même avec eux un traité qu'on prétend avoir été perdu en 1194, lorsque l'arrière-garde de Philippe Auguste fut attaquée & battue dans le Blaisois par Richard, Roi d'Angleterre; alors les Rois portoient toujours avec eux le Chartrier du Royaume. En vertu de ce traité, les Seigneurs imposoient des tailles arbitraires sur leurs vassaux; & comme ils étoient convenus de porter au trésor du Roi une certaine somme par forme de cottisation, ils retenoient le surplus à leur profit.

Cet arrangement bizarre, mais nécessaire dans ces temps orageux, continua jusques à celui des guerres qu'on appella *Saintes*, & qui commencerent sous le regne de Philippe premier, vers  
l'an

l'an 1095. La stupidité du siècle partagea toutes les richesses de la France entre les Musulmans & les Moines, deux sortes d'ennemis qui ravagerent alors l'Etat, & dont l'un prêchoit le massacre de l'autre pour s'engraïsser du sang de leurs assassins.

Louis le Jeune, au retour de sa malheureuse Croisade, qui fit tant de veuves & d'orphelins, & depeupla tant de Pays, fit des levées extraordinaires sur ses Peuples. Il imposa entr'autres l'an 1147 le sol pour livre, ou le vingtième des biens, sur tous ses sujets; ce que ses prédécesseurs de la troisième race n'avoient point encore tenté. Cette nouveauté excita de grands murmures contre le Roi & contre Saint Bernard, qui avoit prédit un succès complet aux fureurs des Croisés, qui perdirent cependant 200 mille hommes dans leur expédition barbare & extravagante.

La journée de Tibériade, où Lusignan

gnan battu par le fameux Saladin , se vit contraint d'abandonner l'Asie , & de transporter dans l'Isle de Chypre le fantôme du trône de Jérusalem , ranima la maladie épidémique des Croisades.

Philippe-Auguste dans un Parlement tenu au mois de Mars 1188 , fit ordonner qu'on leveroit la dixieme partie de tous les biens , meubles & immeubles de toutes personnes , tant Ecclésiastiques que Laïcs , excepté seulement ceux des Moines de Cîteaux, des Chartreux, de Fontevrault, & des Léproseries. Cette imposition fut nommée *la Dîme Saladine* : elle fut révoquée en 1189.

Philippe Auguste persuadé que le Ciel favoriseroit enfin les projets sanguinaires & mal digérés qui envoyoit les Chrétiens se faire égorger en Orient , résolut de partir pour cette fatale conquête , dans laquelle le crime de la victoire & la honte de



de la défaite ne pouvoient s'excuser que par l'imbécillité de l'entreprise (1).

Avant son départ , il fit son testament , à Paris datté l'an 1190. dans lequel il ordonna que les tailles subsisteroient tant qu'il seroit dans son voyage d'outremer , *pour le service de Dieu* ; & que s'il venoit à mourir , elles continueroient , jusqu'à ce que son fils eût atteint l'âge de monter sur le Trône.

L'art. 17. ordonne que les revenus du Roi & les redevances qui lui seront payées , seront apportées à Paris à la Saint Remi , à la Purification , & à l'Ascension ; & qu'on les

(1) On peut juger de la férocité de ces siècles d'ignorance par une Ordonnance de Philippe Auguste , portant , qu'à l'avenir les Champions ne se battront qu'avec des *bâtons de trois pieds*. La Thaumassiere sur Beaumanoir , page 452.

remettra

remettra entre les mains de six notables choisis par le Roi.

Des ennemis plus intéressants que les Sarazins portèrent Philippe, au retour de son expédition, à des projets plus essentiels ; les Seigneurs & les possesseurs de Fiefs refusant souvent de marcher sous ses ordres, il eût recours à des troupes soudoyées, ce qui occasionna de grandes levées sur les Peuples, de nouveaux impôts & des exactions inouïes. Elles furent au point de *tiércer* les Gentilhommes, c'est-à-dire de prendre le tiers de leur revenu. Jamais Prince n'avoit poussé les choses à un tel excès.

C'est de tous les Rois de la troisième Race, celui qui a le plus acquis de terres à la Couronne, & de puissance aux Rois ses successeurs. Ses revenus ne montoient qu'à 90000 livres, le marc d'argent étant à 2 liv. 10 sols. Mais aussi les denrées étoient pro-

proportionnés à l'espèce , puisque nous voyons par les Registres de la Chambre des Comptes , que , sous Saint Louis où la valeur du marc étoit augmenté environ d'un onzième , étant à 2 livres 14 sols 7 deniers. Le Chancelier de France n'avoit , quand il alloit dans les Provinces , tant pour lui que pour sa suite & équipages , que 7 sols par jour , & que lorsqu'il logeoit dans des Abbayes , ou autres lieux , où il ne lui en coûtoit rien , on lui rabatoit sur ses gages à proportion. Saint Louis entraîné par le torrent des préjugés de son siècle , & par son intrépidité naturelle ; trop équitable pour déclarer des guerres injustes à ses voisins , trop guerrier pour rester en repos , alla s'imaginer que Dieu lui remettoit ses intérêts entre les mains , & que sa valeur trouveroit un triomphe aussi religieux qu'éclatant , dans la conquête de la Terre Sainte  
que

que les décrets du Ciel avoient soumise au joug des Musulmans qui en sont aujourd'hui les légitimes possesseurs.

Pour subvenir aux frais de cette entreprise, il fallut des fonds, & la taille en fournit. L'équité elle-même dicta les reglemens que ce grand Roi fit pour son assiette & pour sa perception. On ne doit point oublier ici une reflexion très-importante, c'est que la taille établie par Saint Louis ne concernoit que ses Domaines, & que les Seigneurs en impoisoient de semblables dans leurs terres. Comme ils n'y employoient pas la même modération que Saint Louis; ces impositions outrées & odieuses révolterent souvent leurs vassaux, & ils donnerent à ces tributs le nom de *Male tolta*, d'où sont venus ceux de Maltôte & de Maltôtiers, comme voulant dire que les deniers étoient *mal tollus*, ou mal levés.

Origine du mot de Maltôte.

Toutes



Toutes les Ordonnances de Saint Louis respirent un air d'équité, de précautions tendres & d'humanité sans foiblesse. Roi saint, vaillant & politique, il réprima les invasions du Clergé, fit trembler ses ennemis; fut respecté & adoré de ses Peuples: Faut-il que tant de vertus aient été ensevelies sous les fables de Damiete!

Les Rois successeurs de Saint Louis fatigués des plaintes du Peuple qui murmuroit contre les impôts, prirent un expédient qui le mettoit dans le cas de s'y soumettre sans répugnance, ce fut de l'admettre dans l'assemblée des Etats Généraux sous le nom de *Tiers-Etat*. Philippe-le-Bel fut le premier qui s'en avisa; & ce trait heureux de politique lui réussit. Chacun paya aisément des impôts qu'il croyoit avoir lui-même ordonné volontairement.

La guerre de Flandres donna sous ce Monarque naissance à la *subvention* qui

qui fut réglée par l'Ordonnance du 31 Mars 1302. donnée à Paris le Samedi d'après l'Annonciation. Elle porte que ceux qui auront 100 liv. de revenu en payeront 20 liv. que ceux qui auront 500 liv. en meubles en payeront 25 , & que ceux qui auront au-dessous de 100 liv. ne payeront rien. Elle fut confirmée & interprétée les 29 Mai & 5 Octobre 1303.

Le Mariage d'Isabelle, fille du Roi, avec le Roi d'Angleterre, donna encore un prétexte à une nouvelle subvention. L'Ordonnance qui fut adressée en conséquence au Baillif d'Orléans est remarquable, en ce qu'elle veut que ce subside soit imposé sur les sujets du Domaine du Roi , à proportion des facultés de chacun d'eux , & sur les sujets des Seigneurs , conformément aux droits qu'ils avoient coutume de lever sur eux , lorsqu'ils marioient leurs filles.

Preuve

Preuve que l'esprit du gouvernement de la premiere Race subsistoit encore ; mais que l'autorité Royale marchoit à pas lents au terme de le détruire. Les Evêques , Abbés & autres Ecclésiastiques n'avoient point encore adopté la chimere de se soustraire aux impôts , & de sortir de l'ordre des Citoyens. Enfans communs de l'Etat ils y furent assujetés comme les autres. C'étoit souvent aux Evêques eux-mêmes que nos Rois adressoient les rescripts qui les soumettoient à l'imposition générale.

Il s'étoit plus levé de deniers extraordinaires pendant ce seul Regne, que pendant tous les autres précédents , parce qu'on avoit fait entreprendre au Roi des choses au-dessus des forces de son Etat, & que d'ailleurs ses Finances étoient pillées par ceux qui en avoient l'administration.

E

La

La Noblesse & le Clergé lui firent des Remontrances ; mais comme elles furent sans effet , ils formerent de dangereuses Lignes ; Philippe succomba au chagrin & mourut à Fontainebleau le 29 Mars 1314.

Nous avons ci-devant observé que Philippe Auguste , ayeul de Saint Louis ne tiroit de son Royaume que 90 mille livres de revenu. Philippe-le-Bel , petit fils de Saint Louis , fit monter le sien à 40000 livres. Il porta même la valeur du marc à 8 livres, ce qui lui faisoit un revenu de 640000 livres, somme très-considérable , vû que de son tems , la Guyenne , la Bretagne , la Provence , le Dauphiné , les deux Bourgognes , l'Auvergne , le Nivernois , le Bourbonnois , l'Auxerrois , la Flandres , l'Artois , l'Alsace , la Lorraine , & une infinité d'autres grandes Seigneu-



gneuries n'étoient point encore unies à la Couronne.

Les Liges & associations faites contre Philippe-le-Bel subsisterent encore sous Louis le Hutin son fils & son successeur. Enguerrand de Margny, Ministre des Finances sous le Regne précédent fut sacrifié à la haine publique & envoyé au gibet qu'il avoit fait dresser lui-même à Montfaucon. Cette Barbarie ne doit pas nous étonner dans un siècle où la Bru des Rois, l'Epouse de Louis le Hutin fut étranglée en prison. (1) Le Supplice atroce & stupide de la Maréchale d'Ancre sous Louis XIII. prédécesseur du dernier Roi, est en-

(1) Ce Ministre innocent fut condamné sans être entendu. On réhabilita depuis sa mémoire, & ses biens furent rendus à sa famille. Je ne vois point qu'on aye fait justice de ses assassins.

core un reste frappant de cette ignorance brutale que la culture des Lettres & des Arts a pû à peine éteindre dans le cours de onze siècles (1).

La guerre de Flandres continuant toujours avec la même vivacité , Louis fut obligé d'avoir recours aux mêmes expédiens qui avoient été employés sous les Regnes précédens , il assembla la Noblesse & le

(1) On croyoit alors tout bonnement aux Sorciers. Il faut avouer néanmoins que les Juges de la Maréchale d'Ancre devoient être au-dessus des préjugés du peuple; leur ignorance ou leur cruauté envoya cependant la femme d'un Maréchal de France au bucher , où elle fut brûlée vive. Ses Juges n'étoient pas assurément de grands sorciers : ô *Tempora* , ô *Mores* ! Que nous sommes heureux de n'être pas nés dans ces siècles trop fameux par des exemples de férocité, & d'ignorance crasse , risibles en eux-mêmes , si l'humanité pouvoit se prêter à rire des attentats faits contre les droits de ses enfans.

Peuple

Peuple , en 1315. & leur fit proposer de lui fournir des subsides extraordinaires par forme de prêt remboursable , sur les revenus du Domaine. Il taxa les Marchands & leur vendit le droit de Bourgeoisie , & offrit à tous ceux qui étoient encore de condition serve, des Lettres d'affranchissement , moyennant finance (1).

On trouve sous ce Regne une Ordonnance au sujet d'un impôt de denier & maille pour livre , sur les marchandises vendues par les Italiens , qui depuis long-tems faisoient seuls avec les Juifs le commerce de la France (2).

Philippe le Long fit aussi plu-

(1) L'Ordonnance est datée de Paris en 1315. Je ne puis me lasser de faire remarquer que cette Ordonnance ne regarde que les serfs du domaine du Roi.

(2) A Paris le 9 Septembre 1315.

seurs Reglemens sur ces différens objets qui ne produisirent que de médiocres effets. Il fit plus , il affranchit généralement tous les Serfs du Royaume ; mais l'opposition de la plûpart des Seigneurs laissa encore gémir la Nature sous les Loix de la servitude jusqu'au Regne de François I.

Cette même guerre de Flandres qui avoit été la cause de tant d'impôts ne s'étant point rallenti, Philippes V. dont le regne ne fut pas moins fiscal que celui de Philippe le Bel, dit Mézerai, leva un subside qui consistoit dans la quinzième partie de tous les fruits, issues, levées & émolumens de la Terre. Ce sont les termes de ses Lettres-Patentes en date du 17 Novembre 1318. par lesquels il accorde aux contribuables le droit de nommer eux-mêmes des Commis à la perception de cet Impôt.

Ce



Ce Prince avoit résolu de rendre égaux par tout le Royaume, les poids, les monnoies, & les mesures ; projet utile & fécond, qu'on n'a négligé que parce que l'exécution en est trop simple & trop facile.

Charles le Bel en montant au trône, déclara formellement que son intention sur cet article étoit de suivre celle de son pere. On ne sçait qui empêcha l'effet d'une résolution si avantageuse à l'Etat, & que la France redemande encore tous les jours à ses Souverains. Louis XI eut depuis la même pensée. L'aisance que la conformité de monnoies a répandu dans le Royaume, doit naturellement nous conduire à juger de l'utilité dont feroit l'égalité des poids & des mesures. Qu'est-ce qui a donc pû empêcher un règlement si utile ? J'avoüe tout uniment que je n'en sçais rien.

La premiere année du regne de Charles le Bel fut marquée par une

E iv recherche

recherche de Financiers & Usuriers; presque tous Lombards & Italiens. La Guette , Ministre des Finances sous Philippe le Long, mourut à la question. Cette belle opération ne mit pas un fol dans les coffres du Roi.

Charles le Bel, dit M. le Président Haynault , mourut sans avoir rien fait pour ses Peuples, ni pour sa gloire , & il laissa l'Etat accablé de dettes. Il fut le dernier des Rois de la première branche des Capétiens.



*Imports sous les Valois.*

**L**A France n'a guere eu de tems  
 plus malheureux que celui où a  
 regné la branche des Valois. Elle  
 nous a donné dans le cours de 261  
 ans, treize Rois presque tous magnifi-  
 ques, vaillants & libéraux. « Ils ont  
 » commencé, dit Mézerai, à charger  
 » leurs Peuples de tailles & d'imposi-  
 » tions peu connues, dans les regnes  
 » de leurs prédécesseurs, sinon en cas  
 » d'urgente nécessité, & seulement  
 » pour un temps. Ils ont aliéné le  
 » domaine de la couronne, permis  
 » aux rôturiers de posséder des Fiefs,  
 » introduit la vénalité des charges, &  
 » même celle de la Noblesse; multi-  
 » plié les Officiers de Justice & de Fi-  
 » nance; changé l'ancienne milice du  
 » Royaume, pour entretenir des gens  
 » de guerre à leur solde; abbatu la  
 » puissance

» puissance des Grands , & plusieurs  
» autres changemens.

Philippe VI, le premier des Valois, appelé, par sa naissance, à la souveraineté, trouva l'Etat abîmé par le fanatisme des Croisades, source de la richesse des Moines qui en furent les trompettes ; elles ensevelirent la Noblesse dans les fables de l'Orient ; elles engloutirent les restes de l'argent qu'une dévotion bizarre n'avoit point consacré à des fondations téméraires.

Il n'est pas étonnant que ce regne ait commencé en partie celui des impôts permanents, & sans destination. Philippe, attaqué par Edouard, Roi d'Angleterre, par l'Empereur, & par les Gantois, fut obligé de faire de grandes dépenses pour résister à tant d'ennemis. La recherche des Financiers, toujours vague, inutile, & peu politique, fut un des premiers actes de son regne. Plusieurs furent con-

damnés



damnés à mort ; entr'autres , Pierre Remi , Général des Finances , dont la confiscation monta , à ce qu'on écrit , à 1200 mille francs ; ce qui feroit aujourd'hui environ 20 millions (1) ; mais ces secours insuffisans n'ayant produit que de médiocres effets , le Roi fut obligé de recourir à d'autres subsides. Ses sujets s'y portèrent de bonne grace ; leur haine naturelle contre les Anglois , & l'amour de la Patrie , les exciterent à contribuer abondamment à tous les frais de la guerre. Mais comme ils virent que l'on abusoit de leur bonne volonté , & que plus ils faisoient d'efforts , plus on les chargeoit d'impôts , la révolte & la sédition les arma contre leur Prince , & renouvela les excès qui s'étoient commis sous Philippe le Bel.

(1) Cela me semble exagéré , dit M. le Président Haynault. On peut s'en rapporter à son jugement.

Les

Les Etats de 1345 lui accordèrent cependant un droit sur la vente du vin, des boissons fortes, & sur la consommation du fel (1). *Ce sont les premiers Etats qui ayent consenti à la levée d'un subside fixe, sans en déterminer l'emploi.*

On trouve dans le Mémorial de la Chambre des Comptes, cote B, un Edit du 16 Mars 1340, qui ordonne l'imposition sur le fel dans toute l'étendue du Royaume. Ce fut cet Edit qui révolta les Peuples jusques à ce qu'il eut été confirmé par les Etats. Ainsi on peut également fixer l'époque de cet impôt en 1340, ou en 1345. On y trouve en outre des Let-

(1) On rapporte à ce tems l'origine de la Gabelle ; ce qui fit qu'Edouard III nommoit Philippe de Valois, assez plaisamment, *l'Auteur de la Loi Salique.* ( *M. le Président Haynault.* ) Comme je me propose de donner au public un Traité particulier des Gabelles, je rendrai compte plus à fond de tout ce qui les concerne.

tres-

tres - Patentes intitulées *innovation de Gabelles* portant création de Juges en cette partie du 20 Mars 1342 (1).

Le même Roi exempta par ses Lettres des mois de Février 1343 , & Juin 1345 , les Ouvriers monnoyeurs qui viendroient s'établir dans son Royaume de toutes *tailles , complaints , charges , redevances , coutumes , péages , travers , passages , centièmes , & cinquantièmes , osts , chevauchées , subventions , exactions , Chevaleries , Aydes , mariages , toultes , impositions , prisons , servitudes , & nouvelletes ;* noms proscrits , pour la plûpart , mais que l'on a cru devoir rapporter , comme une liste

(1) L'Auteur de la Table chronologique des Ordonnances faites par les Rois de la troisième Race , prétend que ce n'est pas positivement une Ordonnance ; mais que cette pièce est importante , à cause de la matiere dont elle traite ; & parce que c'est peut-être la source de l'établissement de la Jurisdiction des Greniers à sel. Page 155.

des

des différens droits qui étoient alors en usage.

Philippe de Valois mourut l'an 1350. Sentant approcher son heure, il manda ses enfans, & les Princes de son sang, & il les exhorta entr'autres choses, à soulager les Peuples par la diminution des impôts; » choses que » les Princes recommandent plus volontiers en mourant, qu'ils ne le » pratiquent dans leur vie, dit *Mezerai*.

Jean le Bon.

1350.

N'étant plus permis de lever des deniers sans le consentement des Etats, ainsi qu'il a été ci-devant observé, Jean les fit assembler à Ruel l'an 1356, pour avoir des secours capables de résister aux Anglois, qui occupoient déjà une partie de la France. Les Etats connoissant la nécessité de s'opposer à un ennemi si redoutable, accorderent l'entretien de 30 mille hommes d'armes (1); corps

(1) Déclaration portant Règlement pour la crue des Gensdarmes. Donné à Paris le dernier Avril 1351.



de troupes prodigieux, si l'on fait attention que chaque homme d'armes avoit deux archers à cheval, outre les coutiliers & les pages; ce qui faisoit 90 mille hommes de cavalerie, sans compter l'infanterie, composée des communes du Royaume, qui devoient marcher de toutes les Villes à portée de la guerre.

On accorda 50000 livres pour l'entretien d'une si grande armée; & parmi les moyens qui furent imaginés pour trouver cette somme, on proposa le rétablissement de la gabelle & du droit de huit deniers pour livre sur la vente de toutes les denrées, boissons, nourritures & marchandises, pendant le cours de l'année.

Le Roi insista fortement sur l'insuffisance de ce fonds, & proposa l'imposition d'une capitation de *taille personnelle générale*, comme la voie la plus naturelle & la moins embarrassante; mais les Etats n'y voulurent pas consentir.

sentir. Cependant ayant examiné dans  
 une seconde assemblée le produit de  
 l'Ayde, dont il avoit d'abord été fait  
 mention, & ayant reconnu qu'une  
 grande partie des Villes avoient re-  
 fusé de s'y soumettre, ils se détermi-  
 nerent à accorder la capitation géné-  
 rale, suivant la demande que le Roi  
 en avoit faite, laquelle fut fixée à  
 4 livres, à raison de 100 livres de re-  
 venu : à 2 livres au-dessous de 100 :  
 & à une livre au-dessous de 40, à  
 prendre sur toutes personnes, soit de li-  
 gnage Royal, Ecclésiastiques, Nobles,  
 Barons, Chevaliers, Populaires ; sans  
 aucune exception, sous quelque pré-  
 texte, raison, ou privilège que ce  
 pût être. Mais ce qui rendoit la levée  
 plus dure, fut que les laboureurs,  
 manouvriers, même les serviteurs &  
 domestiques, y furent assujettis & fixés  
 à 10 sols, à raison de 5 livres de ga-  
 ges ou de revenu. On estima aussi la  
 valeur des meubles, & on en fit un  
 total

total proportionné à l'évaluation ci-dessus.

Par l'Article III. de l'Edit qui établit cette imposition, il est ordonné aux Receveurs de contraindre toutes sortes de personnes exemptes ou non exemptes, par toutes voies que bon leur semblera ; & en cas de désobéissance, de les faire assigner pardevant les *Superintendans des Etats*, dont les Jugemens étoient déclarés Souverains.

Ces Superintendans ou Commissaires avoient été établis à l'effet de connoître des discussions qui pourroient naître à l'occasion de l'imposition & perception de cet ayde ou nouveaux droits ; ils furent aussi nommés Généraux des Aydes : *& c'est de là que la Cour des Aydes tire son origine.*

Le 19 Septembre de l'année 1356 ; se donna la malheureuse bataille de Poitiers, exemple fameux d'imprudence & de désespoir. Huit mille

G

Anglois

Anglois acculés dans des vignes, & prêts à mettre les armes bas, si on avoit écouté leurs propositions, défirent quatre-vingt mille François, détruisirent une partie de la Noblesse, & firent le Roi prisonnier.

Régence  
du Dau-  
phin ,  
depuis  
Charles  
V.  
Année  
1356.

La Monarchie avoit reçu bien des secousses, & souffert bien des révolutions depuis son établissement ; mais la captivité de ce Prince jetta le corps politique dans la plus affreuse confusion, & l'excès des impôts réduisit le peuple à un degré de misère qu'il n'avoit pas encore éprouvé.

La rançon du Roi Jean, stipulée par le Traité de Bréda le 7 Mai de l'an 1360, fut de trois millions d'écus d'or valant 3 livres, pendant que l'on faisoit estime qu'il n'y en avoit que quatre en or & en argent monnoyés dans tout le Royaume. Aussi l'espece devint-elle si rare, qu'on n'en vit presque plus, & que pour subvenir aux achats journaliers, on fut obligé



# SUR LES FINANCES. 103

obligé d'y substituer une monnoie de cuir ayant l'empreinte d'une fleur de lis, sur la tête d'un petit clou d'argent qui y étoit attaché. Alors la valeur des matieres d'or & d'argent étoit, sçavoir, le marc d'or à 63 livres, 18 sols, 11 den.  $\frac{5}{9}$ , & celui d'argent à 12 livres, 15 sols, 3 den.  $\frac{3}{43}$ .

Le 18 Février 1357, les Communautés de la Sénéchaussée de Beaucaire accorderent à Jean, Comte de Poitiers, troisième fils du Roi prisonnier, & son Lieutenant dans le Languedoc au-delà de la Dordogne, un subside nommé *Capage*, *Capitation*, ou *taille personnelle*, qui étoit une forme ancienne de lever de telles impositions extraordinaires (1). Le pied de cette imposition étoit le centième des immeubles & le cinquantième des meubles.

Les personnes, à qui les Etats

(1) L'acte porte que le présent *Capage* sera levé *juxta formam olim factam*.

G ij                      avoient

avoient confié l'adminiftration des Finances , fe trouverent encore moins fidèles que celles qui avoient été dépoſſédées après la priſe du Roi Jean. Leur infidélité porta le premier coup à l'autorité des Etats , & le Dauphin Charles en profita habilement , pour ſecouer peu-à-peu un joug contraire à l'autorité vraiment monarchique.

Cependant le Régent , qui manquoit de pouvoir , d'autorité , & de force ( les gens de guerre n'étant ni licenciés , ni payés ) étoit obligé d'abandonner l'Etat à ſa fatalité ; les habitans de la campagne battus , pillés , incendiés , n'ayant plus pour retraites que les cavernes & les marais , devinrent à leur tour brigands par deſeſpoir. Charles fut obligé d'armer contre les ſujets de ſon pere , & il en tailla en pièces plus de vingt mille dans le Beauvoifis ( 1 ).

(1) Cette troupe étoit commandée par un Payſan appelé *Caillot*. On la nomma *La Jac-*  
Le

Le Roi Jean, par un excès de bonne foi, de simplicité, ou, selon quelques uns, de tendresse, repassa en Angleterre pour y finir, par sa mort, un regne qui devoit être plus heureux; le 8 Avril de l'an 1364, en la cinquante-quatrième année de son âge.

Charles, Régent, devenu Roi sous le nom de Charles V, touché des plaintes du Peuple de Guyenne, que les Anglois accabloient d'impôts, disposa les Seigneurs Gascons à s'unir avec lui. Il fit amas d'argent par les subsides que les Etats lui accorderent, & qui furent levés avec tant d'ordre, que le Peuple n'en fut presque point foulé.

Charles  
V, dit le  
Sage.  
1364.

Il obtint dans les différens temps de son regne différentes contributions. Les Etats de 1369 lui accorderent

*querie*, parce que les Gentilshommes, lorsqu'ils pilloient le Payfan, l'appelloient *Jacques Bonhomme*.

G iij pour

pour son Etat, celui de la Reine, & de Charles, Dauphin, son fils aîné, l'imposition des 12 deniers pour livre sur toutes les marchandises, un sol pour livre sur le sel, le treizième sur le vin en gros, & le quatrième en détail; mais celle qui a le plus de rapport à notre sujet est le *Fouage*, ou *Taille*, qu'il ordonna être levée à raison de 4 livres par feu dans les Villes, & d'un franc & demi dans le plat Pays; & pour parvenir à la repartition juste de cet impôt, il rendit une Ordonnance qui régla la maniere de compter les feux (1).

(1) Par le mot de *feux* on ne doit pas entendre un certain nombre de familles, de maisons, ou d'habitans, mais une étendue de Pays qui a été divisée arbitrairement en plusieurs parties nommées *feux*, dont chacune paye une quotité égale des impositions qui se levent dans la Province. On a eu égard dans cette division à la fertilité & au commerce du Pays. Ainsi un *feu* peut ne contenir que dix lieux, & payer la même somme qu'un autre qui en contiendra vingt.



Charles V. mourut le 16 Septembre de l'an 1380 ; il laissa des trésors considérables en lingots d'or & en riches meubles , que quelques-uns font monter à 17 millions ; somme exorbitante pour ce tems-là , où le marc d'or étoit à 62 livres 5 sols , & celui d'argent à 5 livres 9 sols. Il acquitta les dettes de ses prédécesseurs , retira le Domaine engagé , acquit la Comté d'Auxerre , & une grande partie du Comté d'Evreux , conquit la Guyenne sur les Anglois , rétablit le Roi de Castille dans son Royaume , maintint & secourut les Rois d'Ecosse contre ceux d'Angleterre ; & cependant il ne levoit par année pour toutes charges que 300 mille livres , non-compris le revenu de son domaine. Sa magnificence éclata dans plusieurs bâtimens , tels que le Château du bois de Vincennes & le Louvre. Malgré ces grandes dépenses , ce Prince étoit résolu de supprimer une partie des im-

impôts; il en signa l'Ordonnance expresse le jour même de sa mort, & son dernier soupir fut un souhait pour le soulagement de ses peuples (1).

Charles VI. 1380. Au regne de la sagesse succeda celui de la folie. Charles VI, Prince dont les vertus faisoient l'espoir de la Nation dès ses plus jeunes ans, tomba dans une démence qui le suivit jusqu'au tombeau. Son mal lui laissoit à peine quelques bons intervalles; il les employa toujours à s'informer des disgraces de son Peuple, à en gémir, & à y remédier autant qu'il lui étoit possible. Mais son état malheureux l'empêchant de faire le bonheur des sujets & le sien, ses desirs impuissans ne firent qu'aigrir son mal. Les François, peuple attaché sincerement & constamment à ses Souverains, lui tinrent compte du bien qu'il leur vouloit

(1) Je ne dois point oublier ici que Charles V. fut le Fondateur de la Bibliothèque du Roi.  
procurer

procurer. La Majesté Royale ne perdit aucun de ses droits au sein de la folie , & ils lui donnerent le nom de *Bien-aimé* , parce qu'ils connoissoient la bonté de son cœur.

Sous ce regne d'horreurs , où l'Etat livré à l'ambition des oncles du Roi, & à toutes les passions de la détestable Isabeau de Baviere , son épouse , les tailles furent imposées à discrétion dans toute l'étendue du Royaume , les maximes du gouvernement furent renversées , & il se répandit une confusion générale dans toutes les parties du corps politique.

Les remedes extraordinaires vinrent bientôt au secours de l'incapacité de ceux qui étoient à la tête du Gouvernement. Une Déclaration rendue à Abbeville le 13 Avril 1393 , confirmée & amplifiée par celle du 12 Juillet , nomma trois Commissaires pour la recherche des Traitans , & n'eut aucun succès , parce que ces  
sortes

fortes d'expédiens n'en ont jamais. Les Juifs tolérés, protégés & chassés tour-à-tour ne fournirent pas une plus grande ressource. Enfin, les vices de l'administration réduisirent le Roi même à la mendicité.

Ce fut sous le regne de Charles VI. que la taille, qui avoit porté une infinité de noms différens, dans les siècles précédens, reçut déterminement celui de *Taille*. Pasquier prétend que *c'est parce que le Roi la nomma ainsi par ses Lettres de 1388 (1)*; mais Borel assure qu'il lui fut donné, parce que les Payfans Collecteurs ne sçachant pas écrire, marquoient leur recette sur une taille de bois, & qu'il y a encore dans plusieurs chambres communes de Languedoc, des grosses pièces de bois appelées *soucs*, ou

(1) Les deux Déclarations de 1388, du 19 Février, portent encore le vieux nom de Fouage. Je ne trouve le nom de taille que dans celle donnée à Avignon le 28 Janvier 1389.



*fouches*, qui servent de *Cadaftres* (1); c'est-à-dire, de regle ou de pied pour faire l'imposition de la taille, & même que l'on en apporte souvent à la Chambre des Comptes de Montpellier, pour regler les différends qui peuvent survenir à l'occasion des cadaftres ou assiettes des tailles.

D'autres, avec plus d'érudition, ont invoqué les noms de Pline, de Varon, & de Columelle, qui se sont servis du mot de *taleari*, pour dire partager. Il se peut bien que ce mot ait enfanté chez nous celui de *tailler*, d'où l'on a pris celui de taille, parce

(1) Ce que l'on appelle Cadaftre en Pays de Taille réelle est un Registre, ancien terrier ou cartulaire, qui contient la Déclaration des terres roturieres & non féodales, pour lesquelles les Possesseurs sont sujets aux tailles. *Capitularium tributorum, sive liber censualis appellatur.*

Les tailles personnelles sont imposées sur les personnes, & nommées *Capitationes*, aut *Coblectia*, qu'on

qu'on tailloit une partie du bien des contribuables. La question , au reste est fort peu intéressante , & une origine Latine ou Françoisse ne la fera augmenter ni diminuer.

Les deux derniers Rois prédécesseurs de Charles VI. avoient mis une imposition sur les denrées *comeestibles* ; ce Prince voulut les continuer pour subvenir aux frais de la guerre contre les Anglois qu'il falloit chasser de l'Anjou , du Maine , & de la Touraine. Cet impôt excita les deux séditions connues sous le nom de *Mailloins* & de *la Harelle* , qui furent punies avec la dernière rigueur.

Ces noms de séditions , aussi ridicules que les séditions elles-mêmes , vinrent de ce que le Peuple ayant enfoncé les portes de l'Hôtel de Ville , y trouva trois ou quatre mille maillets que le Connétable avoit fait faire pour armer les gens de guerre , & de ce qu'ils s'en servirent pour assommer les  
partisans

partisans, même jusques aux pieds des Autels. *La Harelle* eut un semblable principe ; la populace de Rouen se créa un Roi qui fut pendu , & qui subit le sort des Chefs des Maillotins.

L'Université de Paris fit aussi des remontrances au Roi sur ce que les Tailles étoient montées à 450000 liv. pendant que sous le regne précédent elles n'étoient qu'à 94000 liv. On ne devoit pas s'attendre à trouver là l'Université ; mais c'étoit le temps des crédits usurpés.

Charles VI. finit sa vie & son malheureux regne le 21 Octobre de l'an 1422. La foiblesse de son esprit l'avoit rendu le jouet de ceux qui pouvoient s'en saisir. Une Reine, mauvaise femme , & mere dénaturée, des Princes du sang avarés, dissipateurs & cruels ; les Grands, à leur exemple, commettant toutes sortes d'excès, & des Peuples mutins & séditeux, firent tomber la France dans un

un abîme de maux , & la livrerent ; presque en entier , à une domination étrangere.

Charles  
VII, dit  
le Victo-  
rieux.

Charles VII, dans les commence-  
mens de son regne , Cacique infor-  
tuné , plutôt que Roi d'une petite  
partie de la France (1) , prit posses-  
sion du trône au milieu des sièges ,  
des combats , & des guerres tant ci-  
viles qu'étrangères : sous son regne ,  
les tailles devinrent des impôts ordi-  
naires , & elles furent levées sur les  
biens ruraux *ex censu & patrimonio* dans  
les Provinces où les tributs avoient  
autrefois été réels , comme en Pro-  
vence & en Languedoc (2) ; & elles  
continuerent d'être personnelles dans  
les autres endroits.

Par un Edit donné à Saumur le 4

(1) Les ennemis l'appelloient par raillerie le  
Roi de Bourges.

(2) Déclaration du 30 Janvier 1446 aux Mon-  
tils-lez-tours. Registré en la Cour des Aydes de  
Languedoc le 20 Avril 1447 , après Pâques.

Septembre



SUR LES FINANCES. 115

Septembre 1443, enregistré en la Chambre des comptes le 25 du même mois, & non en 1440, comme l'ont dit quelques Auteurs. Il fut confirmé & interprété par une Déclaration du 25 Novembre, par celle donnée à Nancy le 10 Février 1444, par celle de Montils-lez-tours du 8 Décembre 1446, & par celle de Bourges du 26 Novembre 1447. Charles VII distingua les Finances en ordinaires & extraordinaires. Il statua qu'elles seroient payées; sçavoir, les ordinaires, qui sont le domaine entre les mains des *Changeurs du trésor*, & les extraordinaires qui sont les tailles & autres impositions au Receveur-général des Finances.

Les Fiefs se trouvant alors dans l'impossibilité de fournir le service auquel ils avoient été originairement obligés, la prudence du Monarque environné d'Ennemis, exigeoit qu'il formât une nouvelle Milice. C'est-là l'époque

l'époque de ces réglemens célèbres de la Gendarmerie , de la taille générale , & des Franks-Archers (1) ; la dépense de la Gendarmerie & des Franks-Archers qu'il établit , montoit à 813 mille livres ; ce qui fait une somme exorbitante & presque incroyable , si on la compare avec ce que la France payoit 120 ans auparavant , & nous prouve en même-tems le grand accroissement des richesses métalliques (2) qui s'étoit fait par le commerce , au milieu des désordres d'une guerre affreuse.

La police du Royaume , l'Etat & le nombre des troupes , aussi-bien que leur solde , les revenus de la couronne , & l'autorité du Roi prirent donc une nouvelle forme , dans l'intervalle de la trêve avec les Anglois , c'est-à-

(1) Déclaration du 23 Septembre 1437 au Camp devant Montreau Fautyonne.

(2) Sous Charles VII. le marc d'argent étoit à 8 livres 14 s. 3 den.

dire

dire , depuis le mois d'Avril 1444 ,  
 jusques à la prise de Fougères , en  
 1448 ; mais comme le vertueux Char-  
 les n'étoit pas un Prince qui pensât  
 que son autorité ne dût être employée  
 qu'à engloutir le bien de ses sujets , en  
 imposant des tailles arbitraires , sans  
 les indemniser en quelque façon , il  
 s'attacha à régler les monnoies , de  
 maniere qu'à la réserve des droits de  
 Seigneuriage & de fabrication , il n'y  
 prenoit aucun profit , leur donnant  
 d'ailleurs un cours proportionné à la  
 valeur des métaux parfaits , reconnue  
 par la convention de tous les Peuples.  
 Il a rendu dans le cours de son regne  
 trente-trois Edits , Ordonnances , ou  
 Déclarations sur le fait des monnoies,  
 preuve du désordre que la guerre traî-  
 ne après soi.

Nous sommes redevables à Charles  
 VII. des premières loix qui ont fixé la  
 police du Royaume , rendu certaine  
 la condition des sujets , & assuré la

H substance

substance des troupes nécessaires à la sûreté commune ; institution indispensable après tant de désordres , & qui arrêta la source du meurtre & du pillage , bien plus sûrement que les punitions , qui sont toujours un malheur.

Après une guerre de 120 ans , qui avoit pénétré toutes les Provinces , pendant laquelle on avoit vû naître quatre ou cinq générations aussi altérées du sang & du pillage de leurs Citoyens que les Anglois même , le moindre effet qui en pouvoit résulter étoit l'oubli général des Loix qui avoient fleuri sous l'ancien gouvernement. Ainsi on peut comparer l'Etat de la France après l'expulsion des Anglois , à celui où elle se trouva quand elle fut délivrée des courses des Normands.

Deux fortes d'ennemis désoloient la France , comme il étoit arrivé du temps de Charles V. Les Anglois regardés



gardés des uns comme aggresseurs, & des autres comme amis, quoique également à charge aux uns & aux autres ; & les compagnies Françoises du service du Roi, qui non contentes de faire la guerre aux premiers, traitoient aussi mal les sujets que les ennemis, d'abord par la nécessité de leur subsistance, qu'elles ne pouvoient tirer d'ailleurs, à cause du mauvais état des Finances, & ensuite par l'habitude du pillage.

Charles VII. eut de grandes traverses & de puissans ennemis ; peu de Princes les ont surmontées aussi glorieusement. Il aima tendrement ses peuples, & les soulagea, autant qu'il lui fut possible (1). Il mourut le 22 Juillet de l'an 1461 âgé d'environ 59 ans, dont il en avoit regné 39.

(1) Nous voyons par les Registres de la Chambre des Comptes, que les Tailles, y compris le Domaine, ne passerent pas 1700 mille livres par an, pendant le cours de ce regne.

Louis XI.  
1461.

Louis XI, fils & successeur de Charles VII, entra dans le Royaume comme dans un Pays de conquête ; il prit plaisir à casser tout ce que son pere avoit fait , & à charger le peuple d'exactions. Il gouverna toujours, sans conseil , sans justice , & sans raison. Ennemi des Grands , & oppresseur du peuple , il sembloit affecter de mériter le mépris des Etrangers par des dehors indignes de la Majesté Royale, & par les personnes qu'il employoit aux plus grandes fonctions (1).

On nous dépeint ce Prince absolu dans ses volontés , implacable dans sa colere , jaloux de sa puissance à l'excès , impitoyable pour ses peuples qu'il avoit accablés d'impôts.

(1) Il se servoit , dit un Historien , de son Tailleur pour Héraut d'armes , de son Barbier pour Ambassadeur , de son Médecin pour Chancelier. Olivier le Daim , qui avoit été son Barbier , & qui étoit devenu Ministre , fut pendu sous le regne suivant en 1484.

Voici

Voici ce que M. le Président Haynault ajoute à ce portrait avec cette force de touche que la vérité & l'élocution historique prêtent aux grands Hommes à qui elles confient leurs pinceaux. » Avare par goût, & prodigue » par politique, méprisant les bien- » féances, incapable de sentiment, » confondant l'habileté avec la finesse, » préférant celle-ci à toutes les vertus, » & la regardant, non comme le » moyen, mais comme l'objet principal : enfin, moins habile à prévenir » le danger, qu'à s'en tirer ; cependant avec de grands talens dans l'esprit, & ce qui est singulier, ayant » relevé l'autorité Royale, tandis que » sa forme de vie, son caractère, & » tout son extérieur auroient semblé » devoir l'avilir (1).

(1) Tout le monde a dans ses mains l'ouvrage de M. le Président Haynault ; mais me sçaurat-on pour cela mauvais gré de remettre ce morceau sous les yeux du public.

H ii j

Cepen-

Cependant on dit qu'il étoit le meilleur des Princes de son temps. Quels étoient donc les autres ?

Dans l'espace de 22 ans il aliéna presque tout le Domaine, quoiqu'il eût augmenté les tailles de plus de trois millions. (Le marc d'argent valoit alors 9 livres 5 s.) Enfin, n'ayant jamais eu aucune confiance dans ses sujets, il pratiqua l'alliance des Suisses, & mit l'Infanterie en crédit ; ce qui fit insensiblement perdre l'usage de la Gendarmerie, & depuis ce tems la solde pécuniaire est devenue le nerf principal de la puissance monarchique.

Charles  
VIII.  
1483.

Charles VIII son fils & son successeur, ne fut pas plutôt parvenu à la couronne, qu'il convoqua les Etats dans la Ville de Tours au mois de Janvier de l'année 1484. On y cassa la plupart des actes de Louis XI : on répéta ses dons excessifs ; on flétrit la mémoire des exécuteurs de ses injustices ;



ces ; on déchargea le peuple d'une partie des tailles , & l'on convertit la perception des droits sur les menues denrées en augmentation ou *crue de Taille*. C'est la première qui se soit faite , & l'origine de toutes celles que nous verrons par la suite.

On voit par le *Mémorial de la Chambre des Comptes*, cotté X, fol. 5, que Louis XII. accorda depuis aux Manans & Habitans de la Ville & cité de Rheims, par ses Lettres Patentes du 24 Novembre 1503, l'exemption des impositions sur les grains, le pain, & la farine ; ce qui fait conjecturer que les Etats ne firent que modifier ces droits, ou qu'ils subsisterent dans quelques Provinces. La même faveur fut ensuite accordée aux Manans & Habitans de la Ville & des Fauxbourgs de la Ferté-Milon, par des Lettres - Patentes dattées de Paris le 11 Novembre 1504. *Mémorial de la Chambre des Comptes*, cotté X, fol. 78.

Les guerres d'Italie furent dans ce regne très à charge au Peuple; Charles égaré plutôt que conduit par la gloire & le bonheur, la traversa toute entiere en quatre mois & demi; la terreur marchoit devant lui ; il fut par-tout reçu en Souverain, sans employer que des Fourriers , pour marquer ses logis. Le Royaume de Naples fut conquis en quinze jours. Florence lui ouvrit ses portes ; Rome le reçut en vainqueur ; il y fit des actes de Souveraineté. Bajazeth en trembla au fond de son férail , & craignit que la Grece ne suivit le torrent ; mais la même fortune qui avoit prêté ses aîles au jeune conquérant , ne s'en servit plus que pour favoriser sa retraite , ou pour mieux dire , sa fuite précipitée.

Dans les dernieres années de sa vie , il travailla à la réformation de l'Etat ; il écouta les plaintes de ses sujets , & s'appliqua aux moyens de les faire cesser. Il avoit formé le des-  
sein

sein de rétablir l'ordre ancien dans la levée des subsides, en ne permettant plus qu'il en fût levé sans l'octroi des Etats Généraux, & pour les nécessités extraordinaires, se proposant d'entretenir sa maison, & de subvenir aux dépenses ordinaires, avec le revenu de son domaine, & les anciens droits de la couronne. Il réduisit les tailles à 1200 mille livres, & son Domaine lui valoit un million, en sorte que l'Etat général des Finances ne montoit tout au plus qu'à 2 millions 500 mille livres, le marc d'or étant alors à 130 livres, 3 s. 4 d. & celui d'argent à 11 livres.

Louis XII fut incessamment & uniquement occupé du bonheur & de la <sup>Louis XII.</sup> félicité de ses sujets. On le surnomma <sup>1497.</sup> le *Juste*, & le *Pere des Peuples*, noms heureux, qui reparoissent sous un autre Louis.

Quoiqu'il eût de grandes guerres à soutenir, & que les tailles ne fussent pas

pas insupportables, il les diminua d'année en année. L'horreur qu'il eut pour les nouvelles impositions l'entraîna peut-être dans un autre excès, & la vénalité des *charges de Finance*, qui fit naître celle des Offices, fut un des effets de son bon cœur. Je n'entreprends point de décider si cette opération étoit un bien ou un mal ; le pour & le contre ont leurs partisans fondés tous sur de bonnes raisons.

Par un autre abus plus pernicieux encore, il aliéna le Domaine de 600 mille livres de rente, somme prodigieuse, mais qu'on ne doit point reprocher à un aussi grand Roi, guidé par une tendresse qui étoit plus sincère qu'éclairée (1).

Georges d'Amboise fut le Pilote de la France sous ce bon Roi, qui eut le bonheur de découvrir & d'écouter

(1) La Déclaration est dattée de Blois le 27 Janvier 1513.



un Ministre auffi bon que lui-même ,  
& qui sans avarice & sans orgueil ,  
n'eut en vûe d'autre richesse que  
celle des Peuples.

Les Tailles & le Domaine furent  
sous ce regne d'environ 9 millions ,  
& le marc d'argent à 12 livres , 1 s.  
8 den.

Louis XII. mourut le premier de  
l'an 1515 , âgé de 53 ans , dont il en  
avoit regné 17. Jamais Prince n'aima  
tant ses sujets , & n'en fut tant aimé.  
Il faisoit peu de libéralités dans la  
crainte de fouler son peuple. Les  
Edits que la nécessité lui arrachoit  
pour l'imposition des subsides furent  
plus d'une fois arrosés de ses larmes.

François I , héritier du trône & de Fran-  
çois I.  
1515.  
l'ambition qu'avoient eu ses ancêtres  
de reconquerir l'Italie , qu'il seroit  
nuisible à la France de posséder , y  
monta avec une disposition à la dissi-  
pation & à la prodigalité que Louis  
XII. avoit bien prévue. Les guerres  
du

du Milanois l'obligerent à chercher toutes sortes de moyens pour la recouvrer (1). Il aliéna le Domaine ; il haussa les tailles, & ordonna plusieurs nouveaux impôts. Les *grandes crues*, qui ont depuis été confondues sous le nom de *taille* & de *taillon*, durent à ce Prince leur origine. J'aurai occasion d'en parler plus amplement dans le Traité particulier de la taille.

L'an 1543, le Roi d'Angleterre s'étant ligué avec l'Empereur, le Roi fut obligé, pour résister à de si puissans ennemis, de mettre un impôt sur les Villes, clauses, dont l'usage

(1) Edit de Fol-en Bray du mois d'Août 1543, portant aliénation de 600 mille livres de rente.

Autre, du même mois, pour 300 mille. Toutes ces aliénations furent révoquées par celui de Sainte Menchoult du 10 Septembre de la même année, & retabli en partie par celui du 8 Octobre. Qu'on juge par là du désordre qui regnoit dans les Finances.

fut

fut consacré à l'entretien de 50 mille hommes (1).

La magnificence & la somptuosité suivirent François I. jusques au tombeau ; aucun Prince ne la surpassé en libéralité & en générosité. Il consumma souvent en dépenses frivoles l'argent qu'il avoit destiné aux plus grandes entreprises (2) ; mais il devint si

(1) Edit donné à Saint Germain en Laye le 3 Mai 1543 ; Registré à la Chambre des Comptes le 8 dudit mois : il fut révoqué depuis sous François II.

(1) *Samblançai* , Surintendant des Finances sous Charles VIII , Louis XII , & François I. , fut arrêté en 1522 sous prétexte de péculat , & fut condamné à être pendu ; ce qui fut exécuté le 12 Août 1527. On trouve dans les Annales d'Aquitaine de Jean Bouchet , l'arrêt de sa condamnation , prononcé par des Commissaires choisis par le Chancelier du Prat son ennemi. C'étoit une intrigue de Louise de Savoye , Duchesse d'Angoulême , mere de François I. , qui avoit détourné les deniers de l'épargne à son

économme

économé & si attentif sur la fin de sa

avantage, sur ses quittances néanmoins ; mais on eut l'adresse de les enlever à *Samblançai* par le moyen du nommé Gentil, son principal Commis, amoureux d'une Demoiselle de Madame d'Angoulême. Cette Princesse vouloit perdre M. de Lautrec, qui commandoit en Italie, & pour qui cet argent étoit destiné. La somme montoit, dit-on, à 400 mille francs destinés pour payer ses troupes ; & faute de ce paiement, elles se debanderent, & l'on ne fit rien en Italie. Quelques railleries de Lautrec avoient irrité cette Princesse vindicative. Quoiqu'il en soit, il en couta la vie à *Samblançai*, & il la souffrit avec beaucoup de fermeté & de constance à l'âge de 62 ans. Le Journal manuscrit de François I., cité par *Sauval* en ses Antiquités de Paris, page 482 & 574, en rapporte une chose assez singulière : c'est que cet infortuné Ministre fut conduit de la Bastille aux Filles-Dieu, rue Saint Denis à Paris, comme les autres scélérats, que l'on y menoit, avant que d'être pendu à Montfaucon. Là, pour obéir à la coutume, on lui fit recevoir de l'eau bénite, boire un verre de vin, manger trois morceaux de pain, & baisser

vie ;



vie , qu'il acquitta toutes ses dettes ,  
dégagea son domaine (1), & laissa dans  
l'épargne 1700 mille écus , & un quar-  
tier de ses revenus prêt à y entrer ,

un vieux crucifix de bois , qui est encore dressé  
dans l'Eglise de ce Monastere : & dans la suite  
on connut si bien l'injustice & même l'iniquité  
de cet Arrêt , que sa famille s'est toujours sou-  
tenue avec distinction , Renaud de Beaune ,  
Archevêque de Sens , & grand Aumônier de  
France sous Henri IV , étoit petit-fils de *Sam-  
blançai* ; nous avons en manuscrit le Procès  
de ce Ministre en deux Volumes *in-fol.* Mezerai  
fait quelques fautes sur *Samblançai* , & le Pere  
Daniel , qui dit , qu'il n'a lû dans aucun Auteur  
contemporain ce petit conte , que *Samblançai*  
avoit été trahi par un de ses Commis , l'auroit  
trouvé dans la vingt-deuxième Elégie de Clé-  
ment Marot , & dans Brantôme sur François I ,  
où l'on trouve même une scène fort plaisante à  
ce sujet.

(1) Dans la foule des Edits de François pre-  
mier , il y en a un du mois de Mai 1543 , qui  
regle les droits que doivent payer les Serruriers ,  
& dans lequel le Roi les traite de Bacheliers.

quoiqu'il

quoiqu'il eût dépensé de très-grandes sommes en meubles, en pierreries; en dons, & en pensions, à tout ce qu'il y avoit de vaillans Capitaines, & d'hommes sçavans. La France se rappellera toujours qu'il fut le Pere des Lettres; qu'il reçut dans son sein les débris de la Grece dévastée par Mahomet II, & qu'il ralluma le premier dans les cendres de Constantinople, le flambeau des Arts qui nous guide & nous éclaire encore aujourd'hui. Le Louvre, Saint Germain en Laye, le Château de Madrid, Villers-Cotterets, Folembrai, Chambord, &c. sont des preuves de sa magnificence, au milieu d'une guerre de près de 30 ans contre tous les Princes de l'Europe.

Il ne lui manqua pour être le premier Prince de son temps que d'être heureux, dit M. le Président Haynaut. Je n'ose point transcrire ici le portrait qu'en fait cet habile Historien. J'oublierois insensiblement que je n'écris pas

pas l'Histoire ; que ne puis-je lui dérober quelques lauriers pour en orner la tombe d'un des plus grands Monarques de la France ?

Sous le regne de François I, la taille a été portée à la somme de 4 millions 441 15 livres , sans compter le Domaine , & plusieurs subsides extraordinaires , le marc d'or étant alors à 156 livres 3 s. 9 den. & celui d'argent à 13 livres 1 s. 3 den. La création & la suppression successive de plusieurs offices de Finance & de Judicature furent une des grandes ressources de ce regne affaibli sous le poids de la guerre , & qui cependant fut le boulevard de l'Europe contre la monarchie universelle qu'affectoit Charles V. François I. mourut le dernier jour de Mars 1547 ; il recommanda très-instamment à son fils de diminuer les tailles qu'il avoit poussées jusques à l'excès , lui remontrant que les François étoient le meilleur Peuple qu'il

I

Y

y ait au monde ; & que dans le besoin , ils voloient au - devant de la gloire , & du bonheur de se sacrifier pour leur Prince.

Henri II, devenu possesseur d'un trône attaqué par l'Ennemi le plus puissant qui se soit jamais armé contre la France , soutint la guerre sans renoncer au faste & aux plaisirs. Catherine de Médicis son épouse , fiere de sa fécondité & de ses charmes , fut sans cesse occupée d'intrigues , de voluptés , & de magnificence.

Les épargnes faites par François I, disparurent en un instant , & les Edits Burſaux furent les seuls moyens qu'on trouva pour les remplacer. Enfin , après avoir engagé la plus grande partie du Domaine , on en vint au point de mettre un impôt sur les clôchers & sur les ornemens des Eglises , foible ressource qui annonce les calamités , & qui n'y remédie pas ; secours dangereux qu'une bonne administration



tion des Finances eût aisément sauvé à la gloire du Monarque.

Cependant le Connétable de Montmorency perdit la bataille de S. Quentin (1). Les journées de Crecy & de Poitiers, si fatales à la France, n'y répandirent jamais tant de terreur. Paris étoit abandonné s'il eût seulement paru un corps de mille chevaux en deçà de la Loire. Ce fut alors que Henri reconnut bien la vérité de ce que son pere lui avoit dit en mourant, que les François étoient le meilleur Peuple qu'il y eût au monde. Il ne fallut ni Edits, ni Déclarations pour les instruire des loix que leur prescrivoit l'amour & le devoir. Toutes les grandes Villes ouvrirent leurs bourses au Roi; & Paris donnant l'exemple, commença par fournir 300 mille livres. Cinquante Seigneurs de marque offrirent de garder cinquante Places à leurs dépens, & les moindres sujets

(1) Le 10 Août 1557.

se disposerent à verser leur sang, sans aucune solde. Que j'aime à retracer ces traits, qui font honneur à ma Patrie! Je le fais avec d'autant plus de plaisir, que je vois que l'amour des François pour leurs Souverains n'est point fondé sur une base chimérique. Qu'on interroge les Annales de tous les Peuples de la terre, & (à l'exception de deux ou trois malheureux regnes) qu'on me trouve une suite aussi constante de vertus, de grandeur d'ame, de bonté, que celle qui a brillé dans nos Rois depuis Hugues - Capet, jusqu'à nos jours, & qui nous promet de durer encore. Les Princes & les sujets se sont instruits mutuellement à s'aimer, en s'en rendant dignes les uns & les autres.

Henri II. convoqua les Etats-généraux à Paris le 6 Janvier 1558. Cette fois on jugea à propos de les diviser en quatre, *distinguant le tiers Etat d'avec les Officiers de Justice & de*  
*Finance.*

*Finance.* Tous ensemble accorderent au Roi trois millions d'or, qui furent levés sur les aisés.

Dès l'an 1549, Henri II. avoit établi l'imposition du taillon. ( J'aurai occasion d'en parler ailleurs avec plus d'étendue. ) A la mort de ce Roi, le principal des tailles n'étoit, suivant les Mémoires de M. de Sully, que de 12 millions 98563 livres ; le marc d'or étant à 172 livres, & celui d'argent à 14 livres, 11 s. 8 den. Mais il y avoit en outre plusieurs impositions extraordinaires. Il vendit un grand nombre de charges de nouvelle création ; il augmenta les impôts d'un tiers ; & quoiqu'il n'eût pas fait de grands dons, cependant en 13 ans de regne il se trouva endetté de 16 à 17 millions, somme très-grande pour ce temps, où l'espece étoit plus rare.

La main malheureuse & innocente de Montgomery plongea Henri dans

le tombeau, au milieu des divertissemens & des plaisirs publics (1). Les flambeaux de l'hymen qu'il allumoit pour sa sœur & le Duc de Savoie éclairerent sa pompe funebre. Ce Prince étoit naturellement bon ; & la France versa des larmes sinceres sur la mort prématurée d'un Roi digne d'un meilleur sort. Presque tous les vices qui renversent les grands Etats, regnerent à sa Cour.

Fran-  
çois II.  
1559.
 Nous touchons aux regnes des horreurs, des séditions, & du brigandage. La mort enleva la couronne à François II. au bout d'un an, cinq mois & cinq jours.

Charles IX, dès la premiere année de son regne, parut se montrer attentif au soulagement de son Peuple ; & cette même année les tailles diminuerent d'un tiers. Cependant on fut encore obligé d'assembler les Etats-Généraux à Paris le 13 Décembre

(1) Le 10 Juillet de l'année 1559.

1560.



1560. Le fruit de cette Assemblée fut de produire de grandes levées de deniers. Le Clergé accorda 4 décimes en 6 ans ; & le tiers Etat, 5 sols par muid de tous les vins qui entreroient dans les Villes closes. Cet impôt, fort léger dans les commencemens, a presque centuplé. Les tailles diminuerent sous les regnes de François II & de Charles IX, parce qu'il y avoit tant d'autres natures d'impôts sur pied, & que l'Etat étoit si cruellement tourmenté dans toutes ses parties, qu'il n'étoit pas possible de tirer des campagnes, & d'un Peuple accablé, les secours qu'il auroit été en état de fournir, sans le malheur des troubles intestins.

On peut estimer que le principal de la taille ne monta pas à plus de 9 millions, année commune, pendant ces deux regnes. Le marc d'or étoit à 192 liv. 10 s. & celui d'argent, à 16 liv. 7 s. 6 den.

Il s'alluma sous les enfans de Henri II des guerres civiles qui armerent la Nation contre elle-même. Catherine de Médicis mit les Finances entre les mains des Italiens, qui consommerent pendant 30 ans toute la substance de la France, qu'elle laissa aux abois (1) entre les mains de Henri III, qui acheva de la ruiner par des dépenses frivoles, & par des profusions excessives.

Qui reconnoitroit le jeune Vain-

(1) Fromenteau, dans son secret des Finances, prétend que depuis l'avènement de Henri II. à la couronne, jusqu'au dernier Décembre 1580, ce qui fait trente ans, il a été levé en France quatre milliards 750 millions tournois; que les troubles furent si grands, qu'il en couta la vie à plus de 700 mille personnes, & qu'il y eut neuf Villés, 252 Villages, & 12825 maisons brûlées ou détruites. En bon Auteur Financier, il auroit dû ajouter, *sauf erreur de calcul ou double emploi*. Tout ce qu'on en peut conclure, c'est que le désordre des Finances enfanta sous ces tristes regnes tous les malheurs qu'il entraîne d'ordinaire à sa suite.

queur

queur de Jarnac & de Montcontour, que la victoire couronna étant à peine au milieu de son quatrième lustre ; ce Duc d'Anjou que la Pologne supplia de lui donner des Loix , dans le foible & voluptueux Henri III. La mollesse le livra entre les mains des favoris ; & ce Prince , qui promettoit un Cyrus à la France , ne lui présenta plus que le tableau d'un honteux Sardanapale. Je ne retracerai point ici les horreurs de *la Ligue* , qu'on nomma *Sainte*. Elles ont été traitées en Citoyen , en grand Auteur , en grand Poëte par des crayons trop supérieurs aux miens.

Le Roi avoit appris de sa mere à faire d'excessives dépenses. Ses favoris lui avoient mis dans la tête cette maxime détestable, que tous les biens de ses sujets étoient à lui , & que la France étant une source inépuisable de richesses , il n'y avoit point de prodigalité capable de la tarir. C'est  
une

une chose incroyable que sa profusion. Les Peuples gémissaient, plusieurs années pour un divertissement qui n'avoit duré qu'une heure (1). Les coffres de l'épargne étant vuides, il falloit avoir recours aux plus fâcheux moyens pour recouvrer de l'argent. Aux Etats de Blois tenus en 1576, la taille fut augmentée d'un Paris, c'est-à-dire, d'un quart ; & deux ans après, on fit tout d'un coup une crüe de 1500 mille écus. On créa une infinité de nouveaux offices, dont les Italiens fournissoient les titres.

Les Edits se multiplioient au point qu'il n'en paroissoit pas moins de neuf ou dix à la fois. On en vit jusqu'à 22 en moins de deux mois, sur lesquels les Favoris assignoient effronté-

(1) Joyeuse, un de ses favoris, épousa en 1581 une des sœurs de la Reine. Henri lui donna quatre cens mille écus de dot ; & les nœces se firent avec tant de profusion, qu'il en coûta près de quatre millions de livres.

ment



ment leurs Marchands & leurs Tailleurs.

L'Assemblée des Etats-Généraux tenue en 1584 opposa de vaines remontrances à ce torrent d'exactions. L'excès des impôts plongea le Peuple dans le désespoir & dans la rébellion ouverte. La Religion mal-entendue & les intrigues des Grands n'auroient jamais réussi à les soulever contre leur Souverain, s'ils n'eussent été tourmentés aussi grièvement. Le Roi avoit fait des Edits pour plus de 50 millions, dont il n'en étoit pas entré deux dans ses coffres : cependant les dons de l'année 1584 montoient à 5 millions d'or.

Le foible Henri, épouvanté des plaintes menaçantes du Peuple, supprima tout d'un coup soixante-six Edits vérifiés au Parlement, rabaisa les tailles de 700 mille livres, modéra un peu ses profusions, & établit une Chambre de Justice pour la recherche

cherche des malversations faites dans les Finances ; nouveau malheur qui acheva de ruiner la confiance , sans produire aucun bien.

Cependant la Ligue jettoit le Royaume dans un tel désordre, que le brigandage étoit universel. En 1589 , ce n'étoit qu'emprisonnements, rançons , représailles, saisies , ventes de biens ; les familles étoient divisées : on voyoit le pere armé contre son fils, & le fils contre son pere. Il n'y avoit rien à gagner que pour ceux qui n'avoient rien à perdre. Les voleurs prenoient à toutes mains. Ils se retiroient dans de vieux Châteaux , ou dans de petites Villes, d'où ils faisoient des incursions sur les contrées voisines, rançonnoient les particuliers , & s'enrichissoient du malheur général au sein de l'impunité.

Le parricide exécration du Moine Clément termina ce regne déplorable

ble, l'an 1589 ; & le même coup qui frapa Henri, éteignit la branche des Valois. Les tailles, sans compter les autres impositions, se trouvent avoir monté sous ce regne à la somme de 30 millions, 650 mille 400 livres, le marc d'or étant à 222 livres, & celui d'argent, à 18 liv. 11 f. 8 den.

---

### *IMPOTS sous les BOURBONS.*

**Q**UEL tableau brillant que celui de l'Histoire de la troisième branche de la race des Capets ! Trois regnes consécutifs, & les heureux commencemens du quatrième, ont déjà rempli l'espace de 165 ans de vertus guerrières & pacifiques, dont on ne trouvera point d'exemples ailleurs. Je laisse aux beaux Arts, aux talents, à la vertu elle-même, le soin de prononcer leur éloge : je me retranche dans ce qui me concerne ; c'est-à-dire, dans la partie des Finances.

Après

Henri  
IV.  
1589.

Après la mort d'Henri III, dernier rejetton de la branche des Valois, Henri IV (1) se présenta pour recueillir les debris sanglans du trône de son prédécesseur. Souverain d'un Royaume dont il ne possédoit qu'une partie ; occupé à défendre l'une & à conquérir l'autre , il ne put rien ordonner d'essentiel par rapport aux

(1) Henri IV, par un concert unanime des meilleurs Historiens , a toujours été placé entre les plus grands Rois que nous connoissons dans toutes les Monarchies. Contraint de revendiquer à main armée , sur ses propres sujets , le droit de les rendre heureux , le meilleur des Peres eut la douleur de ne pouvoir monter au trône qui lui appartenoit , qu'en passant sur le corps d'une partie de ses enfans acharnés à leur perte. Prêt à les vaincre , il leur offroit la paix ; sûrs d'être vaincus, ils s'obstinoient à la rejeter. combien de fois ne se refusa-t-il pas à ses triomphes : Il craignoit d'appercevoir ses avantages ; il tendoit les bras à son peuple & la victoire s'envoloit de ses mains ouvertes à la tendresse.

Finances,



Finances , jusques en l'an 1594, où la Capitale lui ouvrit ses portes.

François d'O , Surintendant des Finances , étant mort cette année , le Roi confia pendant quelque-tems leur administration à un conseil de cinq ou six personnes ; mais ne trouvant pas son compte dans cette multitude mal d'accord & intéressée, il rétablit la Surintendance , & la donna conjointement à MM. de Sancy & de Rhosny.

Toutes les ressources que ces Ministres , & surtout le dernier , fécond en expédiens , employèrent , n'étant pas suffisantes pour subvenir aux frais de la guerre d'Espagne , on convoqua une Assemblée de Notables à Roüen , où l'on fit passer plusieurs impôts. Les moyens que l'on trouva pour avoir de l'argent furent le retranchement des gages des Officiers pour un an , & l'imposition du sol pour livre sur toutes les marchandises

ses qui entroient dans les Villes clausés, excepté le bled. Le premier apporta quelques secours ; mais le second plus de troubles que d'effets & d'argent.

Dans ces circonstances Fernand Teillo , Gouverneur de Dourlens, pour l'Espagne, surprit la Ville d'Amiens ; le Roi & le Royaume se trouverent dans la derniere consternation : la constance du Roi fut à la veille de succomber à cette nouvelle.

Il n'y avoit point d'argent dans les coffres ; Rhosni y pourvut. Il étoit resté seul alors Surintendant des Finances ; on fit un fonds considérable des prêts volontaires & de la création de plusieurs charges. On ajouta à tous les Officiers de Finance un triennal ; on retarda d'une demie année le payement des arrerages des sommes empruntées aux Partisans sous le dernier regne ; on augmenta le sel de quinze sols par minot ; on tierça les droits

droits d'entrées, & de rivières; on leva des troupes de toutes parts; la Noblesse se rendit près de son Roi, & le Parlement nota d'infamie ceux qui ne monteroient pas à cheval dans cette occasion. Les plus aisés de Paris se cottiserent volontairement, ainsi que plusieurs Officiers des Cours Souveraines.

Enfin, la Paix avec l'Espagne au mois de Juin 1598, éteignit jusques aux dernières étincelles de la guerre civile & étrangere, & laissa à l'infatigable Rhosni le tems de vaquer sérieusement à l'administration des Finances. La guerre les avoit plongées dans une si horrible confusion, qu'il étoit impossible de remédier au désordre par les voies ordinaires. Le Roi étoit chargé de plus de six millions de rentes & de pensions; & de plus de cinq millions de gages d'Officiers. Les plus clairs revenus de l'Etat étoient aliénés ou engagés aux grands

K                      Seigneurs,

Seigneurs. Ils avoient même établi des levées à leur profit , sans autre autorité que celle de la licence des guerres civiles.

Afin de faire venir les Finances au Trésor Royal , qui en est le véritable centre , le Marquis de Rhosny s'appliqua à déboucher toutes les sources d'où elles devoient couler , & à fermer tous les faux fuyants par où elles se perdoient. Il se rendit Maître du Conseil des Finances pour l'avantage de son Roi , & le bonheur des peuples ; & toujours partagé entre ces deux objets , il fit voir que le travail, l'économie surtout , & l'amour du bien public , sont supérieurs à la politique & aux grandes lumieres.

De ce conseil , où Rhosny présidoit avec une assiduité infatigable , également habile & désintéressé (1) , on vit

(1) Ce Conseil se tenoit trois jours de la semaine , le matin & le soir.

bientôt



bientôt émaner plusieurs Réglements pour décharger les coffres du Roi, & faire circuler l'espece ; on retira le Domaine aliéné ; on abolit les levées établies sans autorité, & on révoqua les privilèges accordés indiscrètement depuis 30 ans. Les Triennaux comptables furent supprimés, & défenses faites de transporter de l'or & de l'argent hors du Royaume, opération de Finance, au moins, équivoque en bonne politique. Enfin, on fit des Loix somptuaires pour défendre de porter de l'or ou de l'argent, sur les habits ; ( paradoxe qui a son pour & son contre ) & l'on réduisit les rentes du denier 10 ou 12, au denier 16.

Mais la principale attention du Roi & de son sage Ministre fut de rendre l'argent plus abondant dans le Royaume. Le commerce, ce nerf des biens, cette mine inépuisable de richesses, plus précieuse que celles du Potosi, dont l'abondance funeste a

dévasté l'Espagne , & fait presque un désert d'une des contrées de l'Europe les plus fertiles & les mieux peuplées ; le commerce parut mériter tous les soins de Henri.

La marine étant trop foible alors pour promettre de grands avantages du côté de la navigation , il fixa ses vûes sur l'établissement de manufactures, dans l'intérieur du Royaume ; il y en établit de plusieurs sortes : comme tapisseries de hautelisse, cuir doré, fenderies, ou moulins à fendre du fer, des gazes, des toiles claires, des poteries & vases de fayance, des verreries de cristal , à l'imitation de celles de Venise, des fabriques de draps, de serge, d'étoffes de soie , toiles d'or & d'argent. La manufacture de la soie étoit celle qu'il avoit le plus à cœur ; & pour cet effet on fit planter autour de Paris plusieurs pépinières de muriers blancs , qui *heureusement* (1) n'eurent pas grand succès.

(1) Ce que j'avance ici doit d'abord passer

SUR LES FINANCES. 153  
Plus flatté d'acquérir le nom de

pour un paradoxe ; mais en examinant les choses à fond , on est contraint d'avouer que la culture des mûriers seroit un malheur pour la France. Quelle foule de raisons viennent naître , pour ainsi dire , sous ma plume ! Je n'en exposerai qu'une seule , qui dans le temps qu'on proposoit cet établissement spécieux , que l'enthousiasme avoit canonisé , fut exposée à M. le Duc d'Orléans , Régent du Royaume , par un des plus habiles Négocians de Lyon , que ce Prince fit venir exprès à Paris pour le consulter. ( Je tiens ce fait de lui-même. ) Nos étoffes sont composées de deux sortes de soye essentielles à leur fabrication. Les *organzins* de Piémont , & les *soyes d'Espagne* : les unes plus fortes , servent à faire la trame , & les autres plus délicates composent la chaîne des étoffes. Le physique de notre climat ne peut nous promettre tout au plus qu'une soye mitoyenne entre ces deux espèces. Si nous laissons au Piémont & à l'Espagne les soyes qui font la plus grande partie de leur commerce & de leur industrie , n'est-il pas évident que nous les mettons dans le cas de les employer chez eux , & que nous formons des manufactures étrangères , par la nécessité du débit. Ne vau-

K iij

Pere

Pere du Peuple, en lui faisant du bien, qu'à mériter celui de Conquérant, qui n'est souvent donné qu'à des coupables heureux, & que la nature & l'humanité reprochent au sein de la victoire la plus juste & la plus légitime, Henri méditoit sans cesse sur les moyens de satisfaire l'ardeur qu'il avoit pour le bonheur de ses sujets, & surtout de ceux que la prétendue bassesse de leur état semble écarter le plus de la jouissance des rayons bien-faisans qui partent du trône des Rois, & qui ne viennent, pour ainsi dire,

il pas mieux que nos Fabriquans enlèvent les productions de ces climats ; & qu'ils les emploient avec cet art, toujours nouveau, qui n'est propre qu'à la Nation : douze millions de soye crue achetée chez l'Etranger en vaudront 40 par la main d'œuvre. Nous leur revendrons bien ce qu'ils nous ont prêté. Ils seront nos Facteurs & nos tributaires. Les états d'entrées & de sorties de la Douane de Lyon sont une preuve convainquante d'un raisonnement aussi simple.

qu'expirer



qu'expirer sur l'horison des campagnes. Non-seulement il déchargea les Peuples en différens temps des restes des tailles & du taillon, & autres impositions ; mais il régla encore la forme de l'affiette & de la perception, par un grand & sage Règlement datté de Paris du 20 Mars 1600. Ce fut par le même motif qu'il établit le droit annuel connu sous le nom de Paulette ; établissement qui causa alors beaucoup de murmures, & qui, outre l'avantage de ne porter que sur des gens aisés, fixe aujourd'hui le sort des familles, & est en général un bien reconnu pour tout l'Etat. On peut dire, à la loüange de Henri, que quelque confiance qu'il eût dans un Ministre qu'il aimoit, quelque persuadé qu'il fût de son intégrité, de sa capacité, de la profondeur de son génie, il sçut toujours penser & agir d'après lui-même, & que ce bon Roi, instruit par l'adver-

sité se faisoit un plaisir sincere de rêver sans cesse aux projets qui devoient faire le bonheur de la Nation; douceur que l'immortel Sully partageoit avec son Maître au milieu des épanchements de la plus vive amitié.

La plume me tombe des mains ; je touche à l'année 1610, époque fatale du crime le plus horrible, & le plus inconcevable. La France perdit le plus tendre des Peres & le meilleur des Rois le 14 Mai de cette année. Je passe rapidement sur les traits du Parricide qui le lui enleva. Ce Prince, pendant son regne, avoit acquitté pour 300 millions de dettes, ce qui en feroit plus de 800 de notre monnoie actuelle, contractées pour le rachat de 60 millions de Domaine & rentes. Il avoit fortifié ses Villes frontieres, garni ses magasins de toutes sortes d'armes, d'artillerie, & de munitions, armé bon nombre de galeres, érigé de superbes édifices, acquis

SUR LES FINANCES. 157

quis à la couronne une quantité considérable de meubles & de pierres , & mis 20 millions d'argent comptant dans ses coffres. Il revenoit à sa mort en deniers bons 16 millions par an à l'épargne ; tant il est vrai que les ressources de cet état sont inépuisables , lorsque l'administration des Finances est confiée à des personnes capables d'y présider.

Les tailles furent sous ce regne de 24 à 25 millions année commune, le marc d'or étant à 240 livres 10 sols.

La mort funeste de Henri IV , tant de fois projetée , exécutée enfin <sup>Louis XII.</sup> après vingt graces indiscrettes qu'accorda ce trop généreux Monarque , <sup>1610. Régence de Marie de Médicis.</sup> laissa les rênes du gouvernement entre les mains de Marie de Médicis. La Régence lui fut confirmée par le Parlement, le Roi tenant son lit de Justice , conséquemment à l'Arrêt rendu le jour précédent, M. de Sully, dont

dont l'administration avoit fait sous le regne de Henri la gloire de son Maître, & le bonheur des Sujets, se retira bientôt d'une Cour où son intégrité & son amour pour le bien public sembloient être déplacés. La même fatalité qui avoit livré la France en proie aux Italiens, sous la Régence de Cathérine de Médicis, la leur abandonna encore, sous celle de Marie. Concinnus-Concinni, plus connu sous le nom de Maréchal d'Ancre, fut toujours le conseil de cette Princesse, & le Président Jeannin nommé Contrôleur-Général des Finances, ne fut que l'exécuteur de ses volontés. Dans ces tems d'orage, où la Régente étoit obligée de s'unir tantôt avec les Princes du Sang, & tantôt avec les Seigneurs, dont l'inconstance assuroit son repos, les principes de M. de Sully se soutinrent par leur propre poids. La réduction de quelques impôts, & la diminution des tail-



tailles furent un effet de l'impossibilité où étoient les Peuples de payer, plutôt que l'attention du gouvernement à les secourir.

Il semble que le Ministère du Cardinal de Richelieu devroit nous annoncer des innovations, ou des reformes dans les Finances, qui sont la base de toutes les opérations du gouvernement ; mais ce Ministre distrait par des soins qu'il croyoit plus importants, occupé tour-à-tour contre les Ennemis de l'Etat, & contre les siens propres, eut à peine le tems de jeter un coup d'œil sur la partie des Finances, qui demande l'application toute entiere de celui qui les gouverne (1).

M. le  
Cardinal  
de Ri-  
chelieu,

(1) Armand Dupleffis, Cardinal de Richelieu, est le Ministre le plus profond & le plus éclairé qu'ait encore eu la France. Les bornes seules de l'humanité furent celles de son génie. Il y joignoit beaucoup d'esprit, & il obtint toutes les sortes de gloire qu'il ambitionna, jusqu'à celles de la guerre, qui n'étoient pas faites  
Cependant

Cependant le développement des Manufactures, l'activité du commerce (1), la circulation des espèces, protégés & augmentés, étoient réservés à un autre regne.

Ainsi, sans changer le fonds ni la forme de la plupart des impôts établis par M. de Sully, il ne chercha qu'à leur donner de l'extension, sans fournir aux peuples les moyens d'y subvenir. L'Etat se trouvoit heureusement dans un embonpoint qui lui servit d'aliment.

Persuadé que la gloire de son Roi

pour son état. L'Académie Française n'oubliera jamais qu'il fut son Fondateur. La Sorbonne, où est son Mausolée, ainsi que le Collège du Plessis, sont des monuments de son amour pour les Lettres.

(1) On ne peut trop insister sur cet article source de la stabilité, de la grandeur, & de la gloire d'un Etat. Le commerce est une terre fertile qui rend à proportion de la culture. Il est aisé de le favoriser, & la moindre démarche a sa récompense.

étoit

étoit la sienne, & que son pouvoir assuroit le sien, Richelieu ne chercha qu'à augmenter l'un & l'autre. La destruction des Protestants qui formoient un corps isolé dans le sein de l'Etat ; l'abaissement de la Maison d'Autriche rivale de celle de France ; celui des Grands qui étoient alors également ennemis des Rois & des Peuples, furent les principaux objets de son ministere (1). Par-là il occupoit les esprits remuans qui pouvoient l'inquiéter. Il se rendoit nécessaire à son Souverain, & il deve-

(1) Il semble qu'il eût été plus utile de tourner l'industrie des Protestans au bonheur de l'Etat, que de les détruire. L'alliance avec la Maison d'Autriche ne nous étoit-elle pas plus avantageuse que la guerre, qui a coûté tant de sang de part & d'autre. Quant à l'abaissement des Grands, il étoit indispensable. Heureux, si le bonheur des peuples en avoit été le véritable motif, & s'il n'avoit pas été cimenté par le sang versé quelquefois injustement.

noit

noit le dépositaire du sceptre du despotisme , qu'il mettoit entre ses mains.

Nous voyons par le Testament politique attribué au Cardinal de Richelieu , que les impôts furent portés sous Louis XIII. à quatre-vingt millions, dans lesquels les tailles entroient pour quarante-quatre millions.

L'Auteur de cet ouvrage médiocre avance que pendant cinq années de guerre , la dépense de cet objet a monté à plus de 60 millions ; « ce qui » est d'autant plus admirable , dit-il , » qu'elle a été soutenue , sans prendre » les gages des Officiers , sans toucher » au revenu des particuliers , & même » sans demander aucune aliénation des » fonds du Clergé. » La France avoit alors sous les armes 150 mille hommes de pied , & trente mille chevaux ; & l'on avoit fortifié presque toutes les Places frontieres.

Louis



SUR LES FINANCES. 163

Louis XIII. mourut au mois de Mai 1643, laissant les Finances dans un désordre qui enfanta tous les malheurs de la minorité de son successeur.

*Fin de la premiere Partie.*



# MEMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE GÉNÉRALE  
DES FINANCES.

Par M. DÉON DE BEAUMONT.

TOME SECONDE.



A LONDRES;

Chez LOUIS PIERRE MORTIER,  
à la Belle Image.

---

M. DCC. LVIII.

MEMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE GENERALE

DES FINANCES.

Par M. DEON DE BEAUMONT.

TOME SECOND.



A LONDRES,

Chez Louis FLEURY MONTIER,  
à la Belle Image.

M. DCC. LVIII.





# MEMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE GÉNÉRALE  
DES FINANCES.

---

*Finances sous Louis XIV.*



OUS les Empires subissent la loi commune de la nature. Ils ont leur naissance , leur accroissement , leur splendeur , & leur décadence. Rome fixa l'époque de sa grandeur sous Auguste. Son regne fut celui des vertus & des arts. Les siècles qui suivirent

A

virent

BANCO DE ESPAÑA  
BIBLIOTECA

virent le sien, ne nous offrent qu'un tissu d'horreurs ou de foiblesses ; & si quelques vertus rares méritèrent de tems en tems des éloges , on doit les comparer à ces éclairs rapides qu'on ne remarque que par la nuit profonde qui les précède, & qui les suit. Plus heureuse que Rome, la France voit deux regnes consécutifs marqués au coin de l'immortalité ; & s'il lui reste encore quelques vœux à former c'est pour la durée de celui qui fait aujourd'hui son bonheur & sa gloire.

LOUIS  
XIV.  
1643.  
Régence  
d'Anne  
d'Autriche.

Louis XIV, Monarque au berceau, vint combler, sur la fin du regne de Louis XIII, les vœux des François, toujours constants dans la fidélité tendre & inviolable qu'ils doivent à leurs Souverains. La premiere acclamation des Peuples leur dicta le nom de Dieu-donné, qu'ils lui confirmèrent après une maladie, dont la guérison sembla le redonner à la France.

Anne d'Autriche mere du jeune Roi,

## SUR LES FINANCES. 3

Roi , se trouva alors à la tête du Gouvernement , & d'une Régence orageuse , où sa grandeur d'ame la fit triompher des disgraces , qui sembloient ne devoir pas être réservées à ses vertus. (1)

Pendant les premières années de sa Régence , les Finances éprouverent plusieurs secousses , dont le contrecoup parut ébranler le trône même.

MM. d'Avaux & Bailleul ne parurent qu'un instant sur la scène , en qualité de Surintendants des Finances. M. Emeri.

Emeri (2), qui étoit Contrôleur-ri.  
1643.

(1) La Régente Anne d'Autriche , Infante d'Espagne & Reine Douairière de France , fit revivre la mémoire de la célèbre Blanche de Castille Mere & Tutrice de Saint Louis. Si tous les Historiens ne conviennent pas de son habileté dans le Gouvernement ; du moins tous s'accordent à lui donner le bel éloge de la meilleure Reine du monde : elle n'avoit de son sexe que ce qu'il a d'agréable , dit *Madame de Motteville*.

(2) Son véritable nom étoit Michel Perticelli. C'est le dernier des Italiens qui ait géré les

A ij      Général

Général, leur succéda, & fit le malheur des peuples & le sien.

Une foule d'Edits Burfauz épuisoit les sujets, sans que le Ministre prît aucunes précautions pour réparer par la circulation & le commerce les pertes qu'ils faisoient. Le peuple de son côté s'exagéroit trop ses disgrâces, & peu d'accord avec lui-même, il sembloit ignorer la guerre formidable qui mettoit en feu toutes les frontières. On applaudissoit au Vainqueur de Rocroy & de Fribourg; des victoires éclatantes avoient porté l'allégresse dans tous les cœurs; mais on

Finances du Royaume. Ce Ministre étranger & de médiocre naissance y supléoit par son intelligence, son application, & sa fermeté: mais trop fier & trop dur, il fallut qu'il cédât à l'orage que ses levées exorbitantes avoient causé, & que la Reine & le Cardinal lui ôtassent une charge qu'il exerçoit avec trop de violence & d'oppression. Il fut exilé en Bourgogne en son Château de Tanlai, où il dépensa en édifices une grande partie des biens qu'il avoit acquis pendant son administration. auroit



## SUR LES FINANCES. §

auroit voulu que tous ces grands efforts n'eussent rien coûté à la nation. Le dépit d'y contribuer, autant que la forme des contributions, (1) plongea le peuple dans la sédition, & dans une révolte qui ne dura & ne fut impunie que parce qu'elle étoit ridicule. Emeri fut enfin sacrifié à l'indignation publique, & exilé dans ses terres. Le Maréchal de la Meilleraye le remplaça avec plus de zèle que de capacité. Dans le compte que ce Ministre rendit à la conférence de Saint Germain le 27 Septembre 1648, il se trouve que les dépenses des Maisons Royales, pensions, & guerre, montoient à 59 millions, les intérêts promis aux Traitans à 10 millions, outre 120 qui leur étoient dûs pour avances; & cependant il n'y avoit que 35 millions de clairs & de liquides.

(1) Il regnoit alors en général dans la Finance autant de préjugés & d'ignorance que dans la Philosophie.

A iij

Les

Les intérêts qu'on donnoit aux partisans étoient de 15 pour 100. En 1648 on consommoit par avance les revenus de 1650 & de 1651. On fut obligé de rapeller Emeri ; il montra un peu plus de bonne volonté pour le peuple ; mais il ne survêcut pas long-tems à son rappel, & sa charge passa entre les mains de M. le Président de Longueuil, qui fut remplacé par M. de la Vieuville, lequel mourut dans la premiere année de son administration. M. M. de Servient & Fouquet lui succéderent sous le titre de Directeurs de Finances ; ce dernier se trouva bien-tôt seul à la tête des affaires sous le nom de Sur - Intendant. Il fut l'un des plus généreux Ministres, & des plus malheureux hommes qui ayent jamais été. Malgré les déclamations violentes des Historiens du tems, & leurs plaintes outrées, on ne peut nier que les Finances prissent une forme nouvelle, & qu'elles

1650.

M. de  
Lon-  
gueuil.

1653.

MM. Ser-  
vient &  
Fouquet.

## SUR LES FINANCES. 7

qu'elles commencèrent à fleurir sous ces Ministres. Si elles ne furent point portées à un si haut point que celui où elles parvinrent depuis ; du moins comme elles étoient gouvernées sur de solides principes ; l'administration, si l'on en excepte certains tems de crise, n'en étoit ni difficile pour le Gouvernement, ni dure pour les Sujets ; rien n'en avoit encore banni le mouvement, l'harmonie, & la circulation.

Les divisions intestines (i) qui

(i) Les mécontents du Gouvernement n'osant attaquer la Majesté Royale, s'en prirent au Ministre.

Voyez sur les motifs & les événemens de cette petite guerre civile,

*L'Histoire de Louis XIV.*

*Lettre de Wicquefort du 24 Janvier 1648.*

*L'Histoire de la Fronde.*

*Mém. du Cardinal de Retz. Tome I.*

*Mém. du Duc de la Rochefoucault. Tome I.*

*Mémoires de Joly. Tome I.*

*Mémoire Chronolog. pour servir à l'Hist. Universelle de l'Europe, depuis 1600 jusques en 1716.*

iterent

Ministre agiterent cette Régence, & dont la  
 re du Card- jalouſie & la haine contre le Cardi-  
 nal Ma- nal Mazarin (1) furent la ſource & le  
 zarin. prétexte, cauſerent à la vérité quel-  
 que altération dans les Finances, &  
 en embarraſſerent quelques canaux ;  
 mais la bonne adminiſtration n'en fut  
 point attaquée dans ſon principe. La  
 circulation en fut plutôt détournée  
 qu'arrêtée ; & ſi le mouvement fut  
 ſuspendu dans quelques-unes de ſes

(1) Le Cardinal Mazarin étoit naturelle-  
 ment doux & flegmatique. Incapable d'amitié  
 comme de haine, il laiffa preſque toujours les  
 ſervices ſans récompenſe, & les injures ſans  
 punition. Peu ſcrupuleux ſur les paroles qu'il  
 donnoit aux particuliers ; il obſervoit religieu-  
 ſement celles qu'il engageoit aux Puiſſances  
 avec leſquelles il traitoit. La fineſſe & la patien-  
 ce ſuppléoiſent en lui à la fermeté. Obligé d'a-  
 bandonner la France, il la gouvernoit encore du  
 ſein de ſa retraite à Cologne. Enfin, preſque  
 toujours haï ou moqué, il ne cauſa la perte de  
 perſonne, & fut toujours le Maître de l'Etat.

parties,



parties, il en subsista toujours assez 1661.  
 pour reprendre sa première vigueur, <sup>Ministre-</sup>  
 quand les troubles domestiques s'a- <sup>re de M.</sup>  
 paîserent. Tels furent les heureux <sup>de Col-</sup>  
 effets de l'administration du Cardinal <sup>bert.</sup>  
 Mazarin. Malgré la réputation des  
 d'Amboises & des Richelieux, on ne  
 peut lui refuser la gloire d'avoir été  
 un des plus grands Ministres que la  
 France eût vû paroître encore, & ce-  
 lui dont elle a reçu les services les  
 plus longs & les plus importants. Par-  
 mi ces services, le plus considérable  
 sans doute, fut celui d'avoir formé  
 M. Colbert, & d'avoir déterminé  
 Louis XIV. à lui donner toute sa  
 confiance.

Cette époque (1) est celle de la

(1) Jean-Baptiste Colbert, Chevalier, Mar-  
 quis de Seignelay, Seigneur de Sceaux, de Châ-  
 teau-neuf Sur-Cher, de Liniers, de Cheny, de  
 Beaumont, &c. Secrétaire & Ministre d'Etat,  
 Contrôleur-Général des Finances, Conseiller du  
 Roi en tous ses Conseils, & au Conseil Royal,  
 suppression

10 M E M O I R E S  
suppression des Sur-Intendans des

Sur-Intendant des Bâtimens , Arts & Manufactures de France , pourvu de la charge de grand Trésorier des Ordres du Roi , par Lettres du 26 Août 1665 , mourut le 6 Septembre 1683 , âgé de 64 ans. Ce Ministre étoit de Rheims : le Cardinal Mazarin , dont un des principaux talens étoit celui de bien discerner les hommes , l'avoit fait Intendant de la Maison. Ce fut là qu'il apprit la science des détails , trop souvent ignorée par les personnes nées au sein de la grandeur , indispensable cependant pour tous les gens en place ; mais ridicule & puérile lorsqu'ils s'y appesantissent , & que renfermés dans un cercle étroit, ils n'y joignent pas la grande machine du Gouvernement. M. Colbert réunissoit en lui ces deux parties, dans un degré éminent. Il sçavoit à la fois entrer dans les plus petits détails du commerce , & régler l'Etat par des Ordonnances qui font encore aujourd'hui la baze du Gouvernement. L'honneur de l'établissement de la Marine semble être dû au Cardinal de Richelieu ; mais la perfection appartient à M. Colbert , que les Sciences , les Arts , les Manufactures regardent comme leur créateur. Marseille , Lion , Bor-

Finances.

SUR LES FINANCES. II

Finances (1). Les fonctions du Contrô-

(1) *L'Edit est datté de Fontainebleau le 15  
Septembre 1661. Registré en la Chambre des  
Comptes de Grénoble.*

deaux & Nantes , devenoient les entrepôts de  
l'univers , pendant qu'un Conseil formé par ses  
soins , & dirigé par ses vûes , établissoit sur les  
fondemens les plus solides la Justice , la Police ,  
& la Marine, Il étoit composé de M. le Chan-  
celier Seguier , de M. le Maréchal de Villeroi ,  
& de MM. Colbert , d'Aligre , de Lezeau , de  
Machault , de Seve , Menardeau , de Moran-  
gis, Poncet, Boucherat , de la Marguerie , Pus-  
fort , Voisin , Hotman & Marin , noms pré-  
cieux que la France se rapelle toujours avec  
plaisir.

Il semble qu'il manqueroit encore quelque  
chose à la gloire d'un si grand Ministre ; si on  
oublioit de faire connoître son amour pour les  
Arts & pour les Lettres qui l'ont rendu immor-  
tel. Les sçavans le regardoient comme leur Mé-  
cène , & la protection dont il les favorisoit ne  
contribua pas peu à les porter à la perfection où  
on les vit s'élever. Comme il les combloit de  
biens , il y en a peu qui ne l'aient célébré dans  
leur

leur-général avoient été jusqu'alors dépendantes du Sur-Intendant. Par ce nouvel arrangement , il fut placé à la tête des affaires ; & depuis , cet ordre n'a point été interverti.

On se rappelle toujours avec plaisir l'avénement de M. Colbert au Ministère. On croit voir encore les Manufactures , ces sources intarissables du bonheur public , qui sembloient

leurs ouvrages , & qui en éternisant sa mémoire n'ayent essayé de s'acquitter envers lui des bienfaits qu'ils en avoient reçus.

On peut voir dans l'Abrégé de M. le Président Haynaut la Lettre que M. Colbert écrivit à Isaac Vossius , en lui envoyant une gratification que Louis XIV. accordoit à cet illustre sçavant , qui n'étoit pas son sujet. On ne peut à cette occasion se refuser au plaisir de rendre justice au mérite de l'ouvrage que l'on vient de citer. La précision & le choix de tous les traits intéressans que l'Auteur a saisis , font douter si l'on pourroit rien ajouter à un Abrégé , duquel il seroit impossible de rien retrancher.

fixées



fixées chez nos voisins, se reproduire dans nos climats, sous de plus heureux auspices.

*Mécène & Agrippa*, favoris autrefois du plus grand des Césars, l'un, Ministre politique, & l'autre Ministre guerrier, furent rivaux sans bassesse. Colbert & Louvois nous offrent le même tableau, sous l'Auguste de la France. Leur illustre inimitié fit la gloire & le bonheur du Royaume, & la grandeur d'ame du Monarque le ciment. Pour mériter l'approbation du Prince, il falloit tendre au grand, & ce grand fut l'objet perpétuel de l'émulation des deux concurrents. L'un présentoit au Roi les clefs de Strasbourg, & l'autre rétablissoit la Marine. Les Invalides s'élevoient sous les ordres de Louvois, pour offrir leur azile pacifique aux victimes des fureurs de la guerre. Colbert formoit dans toutes les Provinces des établissemens capables d'augmenter la population,

population, en donnant aux Peuples les moyens d'en soutenir le faix. Le premier faisoit voler son Maître de victoires en victoires ; le second, lui fournissoit les moyens de n'être pas vaincu. D'un côté, la discipline militaire formoit des soldats, de l'autre, l'agriculture, les arts, & le commerce les faisoit naître.

Je ne pousserai pas plus loin ce léger parallèle de ces deux grands Ministres. Il est plusieurs sortes de gloires ; mais celle de rendre les hommes plus heureux est sans contredit la première.

Aussitôt que M. Colbert se vit appelé au gouvernement des Finances, son premier soin fut moins de corriger la forme & l'établissement de leur administration, que de réparer les abus & les dissipations des Administrateurs. Ce ne fut qu'en augmentant le mouvement & la circulation qu'il parvint à porter l'ordre & l'étendue  
des

des Finances du Royaume au point de perfection où elles arriverent. En effet, il n'oublia rien pour augmenter de plus en plus les Relations & les Correspondances si nécessaires entre tous les Ordres & les Etats du Royaume. Par son exactitude & par la religieuse observation de ses engagements il acquit bientôt au Roi un crédit immense sur ses sujets, & sur les Etrangers, & il donna lieu aux Sujets de trouver entre eux des ressources infinies, dans leur confiance réciproque, & dans leur crédit mutuel.

Sa grande & principale attention fut de faire fleurir le commerce au-dedans & au-dehors; s'il exigea des peuples des subsides plus forts qu'on n'avoit encore fait, il sçut bien leur procurer les moyens de les fournir; les Manufactures, les Arts, les Métiers trouverent leur accroissement, leur salaire & leur récompense; les fonds & l'industrie des particuliers

ne

ne furent jamais fans emploi & fans action. Comme les Négocians se prêtoient à toutes ses opérations, il venoit aussi volontiers à leurs secours, parce qu'il ne craignoit rien tant que ce qui pouvoit interrompre le mouvement, même dans ses plus petites parties.

Une conduite si habile, si active & si solide l'avoit, pour ainsi dire, rendu le maître de tous les esprits & de tous les biens du Royaume, & ce fut à la faveur de cette confiance & de ce mouvement que le Prince & l'Etat trouverent long-temps dans l'abondance de quoi soutenir les entreprises les plus étendues & les plus difficiles, sans en altérer les sources, que la circulation empêchoit de tarir. Quoique la guerre coûtât des sommes immenses, l'intérieur du Royaume ne s'étoit presque pas apperçu qu'il fallût entretenir des armées, & sous le gouvernement d'un Prince qu'on



qu'on peut regarder à juste titre comme un des plus splendides de tous ceux qui jusques alors avoient gouverné la Monarchie ; non-seulement l'argent ne manqua jamais , mais on ne l'avoit point encore vû si commun. Enfin , l'éclat & la prospérité de ce regne, la grandeur du Souverain, & le bonheur des Peuples , feront regretter à jamais la perte du plus grand Ministre qu'ait eu la France. Je ne prétends point diminuer ici la gloire des *d'Amboises* , des *Richelieux* , & surtout des *Sullis* , Ministres immortels , Bienfaicteurs des Sujets , médiateurs heureux des bontés de leurs Rois , instruments glorieux de leur puissance. La Loi des événemens enchaîna souvent leur bonne volonté. Ils tenterent tous ; Colbert exécuta.

Ce grand homme avoit pour maxime , que la puissance du Prince est liée intimement au bonheur des Peuples ; ce bonheur lui devint cher ; il

B                    entreprit

entreprit de le faire, & il eut la satisfaction d'y réussir.

Les matières premières, dont la France abonde, & l'industrie de ses Habitans, fixerent ses vûes également conformes à la politique & à l'humanité. Le commerce extérieur qui *décuple* les richesses d'un Etat; ce triomphe de la paix, plus intéressant que les trophées sanglants de la victoire, fut sans cesse l'objet de son attention active, & il en dépouilla insensiblement les étrangers, pour enrichir sa Patrie. (1)

(1) Tout le monde sçait les soins que prit M. Colbert pour établir en France des manufactures de bas de soie faits au métier. On ne se servoit autrefois que de bas d'étoffe cousue ensemble. L'invention heureuse de les tricoter à l'éguille, & de les faire d'une seule pièce, fit disparaître la première fabrique; mais les Anglois trouvèrent le moyen de simplifier cette méthode par l'instrument qu'on nomme *Métier*, chef-d'œuvre de Mécanique précieux à l'Etat par sa sim-

La

La France perdit trop tôt cet illustre Ministre, que le bien public sem-

plicité & son utilité. M. Colbert, dont les vuës vastes embrassoient routes les parties de l'administration, qui connoissoit tous les détails du bonheur public, & qui interrogeoit tous les besoins des Peuples, envoya, aux dépens du Roi, un Artiste en Angleterre, lequel au risque de sa vie, se mit au fait de la construction & du jeu de cette nouvelle machine, & fit une conquête sur nos rivaux, qui dans l'ordre de la société est plus précieuse qu'une victoire. M. Colbert connoissoit le génie & l'activité de la Nation. Le succès justifia ses tentatives, & les Fabriques de Paris & de Lyon donnerent bientôt le ton à celles d'Angleterre, qui leur avoient servi de modèle. Cette attention prévoyante est sans contredit un des plus beaux traits de la vie de ce Ministre, & il est d'autant plus grand, qu'il semble moins tenir à ce qu'on appelle grand.

Je n'indique que ce seul exemple de la façon de penser de M. Colbert. Le tribut d'admiration que je dois à sa mémoire respectable m'entraîneroit dans des détails trop longs, quoique bien chers à l'humanité.

B ij bloit

bloit lui-même avoir mis en place. Si elle eût eu le bonheur de le posséder plus long-temps , sa profonde capacité lui auroit sans doute fourni les moyens de soutenir tout le fardeau de l'administration publique, sans épuiser les sources de l'abondance qu'il avoit ouvertes. Qui le croiroit ? La mort de ce grand homme causa de la joie au Peuple que l'expérience de tant de siècles n'a pas encore détrompé d'espérer toujours un avenir plus heureux sous le successeur d'un homme en place.

Il s'en fallut de beaucoup que celui de M. Colbert fût en état de remplir ces vaines espérances de la multitude. La vertu seule ne suffit pas, pour faire un homme d'Etat.

M. le Pelletier.  
1683. Ce fut M. le Pelletier , homme appliqué, laborieux, intègre, mais qui n'étoit point en état de porter le poids immense d'une administration que les guerres passées & celles qu'on



qu'on prévoyoit dès - lors , avoient aussi rendu pénible qu'importante.

C'est sous ce Ministre , en 1685 , deux ans après la mort de M. Colbert , qu'arriva la révocation de l'Edit de Nantes ; événement que j'ose croire problématique dans l'Histoire , & qui a son *pour* & son *contre* , comme toutes les révolutions que les circonstances font naître dans les grands États.

Presque tous les Historiens se sont recriés contre l'anéantissement d'une Loi que le Grand Henri avoit accordée aux Protestans , pour prix de leur sang versé pour lui acquérir une couronne qui lui étoit trop disputée , quoiqu'elle lui fût dûe incontestablement. La perte réelle que souffrit la France par l'exil des Manufactures & des Arts expatriés , & portés dans d'autres climats , est un motif sur lequel on ne peut trop insister. Cependant , M. de *Voltaire* lui-même convient que le

Calvinisme par sa nature devoit enfanter des meurtres , des incendies , des pillages , & toutes les horreurs des guerres civiles. Je ne puis m'empêcher de gémir sur l'exil de tant de Citoyens , que leur Patrie redemande encore , sur la barbarie qu'on mit dans l'exécution , contre les volontés du Roi , sur ces nouveaux ennemis qu'on se créa , plus soulevés contre la France , que les Peuples qui leur donnerent un azile ; mais l'abondance & le superflu même peuvent-ils compenser les maux effectifs qu'ont toujours entraîné les guerres de Religion. Je laisse à des spéculateurs plus sçavans le soin de discuter cette question. Je propose des idées , & je crains de décider.

Pour remplir le vuide que laissoit dans l'Etat la révocation de l'Edit de Nantes , M. le Pelletier n'eut d'autres ressources que les Edits Burseaux , & la création de nouvelles charges. La  
guerre

guerre cruelle qui s'alluma sur la fin de son ministère fit éclore une espèce de loi somptuaire , dont les effets ne furent pas aussi heureux qu'on l'espéroit. Un Edit du mois de Décembre 1689 ordonnoit de porter aux Hôtels de Monnoie toutes les pièces de vaisselle qui excédoient le poids d'une once , & haussioit en même-tems les espèces d'un Dixième. Le Roi donna lui-même l'exemple du sacrifice. Versailles se vit dépouiller en un instant de ses meubles les plus précieux , & dont le travail avoit couté trois fois plus que la matiere. Les Princes & les plus grands Seigneurs du Royaume suivirent l'exemple du Souverain , & cette médiocre ressource qui ne produisit que six millions , anéantit des chef-d'œuvres qui devoient être immortels.

Enfin , après quelques années d'une administration laborieuse , M. le Pelletier estimé sans être regretté , se dé-

mit volontairement d'un fardeau qui devenoit tous les jours plus pésant. Trop de douceur, ou peut-être trop de foiblesse le rendoient peu propre à cet emploi, & sa retraite justifia que M. le Tellier connoissoit les hommes, lorsqu'il dit à Louis XIV : « SIRE, » M. le Pelletier est homme de bien & d'honneur ; il est fort appliqué ; » mais je ne le tiens pas propre pour » les Finances ; il est trop doux.

*Hist. de Louis XIV.*

*Abrégé Chronologique.*

1689.

Ministre de M. Phélippeaux de Pontchartrain

La démission de M. le Pelletier appella au Gouvernement des Finances M. de Pontchartrain (1) dans les

(1) Phélippeaux de Pontchartrain étoit sorti d'une famille célèbre & illustrée dès le commencement du XIII<sup>e</sup>. siècle, par les grands hommes qu'elle a produits, & par les charges dont ils ont été revêtus, elle a donné à la France un Chancelier, dix Secrétaires d'Etat, & plusieurs grands Officiers-Commandeurs des Ordres du Roi.

M. de Pontchartrain, après avoir brillé dans le ministère, ne se distingua pas moins  
tems



tems les plus orageux, & où le Roi avoit jusqu'à six armées sur pied ; mais si ce Ministre mit en œuvre assez de ressorts pour suffire aux dépenses prodigieuses qu'une longue & difficile guerre exigeoit, il ne fut en état de le faire qu'en conséquence du mouvement & de la circulation que M. Colbert avoit établis, & il trouva que le crédit, la confiance, & la bonne volonté avoient pris de si profondes

dans le grand & pénible emploi de Contrôleur-Général. Mais les frais d'une guerre, où la France avoit toutes les autres Puissances de l'Europe sur les bras, ne lui permettoient pas de ménager le peuple autant qu'il l'eût souhaité, & ne lui laissoient que la gloire d'avoir fidèlement administré les deniers, dont la levée épuisoit le Royaume.

Le 6 Septembre 1699 il fut pourvû de la charge de Chancelier, & un Auteur critique ne peut s'empêcher de dire que le mérite de ce Magistrat sembloit honorer une charge qui honore tous les autres. Le Roi en recevant son serment lui dit : « Je voudrois, Monsieur, avoir une char-  
racines,

racines , qu'elles furent long - tems ébranlées sans être détruites.

Les créations de charges sans nombre , les augmentations de gages , les nouvelles impositions , quoiqu'infiniment onéreuses au peuple , ne trouverent ni vuide , ni résistance ; mais la confiance fut diminuée ; le mouvement commença à se rallentir , & le défaut de combinaison dans la levée des impôts , porta les premiers coups à l'édifice que M. Colbert avoit élevé , & dont la solidité sembloit inébranlable. En effet , lorsque M. de Pontchartrain étoit dans la nécessité de trouver de gros fonds ; si au lieu d'imposer , par exemple , cent millions , sur lesquels il y avoit un

*Réflexions politiques sur les Finances.*

fixième à déduire au profit des Partisans , & les deux sols pour livre en

» ge encore plus éminente à vous donner , pour  
» mieux vous marquer mon estime , & la reconnaissance que j'ai de tous les bons services que vous m'avez rendus.

dedans ;

dedans; ce qui faisoit seul un objet de près de vingt-six millions, dont le Roi ne jouïssoit pas, il se fût contenté de faire une imposition de vingt millions avec dix desquels il auroit payé les intérêts des cent millions qu'il auroit empruntés, & eût fait servir les dix autres millions à rembourser d'année en année les capitaux, en y joignant toujours la diminution des intérêts, le remboursement des cent millions empruntés, & de tous les arrérages, auroit été consommé en moins de huit ans, & les vingt millions imposés anéantis. Il s'est au contraire trouvé par les opérations qu'on a faites, que les affaires extraordinaires qui ont produit ces cent millions, sont toujours restées à la charge du Prince ou du Peuple, & souvent à la charge de l'un & de l'autre, par la facilité avec laquelle les Compagnies des Gens d'affaires qui se chargeoient des remboursemens ou  
du

du forfait des affaires extraordinaires , trouvoient à emprunter sur leurs billets ; il est aisé de conclure que le crédit du Roi étant alors dans toute sa force , en quelque partie qu'on eût voulu le faire valoir , on pouvoit choisir des voies infiniment plus avantageuses pour se procurer les mêmes secours , sans qu'ils tournassent dans la suite à la ruine du Roi & de l'Etat.

Les effets du mouvement si féconds , & si solidement établis sous M. Colbert , continuerent encore sans menacer ruine , pendant les premières années de l'administration de M. Chamillart (1). Le Roi avoit alors

1699.  
Ministère  
de M.  
Chamillart.

(1) Michel Chamillart , Chevalier , Marquis de Cany , Seigneur de Courcelles , né le 6 Janvier 1652. Conseiller au Parlement en 1676. Maître des Requêtes en 1686. Intendant de Roüen en 1689. Intendant des Finances en Février 1690. Contrôleur Général des Finances le 5 Septembre 1699. Ministre d'Etat en Novembre 1700. Secrétaire d'Etat avec le département  
contre



contre lui presque toute l'Europe ; ce qui le mettoit dans la nécessité de multiplier ses armées & ses dépenses (1). Pour y subvenir , on eut recours aux affaires extraordinaires , sur

de la Guerre le 8 Janvier 1707. Grand Trésorier des Ordres du Roi , par Lettres du 22 Octobre 1706 : se retira du Ministère en 1708 Le Roi lui accorda 60000 livres de pension : il se démit de sa charge de Grand Trésorier des Ordres , au mois de Novembre 1713 , & mourut à Paris le 14 Avril 1721 en sa soixante-dixième année.

Comme M. Chamillarr s'excusoit sur la difficulté d'exercer un emploi si difficile que celui de Contrôleur-Général dans l'état où étoient les Finances , le Roi lui dit avec bonté , qu'il lui aideroit à en supporter le poids.

*Hist. de Louis XIV.*

*Mercur historique & politique.*

(1) La guerre est un gouffre où tous les canaux de l'abondance s'engloutissent ; & au bout de quelques années le Vainqueur est presque aussi malheureux que le Vaincu. Depuis les anciens Romains je ne connois aucune nation qui se soit enrichie par des victoires. *Voltaire.*

les-

lesquelles plus d'un quart étoit en pure perte pour le Roi. Il restoit encore une ressource au Gouvernement ; c'étoit le crédit du Roi même qui n'étoit point entamé. On donna par anticipation des assignations du Trésor Royal sur les revenus du Roi, qui se négocioient aisément sur la place. On fit usage du crédit des Trésoriers-Généraux de l'Extraordinaire des Guerres , de celui de la Caisse des Emprunts , de celui des Fermiers & Receveurs-Généraux ; & enfin de celui des Billets de monnoie ; mais comme on ne s'embarassa point de ménager & d'entretenir la confiance publique : on abusa généralement de toutes les ressources. Les assignations du Trésor-Royal furent portées au double , & même au triple des fonds que les Provinces étoient obligées de fournir ; & ceux qui devoient acquitter ces triples assignations profitèrent de la conjoncture pour ne payer que celles

celles des Porteurs qui se relâchoient le plus. Cette manœuvre fit tomber par contre-coup le crédit des Receveurs-Généraux, & en ne remboursant pas aux échéances ce que les Trésoriers de l'Extraordinaire des Guerres s'étoient engagés de payer ; ils ruinerent totalement leur crédit. Les promesses de la Caisse des Emprunts eurent le même sort ; & personne n'en voulut plus accepter le renouvellement.

Les Billets de Monnoie, par une circulation bien entendue, auroient facilement entretenu un crédit de cent millions ; mais on ne se laissa point d'en fabriquer sans mesure, & le public ne vit pas seulement le moindre fonds pour faire face au petit nombre de ceux qui par besoin auroient pû en demander la valeur en espèces. (1)

(1) Les Banques d'Angleterre & de Hollande sont une preuve incontestable que le papier qui

Il ne restoit de ressource que dans le crédit de quelques particuliers que l'on engagea à se charger de faire des avances pour le payement des troupes. Ces mêmes particuliers après avoir fait les derniers efforts pour soutenir le Service, devinrent les victimes de leur zèle & de leur confiance par le peu de soin qu'on eut de les aider & de les rembourser.

La confiance & le mouvement n'avoient continué jusques là, que parce que le public persuadé qu'un Prince, suivant la maxime fondamentale de

représente l'espece peut être en plus grande quantité que l'espece elle-même sans faire tort à la Nation. Il faut cependant qu'il y ait assez de fonds pour satisfaire aux demandes momentanées des Créanciers, dont l'Etat est débiteur. Quelques précautions faciles sur cet objet pourroient procurer le bien général du Royaume; mais trop vifs & trop impétueux, nous confondons *la chose* avec les abus, & le désir de jouir nous empêche de posséder.

M. Colbert,



M. Colbert, ne pouvoit, sans se ruiner lui-même, écraser ses sujets, en abusant de leur confiance & de son crédit, n'avoit pû s'imaginer qu'un Ministre voulût entierement s'écarter d'un principe si solide & si reconnu : mais comme tout a ses bornes, & qu'après des emprunts & des impositions forcées les remboursemens ne se firent plus à la Caisse des Gabelles, ni chez les Trésoriers-Généraux de l'Extraordinaire des Guerres ; qu'on donna des doubles & triples assignations sur les mêmes parties des revenus du Roi ; qu'en laissant tomber le crédit des Billets de monnoie, on arrêta la circulation, & qu'on abusa même des crédits fouds & particuliers auxquels on avoit eu recours, tous les différens objets de crédit furent épuisés, & leurs nombreux effets se trouverent en masse, & comme en pure perte entre les mains de ce même public, à la place des fonds réels

C

qu'il

qu'il auroit fournis au Roi: de sorte que les particuliers rebutés de voir ainsi leur confiance totalement trompée, prirent une résolution unanime de ne point risquer ce qui leur restoit; la défiance qui devint générale ne porta que sur le peu d'expérience du Ministre, & on vit tout d'un coup cesser le mouvement & la circulation dont il n'avoit pas sçu faire un bon usage. M. de Chamillard, plus honnête homme que grand Ministre, se trouvant accablé du travail que lui donnoit l'arrangement de tant de projets qu'il falloit former chaque jour pour l'augmentation & l'emploi des Finances, chercha une personne qui pût le soulager. Il n'en trouva point qui fût plus propre que M. Desmarets élève & neveu de Colbert; il avoit été Intendant des Finances sous son oncle: ainsi le Roi n'eut pas de peine à l'agréer. Un des premiers fruits de ses conseils fut que l'on obli-

gea

gea les intéressés des fermes du Roi à commencer leur possession par une Finance de six millions , & de les fournir avant le premier jour de leur bail. Mais ce fut en vain que , pour ramener le public , M. de Chamillard avoit voulu s'appuyer des lumières de M. Desmarets en lui faisant donner sous lui la direction générale des Finances ; les choses n'en allèrent pas mieux , & sans douter de la droiture & de l'habilité de M. Desmarets , on crut toujours qu'il ne seroit pas assez maître de ses opérations tant qu'il auroit un supérieur.

Je dois ici rendre à M. de Chamillard la Justice qu'il s'est rendue lui même , c'est qu'il fut le premier à s'apercevoir qu'il ne pouvoit plus suffire aux emplois de Contrôleur-Général & de Ministre de la guerre : ces deux places , ou plutôt ces deux fardeaux que Colbert & Louvois avoient à peine soutenus devenoient de jour en

C ij            jour

jour plus pésants pour lui. Il se vit

*Hist. de Louis XIV.* donc obligé de prier le Roi de le décharger de la première. Le Roi y con-

*Mém. de M. Desmarests.* sentit avec d'autant moins de peine, que quoiqu'il ne formât aucune plainte contre lui, il arrivoit à ce Ministre

*Abrégé chronologique de l'Hist. de France.* ce qui arrive tous les jours à ceux qui remplissent les premières places, c'est-à-dire, qu'on le rendoit responsable des événemens.

1708. *Ministre de M. Desmarests.* M. Desmarests que le public sembloit désirer avec ardeur, fut mis à la tête des affaires comme le seul homme capable d'apporter quelques remèdes à la situation violente où le Royaume se trouvoit. Le nouveau Contrôleur-Général trouva les Finan-

*Mém. chronologique servant à l'Histoire générale de l'Europe depuis 1600, jusques en 1716.* ces dans un désordre affreux. L'Etat étoit chargé de dettes immenses, les revenus de la Couronne, sur lesquels on anticiroit depuis long-tems, étoient consommés plusieurs années à l'avance, point d'argent dans l'épargne, & fort peu dans les coffres des particuliers



particuliers épuisés par les impôts qu'ils supportoient depuis si long-tems. Toutes les richesses du Royaume étoient passées, ou dans les pays étrangers, ou entre les mains des Partisans qui, après s'être engraisés du sang des peuples, tenoient leurs trésors renfermés, & n'en laissoient sortir qu'autant qu'il leur en falloit pour figurer d'une maniere à effacer les premiers Seigneurs du Royaume, & même les Princes. Les troupes n'étoient plus payées depuis long-tems, les Officiers & les Soldats manquoient de tout ; ces derniers avoient à peine des fouliers. Les Billets de monnoie, & toutes les autres sortes de papier, jusques-là d'une assez grande ressource, étoient tombés dans un décri absolu par le défaut de payement ; ce qui avoit tellement anéanti le crédit de la Cour, qu'il ne falloit plus compter sur des emprunts.

» M. Desmarets nous apprend lui-

C iij                      même,

» même , dans un Mémoire justifica-  
» tif qu'il publia depuis , que la rareté  
» de l'espece , les sommes considéra-  
» bles dûes aux Trésoriers & aux En-  
» trepreneurs , le défaut du payement  
» des assignations , les discrédits des  
» effets du Roi , & l'usure qui se fai-  
» soit sur les Billets de monnoie ,  
» avoient mis les Finances dans un  
» état qui paroissoit sans remede. Le  
» Roi , dit il , me nomma Contrôleur-  
» Général dans cette affreuse situa-  
» tion. Elle m'étoit assez connue. Le  
» peu de possibilité de satisfaire à tant  
» de dépenses avec si peu de fonds ,  
» me parut dans toute son étendue ;  
» mais le Roi ne me laissa pas la liberté  
» de lui représenter ce que je sçavois ,  
» & ce que je connoissois de l'état de  
» ses Finances. Il me prévint , & s'ex-  
» pliqua nettement , me disant qu'il  
» connoissoit parfaitement l'état de  
» ses Finances ; qu'il ne me deman-  
» doit pas l'impossible ; que si je réus-  
» sissais ,

„ fiffois , je lui rendrois un grand ser-  
 „ vice , & que si le succès n'étoit pas  
 „ heureux , il ne m'en imputeroit pas  
 „ les événemens. (1)

Tels étoient l'épuisement & le dés- *Histoire*  
 ordre des Finances , lorsque M. Des- *de Louis*  
 marets fut appelé au ministère. Le *XIV.*  
 premier objet auquel il donna toute *Mém. de*  
 son attention , fut de reconnoître les *la Ré-*  
*gence.*  
 dettes de l'Etat , & les papiers qui  
 étoient décrédités , & qui avoient fait  
 resserrer l'argent à un tel excès , que  
 les payemens de toute nature étoient  
 devenus impossibles. On ne pouvoit  
 sans imprudence essayer de parvenir  
 publiquement à cette connoissance ;  
 il falloit au contraire cacher le mal.  
 Il crut donc devoir commencer cette  
 difficile administration par un coup  
 décisif , & qui marquant au public

(1) *Mémoires de M. Desmarets.*

*Histoire de Louis XIV.*

*Mémoires de la Régence.*

mie

qu'il connoissoit l'ordre & l'œconomie d'une bonne régie , fut seul capable de donner à l'espece sa première circulation , & de ranimer la confiance. Il comprit que le Trésor-Royal, comme le centre de la Finance, devoit recevoir tout le produit des revenus du Roi , & il s'attacha à les y faire remettre à l'échéance de chaque paiement. Cet arrangement fut applaudi , & eut tout l'effet qu'on en pouvoit attendre.

Tout prenoit une nouvelle face , & des commencemens si sages annonçoient les suites les plus heureuses , lorsque la famine vint joindre ses horreurs aux autres disgraces que la France essuya pendant plusieurs campagnes. Le froid excessif & la stérilité de l'année 1709 , porterent les malheurs du Royaume à leur dernier période. Le seul remede à tant de maux étoit le retour d'une confiance qui sembloit être bannie pour jamais : mais plus le mal



mal étoit grand , & plus on eut lieu d'être surpris du prompt changement qui se fit dans le mouvement des Finances, dès les premiers jours de son ministère. La haute idée que tout le Royaume avoit de la capacité du Ministre , suffit en effet pour ramener la confiance autant que les circonstances pouvoient le permettre ; & si M. Desmarets ne fit pas l'impossible, c'est-à-dire , s'il ne donna pas aux Finances toute l'étendue & la facilité que M. Colbert y avoit établies , il sut du moins faire revivre le crédit & le mouvement , dans presque toutes les branches où il étoit éteint.

Quoique tous les revenus du Roi fussent engagés par anticipation pour deux ou trois années , & que le défaut de confiance & de bonne conduite eût presque généralement suspendu la circulation , dans un tems où l'Etat en avoit un plus grand besoin que jamais ; il présenta avec tant d'intelligence différens objets de dé-

bouchement pour les effets qui émanoient du Roi, & il fit si bien mouvoir les ressorts du crédit & du mouvement en substituant toujours de nouveaux moyens, à mesure que les premiers s'épuisoient ou s'affoiblissoient, qu'il parvint à trouver non-seulement de quoi mettre le travail & l'industrie des peuples en état de subvenir plus facilement aux charges qui leur étoient imposées; mais encore de quoi empêcher la France de succomber, faute de secours extraordinaires, sous l'accablement d'une guerre longue & malheureuse, pour soulager ceux qui étoient encore chargés de billets de monnoie, dont il restoit alors pour la valeur de soixante & douze millions répandus dans

*Histoire de Louis XIV.* le public & dans les caisses royales; il ne trouva point de plus sûr moyen que la refonte des especes; il fit rendre un Edit (1) qui ordonnoit que

(1) Cet Edit fut enregistré le 14 Mai 1709 à la Cour des Monnoies.

ceux qui apporteroient aux Changes & aux Hôtels de la Monnoie, cinq Sixièmes en especes anciennes ou réformées, & un Sixième en Billets de Monnoie, recevroient le tout argent comptant en nouvelles especes, & que les Billets de Monnoie feroient biffés en leur présence. Le bénéfice de cette refonte montoit à la concurrence de soixante & douze millions que l'on vouloit acquitter. Enfin, sa conduite & sa bonne foi furent telles, que de tous ceux qui avoient contribué par leurs moyens & leur crédit à l'aider dans un tems si difficile, il n'y en eut aucun, quelque embarras où sa confiance pour lui l'eût engagé, qui crût avoir lieu d'en attribuer la cause à l'irrégularité de son administration ; & sans entrer dans le détail des opérations que fit M. Desmarets pendant son ministère, on est encore surpris qu'il ait eu assez de courage & de prudence pour met-

tre

tre la France en état de rejeter les propositions humiliantes des Conférences de Gertruy-d'Emberg (1), & de soutenir l'immense fardeau dont elle étoit accablée par la nécessité de continuer la guerre contre des ennemis fort unis, fort aigris, & qui avoient déjà partagé entre eux toutes les Provinces du Royaume dont la conquête leur paroissoit assurée. L'épuisement du Royaume étoit assez

(1) *Gertruy-d'Emberg*, petite Ville aux environs de Breda, sur les confins du Brabant Hollandois, que l'on avoit choisie pour le lieu des Conférences.

En 1710 le Roi, touché des malheurs de ses Sujets, porta les offres pour la paix jusqu'à promettre de fournir de l'argent aux Alliés pour les aider à ôter la Couronne à son petit-fils. Ils vouloient plus, & ils exigeoient qu'il se chargeât seul de le détrôner : on peut juger par cette proposition de toutes les autres, il fallut continuer la guerre.

*Hist. de Louis XIV.*

*Abrégé chronologique.*

connu.



connu. On n'avoit ni assez de moyens différens à choisir pour la soutenir, ni assez de tems pour délibérer : à peine avoit-on celui d'agir & de mettre en œuvre tous les ressorts qui pouvoient sans violence produire de l'argent. Le salut de l'Etat consistoit uniquement à faire la paix. Contre toute sorte d'espérances elle fut heureusement conclue, & loin de blâmer quelques moyens que la force & l'extrémité obligèrent de mettre en usage, ne doit-on pas donner des éloges aux Ministres, qui dans des tems si malheureux ont eu assez de fermeté pour n'être pas effrayés, & pour continuer des efforts vifs & redoublés, qui ont enfin rendu à la France une paix aussi nécessaire que désirée (1).

(1) La paix d'Utrecht mit fin à la plus cruelle guerre dont l'Europe eût été désolée depuis plusieurs siècles, la France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, les Etats - Géné-

Après

Après cette paix , M. Desmarets méditoit fans doute les moyens de réparer dans le calme les désordres que les défauts du ministère précédent , & les secouffes d'une trop longue & trop violente tempête avoient caufés dans le gouvernement des Finances (1) , lorsque la mort de Louis

raux , le Duc de Savoye , l'Eleéteur de Brandebourg la fignerent enfin dans le courant de l'année 1713. Ce dernier & le Duc de Savoye y furent reconnus pour Rois.

*Hiftoire de Louis XIV.*

*Abrégé chronologique de l'Hiftoire de France.*

*Actes , Mémoires , & autres Pièces authentiques , concernant la paix d'Utrecht.*

*Journal Historique fur les Affaires du tems.*

*Journal Historique du regne de Louis XIV.*

*Mémoires de la Régence.*

(1) Louis XIV. dans fon règne dépensa dix-huit milliards , ce qui revient année commune à trois cent trente millions d'aujourd'hui , en compenfant l'une par l'autre , les augmentations & les diminutions numéraires des mon-

XIV.

XIV. fit passer le timon des affaires en d'autres mains.

Ce Monarque mourut à Versailles le 1 Septembre de l'année 1715 avec une constance digne de son grand cœur. Le désordre des Finances dont il gémissoit, mais qu'il n'étoit plus tems de réparer ; des malheurs plus grands encore , & qui n'ont aucun trait à cet ouvrage (1), l'empêcherent de regretter un regne dont le commencement & la fin semblent destinés à mettre sa vertu dans

noies ; & il laissa à sa mort deux milliars six cens millions de dettes à vingt-huit livres le marc , à quoi les espèces se trouverent alors réduites : ce qui fait environ quatre milliars cinq cens millions de notre monnoye courante en 1757.

(1) Louis XIV. dit en mourant aux Princesses de Condé & de Conti, ses enfans , qu'il aimoit tendrement, qu'il avoit toujours cru qu'il étoit plus difficile de mourir.

tout

tout son jour. La gloire de disposer d'un trône en faveur de son petit-fils , & de soutenir la Couronne incertaine qu'il lui donnoit , contre les efforts de presque toute l'Europe réunie , couta des sommes immenses à la Nation. Les François, Peuple généreux, avide de la gloire de ses Rois, jaloux de contribuer à leur grandeur & à leur prospérité, parurent ne sentir le fardeau de leurs calamités que quand ils en furent accablés.

La vicissitude des événements qui se succéderent les uns aux autres sous le regne de Louis XIV , ne laissa souvent à ses Ministres que le tems de remédier aux maux arrivés, & jamais de les prévenir , M. Colbert faisoit seul cette partie essentielle de l'administration publique qui envisage d'un même coup d'œil le présent & l'avenir. Il fut le bienfaicteur de ses contemporains, & des générations qui devoient les remplacer. Ses successeurs ne man-

querent



querent ni de génie , ni de bonnes intentions ; mais s'ils ne firent pas entièrement le bonheur des Peuples , on ne peut pas leur refuser l'avantage d'avoir tenté tout ce qui leur étoit possible.

Après cette cruelle perte il seroit difficile de peindre l'état déplorable où se trouvoit le Royaume. Que de précautions, que de sûretés à prendre pour le dehors ! On venoit de perdre un Roi dont la vie cachoit & adoucissoit les malheurs , mais dont la mort les découvrit , & les fit sentir dans toute leur étendue. Cet enchaînement de succès & de revers qui avoient fait briller tour à tour la modération & la constance de Louis XIV. avoit aussi par le besoin fréquent des ressources , épuisé les Finances de l'Etat , & anéanti le crédit & la confiance ; les remèdes ordinaires ne paroissoient plus suffisans à des maux extrêmes.

Les malheurs d'une minorité tou-

D                      jours

jours exposée aux contestations entre la Régence & les différens ordres du Royaume, où tout le monde ne parle que du bien public, & personne n'a en vue que ses intérêts particuliers. Une nouvelle Régence voit toujours commencer une administration nouvelle. Nouveaux Ministres, plans totalement différens, vûes opposées à celles du regne précédent, autres liaisons au-dehors. Surcharge d'impôts, dissipation des Finances, entretien de Milices superflues, guerres étrangères, ruine de l'agriculture & du commerce. Tous ces maux sembloient être inévitables à la France. Cependant elle ranima avec raison toutes ses espérances lorsqu'elle vit M. le Duc d'Orléans (1) appelé à la

(1) Philippe d'Orléans, petit-fils de France, & oncle de Louis XV, a été sans contredit un Prince au-dessus des éloges. Guerrier, Politique, Sçavant, Artiste, homme d'Etat, hom-  
Ré-

Régence par le droit de sa naissance , par les vœux du peuple & les suffrages du Parlement. Les impôts superflus & à charge au peuple furent supprimés ; ses premiers soins furent le rétablissement des revenus de la Couronne. Les troupes furent réduites à un nombre proportionné aux besoins. Loin de former des projets de guerre, il conclut une alliance avec la Grande Bretagne & les Provinces - Unies. Le repeuplement des campagnes, la culture des terres, le rétablissement du commerce furent encore une de ses principales attentions.

me de Cabinet, & même bel Esprit. On auroit plutôt fait de dire ce qu'il n'étoit pas que ce qu'il étoit.

On ne peut disconvenir que sa Régence n'ait vû éclore bien des maux ; mais ils étoient une suite inévitable de la maladie de l'Etat ; il eût peut-être succombé sous tout autre. Lui seul étoit capable de le sauver, & la France lui doit tout le bonheur de sa situation présente.

D ij convaincu

Convaincu que l'amour des peuples est le plus ferme appui d'un Etat, il n'oublia rien pour acquérir au jeune Souverain son pupille, qu'il aimoit tendrement, les cœurs de tous ses sujets, & ne pouvant parvenir à les rendre tout à fait heureux, il s'appliqua à essuyer au moins une partie de leurs larmes, & à soulager des maux qu'il ne pouvoit encore entièrement guérir. Le plus sûr moyen étoit de diminuer les dettes que l'Etat avoit contractées pendant le cours presque continuel de 50 années de guerre. Le paiement de ces dettes sembloit une chose impossible; il n'y avoit pas le

*Mémoires de la Régence. Examen politique.*

moindre fonds, ni dans le Trésor-Royal, ni dans les Recettes, pour satisfaisable aux dépenses les plus urgentes; le Domaine de la Couronne étoit aliéné; les revenus de l'Etat presque anéantis par une infinité de charges & de constitutions, les impositions ordinaires consommées par avance, les arrérages



arrérages de toute espèce accumulés depuis plusieurs années, le cours des Recettes interverti, une multitude de Billets, d'Ordonnances & d'assignations anticipés de tant de natures différentes, & qui montoient à des sommes si considérables, qu'à peine en pût-on faire la supputation (1). Dans un état si violent, on fit les derniers efforts pour s'éviter de suivre le

(1) Voici un fait véritable que la postérité ne croira point. Louis XIV, peu de tems avant sa mort, pour avoir huit millions d'argent comptant, dont il avoit un pressant besoin, fut obligé de se servir du crédit d'un particulier & de ses associés, & de négocier sur la Place, & avec des étrangers, pour trente-deux millions de billets ou de rescriptions. Ce n'étoit pas là emprunter à quatre pour cent d'intérêt; c'étoit donner 400 livres en obligations pour avoir 100 livres en argent: après de semblables opérations, il n'est pas étonnant que les revenus du Roi aient été consommés pour trois ou quatre ans, & que Louis XIV. ait laissé l'Etat chargé de dettes prodigieuses. *Dutot.*

dangereux exemple d'emprunter à des usures énormes , & l'on refusa des offres intéressées , dont l'odieuse condition est toujours d'abandonner les peuples à de nouvelles vexations. Ces expédiens pernicioeux , que la nécessité de soutenir la guerre , pour parvenir à une paix utile & glorieuse a pû rendre quelquefois nécessaires , auroient bientôt achevé de précipiter l'Etat dans une ruine totale , & auroient fait perdre l'espérance de pouvoir jamais le rétablir. La premiere résolution qu'il fallut donc prendre fut d'abord le payement de deux dettes privilégiées ; la subsistance des troupes , & les arrérages des rentes constituées sur l'Hôtel de Ville de Paris ; on fit la vérification & la liquidation de tous les différens papiers , dont la possession étoit devenue inutile par le décri où ils étoient tombés , pour les convertir dans une seule espece de billets , qui ne seroient plus sujets à  
aucune

aucune variation jusqu'à ce qu'ils eussent été entièrement retirés. On vouloit rendre l'état de chaque particulier certain, & rétablir l'ordre dans les Finances, non-seulement pour proportionner la recette à la dépense ordinaire, mais encore pour parvenir à la suppression des charges les plus onéreuses à l'Etat : pour cet effet le Régent forma un Conseil de Finances, dont M. le Maréchal de Villeroy fut le chef, & M. le Duc de Noailles, le Président (1).

Conseil  
des Fi-  
nances.

M. le  
Duc de  
Noailles  
Prési-  
dent.

M. Pelletier Desforts, Conseiller d'Etat, & l'un des principaux Membres de ce Conseil donna pour lors le plan d'une des plus belles opéra-

(1) Les Membres de ce Conseil étoient MM. le Pelletier Desforts, Rouillé du Coudrai, Fagon, de Baudry, de Gaumont, le Président Dodun, & MM. le Fèvre & de la Balinière, Secrétaires.

*Mémoires de la Régence.*

tions

tions qui se soit jamais faite en matière de Finances ; ce fut le visa & la réduction de près d'un milliard de différentes dettes du Roi (1), qui consistoient en toutes sortes de papiers

(1) La difficulté de payer des dettes aussi prodigieuses que celles dont l'Etat étoit chargé, fit donner trois sortes de conseil à M. le Régent.

Premièrement, d'en faire la *Banqueroute totale*. Le Royaume étant ruiné, lui disoit-on, il en faut sacrifier une partie pour sauver l'autre. On disoit que la partie créancière de l'Etat, que l'on étoit d'avis de sacrifier, étoit moins à la partie qu'il falloit conserver, que n'est 1 à 600. Qu'ainsi le plus grand nombre méritoit la préférence.

On lui donna pour second conseil de faire une révision générale de tous les effets qui formoient la dette de l'Etat, afin de le soulager par leur réduction.

Et enfin pour troisième conseil, on lui dit, qu'il étoit nécessaire d'établir une Chambre de Justice, dont la recherche exacte des Gens d'Affaires lui produiroit de quoi éteindre sept à huit cens millions de dettes. *Dutot.*

royaux



royaux employés pour les longs & pressans besoins de l'Etat pendant le cours de la guerre, & répandus dans le public. Il en fit le rapport au Conseil de Régence, qui se conduisit avec tant de sagesse & de justice dans le Visa, que l'on fit pour la réduction de ces dettes, que le public n'en fut ni mécontent ni allarmé; aussi le Billet de l'Etat n'eut-il pas d'abord un discrédit capable d'en empêcher la circulation.

La Régence ne voulant pas se borner à des reformes & à des arrangements qui n'alloient qu'à rendre la recette égale à la dépense, embrassa successivement plusieurs projets qu'elle crut propres à l'établissement & au progrès d'un crédit capable de fournir à l'Etat des ressources inépuisables.

Avant de passer à l'exécution de ces différens projets, le Régent s'attacha d'abord à étouffer les plaintes & les murmures des Provinces, occasionnées

caſionnées par la taille arbitraire, qui, par le malheur des temps, & au milieu du bruit des armes, n'avoit pas toujours été repartie avec cet eſprit d'ordre & d'équité qui l'euffent dirigée ſous un Gouvernement plus tranquille. Un Réglement nouveau propre à remédier aux déſordres, qui avoient toujours accompagné la perception de la taille, fut un des plus dignes objets de ce Prince, qui s'attira par-là l'affection & l'amour des peuples. Il vouloit remédier aux abus, bannir par une taille proportionnelle, du ſein des campagnes, les haines personnelles & l'eſprit de diviſion & de vengeance qui anime leurs habitans les uns contre les autres, & qui les rend tour à tour perſécutés & perſécuteurs. Il ſeroit à ſouhaiter que le ſuccès eût répondu aux bonnes intentions du Régent ; mais ces projets amuſerent la douleur des affligés ſans leur procurer de ſoulagement réel,

réel, & l'exécution efluya des difficultés & des contradictions qui la firent regarder comme impossible.

Ces vûes respectables d'adoucissement pour les peuples, & les mesures de sagesse que prit M. le Duc d'Orléans par rapport au commerce & au rétablissement du crédit, répandirent dans le cœur des François une joie pleine d'espérances les plus flatteuses. Pour comble de satisfaction, la confiance que l'on croyoit bannie de la France, parut ranimée par un Arrêt du 21 Octobre, qui sembla fixer pour toujours le prix des espèces d'or & d'argent dans le Royaume.

C'étoit peu de faire entrevoir au <sup>1716.</sup> peuple des jours plus heureux, une <sup>Chambre de</sup> gestion mieux conduite, & un avenir <sup>Justice.</sup> fortuné auquel il aspirait; on crut encore devoir punir les crimes passés, rechercher les Auteurs de la mauvaise administration qui avoit précédé, & faire taire le cri public qui s'élevoit  
de

de toutes parts contre les injustices & les extorsions de ceux qui avoient manié les deniers du Roi. Leur fortune immense & précipitée, l'excès de leur luxe & de leur faste , qui formoit un contraste odieux avec le malheur public , & qui sembloit braver la misère des autres sujets, étoit une preuve manifeste de leur malversation ; leur profusion déposoit de leur injustice & leur facilité à dépenser, de celle qu'ils avoient eu à envahir les dépouilles des Provinces & le patrimoine de l'Etat.

En effet , on prétendoit alors que la France payoit à son Souverain sept cent cinquante millions, & qu'il n'en entroit dans les coffres que deux cent cinquante (1). Ce fut sur ce principe

(1) L'argent comptant , ce principe de tous les biens & de tous les maux , levé avec tant de peine dans les Provinces , se rend dans les coffres de cent Entrepreneurs , dans ceux de cent Parti-  
que



SUR LES FINANCES. 61

que le Régent égaré par les vûes trop précieuses d'une Justice qui cesse de l'être quand elle passe ses bornes , forma une Chambre de Justice , dont le peuple reçut la création avec applaudissement & avec une ivresse de joie , qui sembla lui tenir lieu de toutes les pertes qu'il avoit essuyées.

La multitude toujours incapable & souvent ennemie de la réflexion , ne prévoyoit pas que ces Concussionnaires auroient tôt ou tard des Successeurs également avides de s'engraïsser de sa substance ; mais qui s'instruisant par la disgrâce de leurs prédécesseurs , suivroient plus habilement leurs traces ; qu'ils se contenteroient seulement d'apporter plus de précaution , pour couvrir leurs rapines , & que la diminution de leur

sans qui avancent les fonds , & qui achètent par les avances le droit de dépouiller la Nation au nom du Souverain. *Voltaire.*

luxe ,

luxé , interrompant la circulation , feroit un malheur de plus.

D'un autre côté les Politiques & les personnes au fait du Gouvernement n'y voyoient aucun avantage , fuivant le succès ordinaire & l'expérience réitérée de toutes les Chambres de Justice précédentes , qui dans tous les tems ont donné une atteinte confidérable au mouvement , & empêché l'Etat de trouver des secours dans l'opulence des Traitans ; secours onéreux à la vérité , mais essentiels & fondés fur le principe qu'il faut subir un petit mal pour en éviter un plus grand (1).

La févérité de cette Chambre fit trembler la moitié de la France ; chacun craignoit pour foi ou pour ses amis ; & pendant qu'une partie du

(1) Voyez à ce sujet le Testament de M. Colbert , & le sentiment de ce grand homme sur les inconvéniens de la rigueur exercée contre les Traitans.

Royaume

Royaume confidéroit ce Tribunal comme le vengeur de l'oppression qu'elle avoit soufferte, qu'elle s'imaginait que la restitution de ce qu'on lui avoit enlevé opéreroit la diminution des impôts; une autre partie la confidéroit comme un objet de terreur qui alloit rallentir la circulation, & elle essayoit de persuader que cette Chambre n'étoit propre qu'à faire passer ces larcins d'une main dans une autre, soit par la facilité que les Juges auroient de s'approprier le fruit de ces mêmes larcins, qui n'avoient pas été faits pour eux, soit parce qu'ils pourroient en consacrer irrévocablement la possession à ceux qui seroient en état d'acheter leur suffrage. On vit donc naître l'allégresse parmi le peuple, & l'alarme chez la plupart des Financiers; plusieurs effrayés de cette sévérité, essayèrent de se soustraire par une prompte fuite à la vivacité des premières recherches de la  
Chambre

Chambre ; d'autres plus hardis s'imaginèrent que leur présence dans la Capitale feroit un témoignage de leur probité & de leur innocence ; mais les uns & les autres furent enveloppés dans les mêmes poursuites ; & le Roi vit rentrer en effet dans ses coffres quelques légères portions des biens immenses que les Financiers avoient usurpés sur son Prédécesseur & sur l'Etat.

Tels furent les médiocres effets d'un établissement dont on n'avoit pas assez combiné les conséquences. On ne fut pas long-tems à s'appercevoir à quel point il avoit suspendu la circulation. D'ailleurs les pernicieuses maximes dont quelques mal-intentionnés répandoient que les Conseils étoient imbus contre l'utilité du commerce , du crédit & de la confiance , jetterent assez de terreur dans les esprits , pour causer une altération sensible



dans le mouvement de l'espece (1).  
A cette idée se joignoit celle de l'inutilité du Visa pour les effets duquel

(1) La Chambre de Justice répandit une si grande terreur dans les esprits , que l'on vit en peu de tems tout l'argent resserré , la circulation interrompue , & le Commerce languissant. M. le Régent s'en apperçut , & M. d'Aguesseau nouvellement revêtu de la suprême dignité de Chancelier , porta à la Chambre de Justice même l'Edit de sa révocation ; Edit qui accordoit une Amnistie générale aux Financiers. Et ce fut avec raison que cet illustre Magistrat ne put s'empêcher de dire dans son discours à ce Tribunal , « que les remèdes ( tel que celui de » cette Chambre ) peuvent quelquefois devenir » des maux quand ils durent trop long-tems.

On doit conclure de-là que cet établissement n'étoit pas du goût de M. d'Aguesseau ; & on peut bien s'en rapporter aux lumieres de ce grand homme , que ses vastes travaux , sa science profonde , & plus encore une intégrité au-dessus de tous les éloges , avoient appelé à la premiere dignité du Royaume , *qu'il a exercé si long-tems, & avec une admiration générale.*

E            on

on n'avoit encore offert aucuns objets de débouchement.

Le ministere ouvrit donc les yeux sur la nécessité de ranimer une circulation qui commençoit à languir , & se déclara Protecteur du commerce & de l'industrie , & ce fut en conséquence qu'il donna les mains aux projets qui lui furent présentés par rapport à cet objet.

Nous touchons à l'époque d'un événement , qui par sa cause, sa marche , & ses suites passera toujours dans l'Histoire pour un phénomène inconcevable. On sent bien que je veux parler de la fameuse Banque de M. Law , qui ne se produisit d'abord que sous la forme d'un établissement particulier ; mais qui par l'impétuosité de la Nation , & par un des plus prodigieux écarts qu'eût encore enfanté la vivacité Françoisise , changea presque en un instant toute la face de la Monarchie.

Jean

Jean Law, Ecoffois de nation, & natif d'Edimbourg, Capitale de ce Royaume, a joué un trop grand rôle en France, & ne s'est malheureusement que trop distingué pour qu'on n'insere pas ici succinctement un abrégé de sa vie. Son pere qui étoit Orfèvre avoit voulu le déterminer dans sa jeunesse à embrasser la profession paternelle ; mais son génie tourné à la spéculation, lui fit préférer le calcul à un état honnête & lucratif. Parvenu à l'âge où il faut décider son sort pour l'avenir, il quitta sa Patrie & se rendit à Londres. Là il prétendit fixer le hazard par la supputation, & enchaîner les événemens par les loix de l'Arithmétique. En effet, soit bonheur, soit adresse, il fit des gains considérables à la Bassette, qui l'obligerent de quitter l'Angleterre. Son goût pour le jeu & l'envie de figurer sur un plus grand théâtre l'amenerent à Paris, d'où M. d'Ar-

E ij                    genfon,

genfon, Lieutenant de Police, lui ordonna de fortir. Gênes, Vénife & Rome le virent jouer le même personnage, toujours accompagné de la même fortune. Enfin il arriva à Turin, où il propofa fon Syftême de Finances au Duc de Savoye Victor Amédée. Ce fameux Syftême ne fut point goûté du Prince, & Law même reçut ordre d'abandonner fes Etats, où les gains prodigieux qu'il avoit faits au jeu l'avoient rendu fufpect. C'étoit ainfi que la fortune fe jouoit d'un homme qui devoit être un jour un des principaux Miniftres de la France, dont il avoit été chaffé précédemment. En effet, il revint à Paris au commencement de la Régence, après avoir parcouru les principales Villes d'Allemagne, toujours inquieté & toujours heureux au jeu, dont il lui reftoit de profit comptant 1900000 livres. Son projet fut approuvé par M. le Duc d'Orléans; le privilége  
de



de la Banque lui fut accordé en 1716. Un des plus grands ennemis de son Syllème fut M. d'Argenson Garde des Sceaux, celui qui étant Lieutenant de Police avoit expulsé Law de Paris. Il fut fait Contrôleur-Général en 1720, & se vit bientôt obligé d'abandonner le Royaume qui le détestoit. La fortune le remit à peu près où elle l'avoit pris, & sans le secours de quelques Millionnaires qui s'aviserent d'être généreux, il auroit essuyé toutes les rigueurs de la disette, à Vénise, qu'il avoit choisi pour sa retraite, & où il mourut. Une personne avec laquelle il vivoit, & qui passoit pour sa femme, obtint une pension de la compassion du Régent; elle fut supprimée à la mort de Law, sur la déclaration que fit ce malheureux Ministre qu'elle n'étoit pas son épouse, & cette même femme, qui peu d'années auparavant regardoit avec mépris cette foule de Courti-

sans que la Fortune enchaînoit au Char de Law, & qui disoit *qu'il n'y avoit point d'animal si ennuyeux & plus insupportable qu'une Duchesse*, rentra dans le sein de la misere, & de la lie du peuple.

Je reviens à la Banque de Law. Le fond de cette Banque étoit de six millions, & presque tous en Billets d'Etat, ce qui commença à ranimer le mouvement ; un Arrêt du Conseil du mois d'Avril 1717, qui ordonna à tous les Receveurs des deniers Royaux, de prendre les Billets de la Banque en payement, augmenta son crédit & la circulation. Elle prit alors le titre de Banque Royale, & chacun vit avec plaisir s'élever un édifice qu'on regardoit comme le temple de la sûreté & de l'abondance du commerce. Le but de cet établissement étoit de ranimer la confiance du public, & de remettre les Finances de toutes les secousses qu'elles avoient essuyées.

essuyées. Les avantages que les Banques publiques avoient procurés à plusieurs Etats de l'Europe, dont elles ont soutenu le crédit, rétabli le commerce, & entretenu les Manufactures, persuadoient de l'utilité que la France pouvoit se promettre d'en retirer : sa situation & sa fertilité, jointe à l'industrie de ses habitans, n'avoit besoin que d'un crédit solide pour y attirer le commerce le plus florissant, augmenter la circulation de l'argent, faire cesser l'usure, suppléer aux transports des especes entre Paris & les Provinces, donner aux Etrangers le moyen de faire des fonds avec sûreté dans le Royaume, faciliter aux peuples le débit de leurs denrées, & le payement de leurs impositions.

L'exactitude que la Banque apporta pour payer comptant tous les Billets qui se présentoient, lui acquit en peu de tems un prodigieux crédit, & ramena la confiance que les infidélités

E iv

passées

passées & tant de fois éprouvées, sembloient avoir bannie. La réussite d'un établissement si conforme aux bonnes maximes & si propre à faire mouvoir les ressorts du crédit, alla assez loin pour donner de l'inquiétude aux Puissances de l'Europe, qui furent allarmées de ce succès, & comprirent qu'une telle entreprise rendroit la France plus formidable que jamais, si elle venoit à être soutenue par la bonne-foi, & par une sage administration. On ne peut assez louer les effets & les opérations qu'il auroit pû produire lorsque la Banque fut devenue Royale. Il suffit de dire que dans un Etat aussi puissant que celui-ci, elle pouvoit, toutes mesures bien observées, devenir la source féconde de ce mouvement qui fait l'ame des Etats. Mais il falloit pour cela qu'elle demeurât renfermée en elle-même, ou du moins qu'elle ne prêtât pas la main à un établissement, qui de simple



ple qu'il étoit dans son commencement, devint bientôt gigantesque & monstrueux sous M. Law.

En effet, la Compagnie d'Occident, connue depuis & encore aujourd'hui sous le nom de la Compagnie des Indes, n'eut d'abord pour objet que le débouchement des Billets de l'Etat; mais on voulut ensuite s'en servir comme d'un moyen favorable pour rembourser tous les engagements Royaux. Il ne faut peut-être pas disconvenir qu'un pareil Système ne fut capable de produire un mouvement infiniment avantageux au Roi & à l'Etat, si la discrétion & l'autorité eussent pris soin d'y imposer des bornes; mais on eut tort d'avoir trop d'indulgence pour le Fanatisme, qui parvint bien-tôt à jeter dans le mépris & dans le néant un effet public pour en avoir porté à l'excès le nombre & la valeur.

Les Actions de cette Compagnie  
ne

ne furent d'abord que de 500 livres; leur marche fut lente, & les Sujets épouvantés des pertes qu'ils avoient effuyées par le moyen des papiers Royaux, sous le regne précédent, & au commencement de celui-ci, eurent bien de la peine à prendre confiance dans un établissement qui portoit les mêmes caracteres, & les mêmes motifs d'une juste méfiance, que ceux dont l'exemple étoit si récent, & dont les playes saignoient encore; mais bien-tôt un Arrêt du Conseil qui réunit à la Compagnie d'Occident celle des Indes Orientales & celle de la Chine établies par M. Colbert, non-seulement produisit une confiance générale, mais encore fit monter les Actions au pair de l'argent comptant, & fit naître les semences de la révolution étonnante qui arriva dans ces effets. Les Etrangers, qui n'avoient jusqu'alors négocié qu'en tremblant avec les François,

çois, & qui avoient toujours craint de placer leur argent en France, où ils se persuadoient que le Souverain influoit trop sur le commerce, se hâterent de participer à une Banque qui se formoit sur les auspices les plus heureux.

Enhardi par le succès & par la faveur du Conseil, on multiplia bientôt des Actions qui recevoient un accueil si favorable. Comme mon intention n'est point ici d'entrer dans le détail des progrès successifs & rapides que fit la Banque, & que je ne me suis proposé que d'effleurer la matière; je me contenterai de dire que par degrés elle devint enfin dépositaire de tous les revenus du Roi, qu'on y réunit par différens Arrêts. Ce fut alors que la frénésie s'empara de tous les esprits; tout le monde couroit en foule à la Banque, & l'empressement qu'on témoignoit dégénéra en folie & en fureur. L'argent étoit plus  
à

à charge que les horreurs de la pauvreté, les Receveurs ensevelis sous des sacs d'or & d'argent se faisoient supplier pour en prendre encore; & le service le plus important qu'on demandoit à un ami étoit de vouloir bien se charger des richesses qui sembloient être devenues onéreuses. (1)

Enfin la fascination alla si loin, qu'on risquoit sa vie, & qu'on couroit avec plaisir le hazard d'être étouffé par la foule, pour parvenir au bonheur d'avoir de ces Actions précieuses.

M. Lavy lui-même fut étonné de la rapidité & du progrès de son Système. Dans ce délire commun il aban-

(1) Un Receveur répondit à quelques personnes impatientes de se défaire de leur argent: Eh! Messieurs, ne craignez pas que votre argent vous demeure, on vous le prendra tout. Cette promesse ne tarda guères à être accomplie, & on eut lieu d'être satisfait sur cet article. *Mém. de la Régence.*

donna



donna le timon des affaires, & se livra tout entier aux événemens. En effet, une Action de la Compagnie, qui dans son origine n'avoit coûté que 500 liv. en Billets de l'Etat, par un enchantement qu'on aura toujours peine à comprendre, parvint jusqu'à dix-huit mille livres. La progression monstrueuse de cet effet passa sans doute les bornes qu'on s'étoit prescrites; mais comme le remboursement des rentes de l'Hôtel de Ville, & autres dettes du Roi, avoient été faits en Billets de Banque, & que ces remboursemens ne laissoient aux particuliers d'autres moyens d'employer leurs fonds que l'achat des Actions; l'Etat se trouva engagé à soutenir ces mêmes Actions au point que la manie du Public les avoit fait monter. Le parti qu'on prit pour y réussir fut de faire acheter par la Banque toutes les Actions qu'on voudroit y porter sur le pied de 5000 liv. en Billets de

de Banque payables à vûe. Ces mêmes Billets furent multipliés infiniment au-delà de leur premier nombre.

L'achat imprudent que la Banque fit d'une trop grande quantité d'Actions, donna lieu à l'avidité d'un grand nombre de ceux qui avoient fait rapidement des fortunes immenses, de retourner à cette même Banque pour y convertir leurs Billets en espèces. Cette réalisation l'épuisa tellement, que n'étant plus en état de payer, ces Billets tomberent dans un discrédit général.

Les Actions ressentirent le contre-coup de cette chute, qui causa la ruine de la Compagnie des Indes; en sorte que ces deux établissemens qui n'avoient été formés que pour se soutenir réciproquement, se détruisirent l'un par l'autre. Telle fut la fin du fameux Systême, ou pour mieux dire du jeu bizarre d'augmentation & de diminution de monnoies effectives

tives & de monnoies imaginaires, à qui on a donné ce nom qui est aujourd'hui consacré.

Eh ! comment un pareil Systême pouvoit-il subsister au milieu de cette multiplication insoutenable de Billets, dont la valeur excédoit peut-être les fonds qui étoient alors dans toute l'Europe ? Comment la France elle-même ne fut-elle pas écrasée par ces deux Arrêts du Conseil, dont l'un défendoit aux particuliers de garder aucunes espèces ou matieres d'or & d'argent, & l'autre interdisoit leur introduction dans le Royaume, réservant à la seule Compagnie des Indes le droit d'entrée & de sortie de ces métaux, qui sont toujours des richesses réelles ?

Je ne m'arrêterai pas ici à démontrer le danger de ces opérations ; la postérité refusera de croire qu'on les ait seulement imaginées ; mais ce qui n'est pas moins étonnant, est de  
voir

voir M. Law l'Inventeur & l'ame du Syffême , porter lui-même les derniers coups au crédit public , (1) en changeant fans cefse de projets & d'idées , en agitant les monnoies par des furhauffemens, des réductions & des refontes fans nombre ; en retournant fon plan de cent façons différentes ; en un mot , en effayant toujours de reconffruire un édifice fans liaifons avec les débris qui crouloient de tous côtés , & dont la chute totale enfevelit fous fes ruines prefque tous les particuliers , & le força lui-même à quitter le Royaume , qu'il laiffa plus épuifé qu'il ne l'avoit été par vingt-cinq années de guerre , & par des

(1) Arrêt du 21 Mai 1720 , qui annonçoit la diminution des Billets de la Banque à la moitié de leur valeur.

Second Arrêt du 10 Octobre 1720 , qui fupprima généralement pour le premier Novembre tous les Billets de la Banque Royale.

pertes



pertes presque continuelles à la fin du regne de Louis XIV.

Qui pourroit décrire le désordre & le cahos des affaires à la retraite de M. Law ? Le Systême qu'il avoit fait envifager comme un Fleuve dont les différens canaux devoient porter partout la fécondité , étoit devenu un torrent rapide qui avoit entraîné la plus grande partie de notre or & de notre argent chez nos voisins, anéanti le commerce & la confiance, & détruit le crédit de l'Etat & des particuliers. Les Manufactures & l'Industrie étoient dans l'inaction. Les Familles les plus honorables étoient exposées aux horreurs de l'indigence. Leurs terres & leurs biens avoient passé entre les mains de quelques particuliers que la fortune sembloit avoir pris plaisir à ramasser dans la boue, & des Domaines dont les noms héréditaires avoient été ceux de quantité de Héros & de Généraux d'Armée, apparten-

F

partenoient

partenoient à des Financiers qui affectoient d'étaler avec pompe les dépouilles qu'ils avoient conquises sur les citoyens dans le sein de la paix. (1).

En effet, de tous les maux que le Système produisit , le plus funeste sans doute , & celui dont l'influence sur la Monarchie durera autant que la Monarchie elle-même , fut un luxe inconnu à nos ayeux , & qui envahit toutes les conditions. On vit par un de ces événemens faits pour déconcerter les conjectures les mieux fondées , l'excès de l'indigence enfanter l'excès du faste , & la magnificence outrée sortir du sein de la plus affreuse misère. D'un côté l'impossibilité de garder l'or & l'argent prohibés par les Arrêts du Conseil força les particuliers de convertir les espèces en vaisselle massive & en bijoux

(1) *Occulta spolia , & plures de pace triumphos.*  
Juv. Sat. VIII.

précieux ;

précieux ; leur éclat une fois étalé n'osa plus disparoitre, & ne fit qu'augmenter chaque jour. D'un autre côté l'Actionnaire contraint de passer pour opulent, afin de le devenir, ou de masquer par un vernis brillant les débris d'une fortune quelquefois chancelante, appuya son crédit sur la richesse de ses habits, & par une chaîne fatale, tous les Etats qui avoient un intérêt semblable emprunterent la même ressource. Chacun prit les marques des conditions qui précédoient la sienne. La première opulence ne connut plus alors de bornes. Le luxe des Financiers surpassa aujourd'hui celui des Rois d'Asie, & il ne leur manque que des sujets pour effacer ces Monarques.

Dans cette confusion qui n'avoit jamais eu d'exemple, les biens les plus clairs des particuliers ne consistoient plus que dans un grand nombre de Billets de Banque qui n'a-

voient aucune valeur , après l'avoir emporté pendant un temps sur l'espèce , & environ trois cens mille Actions , qui , quoique portées chacune à dix mille livres , s'étoient ensuite vendues quarante & cinquante livres en espèce (1) par la cruelle nécessité où bien des gens se trouvoient réduits.

L'excessive rareté de l'argent ôta bien-tôt à ceux qui n'avoient point d'autres effets que les précédens , le moyen de pourvoir à la subsistance journaliere de leur famille : un mal si universel plongea le Royaume dans l'état du monde le plus violent. On en peut juger par la Lettre d'un Prélat respectable que je joins ici , & qui nous indique une partie de tous les maux qui sembloient alors s'appeller les uns & les autres pour désoler la France.

(1) Une personne contemporaine m'assure qu'elle a vendu dans ce temps-là deux actions de dix-huit mille livres, pour six francs chacune.

*EXTRAIT*



---

*Extrait de la Lettre de M. l'Evêque de Castres à M. le Marquis de la Vrilliere, Secrétaire d'Etat.*

MONSIEUR,

J'AI reçu la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à l'occasion de l'incendie arrivée à Rennes. Je n'oublierai rien pour l'exécution des ordres de M. le Duc d'Orléans ; ils sont remplis de charité & de justice ; mais je ne puis vous dissimuler combien il est difficile de réussir ici. Je viens d'en faire une triste expérience. Messieurs les Agens-Généraux du Clergé de France nous ont écrit par ordre des Prélats assemblés à Paris, pour nous demander une quête en faveur des Diocèses affligés de la

F iij contagion,

contagion , & tous nos soins soutenus d'un motif aussi pressant , n'ont pû produire dans mon Diocèse que cent pistoles en especes , & cinq mille livres en billets. L'inondation de ces papiers a fait presque autant de mal dans nos cantons que les flâmes en ont pû faire en Bretagne. Si le spectacle n'est pas si affreux , les effets n'en sont guères moins funestes. Nos maux sont plus cachés , mais ils n'en sont pas moins réels , & ne sont que plus incurables. Qu'importe que nos maisons n'ayent pas été réduites en cendre , si de tout ce que nous avons de plus nécessaire , il ne nous reste qu'une matiere qui n'est propre qu'à être jettée au feu ? On a vû de grandes Villes renversées de fond en comble se relever dans peu de tems avec plus de magnificence que jamais , & nos neveux auront de la peine à voir de leurs jours cette Province rétablie , je ne dis pas dans cet état florissant  
qui

qui la rendoit autrefois si délicieuse , mais seulement dans cette indigence supportable , dont nous pouvions nous consoler , il n'y a que six mois , par de meilleures espérances. Quel changement un si court espace n'a-t-il pas apporté aux fortunes qui paroissent les mieux établies ? On ne sçauroit le comprendre sans le voir , & on ne sçauroit le voir sans être accablé de douleur. Plus de commerce , plus de travail , plus de confiance , plus de ressource ni dans l'industrie , ni dans la prudence , ni dans l'amitié , ni dans la charité même. Le commerce entierement interrompu rend l'industrie ou oisive ou inutile. La confiance détruite détruit l'amitié ou en suspend les effets , en persuadant aux particuliers qu'il est désormais de la prudence de ne se fier à personne , & de ne prêter ni à leurs amis , ni à leurs proches. . . . . La charité , toujours ingénieuse , ne sçauroit l'être

F iv      aujourd'hui

aujourd'hui que pour découvrir des besoins extrêmes, partout où elle étoit en possession de trouver des ressources : reduite à pleurer avec ceux qui pleurent, sans avoir jamais ni les occasions de se rejouir avec quelqu'un, ni les moyens d'essuyer les larmes des affligés & des pauvres ? . . . . .

. . . . .  
Je me prépare chaque jour à la douleur de voir mon Clergé hors d'état d'acquitter ses charges, & de remplir ses obligations, de conserver quelque décence dans le service divin, quelque regle dans la Discipline Ecclésiastique, & quelque subordination dans le Ministère, surtout dans ceux de mes pauvres Religieuses, qui chercheront inutilement des asiles près des parens ruinés, quand leur misere me forcera de les dispenser de la clôture. Nos malheurs, déjà si grands par eux-mêmes, deviennent tous



tous les jours plus fâcheux par celui  
qui désole la Provence, & qui nous  
menace de si près . . . . .

. . . . .

Encore si l'on nous demandoit des  
billets , nous n'aurions que trop de  
facilité d'en fournir ; mais on veut  
des especes , & nous n'en avons plus  
ici. Je tâchois de consoler mes tristes  
oùailles , en leur disant dans la pre-  
miere quête , que Dieu n'avoit permis  
la prompte métamorphose de leur or  
& de leur argent que pour les en dé-  
tacher , & pour les porter à lui faire  
plus facilement un sacrifice qui seroit  
méritoire , & qui pourroit devenir  
utile au prochain. Quel surcroît d'af-  
flictions quand elles sçauront que ce  
qui leur reste encore de leur substance  
ne peut même être employé en bon-  
nes oeuvres , & que ceux qui ont tout  
leur bien entre leurs mains ne peuvent  
s'en servir ni pour la conservation de  
leurs

leurs vies , ni pour le salut de leurs  
ames, &c. . . . . (1)

TOUT ce désordre n'étoit dû  
qu'aux projets de M. Lavo , sur les-  
quels il n'avoit consulté personne ,  
& dont il avoit été le seul Conducteur.  
Il y avoit lieu de croire que M. Des-  
forts , qui fut alors appelé au Minis-  
tere sous le titre de Commissaire-  
Général des Finances , auroit par ses  
lumieres & par ses soins apporté tous  
les remedes possibles à un si grand  
mal , si le public n'avoit eu le mal-  
heur de voir passer trop tôt le Minis-  
tere en d'autres mains.

(1) On ne peut s'empêcher à l'occasion de  
cette Lettre de remarquer la fatalité qui enchaî-  
ne les événemens malheureux , le rigoureux hi-  
ver de l'année 1709. fit éclore la famine au mi-  
lieu des disgraces qui désoloient la France , &  
pendant que le Système ravage le Royaume , la  
peste y vient joindre ses horreurs.

Les

Les changemens journaliers qui arrivoient dans les Finances, plongèrent l'Etat dans le dernier abbatement , lorsque M. Pelletier de la Houffaye (1) fut nommé Contrôleur-Général. La confiance avoit disparu , l'argent se tenoit caché ; l'unique ressource étoit du papier, qui ne pouvoit ramener le retour ni de l'un ni de l'autre. Les gens d'une fortune médiocre avoient été accablés de la chute des riches. Le désespoir étoit si grand , qu'il s'empara même des

(1) Felix le Pelletier, Seigneur de la Houffaye, Conseiller d'Etat ordinaire & au Conseil de Régence pour les Finances, Chancelier, Garde des Sceaux, Chef du Conseil & Sur-Intendant des Maisons & Finances de M. le Duc d'Orléans Contrôleur-Général des Finances le 12 Décembre 1720. reçu Prevôt & Maître des Cérémonies des Ordres du Roi le 25 Mars 1721, mourut le 20 Septembre 1723. Il étoit fils de Nicolas le Pelletier, Seigneur de Château-Poissy, & de la Houffaye, mort au mois de Décembre 1674.

esprits

esprits, (1) qui dans les besoins les plus pressans de l'Etat, ont toujours trouvé en eux-mêmes les remèdes aux maux les plus violens. Cependant M. Pelletier fit tout ce qu'on pouvoit attendre d'un Ministre habile & intégre, pour ramener la confiance des peuples, & pour rétablir les affaires du Royaume ; mais l'inondation des Billets de la Compagnie des Indes se montant à plusieurs milliards, le Gouvernement étoit bien éloigné d'en pouvoir assurer la valeur pour la totalité. La Justice distributive de-

(1) Un Conseiller au Parlement entièrement ruiné par le Système, ne put survivre à son désastre, & se donna la mort. Un autre avec plus de constance soutint ses malheurs. Il avoit, depuis long-tems, fait une pension de mille livres à sa Paroisse pour le soulagement des pauvres, il se vit dans la dure nécessité de se recommander lui-même à son Curé, & de se mettre à la tête des pauvres qu'il alimentoit auparavant.

mandoit



mandoit absolument qu'on fit une distinction de ceux qui avoient fait des fortunes immenses & subites dans le Systême, d'avec ceux dont l'ancien & le véritable patrimoine se trouvoit ainsi malheureusement converti, afin de réduire tous ces papiers au nombre & à la valeur que l'Etat pouvoit supporter. Dans de si fâcheuses circonstances M. le Régent assembla un Grand Conseil pour délibérer sur la masse des effets de toute nature dont le public étoit inondé. Sa tendresse pour le Peuple s'opposa d'abord à une résolution rigoureuse que le Conseil prenoit de supprimer & d'anéantir tout le papier, en ne conservant que les Contrats sur la Ville, & en laissant à la Compagnie des Indes la faculté de réduire les Actions, comme elle jugeroit à propos. Le cœur de ce Prince fut touché de compassion pour tant de familles, dont la fortune

tune feroit enveloppée dans la perte du papier , & quoique les malheurs des tems eussent peut-être pû permettre un remede aussi violent , il ne voulut point s'en servir. Il trouva dans son amour pour le bien public le plan du Visa , dont le but fut de distinguer les anciens & véritables Créanciers de l'Etat , & de les préférer aux autres dans la liquidation des dettes , tant du Roi , que de la Compagnie des Indes.

L'ouvrage immense du Visa (1)

(1) Le montant des effets présentés à ce fameux *Visa* , étoit de deux milliards , deux cens vingt-deux millions , cinq cens quatre-vingt-dix-sept mille quatre cens quatre-vingt-une livres.

Il en est sorti pour dix-sept cens millions sept cens trente-trois mille deux cens quatre-vingt-quatorze livres. Par conséquent il n'a déchargé le Roi que de cinq cens vingt-un millions huit cens soixante-quatre mille cent  
dura

dura à la vérité près de trois années, coûta plus de neuf millions, maintint des fortunes monstrueuses & nouvelles, & détruisit le patrimoine d'un grand nombre de familles honorables (1). Malgré ces maux iné-

*quatre-vingt sept livres*, suivant le procès-verbal du résultat de ce *Visa* du 11 Septembre 1728.

Ce *Visa* a coûté neuf à dix millions d'espèces, avec lesquelles on auroit pû retirer en Janvier & Février 1721, pour plus de 150 millions de Billets de Banque au cours de la place, qui ne donnoit que 69 livres 10 sols & 55 livres 10 sols du Billet de 1000 livres. *Dutot.*

(1) La France, cette Nation qui chante ses plaisirs, sa gloire & ses malheurs, & qui se consoleroit par un Vaudeville des ravages d'une peste, se consola encore cette fois en appliquant au *Visa* le passage du Cantique : *Esurientes implevit bonis, & divites dimisit inanes*

Un autre plaissant y joignit la Généalogie du Système conçue en ces termes,

vitables,

vitables, on ne peut cependant s'empêcher d'avouer qu'il étoit fondé sur

Belzebut engendra Law.

Law engendra la Banque.

La Banque engendra Billet.

Billet *autem* engendra Mississipi.

Mississipi engendra Siftême.

Siftême engendra Agio.

Agio engendra Soufcription.

Soufcription engendra Action.

Action *autem* engendra Escompte.

Escompte engendra Argent fort.

Argent fort engendra Compte ouvert.

Compte ouvert engendra Regiftre.

Regiftre *autem* engendra Monnoye Idéale.

Monnoye Idéale engendra Zero.

Zero engendra *nihil*.

Auquel puissance d'engendrer fut ôtée.

Pour fauver l'idée de puérilité que ces deux citations pourroient offrir au Lecteur, je vais lui présenter un paradoxe auquel elles me conduisent naturellement, & que je soumets à son examen & à ses lumieres. Ces sortes de plaisanteries n'auroient-elles pour baze l'enjoue-

l'utilité



l'utilité & la justice ; & s'il envelopa  
dans la rigueur de sa loi quelques fa-  
milles

ment de la Nation , & son insensibilité pour les pertes réelles ? Non. Je crois au contraire qu'il y entre plus de fermeté qu'on ne pense communément. Les secousses terribles que la France a éprouvées , les malheurs affreux qu'elle a toujours sçu se relever , les ressources immenses qu'elle a en elle-même ont fondé sourdement dans tous les esprits une confiance implicite justifiée par mille événemens , & qui sans être développée produit ces effets extérieurs , auxquels l'espoir d'un meilleur avenir contribue autant que la gayeté naturelle des François. Je vais plus loin , & je suis persuadé que cette liberté d'esprit bannit le désespoir dont l'effet est d'augmenter les objets de terreur , d'abatre le courage , & de précipiter souvent dans le plus mauvais parti ; & qu'elle est peut-être une des plus grandes ressources qu'ait la Nation pour se retirer des malheurs les plus accablants. L'espérance est la mere du succès , l'activité & le courage qu'elle inspire conduisent plus rapidement & plus sûrement à ce qu'on espere.

G

milles qui méritoient d'en être exceptées, c'est qu'une loi générale entraîne toujours quelques inconvéniens ; quelque soit l'attention du Législateur à la rendre utile & bienfaisante : cela n'empêche pas qu'elle ne soit fort juste, parce que sa Justice est dans sa Généralité. Enfin si le bien que produisit le Visa ne se fit pas sentir d'abord, c'est qu'il fallut un tems considérable pour se remettre de la grande maladie qu'avoit causé le Systême, heureux dans son principe, mais dangereux & terrible dans ses effets. Le Visa n'eût donc pas plutôt entrepris l'immense & vaste liquidation de tous les effets que le Systême avoit engloutis qu'il se trouva un grand vuide dans la circulation ; mais comme le mouvement tel qu'il soit, n'est jamais dans un Etat, sans quelques sortes d'effets avantageux, il arriva que les revenus & les droits du Roi rentrèrent  
avec

avec autant de facilité qu'avant le Syftême.

Les Taillables du Royaume ayant acquis une aifance momentanée , à la faveur du commerce des Billets de Banque , dont on achetoit la valeur numéraire avec lesquels on étoit autorisé à payer , tandis que les denrées & l'induftrie produifoient l'efpèce effective , les peuples payerent d'abord aifément les impositions ordinaires , après la fuppreffion du papier. De plus , le grand mouvement que le Syftême avoit mis dans tous les genres de commerce avoit augmenté confidérablement le travail des Manufactures , occupé tous les Artifans , & donné lieu à une confommation peut-être fans exemple. Ainfi à mefure que les effets vifés rentrèrent dans la poffeffion des Propriétaires , le mouvement reprit auffi de nouvelles forces.

M. le Duc d'Orléans avoit trop d'efprit pour que l'expérience ne l'eût

G ij

pas

pas convaincu , que si d'un côté le défaut de mouvement fait tomber un Etat dans une létargie mortelle, d'un autre côté la circulation ne subsiste que dans l'harmonie & la proportion , & que la confiance & le crédit n'ont de progrès solides & durables qu'autant qu'on n'en abuse pas. C'étoit aussi sur les principes de M. Colbert qu'il avoit dessein de gouverner à l'avenir les Finances. Le mouvement qu'il se proposoit d'établir , dans les affaires & dans le commerce , lui auroit fourni les moyens d'augmenter les revenus ordinaires du Roi sans charger les peuples , & de parvenir par-là , à rembourser année par année les capitaux des dettes de l'Etat.

Ses vûes supérieures lui faisoient envisager tous les inconvéniens qui résultent de la Régie. Il vouloit bannir cette méthode avide & dure , qui fait parvenir par des voyes sèches , & à frais immenses, les deniers des recouvrements



couvremens dans les coffres du Roi, & en levant l'obstruction que cause une pareille régie, faire au Roi un objet de crédit, sur chaque partie de ses revenus. Il étoit dans la résolution de ne ramener que par des degrés bien mesurés les espèces à leur ancienne valeur, (1) dans la vûe de n'apporter

(1) Le changement des Monnoyes a fait dans tous les tems, le dérangement du bon ordre: on l'a toujours crû contraire au bien public; & les plus grands hommes d'Etat, ont laissé pour instruction, qu'il ne falloit jamais y toucher.

Philippe le Bel qui mourut en 1314. convoqua une Assemblée de Notables des plus grosses villes du Royaume, pour avoir leurs avis sur la matiere des monnoyes; & il s'y fit de très-bons reglemens que la mort de ce Prince empêcha de mettre à exécution. Philippe de Valois qui ne s'étoit porté que malgré lui à des augmentations d'espèces, lui qui n'avoit point pris le droit de Seigneuriage en 1329, ni en 1332. avoit promis formellement de remettre les monnoyes à leur juste valeur; mais son regne fut si tra-

G iiij      versé

n'apporter aucun dérangement sensible au cours du commerce , & de ne

versé qu'il ne pût exécuter ses bonnes intentions. Si-tôt que le Roi Jean fut délivré des malheurs de sa prison & de la guerre , son premier soin , fut de réparer le désordre des monnoyes ; il les réduisit à leur juste prix par son Mandement de l'an 1361, & les y maintint. Enfin Charles VII. qui dans les grandes calamités qu'il éprouva , s'étoit vû forcé de porter la valeur du marc d'argent monoyé de 8 livres 15 sols à 361 liv. 10 sols , la remit tout d'un coup à 8 liv. 15 sols lorsqu'il eut chassé les Anglois du Royaume. Il suffit de réfléchir sur les monumens des anciens regnes , pour y découvrir cette loi constante , que nos Rois n'ont permis les mutations des monnoyes , que dans les tems où la situation des affaires ne leur laissoit pas d'autres ressources , & si l'on veut remonter jusqu'aux Rois de la Troisième Race qui n'étoient riches que des revenus de leur Domaine , on découvrira encore qu'on leur payoit tous les trois ans une taille , afin qu'ils ne changeassent , ni n'affoiblissent les monnoyes : ce qui s'appelloit

ne point préjudicier à la facilité des recouvremens. II

s'appelloit *Consuetudo & Relevatio Moneta*, \* \* *Bibliothèque du Droit François de Laurent Bonchel. tom. 2. p. 770.*  
 En effet, c'est un principe reconnu, que la saine politique ne doit pas permettre de toucher à la valeur des monnoyes une fois établie.

L'un de nos plus fameux Auteurs dit dans son *Traité de Seigneurie*, que la monnoye dépend du Droit des Gens, & qu'il est nécessaire que le Prince la proportionne avec ses voisins ; autrement ses sujets ne pourroient trafiquer avec eux.

Voyez les Historiens Monétaires.

*Le Blanc.*

*Bouteroue.*

*Sponde.*

*Du Moulin.*

*Melon.*

*Le Pere Daniel.*

*Ordonnances du Louvre, Tom. II.*

*Examen des Réflexions Politiques sur les Finances & le Commerce.*

*Esprit des Loix.*

*Dutot.*

G iv

Il auroit tellement veillé au progrès de l'Industrie, & des Manufactures, qu'il leur auroit accordé toutes sortes de faveurs & de secours, afin de maintenir le crédit des effets qui auroient intéressé l'Etat, & augmenter par la circulation avec l'espèce, les fonds du Royaume & les richesses publiques, & il se seroit servi à propos des sommes considérables qu'il avoit réservées dans les coffres du Roi, pour entretenir toujours l'abondance de l'argent.

Persuadé enfin de l'utilité de la Banque, & accoutumé à ne point juger d'un projet, par les événemens qui ne naissent pas d'un vice radical dans sa composition, il regardoit le Systême de M. Law, comme un établissement qui avoit eu de mauvaises suites, quoiqu'il fut bon en lui-même, & sa chute n'étoit pas pour lui une preuve qu'il eut dû tomber.

Instruit par ses réflexions, & par  
l'expérience



l'expérience de tout ce qui s'étoit passé sous ses yeux, il en avoit raisonné le plan, la marche & les fautes; & il s'étoit pleinement convaincu que cette opération guidée sur des principes vrais, conduite avec discrétion, & renfermée sévèrement dans les bornes exactes que la saine politique lui prescrivoit, ne pouvoit être que la source d'une circulation, & d'un mouvement qui eut vivifié tout l'Etat. Law, victime de son peu de fermeté & de la sottise publique, étoit banni du Royaume; mais il ne l'étoit pas de l'esprit de M. le Duc d'Orléans. Il comptoit rappeler tôt ou tard ce Ministre, & procurer par son moyen à la France les avantages que Gènes, Londres & la Hollande tiroient d'un établissement qui n'étoit tombé chez nous que par un enchaînement inconcevable & inattendu de causes, toutes plus bizarres les unes que les autres, & par des défauts qu'il étoit

étoit très-facile d'éviter.

Ce fut au milieu de ces projets que la profondeur de son génie lui eut rendu faciles , & qui auroient été infailliblement secondés par la disposition favorable de tous les esprits qui avoient conçu la plus haute idée de capacité & de son amour pour le bien public (1) que la mort vint l'enlever au bonheur de la France le 2. Décembre 1723, & anéantir les espérances que le Royaume avoit fondé sur ses grandes qualités dans tous les genres, qui le feront toujours passer  
non-

(1) Le supplice du Comte d'Hoorn , suffit seul pour prouver jusqu'à quel point M. le Duc d'Orléans savoit sacrifier au bien public : quoique cette action ne se présente pas sous des dehors brillans , elle n'est peut-être pas une des moins éclatantes de son Gouvernement , surtout dans un Royaume comme la France , où les excès de la Noblesse contre les conditions inférieures ne sont souvent que trop tolérés.

non-seulement pour un des plus Grands Princes ; mais encore pour un des plus grands hommes que l'Histoire nous ait fait connoître.

Je n'ai point parlé de M. le Cardinal Dubois (1) que la fortune & son génie tirèrent de la poussière de l'Ecole, pour en faire un Prince de l'Eglise, & le premier Ministre du Royaume. Toutes les opérations de guerre, de politique & de Finances doivent se rapporter à M. le Duc d'Orléans. Ce Prince sçut choisir des instrumens capables de le seconder ; mais il se réserva toujours le droit de les mettre en œuvre.

Pour donner une idée frappante de l'état

(1) Guillaume Dubois, Chanoine de S. Honoré, à Paris, depuis Archevêque, Duc de Cambray, Prince du S. Empire, & Cardinal, fut fait Secrétaire du Roi par commission en 1718, Premier Ministre en 1722 ; il mourut le 10 Août 1723.

DE LA

H

l'état où se trouvoit le Royaume à la mort de Louis XIV. & des reffources que fournirent à M. le Régent son vaste génie & ses talens, qui ne connoissoient pour bornes que celles que l'humanité prescrit aux plus grands hommes; je joins ici un précis des opérations qui se firent sur les monnoyes, que les loix de la nécessité dictèrent, qui produisirent un mal apparent & un bien réel; condamnées alors par l'ignorance, justifiées aujourd'hui par le succès.



**DETAIL**



**D**E'TAIL *sommaire des augmentations, diminutions, & autres variations arrivées en France sur le fait des Monnoyes, tant d'or que d'argent, depuis le mois de Mai 1718 jusqu'au pareil mois de l'année 1726, tiré des meilleurs Auteurs, & verifié sur les Edits, Déclarations & Arrêts, &c.*

#### VARIATIONS SUR L'OR.

**L**Es Louis d'or au Chevalier (ainsi nommés, à cause de l'empreinte qui étoit une croix de Chevalier avec trois fleurs de lis au centre) sont à la taille de 25 au marc; ils ont été fabriqués au mois de Mai 1718, & avoient cours d'abord pour 36 liv.

Par Arrêt du 4 Décemb. 1718, la Banque générale établie les 2 & 20 Mai 1716, est déclarée Banque Royale.

H ij

Arrêt

Arrêt du 7 Mai 1719, les Louis diminués à . . . 35 liv.

Le 24 Juillet 1719, diminués à . . . 34 liv.

Le 23 Septemb. 1719, mais publié le 25, diminués à . . . 33 liv.

Le premier Décemb. 1719, le Roi déclare qu'il a été fait pour six cents quarante millions de billets de banque.

Ce même Arrêt permet aux Créanciers d'exiger de leurs débiteurs leur paiement en billets de banque, même dans le cas où lesdits billets gagneroient sur les espèces.

Edit du mois de Décemb. 1719, qui ordonne une fabrication de quinzains d'or du titre de 24 Karats, à la taille de  $65 \frac{5}{11}$  au marc, qui auront cours pour . . . 15 liv.

*Nota.* Que cet Edit n'a jamais été mis en exécution, à cause de la difficulté de travailler l'or à ce titre.

Le 3 Décemb. 1719, les Louis diminués à . . . 32 liv.

Du

SUR LES FINANCES. III

Du même jour, à commencer le premier Janv. 1720, diminués à 31 l.

*Idem.* A commencer le premier Février 1720, diminués à . . 30 l.

Le 21 Décembre 1719, les billets de banque sont fixés à 5 pour cent, au-dessus de la valeur de l'argent courant ; auquel prix on les délivreroit à l'Hôtel de la Banque.

*Idem.* Il n'y a plus que les payemens au dessous de 10 liv. qui puissent être faits en argent, & au dessous de 300 l. qui puissent être faits en or. Les payemens au-dessus desdites sommes doivent être faits en billets de banque, à peine de confiscation du montant des payemens, & de 300 liv. d'amende.

Ceux qui doivent quelque chose au Roi, & qui n'auront point de billets de banque, seront obligés de payer cinq pour cent au-dessus, en payant en espèces.

*Idem.* Les Lettres de change, même  
H iij étrangères

étrangeres , doivent être payées en billets de banque.

Le 29 Décemb. 1719, ordonne de faire pour trois cent soixante millions de billets de banque, qui avec les six cens quarante millions du premier de ce mois, font en tout mille millions.

Le 22 Janv. 1720, les Louis augmentés à . . . . . 36 l.

*Idem.* Il est permis de transporter hors du Royaume les espèces, tant anciennes que nouvelles, & les matieres d'or & d'argent, même sans passeport.

Le Roi promet, par Article V. de ce même Arrêt, qu'il ne sera fait aucune augmentation du prix des espèces, au-delà de celle portée par l'Edit du mois de Mai 1718, qui mettoit l'argent monnoyé à 60 liv. le marc.

Le 28 Janvier 1720, les Louis diminués à . . . . . 34 l.

*Idem.* Les billets de banque auront cours



cours dans toute l'étendue du Royaume.

Le 31 Janv 1720, suspension, ou pour mieux dire, révocation de la permission de transporter l'or & l'argent hors du Royaume.

Le 25 Février 1720, les Louis augmentés à . . . . . 36 l.

*Idem.* Il n'est plus permis de prendre cinq pour cent au-dessus de l'argent courant, pour changer les espèces en billets de banque.

Le 27 Février 1720, défenses à qui que ce soit, même aux Communautés Ecclésiastiques, de garder en leur possession plus de 500 livres en espèce, à peine de confiscation de l'excédent, & de 10000 livres d'amende, ni aucune matière d'or ou d'argent.

*Idem.* Défenses à toutes personnes de faire des payemens des sommes de cent livres & au-dessus, autrement

H iv qu'en

qu'en billets de banque, à peine de 3000 liv. d'amende.

*Nota.* Que le Roi déclare dans ce même Arrêt que la quantité des espèces qui sont actuellement dans le Royaume, passe douze cent millions.

Le 5 Mars 1720, les Louis augmentés à . . . 48 l.

*Idem.* Le Roi reçoit les billets de banque de 100 liv. pour 100 liv. pour les taxes, impositions, &c.

Le 11 Mars 1720, à commencer le 20, diminués à . . . 42 l.

*Idem.* A commencer le prem. Mai, l'usage de l'or est entièrement aboli dans le Commerce, avec défenses aux Officiers des Hôtels des Monnoyes de souffrir qu'il soit fabriqué à l'avenir aucunes espèces d'or de quelque qualité qu'elles puissent être.

Le même Arrêt fait défenses à tous, tant François qu'Etrangers, de garder aucunes espèces d'or de France ou Etranger,

Etranger , ni aucune matiere d'or , passé le premier Mai prochain , à peine de confiscation ; ensemble de tous les effets mobiliers qui se trouveront en la possession des contrevenans.

Le 19 Avril 1720 , les billets de banque augmentés jusqu'à douze cens millions ; ils ont été encore augmentés à la suite jusqu'à deux milliards six cens quatre-vingt-seize millions quatre cens mille livres , quoiqu'il n'ait jamais paru d'Arrêt pour cela.

Le 21 Mai 1720 , les billets de banque réduits à moitié de leur premiere valeur : mais petit à petit à tant par mois de diminution , en sorte que le premier Dêcemb. prochain un billet de 1000 liv. par exemple , n'aura plus cours que pour 500 liv. & ainsi des autres.

Cet Arrêt causa une si grande consternation dans le public , & un dérangement si général dans le Commerce , que six jours après on a publié l'Arrêt suivant.

Le

Le 27 Mai 1720, révocation de l'Arrêt du 21 du présent mois, & les billets de banque rétablis en entier comme auparavant.

Le 29, les Louis d'or remis dans le Commerce sans rien dire, & mis sur le pied de . . . 49 l. 10 s.

Par le même Arrêt, Sa Majesté permet à ses Sujets & à tous autres de faire à l'avenir entrer dans le Royaume toutes les espèces & matières d'or & d'argent qu'ils voudront, sans être tenus de payer aucuns droits; au lieu qu'auparavant par Arrêt du 22 Janv. 1720, on étoit obligé de payer dix pour cent d'entrée sur toutes les espèces & matières d'or & d'argent.

Le premier Juin 1720, révocation de la défense de garder des espèces, & permis de garder telle somme que l'on voudra.

Le 10 Juin 1720, à commencer le premier Juillet, diminués à . 45 l.

*Idem.* A commencer le 16 Juillet, diminués



diminués à . . . . . 40 l. 10 s.

*Idem.* A commencer le prem. Avr.

1720, diminués à . . . . . 36 l.

Le 11 Juin 1720, suppression d'une partie des billets à mesure qu'ils entreront dans la caisse de la banque ; & ordonne qu'il sera fait pour cinq cent millions de billets d'une nouvelle façon. Ordonne que tous les payemens au-dessus de 100 liv. seront faits en billets de banque : le Roi les prend pour ses droits & impositions à à 10 pour cent au-dessus de leur valeur, pendant la présente année seulement.

Le 14 Juin 1720, à commencer le premier Août, diminués à 36 liv.

Le 14 Juin 1720, révocation de la défense faite aux Officiers des Hôtels des Monnoyes, de fabriquer aucunes espèces d'or, & ordre de faire incessamment des Louis à la taille de 25 au marc qui auront cours pour . . . . . 49 l. 10 s.

Le

Le 30 Juillet 1720, les Louis d'or  
augmentés à . . . . . 72 l.

*Idem* A commencer le prem. Sept.  
diminués à . . . . . 63 l.

*Idem*. A commencer le 16 Septemb.  
diminués à . . . . . 54 l.

*Idem*. A commencer le prem. Oct.  
diminués à . . . . . 45 l.

*Idem*. A commencer le 16 Octob.  
diminués à . . . . . 36 l.

Arrêt du 15 Août 1720. le Roi  
permet de faire dans toutes sortes de  
contrats & autres actes qui seront pas-  
sés pour sommes au-dessus de 1000 l.  
des stipulations pour payemens, & ne  
pourront être faits qu'avec lescdites  
espèces, & non en billets.

Edit du mois de Septemb. 1720,  
nouvelle fabrique de Louis au même  
poids que les autres, c'est-à-dire, à  
la taille de 25 au marc. L'empreinte  
est deux LL. couronnées d'une seule  
& même couronne & trois fleurs de  
lys disposées une à chaque côté, & la  
troisième

troisième au-dessous. Ils ont été mis  
d'abord à . . . 54 liv.

Les anciens au Chevalier, quoique  
précisément de même poids, décriés  
& portés à la Monnoyes, & reçus seu-  
lement pour . . . 36 l.

Le dix Octob. 1723, c'est ici le fa-  
meux Arrêt qui supprime entierement  
tous les billets de banque, qui n'au-  
ront plus cours après le premier Dé-  
cembre prochain.

Ce même Arrêt dit que la totalité  
desdits billets de toute espèce, s'est  
monté à la somme de deux milliards,  
six cens quatre-vingt seize millions,  
quatre cens mille livres. Il fait ensui-  
te une énumération de la quantité des  
billets qui ont été brûlés : en forte,  
(dit l'Arrêt) qu'il ne reste plus de bil-  
lets de banque dans le Commerce  
que pour la somme d'un milliard,  
cent soixante-neuf millions, soixante-  
douze mille cinq cent quarante livres,

Le 24 Oct. 1720, les vieux Louis  
au

(au Chevalier) sont augmentés & reçus à la Monnoye pour . . 46 l. 16 s.

Le 24 Octobre 1720, à commencer le premier Décemb. les nouveaux Louis diminués à . . 45 l.

*Idem.* A commencer le prem. Janvier 1721, diminués à . . 36 l.

Le 18 Novemb. 1720, augmentés & remis à . . 45 l.

Quoique mention expresse n'en soit pas faite dans l'Arrêt, mais seulement le prix des autres espèces, & par conséquent les espèces courantes comprises.

Le 21 Juil. 1723, diminués à 44 l.

*Idem.* Les Louis au Chevalier, qu'on porte à la Monnoye avec un huitième en certificats de liquidation feront reçus à la pièce pour . . 36 l.

*Idem.* ceux qu'on y portera sans papier feront reçus pour . . 37 l. 16 s.

Le 5 Août 1723, cet Arrêt fixe le poids que doivent avoir les Louis pour avoir cours dans le public, & ordonne qu'ils



qu'ils feront reçus au poids dans tous les payemens sur le pied de sept deniers, quinze grains; ce qui causa un grand embarras dans le Commerce. Ceux qui ne peseront que sept deniers quatorze grains, perdront cinq sols, & ceux qui se trouveront plus légers, seront portés à la Monnoye, & reçus au marc.

Edit du mois d'Août 1723, diminués à 39 l. 12 f.

*Idem.* Nouvelle fonte des espèces d'or, & fabrication de petits Louis à la taille de  $37\frac{1}{2}$  au marc, qui est la même chose pour la valeur de 25 au marc; trois nouveaux louis pesant précisément deux vieux; l'empreinte est précisément deux LL en sautoir couronnées, ces petits Louis de  $37\frac{1}{2}$  au marc ont cours pour 27 l.

Le 4 Février 1724, mais publié le 11, diminués à 24 l.

Le 4 Février 1724, les Louis de 25 au marc entièrement décriés; défense

fenſe d'en faire des payemens, ou d'en recevoir à peine de 3000 liv. d'amende, à l'exception toutefois des Bureaux des Recettes des deniers royaux, où ceux de ſept deniers quinze grains ſeront reçus pour . . . 35 l. 3 f.

Arrêt du 27 Mars 1724, mais publié le 4 Avril ſuivant, les petits Louis nouveaux diminués à . . . 20 l.

Le 22 Septemb. 1722, publié le même jour à ſept heures du matin, diminués à . . . 16 l.

Et déclare Sa Majeſté qu'il ne ſera plus fait de diminution ſur la valeur des eſpèces à l'avenir, ainſi qu'il ſera plus au long expliqué par l'Edit de Réglement, qui ſera inceſſamment publié.

Le 4 Décemb. 1725, à commencer le premier Janv. 1726, les petits Louis ſont néanmoins diminués à 14 l.

*Idem.* A commencer le premier Février 1726, diminués à . . . 12 l.

Edit du mois de Janv. 1726, Reſource

fonte générale & fabrication de nouvelles espèces d'or & d'argent: l'empreinte des Louis, les armes de France & de Navarre en deux écussons un peu en biais, couronnées d'une seule & même couronne; ces Louis sont à la taille de 30 au marc, & ont cours pour . . . . . 20 l.

De sorte que le marc d'or monnoyé est toujours comme auparavant à 600 liv.

Cet Edit permet le cours des anciennes espèces jusqu'au premier Mai prochain, sur le même pied où elles sont à présent de 12 l. Le petit Louis de 37  $\frac{1}{2}$  au marc du poids de cinq deniers, deux grains, conforme à la dernière diminution; mais on n'en voit point dans le Commerce, parce que le Roi les prenoit à un plus haut prix à la Monnoye, pourvu qu'ils fussent du poids de cinq deniers, deux grains pour 12 liv. 18 s.

Par Edit du mois de Février 1726.

I

Article

Article XI, il est défendu pendant fix années, sous peine de mort, de faire entrer dans le Royaume aucunes espèces de cette derniere nouvelle fabrique, quand même lescdites espèces auroient été véritablement fabriquées dans les Hôtels des Monnoyes de France.

Le 26 Mai 1726, les nouveaux Louis de cette derniere fabrique de trente au marc, sont augmentés, & auront cours pour . . . 24 l.

La proportion entre l'or & l'argent est d'environ  $14\frac{1}{2}$  à 1 ; autrefois c'étoit de 15 à 1.

#### VARIATIONS SUR L'ARGENT.

Les Ecus, dont l'empreinte & les armes de France & de Navarre en un même écuffon, sont à la taille de 10 au marc, ont été fabriqués au mois de Mai 1718, & avoient cours d'abord pour . . . 16 l.

Le



Le 4 Décemb. 1718, la Banque générale établie les 2 & 20 Mai 1716, est déclarée Banque royale.

Le 23 Septemb. 1719, publié le 25, diminués à . . . 5 l. 16 f.

Le premier Décembre 1719, les écus diminués à . . . 5 l. 12 f.

*Idem.* A commencer le prem. Janvier 1720, diminués à . . 5 l. 8 f.

*Idem.* A commencer le prem. Février 1720, diminués à . . 5 l. 4 f.

Le 25 Février 1720, les écus augmentés à . . . 6 l.

*Idem.* Les livres d'argent fin augmentés à . . . 1 l.

Le 25 Février 1720, il n'est plus permis de prendre cinq pour cent au-dessus de l'argent pour changer les espèces en billets de banque.

Le 27 Février 1720, défense à qui que ce soit, même aux Communautés Ecclésiastiques, de garder en leur possession plus de 500 liv. en espèces, n'y aucune matiere d'or ou d'argent,

gent, à peine de confiscation de l'ex-  
cédent, & de 10000 liv. d'amende.

*Idem.* Défenses à toutes personnes  
de faire des payemens de sommes de  
100 l. & au-dessus, autrement qu'en  
billets de banque, à peine de 300 l.  
d'amende.

Le 5 Mai 1720, les écus augmen-  
tés à . . . . . 8 liv.

*Idem.* Les livres d'argent augmen-  
tés à . . . . . 1 l. 10 s.

*Idem.* Le Roi reçoit les billets de  
banque de 100 liv. pour 110 l. pour  
les taxes, impositions, &c.

Le 11 Mai 1720, à commencer le  
premier Avril, diminués à . . . 7 l.

*Idem.* A commencer le prem. Mai,  
diminués à . . . . . 6 l. 10 s.

*Idem.* A commencer le premier  
Juin, diminués à . . . . . 6 l.

*Idem.* A commencer le premier  
Juillet, diminués à . . . 5 l. 10 s.

*Idem.* A commencer le prem. Janv.  
1721, les écus & demi écus entière-  
ment

ment décriés & supprimés dans le Commerce ; & même ils ne seront plus reçus dans les Hôtels des Monnoies, ni exposés en aucun payement, à peine de confiscation desdites espèces ; ensemble de tous les effets mobiliers qui se trouveront en la possession des contrevenans ; en sorte qu'il n'y aura que des tiers, sixièmes & douzièmes d'écus qui auront cours dans le Commerce, avec défenses aux Officiers des Hôtels des Monnoies de souffrir qu'il soit jamais fabriqué à l'avenir des écus ou autres espèces d'argent plus pesantes que de la taille de trente au marc, c'est-à-dire, des tiers d'écus.

Edit du mois de Decemb. 1719, qui ordonne une fabrique de livres d'argent du titre de douze den. de fin à la taille de  $65 \frac{2}{11}$  au marc qui auront cours pour . . . . . 1 l.

L'empreinte est l'Ecu de France en hauteur.

I iij

Le

Le 10 Décemb. 1719, à commencer le premier Janv. 1720, les pièces de 20 sols (non pas ces dernières) diminuées à . . . . 18 f.

*Idem.* A commencer le prem. Fev. 1720, diminués à . . . . 17 f.

Le 21 Décemb. 1719, les billets de banques fixés à cinq pour cent au-dessus de la valeur de l'argent courant, & ce n'est qu'à ce prix qu'on les délivroit à la banque.

*Idem.* Il n'y a plus que les payemens au-dessous de 10 liv. qui puissent être faits en argent, & au-dessous de trois cens livres qui puissent être faits en or. Les payemens au-dessus desdites sommes doivent être faits en billets de banque, à peine de confiscation du montant des payemens, & de 300 liv. d'amende.

*Idem.* Les Lettres de change, même étrangères, doivent être payées en billets de banque.

Le 29 Décemb. 1719 ordonne de  
faire



faire pour trois cents soixante millions de billets de banque, qui avec les six cents millions du premier de ce mois, font ensemble mille millions.

Le 22 Janv. 1720, les écus augmentés à . . . 6 l.

*Idem.* Il est permis de transporter hors du Royaume les espèces, tant anciennes que nouvelles, & les matieres d'or & d'argent, même sans passe port.

Le 28 Janv. 1720, les écus diminués à . . . 5 l. 13 s. 6 d.

Par le même Arrêt, les billets de banque auront cours dans toute l'étendue du Royaume.

Le 30 Janv. 1720, suspension ou pour mieux dire, révocation de la permission de transporter l'or & l'argent hors du Royaume.

Le 7 Février 1720, à commencer le premier Mars prochain, les livres d'argent fin de 20 s. diminués à 18 s.

Les livres d'argent fin, & les sixié-

# 130. 2 M É M O I R E S 2

mes d'écus ont cours actuellement  
pour trente sols, ci . . . 1 l. 10 f.

Et par ce même Arrêt du 11 Mars  
1720, sont diminués à commencer  
le 1 Mai prochain, à . . . 1 l. 7 f. 6 d.

A commencer le 1 Juin, diminués  
à . . . 1 l. 5 f.

A commencer le 1 Juillet, dimi-  
nués à . . . 1 l. 2 f. 6 d.

A commencer le 1 Août, dimi-  
nués à . . . 1 l.

A commencer le 1 Septembre,  
diminués à . . . 17 f. 6 d.

A commencer le 1 Octobre, di-  
minués à . . . 15 f.

A commencer le 1 Novembre,  
diminués à . . . 12 f. 6 d.

A commencer le 1 Décembre,  
diminués à . . . 10 f.

Edit du mois de Mars 1720,  
qui ordonne une nouvelle fabrica-  
tion de Louis d'argent, autrement  
tiers d'écus à la taille de 30 au Marc;  
l'empreinte est de quatre doubles LL  
vi I couronnées

couronnées avec 4 fleurs de Lys, une entre chaque deux couronnes : ils auront cours d'abord pour trois liv. 3 l. ce qui augmente l'écu à neuf liv. 9 l.

Et par ce même Edit du mois de Mars qui ordonne la fabrication, (chose peut être sans exemple) ils sont aussi diminués par avance de mois en mois de la maniere qui suit :

Le tiers d'écus de cette nouvelle fabrique ont donc cours d'abord pour . . . . . 3 l.

A commencer le 1 Mai 1720, diminués à . . . . . 2 l. 15 f.

A commencer le 1 Juin, diminués à . . . . . 2 l. 10 f.

A commencer le 1 Juillet, diminués à . . . . . 2 l. 5 f.

A commencer le 1 Août, diminués à . . . . . 2 l.

A commencer le 1 Septembre, diminués à . . . . . 1 l. 15 f.

A commencer le 1 Octobre, diminués à . . . . . 1 l. 10 f.

A

A commencer le 1 Novembre,  
diminués à . . . . . 1 l. 5 f.

A commencer le 1 Décembre,  
diminués à . . . . . 1 l.

Le 19 Avril 1720, les billets de banque augmentés jusqu'à douze cens millions, ils ont augmentés par la suite (quoiqu'il n'ait jamais paru d'Arrêt pour cela) jusqu'à deux milliards six cens quatre-vingt seize millions quatre cens mille livres.

Le 21 Mai 1720, les billets de banque réduits à la moitié de leur valeur, mais petit à petit, à tant par mois de diminution; en sorte que le 1 Décembre prochain un billet de 1000 liv. par exemple, n'aura plus cours que pour 500 livres & ainsi des autres.

Le 27 Mai 1720, révocation de l'Arrêt du 21 du présent mois, & les billets de banque rétablis en entier comme auparavant.

Le 29 Mai 1720, les écus remis  
dans



SUR LES FINANCES. 133

dans le commerce, sans rien dire,  
& diminués à . . . 8 l. 5 f.

Le 1 Juin 1720, révocation de  
la défense de garder des espèces au  
de-là de 500 liv., & permis de gar-  
der telle somme qu'on voudra.

Le 10 Juin 1720, à commencer  
le 1 Juill. les écus diminués à 7 l. 10 f.

*Idem.* A commencer le 16 Juill.  
diminués à . . . 6 l. 15 f.

Le 11 Juin 1720, suppression  
d'une partie des billets à mesure  
qu'ils entreront dans la caisse de la  
banque, & ordonne qu'il sera fait  
pour cinq cens millions de billets  
d'une nouvelle façon.

*Idem.* Ordonne que tous les paye-  
mens au-dessus de cent livres seront  
faits en billets de banque. Le Roi  
les prendra pour ses droits & impo-  
sitions à dix pour cent au-dessus de  
leur valeur, c'est-à-dire, un billet  
de 100 liv. pour 110 liv. pendant  
la présente année seulement.

Le

Le 30 Juillet 1720, les écus augmentés à . . . . . 12 l.

*Idem.* Le Louis d'argent ou tiers d'écus augmenté à . . . . . 4 l.

*Idem.* La livre d'argent fin augmentée à . . . . . 2 l.

*Idem.* A commencer le 1 Septemb. 1720, les écus diminués à 10 l. 10 s.

*Idem.* A commencer le 16 Septem. diminués à . . . . . 9 l.

*Idem.* A commencer le 1 Octob. diminués à . . . . . 7 l. 10 s.

*Idem.* A commencer le 16 Octob. diminués à . . . . . 6 l.

*Nota.* Que les tiers d'écu & les pièces d'argent audeffous ont augmenté & diminué toujours à proportion de l'écu de dix au marc.

Edit du mois de Septemb. 1720, les écus & demi écus remis dans le Commerce, & ordonne une nouvelle fabrication des espèces d'argent, c'est-à-dire, des Louis d'argent ou tiers d'écus à la taille de 30 marc,

au marc, avec défense de faire des pièces plus fortes, l'empreinte est les armes de France en écusson long couronné, & auront cours pour 3 l. ce qui met l'écu à 9 liv. ainsi augmenté à . . . 9 l.

Le même Edit ordonne de porter les anciens écus (aux armes de France & de Navarre) à la Monnoye, pour y être remarqués & reconformés de cette dernière empreinte, & quoique précisément du même poid de 10 au marc, on les y reçoit seulement pour . . . 6 l.

Le 10 Octob. 1720, c'est ici le fameux Arrêt qui supprime entièrement les billets de banque, qui n'auront plus cours après le 1 Décemb. prochain.

Ce même Arrêt dit que la totalité desdits Billets de toute espèce a monté à la somme de deux milliards, six cens quatre-vingt seize millions quatre cens mille livres. Il fait ensuite

suite une énumération de la quantité des billets qui ont été brûlés, enforte (dit l'Arrêt) qu'il ne reste plus de billets de banque dans le Commerce que pour la somme d'un milliard, cent soixante-neuf millions, soixante-douze mille cinq cens quarante livres.

Le 24 Octobre 1720, les vieux écus de 10 au Marc augmentés & reçus à la Monnoye pour 7 l. 10 s.

*Idem.* A commencer le 1 Janvier 1721, diminués à 6 l.

Le 18 Novemb. 1720, augmentés & remis à 7 l. 10 s.

Quoique mention expresse n'en soit pas faite dans l'Arrêt, mais seulement le prix des autres espèces, & par conséquent les espèces courantes comprises.

Le 21 Juillet 1723, les vieux écus qu'on porte à la Monnoye avec un huitième en certificats de liquidations, seront reçus à la pièce pour six



fix livres l'écu. . . . . 6 l.

*Idem.* Ceux qu'on y portera, mais sans aucun papier de certificat, &c. seront reçus à la pièce pour 6 l. 6 s.

Le 9 Août 1723, révocation de la défense faite le 11 Mars 1720, Officiers des Hôtels des Monnoyes, de ne plus fabriquer des écus, & ordre d'en fabriquer de 10 au marc, & des mêmes empreintes que ceux réformés en conséquence de l'Edit de Septembre 1720, & auront cours pour . . . . . 7 l. 10 s.

Edit du mois d'Août 1723, diminués à . . . . . 6 l. 18 s.

Le 4 Février 1724, mais publié le 11, diminués à . . . . . 5 l.

Arrêt du 22 Septemb. 1724, & publié le même jour à 7 heures du matin, diminuée à . . . . . 4 l.

» *Idem.* Déclare Sa Majesté qu'il  
» ne sera plus fait de diminutions  
» sur la valeur des espèces à l'ave-  
» nir; ainsi qu'il sera expliqué par  
l'Edit

» l'Edit de Reglement qui sera incessamment publié,

Edit du mois de Septemb. 1724, refonte générale de toutes les espèces d'argent, & nouvelle fabrication des écus à la taille de 10  $\frac{3}{8}$  au marc, fixés (à ce que dit l'Edit) à quatre liv.

Le même Edit ordonne de fabriquer des demis, des quarts, des huitièmes & des seizièmes d'écus: le tout suivant la valeur de l'écu de 4 l. l'empreinte de toutes les pièces de cette nouvelle fabrique est quatre fleurs de Lys. en croix couronnées, & huit L. dont deux entre chaque deux couronnées.

Sa Majesté, par cet Edit, change l'ancienne proportion entre l'or & l'argent.

Le 4 Décemb. 1725, à commencer le 1 Janv. 1725, les écus de cette dernière fabrique sont diminués à 3 l. 10 s.

*Idem*

*Idem.* A commencer le 1 Février  
1726, diminués à . . . 3 l.

Edit du mois de Janvier 1726,  
régistré en la Cour des Monnoyes  
le 4 Février, publié à Paris le même  
jour, & on a commencé à payer en  
nouvelles espèces dès le lendemain.

Cet Edit ordonne une fabrication  
de nouvelles espèces d'or & d'ar-  
gent, des écus, des demi, cinquièmes,  
dixièmes & vingtièmes à proportion.  
L'empreinte de toutes ces pièces est  
les trois fleurs de Lys en cercle un  
peu ovale, couronnées avec des lau-  
riers à côté. Les écus sont à la taille  
de  $8 \frac{3}{10}$  au marc, & ont cours pour  
5 livres.

Ensorte que le marc d'argent mon-  
noyé est toujours comme aupara-  
vant à . . . 41 l. 10 s.

Cet Edit permet le cours des an-  
ciennes espèces jusqu'au 1 Mai pro-  
chain, sur le même pied où elles sont  
à présent de 3 liv. l'écu, conforme

K à

à la dernière diminution du 4 Décembre 1725; mais on n'en voit point dans le Commerce, parce que le Roi les prenoit à la Monnoye sur le pied de 3 liv. 4 sols.

Par Edit du mois de Févr. 1726; article XI, il est défendu pendant six années, sous peine de mort, de faire entrer dans le Royaume aucunes espèces de cette nouvelle fabrique, quand même lescdites espèces auroient été véritablement fabriquées dans les Hôtels des monnoies de France.

Le 26 Mai 1726, les nouveaux écus de cette dernière Fabrique de  $8 \frac{3}{10}$  au marc sont augmentés à 6 l.

On n'a rien dit dans ce mémoire des variations des menues monnoyes de billon & de cuivre, dont le détail auroit été ennuyeux; il suffit de remarquer qu'elles ont presque toujours suivi le sort de l'écu, dans toutes ses augmentations & diminu-  
tions



tions, de la maniere la plus proportionnée dont elles sont capables, sans causer trop d'embarras dans le commerce.

Il est naturel de dire un mot de la proportion qui est entre l'or & l'argent : elle étoit autrefois comme de 15 à 1 ; mais parce que depuis quelques années la porportion de quantité a changé entre ces deux métaux, le Roy a jugé à propos de changer aussi l'ancienne proportion de valeur, & l'a réduite & fixée à environ  $14\frac{1}{2}$  à 1 par son Edit du mois de Septembre 1724.

Sa Majesté dit à  $14\frac{1}{2}$  à 1, parce qu'à la vérité il y a quelque petit avantage du côté de l'argent ; c'est-à-dire, que 14 marcs & demi d'argent, valent quelque chose de plus qu'un marc d'or. Pour vérifier ceci, nous en allons faire le calcul, afin de le rendre sensible à tout le monde.

K ij Au

Au tēms de l'Edit du mois de Septembre 1724, le louis d'or courant étoit de  $37 \frac{1}{2}$  au marc, & avoit cours pour 16 l. enforte que le marc d'or monnoyé valoit juste 600 l. les écus courans étoient de  $10 \frac{3}{8}$  au marc, & avoient cours pour 4 l. ainsi le marc d'argent monnoyé valoit 41 l. 10 f. & les quatorze marcs & demi valoient 601 l. 15 f. ce qui est 35 f. de plus que le marc d'or. Voici encore une fois le même calcul par rapport aux espèces actuellement courantes.

Les Louis d'or aujourd'hui sont de 30 au marc, & ont cours pour 24 l. de sorte que le marc d'or monnoyé vaut 720 l. Les écus actuellement sont de  $8 \frac{3}{10}$  au marc, & ont cours pour 6 l. de sorte que le marc d'argent monnoyé vaut 49 l. 16 f. & les quatorze marcs & demi valent 722 l. 2 f. ce qui est comme on voit 42 sols de plus que le marc d'or. Mais après tout,

tout, il est impossible de fixer une proportion plus juste entre ces deux métaux, sans causer dans le commerce des embarras presque insurmontables. Ainsi, en général, on doit compter que l'argent est, à l'égard de l'or, comme quatorze & demi à un . . . . .  $14 \frac{1}{2}$  à 1.

La proportion dont on vient de parler, est de la valeur de l'un de ces métaux à l'égard de l'autre. J'ajouterai encore un mot de la proportion du poids, qui est celui de l'or à celui de l'argent, comme de vingt à onze, c'est-à-dire que de deux morceaux d'égales dimensions partout, dont l'un est d'or, l'autre d'argent ; ou, pour parler le langage de la Monnoye, un lingot d'or & une barre d'argent de même longueur, largeur & épaisseur partout, si le lingot d'or pèse vingt onces, la barre d'argent ne pèsera qu'onze onces, quoique je trou-

K iij ve

ve dans un Auteur moderne assez exact, que la proportion est de 19 à 10; mais il parle de l'or pur à 24 karats, & de l'argent monnoyé, où il y a toujours quelqu'alliage, & par conséquent quelque différence dans le poids.

A l'égard du billon, qui sont les sols, on les a tous mis à 24 deniers, & la monnoye de cuivre qui est le liard, est toujours de 3 deniers (a).

On peut juger par ce détail de la crise violente où se trouvoit l'Etat. M. le Duc d'Orleans en soutint la chute, sans espoir d'applaudissemens, & par le seul amour du bien public. Il est étonnant qu'il ait osé même le tenter; mais, dit M. de Voltaire, ce qui est téméraire pour les ames communes, n'est que hardi pour les

(1) Cet article est presque entierement tiré de l'excellent Dictionnaire du Commerce, que tout le monde n'a pas entre ses mains; je n'ai eu que le soin de vérifier les faits.

grands



**SUR LES FINANCES.** 145  
grands Hommes. Dès 1722 nos Manufactures commençoient à fleurir ; les dettes de la Nation étoient acquittées ; la perception des impôts devenoit tous les jours plus facile ; enfin l'or & l'argent , tantôt proscrits & tantôt sans usage , sembloient s'être reproduits dans nos climats,



**K iv MAJORITE'**

## MAJORITÉ DU ROI.

**L**A Majorité du Roi que M. le Régent avoit fait avancer d'une année, laissoit entre les mains de ce jeune Prince les rênes du Gouvernement. Sa bonté, sa douceur, les vertus qui faisoient briller son aurore, & dont il ne s'est jamais démenti, portèrent la joie du peuple, jusques à l'ivresse; il annonçoit déjà le titre de Bien aimé, qu'il a justement mérité.

On sçait que dès leur avènement au trône, nos Souverains sont maîtres de leur Couronne; mais leur bonté ne leur a jamais permis d'en faire le malheur de l'Etat; le meilleur des peuples (1) a presque

(1) Ce précieux fonds, dit M. le Maréchal de Vauban, en parlant des François, ces peuples les meilleurs à leur Roi qui soient sous le ciel, en quelque partie que puissent être les autres. *Dîme Royale*, pag. 20.

toujours

toujours eu l'avantage d'avoir les meilleurs Rois.

Pour remplacer M. le Duc d'Orléans (1) il falloit faire choix d'un premier Ministre, qui par son rang & son autorité pût soutenir & perpétuer les suites heureuses, & les bons effets de la Régence. M. le Duc (2) accepta cet emploi, & en remplit les fonctions jusques en 1726, où le ministere passa entre les mains de M. le Cardinal de Fleuri (3) qui l'exerça jusques à sa mort. Le Roi se chargea alors des soins du Gouverne-

[1] Regent le 1 Septembre 1715, jusqu'au 16 Février 1723, mort le 2 Décembre 1723.

(2) Louis Henri, Prince de Condé, petit-fils du Grand Condé, né le 18 Août 1692, appelé d'abord Duc d'Enghien, puis Duc de Bourbon ou M. le Duc simplement, mort le 27 Janvier 1740.

(3) André Hercule de Fleuri, Evêque de Fréjus, Précepteur du Roi, ensuite premier Ministre, & Cardinal, mort en 1743.

ment;

ment, & les arrangemens pris en conséquence subsistent aujourd'hui.

Dès le mois de Mars 1722, M. Dodun ( 1 ) avoit été nommé Contrôleur Général des Finances; ce Ministre occupa cette place dans ces tems orageux où les commencemens du calme se ressentent encore des dernières fureurs de la tempête.

Il se passa peu de chose depuis sa nomination jusqu'à la majorité du Roi. Les différens emplois qui avoient été indiqués, ne s'étant pas trouvés suffisans pour retirer tous les Billets répandus dans le public, il fut fait, pour les éteindre entièrement, deux créations de Rentes via-

(1) Charles-Gaspard Dodun, Marquis d'Herbault, ci-devant Contrôleur Général des Finances, fut pourvû de la charge de Grand Trésorier des Ordres du Roi le 24 Mars 1724. & prêta serment le 26. du même mois.

Il étoit fils de Charles - Gaspard Dodun, Conseiller au Parlement de Paris.

geres



geres au denier vingt-cinq sur les Tailles, & depuis transferées sur les Aydes & Gabelles; la premiere par Edit du mois de Juillet 1723. de quatre cent mille livres de rente, & la deuxiême par Edit du mois de Janvier 1724. de pareille somme.

Toutes les opérations du système avoient donné lieu de changer le denier de la constitution dans le public; il fut mis d'abord du denier vingt au denier cinquante, par Edit du mois de Mai 1720. ensuite au denier trente par autre Edit du mois de Juin 1724. Mais comme de semblables variations étoient onéreuses aux particuliers, & arrêtoient le cours des affaires, le rétablissement en fut ordonné sur le pied du denier vingt par Edit du mois de Juin 1725.

La vue de soulager le peuple de la levée du Dixiême donna lieu au mois d'Aout 1717 de le supprimer, à compter du premier Janvier 1718.

Mais

Mais l'Etat n'ayant pu se liberer des differentes dettes que la suite d'une longue guerre avoit occasionnées, nonobstant le bénéfice qu'avoit produit le surhaussement des espèces, la réduction des Rentes, celle des Effets Royaux, & l'extinction des Billets de l'Etat, ce Ministre se trouva dans la nécessité d'avoir recours à des voies extraordinaires pour subvenir aux charges de l'Etat.

Dans cet esprit, il intervint une Déclaration le 5 Juin 1725, qui ordonna la levée du cinquantième sur tous les Biens fonds, Terres, Prés, Bois, & autres biens produisant revenus, pendant l'espace de douze années, à commencer du 1 Août de la même année, & qui devoient finir au premier Octobre 1737; les Rentes en furent exceptées. Cette imposition avoit pour objet de rembourser les Rentes de l'Hôtel de ville assignées sur les Fermes, & celles  
sur

sur les Tailles, à ceux des propriétaires qui consentiroient d'en recevoir le remboursement, avec remise sur le capital.

M. Pelletier Desfort succéda à M. Dodun, au mois de Juin 1726. Il avoit été nommé dès le mois de Juin 1720, Commissaire Général des Finances. Les soins qu'il avoit pris à son avenement au Ministère pour reparer les maux qu'entraînoit après soi le système de M. Law, faisoient beaucoup esperer de ses talens & de ses grandes vues. L'attente du Public ne fut point déçue; & si ce Ministre ne rétablit pas entierement les affaires, c'est que les Finances, épuisées par les révolutions précédentes, ne pouvoient pas si promptement se remettre en vigueur. Dès qu'il fut nommé Contrôleur Général, il examina la situation des affaires, & chercha les moyens les plus salutaires, pour soulager l'Etat.

II

Il intervint une Déclaration le 21 Juin 1726, qui révoqua la perception du cinquantième en nature de fruit, & ordonna que la levée en feroit faite en argent par imposition, ou par forme d'abonnement, pendant la même année 1726 ; mais de nouveaux besoins la firent continuer par Arrêt du 7 Juillet 1727, jusqu'au premier Janvier 1728.

La suppression du cinquantième fut suivie de plusieurs réductions sur les rentes, qu'il est inutile de rapporter ici.

M. Orri lui succéda en 1730 : la probité la plus sévère, le désintéressement porté jusqu'au scrupule, l'attachement le plus sincère pour les intérêts du Roi & l'amour du bien public, réglèrent toutes ses démarches.

Les premières preuves qu'il en donna, furent les rentes établies par Arrêt du Conseil du 21 Novembre 1730, sur les Fermes des Aides & Gabelles,



**SUR LES FINANCES. 1733**

Gabelles, & sur les Tailles. Comme son amour pour le bien public, & ses grandes vues pour le soulagement de l'Etat, ne lui laissoient voir qu'avec douleur, les differents droits dont on étoit chargé, & les remboursemens qui devoient s'en suivre, il chercha à les diminuer, sans cependant que cela pût nuire aux revenus dont on avoit actuellement besoin. Mais des intentions si droites, & si dignes de cet habile Ministre, furent interrompues au sujet de la guerre déclarée à l'Empereur Charles VI. & à l'Empire le 20 Octobre 1733. Ainsi au lieu de pouvoir procurer quelque soulagement, il se vit dans la nécessité d'avoir recours à des moyens extraordinaires, pour subvenir aux nouvelles dépenses qu'on alloit être obligé de faire. Des différentes sortes d'impositions, il préféra le rétablissement du Dixième, parce qu'il s'étendoit sur tous les sujets de l'Etat à

à proportion de leurs revenus, & étoit préférables à d'autres impositions particulières, dont le recouvrement auroit été plus difficile & plus dispendieux. Il intervint donc une Déclaration le 17 Novembre 1733, qui en ordonna la levée, à commencer du 1 Janvier 1734, & en excepta les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris.

Cependant le produit du Dixième ne suffisoit pas encore aux dépenses excessives que l'on étoit obligé de faire. M. Orri jugea à propos d'y ajouter de nouvelles créations de rentes : moyen prompt d'avoir du secours ; d'autant moins onéreux, que le public, qui y trouve quelque avantage, s'y porte avec empressement, & que d'ailleurs il n'en coute à Sa Majesté d'autres frais que la gratification qu'on donne aux Notaires. Ces nouvelles rentes furent assignées sur les Fermes des Aides, Gabelles & cinq grosses Fermes. Comme

Comme le Ministère de M. Orry, est remarquable par le nombre & la diversité des opérations, que d'ailleurs étant plus près de nous, il semble devoir nous intéresser encore plus que les précédens ; j'espère que le Public ne fera pas fâché de trouver ici les différens moyens dont il continua de se servir pour soulager l'Etat, & subvenir à ses nouveaux besoins. Les bornes de cet ouvrage ne me permettant pas d'entrer dans de grands détails à cet égard, je me contenterai d'indiquer ces opérations par ordre Chronologique.

Par un Edit du mois de Mars 1733. il fut créé 1050000 l. de rentes viagères en forme de Tontines, à différens âges & deniers, avec accroissement du total de chaque division, aux rentiers survivans.

Sa Majesté étant engagée dans de grandes dépenses, accepta l'offre qui  
L lui

lui fut faite par l'Ordre du S. Esprit, de lui donner un million. L'Ordre supplia le Roi de recevoir ce million, à titre de confirmation de ses privilèges, & d'exemption ou achat du Dixième. Quatre cens mille livres furent données en espèces, & Sa Majesté créa deux Offices de Trésoriers généraux du Marc d'or, & un de Contrôleur Général, dont la finance devoit servir à suppléer aux six cens mille livres restantes. Il parut en conséquence un Edit au mois de Janvier 1734.

Dans l'assemblée du Clergé, qui se tint au mois de Mars de la même année, suivant la forme, & dans le lieu ordinaire, il fut arrêté que l'on payeroit en trois ans douze millions de Don gratuit extraordinaire, indépendamment du Don gratuit ordinaire que le Clergé devoit fournir l'année suivante.

Par un autre Edit du mois d'Août  
1734.



SUR LES FINANCES. 157

1734. il fut crée 1463000 l. de rentes viagères, aussi en forme de Tontine, à differens âges & deniers, avec accroissement des trois quarts du total de chaque division aux rentiers survivans : l'autre quart fut à la décharge de l'Etat.

Par un Arrêt du Conseil du 26. Octobre 1734. le Roi prorogea l'exécution de l'Arrêt du 8. Octobre 1733. jusques & compris le premier Janvier 1736. Il fut arrêté qu'à commencer de ce même jour, le prix des anciennes espèces & matières d'or & d'argent, seroit réduit ainsi qu'il auroit dû l'être le premier Janvier 1734. Sa Majesté ordonna au surplus, que les Edits, Déclarations & Arrêts rendus, tant au sujet des confiscations, que de l'exposition des anciennes espèces, continueroient d'être exécutés selon leur forme & teneur.

Par Edit du mois de Novembre 1735, il fut créé 600000 l. de rentes

Lij perpe-

perpétuelles au denier vingt, sur la Ferme des Postes, remboursables par la voie du sort, en forme de loterie d'année en année, dans l'espace de quinze ans.

Edit du mois de Décembre 1735: qui proroge jusqu'au dernier Décembre 1736. le prix des anciennes espèces d'or & d'argent.

Au mois de Janvier 1736. la Province d'Artois accorda au Roi un Don gratuit de quatre cens mille livres.

Les Etats de Bretagne marquerent tant d'empressement à faire un Don gratuit au Roi, que Sa Majesté jugea à propos d'y mettre des bornes. Le Don gratuit avoit été fixé d'abord à 2500000 liv. mais le Roi diminua d'abord les cinq cens mille livres, promit ensuite, par la bouche du Duc d'Etrées, de se relâcher d'un million, & supprima le centième denier, que les personnes qui héritoient dans cette  
Province

**SUR LES FINANCES. 159**

Province, étoient obligées de payer au Roi.

Les Etats de Bourgogne accordèrent un Don gratuit de 900000 liv.

Au mois de Novembre, M. Orri fut nommé Ministre d'Etat : il fut réglé que dans la suite il travailleroit, conjointement avec le Comte de Maurepas, aux affaires qui auroient rapport aux bâtimens du Roi.

Il parut aussi le 6 Novembre un Arrêt du Conseil, qui prorogeoit le prix des anciennes espèces & matieres d'or & d'argent, jusqu'au dernier Décembre 1737.

Les Articles préliminaires de la paix avec l'Empereur Charles VI, & avec l'Empire, ayant été arrêtés le 3 Octobre 1735 ; Sa Majesté, toujours sensible aux besoins de ses peuples, crut devoir supprimer le Dixième. Elle n'attendit pas même que la paix fut conclue ; car dès le premier Janvier 1737, il parut un Arrêt du Conseil,

L iij

pour

pour la suppression du dixième, & la paix ne fut conclue que le 18 Nov. 1738.

Le 14. Avril de cette année 1737. il fut rendu un Arrêt en faveur du commerce qui se fait entre le Canada, l'Isle Royale, & les Isles du Vent en Amérique. Il fut ordonné que les marchandises du crû des Isles du Vent, destinées pour l'Isle Royale, seroient déchargées du droit d'un pour cent pendant dix ans, & que celles desdites Isles, destinées, tant pour l'Isle Royale que pour le Canada, seroient pareillement déchargées de trois pour cent du Domaine d'Occident, sur les denrées du crû des Colonies, comme aussi du droit imposé sur les sucres envoyés des Isles.

Arrêt du 23. Avril, qui facilite la perception des arrérages des rentes viagères que les Etrangers avoient sur l'Hôtel de Ville.

Bail des Fermes renouvelé, & augmenté de trois millions; signé à  
Fon-



Fontainebleau le 15. Septembre.

Les Etats de Bourgogne, dans leur assemblée du mois de Novembre, accordèrent au Roi trois millions de Don gratuit, & 1600000 livres pour la Capitation qui devoit être levée l'année suivante.

Arrêt du Conseil, qui éteint, amortit & annule au profit de Sa Majesté, à la décharge de M. Olivier, Receveur général de la Chambre de Justice, tous les Contrats de rente sur l'Hôtel de Ville de Paris, Quittances de finances pour jouir de divers droits & augmentations de gages & provisions; Quittances de finances d'Offices supprimés, & autres semblables effets remis entre les mains de M. Olivier.

Par un autre Edit du mois de Décembre de cette même année 1737. il fut établi une loterie Royale, dont le fonds étoit de 13000000 l. Pour procurer l'extinction d'une par-

Liv            tie

tie des capitaux de rentes de l'Hôtel de Ville , jusqu'à concurrence de 10000000 liv. elle fut composée de vingt mille Billets, de six cent cinquante livres chacun , dont la valeur fut fournie; sçavoir , cent cinquante livres en argent , & cinq cent livres en capitaux de rentes. Il y avoit mille lots, dont neuf cent quatre vingt seize payables en argent, à la déduction de trois pour cent, & quatre en rentes viagères. Les billets auxquels il ne seroit pas échu de lots devoient, après le tirage de la loterie, être convertis en rentes viagères, à raison de vingt livres pour chaque Billet; ainsi il fut créé 400000 l. de rentes purement viagères.

Autre Arrêt du Conseil, du 22. Décembre 1737. qui ordonne que les propriétaires des rentes, intérêts & augmentations de gages au denier 50. assignés sur les Tailles & autres fonds,

fonds, & employés dans les différens Etats, qui voudront s'intéresser à la Loterie établie par Edit du même mois, y seront admis concurremment avec les propriétaires des rentes au denier quarante sur les Aides & Gabelles, en consentant à la réduction aux deux cinquièmes des capitaux desdites rentes, intérêts & augmentations de gages au denier cinquante, dont ils sont propriétaires.

Déclaration du Roi du 7. Janvier 1738. qui ordonne que quelques menus droits continueront d'être levés.

Comme il y avoit dans le public des effets Royaux qui n'avoient pû être acquités, il fut créé par Edit du mois de Juillet 1738. 100000 l. de rentes perpetuelles au denier quarante, sur la Ferme des postes; ces rentes devoient servir à achever de retirer tous les billets des Trésoriers généraux de l'extraordinaire des guerres,

res, & de tous autres, faits pour le service de la guerre avant l'année 1723. Elles devoient s'étendre même aux billets des vivres de l'année 1719, & aux ordonnances & récépissés du Trésor Royal antérieurs à l'année 1723.

Les Etats de Bretagne accordèrent cette année deux millions de Don gratuit.

Edit portant fabrication des sols de vingt-quatre deniers. Cet Edit renferme huit articles. Sa Majesté ordonna que les sols fabriqués pour trente deniers, seroient incessamment remis aux Hôtels des Monnoyes, où la valeur en devoit être payée sur le pied de 9. liv. 18. s. 11. den. le marc; que ces sols seroient fondus, & convertis en nouveaux sols du titre de 2. deniers 12. grains, au remède de quatre grains, & à la taille de 112. pièces au marc, & les demi-sols de même titre, à la taille de 224. au marc; que ces  
sols



**SUR LES FINANCES. 165**

sols auroient cours dans tout le Royaume pour vingt-quatre deniers, les demis à proportion; qu'il ne pourroit entrer forcément dans les payemens de 400 liv. & au-dessous, pour plus de 10. liv. de ces espèces, & pour plus d'un quarantième sur les payemens au-dessus de 400. liv. Qu'à l'avenir, à commencer du jour de la publication du présent Edit, on ne pourroit mettre aucunes monnoyes dans les sacs d'argent, lesquels ne pouvoient plus même, passé cedit terme, être composés d'aucunes espèces mêlées, de sorte que les sacs de 1200. liv. contiendront 200. écus en espèces.

Comme le Roi avoit annoncé l'année dernière que les espèces diminueroient cette année-ci, le bruit courut dans Paris qu'elles alloient diminuer. Cela alla si loin, que M. le Cardinal de Fleuri en écrivit à M. Herault, Lieutenant de Police. Il lui déclare  
dans

dans cette lettre, » que le Roi n'avoit  
 » ordonné la diminution des sols que  
 » pour remettre ce billonnage dans  
 » un degré de proportion avec les  
 » autres espèces ; que comme il étoit  
 » persuadé qu'il n'y avoit que des  
 » usuriers & des gens mal-intention-  
 » nés qui pussent fouhaiter de voir  
 » changer le prix des espèces, il en-  
 » joignoit au Lieutenant de Police de  
 » découvrir les auteurs de ces faux  
 » bruits. « C'est pourquoi le mois sui-  
 vant, le Roi n'étant point dans l'in-  
 tention de rien changer au prix des  
 anciennes espèces & aux matieres d'or  
 & d'argent, ordonna par Arrêt du Con-  
 seil du 11. Novembre 1738. qu'elles  
 demeureroient fixées au prix porté par  
 l'Arrêt du 15. Juin 1726. nonobstant  
 la diminution indiquée par l'Arrêt du  
 15. Décembre 1737.

Les Etats de Bretagne accordèrent  
 cette année à Sa Majesté deux millions  
 de Don gratuit, pour subvenir aux  
 dépenses

dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires.

En 1739. les Etats de Bourgogne accordèrent à Sa Majesté le Don gratuit ordinaire, d'un million.

Par un Edit du mois d'Août 1739, il fut établi une Loterie Royale, dont le fonds étoit de 21000000 l. pour procurer comme la première, l'extinction de partie des capitaux de rentes de l'Hôtel de Ville, jusqu'à concurrence de 20000000 liv. Elle fut composée de vingt mille billets, de mille cinquante livres chacun, dont la valeur fut fournie, savoir : cinquante livres en argent, & milles livres en capitaux de rentes. Il y avoit dix huit cent quatre-vingt cinq lots, dont treize cent quatre-vingt dix-sept payables en argent, à la déduction de trois pour cent, & quatre cent quatre-vingt huit en rentes viageres. Les billets auxquels il ne seroit point échu de lots, devoient  
après

après le tirage de la lotterie, être convertis en rentes viagères, à raison de quarante livres pour chaque billet : à l'effet de quoi il fut créé 800000 l. de rentes purement viagères.

Arrêt du Conseil, par lequel Sa Majesté ordonne que le paiement des fix derniers mois de cette année, des arrérages des rentes de l'Hôtel de Ville, qui ne doit avoir lieu qu'au premier Janvier de l'année 1740. commencera dès ce mois d'Octobre pour ceux des Rentiers qui rapporteront à leurs Payeurs les quittances de remboursement des capitaux de leurs rentes, en la maniere portée par l'Edit du mois d'Août de cette même année.

Autre Arrêt du Conseil, qui ordonne que les quittances de remboursement, passées en exécution dudit Edit du mois de Décembre 1737. portant établissement d'une Lotterie royale, vaudront & serviront aux rentiers



tiers , de la même manière que si elles étoient passées en exécution de l'Edit du mois d'Août dernier , portant établissement d'une nouvelle Loterie ; & en conséquence , que les arrérages qui devoient cesser , à compter du premier Janvier 1738. ainsi qu'il est porté auxdites quittances , ne cesseront qu'à commencer du premier Janvier 1740.

Au mois de Juin l'Assemblée du Clergé accorda , d'une voix unanime , un Don gratuit de 3 500 000 liv. qui avoient été demandé par Messieurs les Commissaires du Conseil , au nom du Roi.

Nouvelle création de rentes purement viagères à differens âges , par Edit du mois de Novembre 1740. Ce fonds étoit de 600 000 liv.

Les froids excessifs & les débordemens qui désolèrent la France pendant l'année 1740 , avoient ruiné une partie des familles de la campagne.

Le

Le Roi , vivement touché du sort de tant de malheureux , ordonna que l'on prit de ses propres revenus , pour leur donner au moins le nécessaire , & soulager une partie de leurs besoins. C'est par de semblables traits que ce Monarque se plait à manifester sa grandeur. Mais , si l'on peut s'exprimer ainsi , pour cette fois l'étendue de sa charité excéda les bornes de sa puissance. Les fonds ne suffisant pas aux grandes aumônes que l'on distribuoit aux Hopitaux , & dans toutes les campagnes , on établit par Arrêt du Conseil du 22 Janvier 1741 , une Loterie composée de cinquante mille billets de deux cent livres chacun , dont la valeur fut fournie en argent. On distribua le tems en six termes de six semaines , & six semaines pour fournir un fonds de 10000000 liv.

La France n'étoit pas à beaucoup près remise des maux dont elle avoit  
gemi

## SUR LES FINANCES. 171

gémi pendant l'année dernière, que le feu de la guerre se ralluma de nouveau par la mort de l'Empereur, décédé le 20 Octobre 1740.

Aussitôt la Reine de Hongrie, & le Roi d'Angleterre se liguerent contre la France. On sentit dès-lors dans quelles dépenses nouvelles l'Etat alloit se trouver engagé. Ainsi, quoique la guerre n'ait été déclarée ouvertement que les 15 Mars & 26 Avril 1744, cependant on rétablit le Dixième par une Déclaration du 29 Août 1741. Il fut même étendu par l'article huit sur l'industrie; mais les rentes en furent exceptées.

Par un autre Edit du mois d'Octobre de cette même année 1741, il fut créé 820000 l. de rentes, purement viagères à differens âges & deniers.

Pour augmenter de plus en plus les revenus que Sa Majesté consacroit au soulagement des pauvres, il fut

M créé

créé par Arrêt du 13 Février 1742 une Loterie, composée de trente six mille Billets, de cent cinquante livres chacun; la valeur en fut fournie en quatre termes de mois en mois en différentes portions, pour former un fonds de 5400000 l. Les lots furent payés en argent après le tirage, (ainsi que de celle qui avoit été établie en 1740) à la déduction de douze pour cent, qui furent retenus pour les pauvres.

Par un autre Arrêt de cette même année 1742, il fut créé 600000 l. de rentes perpétuelles au denier vingt sur la Ferme des postes, remboursables d'année en année, dans l'espace de quinze ans, sur la même Ferme.

Au mois de Janvier 1743, il fut établi une Loterie Royale, dont le fonds étoit de 9000000 liv. Elle fut composée de trente mille Billets de trois cent livres chacun, dont la valeur fut fournie en argent. Il y avoit  
quatre



quatre mille lots en deniers comptans, & cinq mille en rentes purement viagères. A l'égard des vingt un mille auxquels il ne devoit point échoir de lots, on leur assigna quinze livres de rentes viagères en forme de tontine, pour raison de quoi il fut créé 250000 l. de rentes purement viagères, & 315000 l. de rentes viagères en forme de tontine, divisées en plusieurs classes & à differens âges, avec accomodement de moitié aux rentiers survivans, l'autre moitié à la décharge de l'Etat.

Par un autre Edit de Février de cette même année 1743, il fut établi une pareille Loterie Royale, dans la même forme de celle ci-dessus, & avec les mêmes conditions.

Cependant les besoins de l'Etat qui s'augmentoient de plus en plus, déterminèrent le ministère à établir encore une Loterie Royale. On rendit en conséquence un Arrêt du Conseil

M ij le

le 5 Novembre de cette même année 1743. Le fond de la Loterie étoit de 15600000 liv. Elle renfermoit vingt quatre mille billets de 650 l. chacun, dont la valeur seroit fournie, savoir : 350 l. en argent, en levant le billet, & 300 l. en rentes au denier quarante, sur les Fermes des Aydes & Gabelles, après le tirage; comme aussi en taxations sur le Trésor Royal, sans retranchement, & en rentes, intérêts & augmentations de gages au denier cinquante sur les Tailles, sur le pied des réductions portées par un autre Arrêt du même jour; & encore en rentes sur la Ferme des Postes, concurremment avec celles sur les Aydes & Gabelles, suivant un autre Arrêt du 8 Décembre 1743. A l'égard des Billets auxquels il ne seroit point échu de lot, il fut ordonné qu'ils seroient remboursés au Trésor Royal, à ceux qui en seroient porteurs en  
dix

**SUR LES FINANCES. 175**

dix années, à commencer du premier Janvier 1744, à raison de soixante livres par an pour chaque billet.

Au mois de Nov. 1744, il parut un Edit portant création de rentes, dont le fonds étoit de 1357200 liv. Savoir : 400000 l. en rentes purement viagères, divisées en plusieurs classes, & à différens âges, & 877200 l. en rentes viagères en forme de tontines, aussi divisées en plusieurs classes & à différens âges, avec accroissement du total aux rentiers survivans.

Par un autre Edit du même mois, il fut établi une taxe de 25000 liv. sur chaque Secrétaire du Roi, & à proportion sur quelques autres Charges. Cette taxe devoit rapporter six millions.

Sur la fin de cette même année, il parut neuf Edits & deux Déclarations, qui avoient rapport à différentes Charges & Commissions impor-

M iij tantes

tantés dans l'Etat. On supprima les unes, on confirma les autres dans leurs anciens privilèges; on en créa aussi de nouvelles.

Par un Edit du mois de Février 1745, il fut créé 892800 livres de rentes viagères en forme de Tontine, en plusieurs classes & à différens âges, avec accroissement du total à chaque division aux Rentiers survivans.

Le Clergé accorda cette année 1745. un Don gratuit de quinze millions.

Au mois de Mars il parut un Edit du Roi, portant création d'Inspecteurs & Contrôleurs des Maîtres & Gardes dans les Corps des Marchands, & des Inspecteurs & Contrôleurs des Jurés dans la Communauté des Arts & Métiers du Royaume; mais les Corps des Marchands & des Communautés aimèrent mieux fournir les deniers qu'auroit produit cette nouvelle création; & dès le mois d'Avril les Marchands

four-



fournirent pour leur part 800000. liv. Les autres suivirent leur exemple à proportion de leurs facultés.

Enfin M. Orri ayant demandé au Roi la permission de se retirer, Sa Majesté la lui accorda, en le gratifiant d'une pension de vingt mille livres par an.

Telle fut la plus grande partie des opérations qui se firent pendant le Ministère de M. Orri. L'étendue de ses lumières l'éclairoit également sur les besoins des peuples, & sur les intérêts de son Roi. Si les bornes que je me suis prescrites dans cet ouvrage, me le permettoient, il me seroit aisé de faire voir par une récapitulation un peu détaillée, combien il y avoit de sagesse dans ce plan d'administration, & combien il résulta d'avantages des moyens dont il se servit pour soulager l'Etat, continuellement accablé par les dettes antérieures & par les

M iv dé-

dépenses excessives qu'entraînoient les besoins alors présens. Mais comme ce détail me mèneroit trop loin, il suffira de faire remarquer que la création de ces différentes Tontines, & l'établissement des Loteries étoient un moyen de trouver de gros fonds, sans charger beaucoup l'Etat. Car d'un côté ces rentes purement viagères & les Tontines, ne laissent le Roi débiteur d'aucun fonds, puisqu'ils lui rentrent à mesure, aux décès de chaque rentier. Et quant aux Loteries, on ne peut trop le répéter, elles ont toujours été la principale ressource de l'Etat; mais elles méritent par là même beaucoup d'attention, si l'on veut continuer à y trouver des secours.

M. de Machault, qui s'étoit déjà rendu recommandable dans plusieurs Places fort élevées, fut choisi par le Roi, en 1745. pour remplacer M. Orri. Il apporta dans le Ministère de

de grands talens , & confirma le Public dans l'idée avantageuse qu'il avoit de son mérite. La Charge de Garde des Sceaux que Sa Majesté daigna lui confier dans la suite, accrut encore l'estime que l'on avoit d'abord conçue pour lui.

En 1746. la guerre qui se continuoît avec la plus grande vigueur en Flandres & en Bohême, surchargeoit continuellement l'Etat de nouvelles dépenses; il fallut donc recourir aux moyens mis en œuvre avec succès pendant le Ministère précédent. Sa Majesté crut ne pouvoir mieux se procurer les fonds dont elle avoit besoin, qu'en créant de nouvelles Rentes perpétuelles, semblables à celles qui avoient été créées par les Edits des mois de Nov. 1735. & Juin 1742. (a) Elle s'y déterminâ d'autant plus volontiers, qu'il ne subsis-

(a) On a parlé de ces Rentes précédemment. Voyez pages 157 & 172.

toit

toit plus que partie des rentes créées par ces Edits, au moyen des remboursemens qui avoient été faits de six mois en six mois, comme on s'y étoit engagé. Il parut donc un Edit au mois de Décembre 1746. portant création de 500000. liv. de rentes héréditaires au denier vingt, sur la Ferme générale des Postes; elles furent exceptées du Dixième, & les capitaux devoient être remboursés en deniers comptans, dans le cours de quinze années, à compter du premier Janvier 1747.

Mais ces nouveaux fonds ne suffisant pas, le Roi rendit un autre Edit le même mois, portant création de 1200000. liv. de rentes au denier vingt. Les principaux devoient être remboursés en dix années. Et pendant ce tems, le Roi ordonna, pour le payement des arrérages & le remboursement des capitaux de ces rentes, la levée des deux sols pour livre en



en sus du Dixième (a). Comme le Dixième devoit cesser d'être perçu aussi-tôt après la publication de la Paix, il fut déclaré par l'article IV. du présent Edit, que lorsque le Dixième viendroit à cesser, les deux sols pour livre continueroient d'être perçus sur tous les Sujets assujettis au Dixième, & ce jusqu'au dernier jour de Décembre de l'année 1756. inclusive-ment. Ces nouvelles rentes devoient être exceptées de la retenue du Dixième, & des deux sols pour livre.

En l'année 1747. le Clergé accorda un Don gratuit de onze millions.

Par Edit du mois de Juillet de la même année, il fut créé douze cens mille livres de rentes purement viagères, dont les fonds étoient destinés à subvenir aux dépenses qu'entraînoit

(a) Le Dixième se levoit depuis 1741. en vertu de la Déclaration du 29. Août de cette même année. Voyez page 171.

après

après foi une nouvelle augmentation de troupes. Le Roi s'étoit déterminé pour cette sorte de rentes , parce que l'extinction d'une partie de celles de même nature , qui avoient été créées précédemment , le mettoit en état de payer les arrérages de celles-ci , sans augmenter considérablement les charges auxquelles ses revenus étoient affectés. Ces rentes furent prises sur les deniers provenans des droits d'Aydes, Gabelles, & cinq grosses Fermes, & distribuées en différentes classes, suivant les différens âges.

A peu près vers le même tems, il parut un Edit , qui réunissoit aux autres droits de Sa Majesté le privilège de la vente exclusive du tabac, & portoit création & aliénation au profit de la Compagnie des Indes, de neuf millions de rentes annuelles & perpétuelles au denier vingt.

Quoique jusqu'à présent on n'ait point parlé des opérations qui avoient  
rapport

rapport à la Compagnie des Indes, parce qu'elles sont la plûpart particulières à cette Compagnie, & que d'ailleurs elles auroient conduit beaucoup au-delà des bornes étroites que l'on s'étoit proposé ; cependant comme la disposition de l'Edit dont il est fait mention ici, a un rapport plus immédiat avec les autres parties des finances, il paroît comme nécessaire de s'étendre un peu sur cet article. Pour prendre une idée claire de la mutation qui arriva alors, par rapport à la vente du tabac, il faut sçavoir que les fonds de la Compagnie des Indes avoient été fixés, par Edit du mois de Décembre 1717. à la somme de cent millions, qui avoient été reçus depuis au Trésor Royal, à dix millions près. Sa Majesté, pour acquitter cette somme, avoit aliéné à la Compagnie des Indes, à titre d'engagement, le privilège exclusif de la vente du tabac, dont le produit étoit

étoit alors de deux millions cinq cens mille livres. Lorsque la Compagnie fut devenue propriétaire de ce privilège, elle travailla si efficacement à l'augmenter, que dès 1730. le prix de la Ferme du tabac fut porté à huit millions. Il parut même alors susceptible d'augmentation. Mais comme il n'étoit pas aisé de déterminer jusqu'où elle pourroit aller, le prix en fut fixé, par rapport à la Compagnie, aux mêmes huit millions qu'elle en avoit retiré par le bail de 1730. Ce produit s'étant encore considérablement augmenté, Sa Majesté se déterminâ, pour le bien de ses finances, à retirer cette Ferme de la Compagnie des Indes, pour la joindre à ses autres revenus. Cependant afin que la Compagnie des Indes n'y perdît point, & pour lui procurer un état stable, qui devenoit la sûreté des Actionnaires; on liquida les indemnités, demandes & prestations de  
ladite



ladite Compagnie, à la somme de quatre-vingt millions, qui étant joints aux quatre-vingt-dix millions, prix de son aliénation, & aux dix restans de son ancien fonds fait en 1717. qui lui étoient encore dûs, formoient un capital de cent quatre-vingt millions. Ce fut pour trouver ces fonds que le Roi se détermina à créer, au profit de ladite Compagnie, neuf millions de rentes annuelles & perpétuelles, en confirmant au surplus ses droits & ses privilèges.

Edit qui ordonne qu'au premier Octobre de cette même année 1747. il sera levé quatre sols pour livre, outre les droits créés en 1730. sur les marchandises & denrées qui entrent dans la ville & fauxbourgs de Paris, pendant l'espace de neuf années.

Au mois d'Octobre il parut un Arrêt du Conseil, portant établissement d'une Loterie royale. Le plan en est  
parfait

parfaitement bien conçu, & parut d'autant plus agréable, qu'il offroit à chacun des intéressés un emploi utile de leur argent, & à plusieurs un accroissement considérable de fortune. Le Roi d'ailleurs y trouvoit des secours pour la continuation de la guerre, qui n'étoient point onéreux pour les finances, ni à charge aux peuples, dont sa bonté lui fait toujours considérer les avantages. Le fonds de cette Loterie est de trente millions. Il y eut soixante mille billets de cinq cens livres chacun, payables en deniers comptans, en un seul paiement en retirant le billet. Pendant l'espace de douze ans, il devoit se faire chaque année un tirage pour les Primes & pour les Lots. Il seroit hors de place de s'étendre davantage sur le plan de cette Loterie : tout le monde sçait que chaque billet doit gagner ; que pendant les deuxiême & subséquentes années, jusques & compris

compris la onzième, Sa Majesté attribue vingt livres à chacun des billets qui entrent dans la roue pour concourir au gain des Primes & des Lots. Les fonds de cette Loterie sont déposés entre les mains de M. de Montmartel, que son zèle, sa probité & son grand crédit, ont rendu si recommandable à l'Etat.

Autre Arrêt du Conseil du mois de Décembre de cette même année 1747. qui ordonne la perception pendant dix années (à compter du premier Janvier 1748.) des quatre sols pour livre, outre & par-dessus la portée des taxes de la Capitation, au lieu des deux sols pour livre qui se payoient en exécution de l'Arrêt du Conseil de 1715.

Nous avons vu précédemment que par un Edit du mois de Décembre 1746. le Roi avoit ordonné la levée des deux sols pour livre en sus du Dixième; qu'il avoit, par le même

N Edit,

Edit, créé douze cens mille livres de rentes héréditaires au denier vingt, sur le produit desdits deux sols pour livre, qui avoit été affecté & hypothéqué, tant au payement de ces rentes, qu'au remboursement des capitaux. Mais comme la création de ces rentes n'absorboit pas la totalité du produit des deux sols pour livre, le Roi se détermina à faire encore une aliénation de trois cens mille livres de rentes héréditaires, & rendit en conséquence un Edit au mois de Janvier 1748. Ces rentes, au principal de six millions, devoient être remboursées dans le courant de dix années, à compter du premier Juillet de la même année. Elles furent aussi exceptées du Dixième & des deux sols pour livre.

Les dépenses occasionnées par la guerre se multiplioient de plus en plus, & les ressources devenant plus rares, par le fréquent usage qu'on en avoit



avoit fait , il fallut recourir à des moyens, plus onéreux pour les peuples , & moins agréables aussi à la bonté du Prince que les circonstances obligeoient de s'en servir. On mit de nouvelles impositions ; mais le ministère eut l'attention de ne les placer que sur les choses de luxe & de seconde nécessité. On publia donc un Edit, qui fixoit un impôt de 3. s. par livre de cire non fabriquée , de 5. s. sur la bougie, d'un sol sur la chandelle, de 18. s. par rame de papier, & de 2. s. sur la poudre à poudrer ; on en mit aussi sur le carton. Comme cette imposition s'étendoit généralement sur toutes les marchandises de cette sorte qui étoient ou qui devoient entrer dans le Royaume , & qu'elle auroit pû diminuer le profit que nos Manufactures retirent de l'Etranger, on rendit au mois de Juillet suivant, un autre Arrêt du Conseil, qui ordonnoit que les droits levés sur la

N ij      cire

cire qui venoit de chez l'Etranger pour être travaillée, & qui devoit y retourner ensuite, fussent restitués.

Sur la fin de Mars il parut divers Arrêts, dont voici à peu près les dispositions. On dispensa de l'exécution de la Déclaration du 29. Août 1741. (qui ordonnoit la levée du Dixième sur tous les biens du Royaume) l'Ordre de Malte, & plusieurs Clergés, à condition qu'ils payeroient les sommes qu'on leur taxa. Le Clergé de Strasbourg, pendant dix ans consécutifs, 2250. liv. par an; celui de Metz, 55000. liv. dans le courant de l'année; celui de Toul, 12000. liv. celui de Verdun, 28759. livres; celui de la Principauté d'Orange, 3000. liv. l'Ordre de Malte, 100000. liv. le tout en forme de Don gratuit. Ce dernier Ordre devoit être déchargé en même tems de l'imposition des deux sols pour livre en sus du dixième.

Au mois de Mai de cette même année,

année, il fut rendu un Arrêt du Conseil, qui permettoit à la Compagnie des Indes de créer douze cens mille livres de rentes viagères, à prendre sur les neuf millions de rente que lui avoit constitué Sa Majesté. Les Directeurs de cette Compagnie avoient été autorisés, pour satisfaire aux dépenses qu'ils avoient projetées, à créer sur ladite Compagnie dix-huit cens mille livres de rentes viagères ou perpétuelles, qui devoient être acquises au moyen de dix mille Actions, & de six millions d'argent, distribuées par la voie de Loterie. Mais l'augmentation survenue sur le prix des Actions ne leur permettant pas d'espérer le succès de cette Loterie, ils demandèrent & obtinrent la permission de faire un emprunt, par lequel il seroit créé 1200000 livres de rentes viagères, soit au denier dix, sur une seule tête, sans distinction d'âge; soit à raison de sept & demi

N iij pour

pour cent, sur deux têtes.

Le Clergé accorda au mois d'Août seize millions de Don gratuit.

Edit du même mois, qui rétablit les trente Offices de Contrôleurs, Visiteurs & Marqueurs de toutes sortes de papier, qui avoient été supprimés par l'Edit du mois de Février dernier.

La satisfaction qu'avoit montrée le Public lors de l'établissement de la Loterie royale, & l'empressement qu'on avoit eu à s'y intéresser (qui n'avoit pas même laissé le tems à tous ceux qui auroient désiré y prendre part, d'y placer leurs fonds) déterminèrent Sa Majesté à établir une seconde Loterie sur le même plan. On admire encore ici la conduite du Roi, qui, dans les moyens auxquels il est obligé d'avoir recours, préfère toujours les arrangemens qui, loin d'être onéreux à ses Sujets, peuvent leur procurer quelques avantages. Cette Loterie ne diffère de la première, qu'en



SUR LES FINANCES. 193  
qu'en ce que le fonds est de vingt  
millions seulement.

Arrêt du Conseil, du mois d'Août,  
qui ordonne que le droit de Marc d'or  
sera payé à l'avenir, ainsi & sur le  
pied porté par le règlement arrêté au  
Conseil, pour toutes les Charges &  
Offices, Casuels héréditaires de Jus-  
tice, Police de France, sous quelque  
titre & dénomination qu'ils soient  
établis.

En 1749. le Roi voulant alléger,  
autant que les besoins de l'Etat pou-  
voient alors le permettre, les impôts  
& les taxes dont le peuple étoit char-  
gé, ordonna par un Edit du 4. Fé-  
vrier, que les droits sur le cuivre,  
établis en vertu des Edits de Février  
1745. & ceux sur la poudre à pou-  
drer, sur la cire, les suifs, papiers,  
cartons, seroient supprimés, & que  
la perception en cesseroit à compter  
de la publication du présent Edit.

Dans le même mois il parut une  
N iv Dé-

Déclaration en interprétation des Réglemens, pour la perception des droits de Marque & de Contrôle, sur les ouvrages d'or & d'argent.

Déclaration du 4. Mai, qui ordonne la perception d'un droit d'une livre dix sols, par chaque livre de seize onces, sur tous les Tabacs étrangers qui entreront dans le Royaume pour une autre destination que celle de la Ferme générale.

Enfin nous venions de voir éteindre ces feux, qui depuis 1733. n'avoient presque point cessé d'embraser une grande partie de l'Europe. La Paix signée à Aix-la-Chapelle en 1748. remplissoit tous les esprits de la plus vive allégresse. Le commerce alloit se remettre en vigueur; plusieurs des impôts, que les besoins de l'Etat avoient rendus un mal nécessaire, alloient être supprimés. Telle étoit au moins l'attente de la France, & son espérance ne fut pas trompée.

Sa

Sa Majesté, qui acquéroit les moyens de travailler au bonheur de ses Sujets, n'attendit pas même la publication de la paix, pour ordonner la suppression de l'ustensile & de quelques autres droits qui lui avoient paru être le plus à charge. Cependant par les calculs que l'on fit alors, il se trouva que plusieurs des dettes, même de celles qui avoient été contractées sous le règne de Louis XIV. n'étoient pas encore acquittées. Les charges de l'Etat étoient au contraire d'autant plus augmentées, que le Roi, pour satisfaire aux besoins qui s'étoient faits sentir depuis, avoit presque toujours préféré la voie des emprunts. Non seulement il étoit indispensable d'acquitter le paiement de ce qui restoit dû des dépenses de la guerre, & de celles dont elle avoit occasionné le délai; mais il falloit encore pourvoir au rétablissement de la marine, & la mettre en état de favoriser le  
com-

commerce. Ces motifs, quoique très-importans, n'ébranlèrent cependant pas la résolution qu'avoit prise Sa Majesté de faire cesser l'imposition du Dixième aussi-tôt après la publication de la paix. Cependant comme la suppression entière de ce droit mettoit le Roi hors d'état de pouvoir acquitter les dettes anciennes & nouvelles, qui n'auroient pas manqué de surcharger à la fin l'Etat, il fut créé une Caisse des Amortissemens, séparée entièrement du Trésor royal & de toutes les autres Caisses. Ce plan fut d'autant mieux suivi, qu'en éteignant les dettes & les charges de l'Etat, il mettoit le Roi dans le cas » de pouvoir trouver dans la suite, dans les » fonds de ses seuls revenus ordinaires, administrés avec l'économie » qu'il se proposoit d'y apporter, des » ressources capables d'assurer dans » les tems de nécessité, la gloire de » l'Etat, & la tranquillité des Alliés  
de



de la Couronne, sans être forcé de  
recourir à des moyens extraordi-  
naires, qu'il n'employe jamais qu'à  
regret. Mais comme une grande  
partie des fonds étoit assignée pour  
l'entretien de la marine, & la subsis-  
tance des troupes qui étoient sur les  
frontieres, on fut obligé, pour com-  
mencer une opération si importante  
au bien du Royaume, d'avoir recours  
à l'imposition du Vingtième de tous  
les biens & revenus. Le produit en  
devoit passer tout entier dans la Caisse  
des Amortissemens, jusqu'à ce qu'une  
diminution sensible des charges, qui  
absorboient les revenus annuels de la  
Couronne, eût produit un fonds li-  
bre, avec lequel on pût se passer de  
l'imposition. Il parut en conséquence  
un Edit au mois de Mai 1749. qui  
ordonnoit la suppression du Dixième,  
à compter du premier Janvier 1750.  
& l'imposition du Vingtième à com-  
pter dudit jour. Les deux sols pour  
livre

livre furent continués, en vertu de l'Edit du mois de Décembre 1746.

Nous venons de voir que l'intention du Roi, en ordonnant l'établissement d'une Caisse générale des Amortissemens, étoit de délivrer l'Etat des charges & des dettes dont il étoit obéré. Mais il n'auroit rempli qu'une partie d'un objet si important, s'il n'avoit pas aussi pensé à acquitter les dettes exigibles, qui restotent encore à payer des dépenses auxquelles la guerre avoit donné lieu. Pour se procurer les fonds nécessaires à cet effet, Sa Majesté fit publier dans le même tems un Edit, portant création de dix-huit cens mille livres de rentes au denier vingt, au principal de trente-six millions, remboursables en douze années. Les sommes nécessaires pour le payement des ar-rérages & le remboursement des capitaux, furent assignées sur les fonds de la Caisse des Amortissemens. Ces rem-

remboursemens devoient se faire de six mois en six mois, pendant l'espace de douze années. Lesdites rentes furent exceptées du Vingtième & des deux sols pour livre du Dixième.

Comme le nombre des Actions de la Compagnie des Indes étoit considérablement diminué, tant par ce qu'en avoit retiré Sa Majesté, que par ce que la Compagnie elle-même en avoit retiré, on ignoroit le nombre des Actions qui étoient alors dans le Public. La Compagnie étoit obligée, pour le renouvellement des Actions, d'en faire imprimer tous les trois ans un plus grand nombre. D'ailleurs il subsistoit aussi une différence de prix entre ces Actions; de manière que celles dont les numéros étoient sortis de la roue dans le tirage de la Loterie établie par l'Arrêt du 2. Mai 1730. mais dont les propriétaires n'avoient point reçu le remboursement, valoient moins sur la place

place que les Actions qui n'avoient point été tirées. Sa Majesté ordonna donc que le nombre des Actions restantes dans le Public, demeureroit fixé à la quantité de 38432. Actions huit dixièmes d'Actions; & que pour parvenir à la réduction des numéros, il seroit fait par la Compagnie un tableau de 48000. numéros d'Actions, & de 80000. numéros de dixièmes d'Actions, pour en supprimer ceux des Actions qui avoient été retirées par Sa Majesté & par la Compagnie. Lesdits numéros devoient être retenus, approchés, réduits au nombre d'Actions restantes dans le Public; comme aussi lorsque les Porteurs viendroient retirer leurs Actions renouvelées, il devoit être donné certificat, visé par un Directeur, à ceux qui en demanderoient, pour justifier l'échange des numéros.

Arrêt du Conseil, du mois de Juin, portant que les Négocians acquitteroient



roient les quatre sols pour livre des droits des marchandises qu'ils avoient fait venir des Pays Etrangers depuis le mois de Mars 1746. & sur celles qu'ils devoient faire venir dans la suite.

Le 6 Septembre on fit l'adjudication des Fermes générales. Les mêmes Fermiers furent continués ; mais les Fermes furent augmentées de six millions.

Le 5 Janvier de l'année 1750, on procéda à l'adjudication des Sous-fermes des Domaines du Roi, pour les Généralités respectives du Royaume. Elles furent fixées ; sçavoir, celles pour *Paris, Bordeaux, Auch & Pau*, à raison de 2 millions 770 mille livres ; pour celles de *Toulouse, Montpellier, Montauban, & Roussillon*, 1282000 livres ; pour la Province de *Bretagne*, 1070000 livres ; pour celle d'*Alsace*, 1126000 livres ; pour la *Provence*, & les Généralités du *Dauphiné & de Lyon*, 1242000 livres ;  
pour

pour les Provinces de *Flandres*, *Hainault* & *Artois*, 900000 liv. fans y comprendre les droits de Tabac; pour la *Bourgogne*, la *Franche-Comté*, & la Généralité d'*Auvergne*, 1100000 livres; pour celles de *Tours*, *Bourges*, *Moulins*, *Amiens*, *Chalons*, *Soissons*, *Metz*, *Rouen*, *Caen*, *Alençon*, *Poitiers*, *Limoges*, la *Rochelle*, *Orléans*, 4184000 livres.

Arrêt qui modère, à commencer du premier Janvier de cette année 1750, les droits de Marc d'or, d'enregistrement chez les Gardes des Rôles, Sceaux, &c.

Depuis l'imposition du vingtième, la Cour s'étoit occupée des moyens de réndre, autant qu'il étoit possible, cette imposition uniforme dans les Provinces du Royaume. Deux difficultés parurent s'y opposer; l'une, de la part des Pays d'Etats, & l'autre, de la part du Clergé. Les Pays d'Etats firent valoir leurs privilèges, & deman-

demandèrent qu'on les leur conservât. La Cour acquiesça à l'objet de leurs demandes : il fut réglé que le Vingtième seroit payé dans les Pays d'Etats, comme sont l'*Artois*, la *Bretagne*, la *Bourgogne*, la *Provence*, & le *Languedoc*, sur le même pied que dans les Pays d'Election, & que le recouvrement de cette taxe seroit compté du premier Janvier. Quant au Clergé, soit attachement pour ses anciennes prérogatives, soit peut-être la crainte qu'on ne découvrit les biens immenses dont il jouit, il montra l'opposition la plus vive, & fit des représentations pour obtenir la modération de cette taxe. Elles n'eurent pas d'abord tout l'effet qu'ils auroient désiré; & nous verrons bientôt qu'on leur demanda une déclaration entiere de leurs biens.

Sur les représentations des Habitans d'Alsace, le Roi consentit qu'au lieu du Vingtième, auquel ils avoient  
O été

été taxés, ils ne payeroient que la moitié de cette imposition.

Au mois de Juin, le Clergé, pour être exempt du Vingtième, dont il fit entendre que le recouvrement sur les biens ecclésiastiques n'auroit pu se faire qu'avec beaucoup de difficulté, convint de payer au Roi un Don gratuit de quinze millions pendant cette année jusqu'en 1754.

Arrêt de la Cour des Monnoyes, par lequel il est défendu, entr'autres choses, de mêler différentes espèces d'argent de billon dans un même sac: il fut aussi ordonné que les sacs ne seroient composés que d'une même sorte d'espèces.

Depuis très-long-tems, & l'on peut regarder ce droit comme un des plus anciens ensaisinemens du Royaume; on paye le Centième sur la mutation de propriété des immeubles; mais il y avoit quelques années que l'on avoit établi ce même droit sur les  
les



les effets mobiliers. Comme cela entraînoit après soi de grands inconvéniens; sur les représentations du Parlement, le Roi déclara que la levée de ce dernier droit cesseroit d'avoir lieu au premier Janvier 1751. A l'égard du Centième denier sur les successions qui passent à des héritiers collatéraux, la levée cessa lors de la publication du présent Edit.

Mais comme la situation des Finances, bien loin de permettre la suppression de quelques droits, exigeoit au contraire que l'on continuât de les lever encore pendant quelque tems, il parut pour cet effet une Déclaration, qui prorogeoit la levée des droits déjà prorogés par la Déclaration du 13 Octobre 1743. Il fut ordonné que le doublement des droits du Domaine, Barrage & Poids-le-Roi de Paris, le droit d'augmentation ou rehaussement du sel qui se consume & distribue dans l'intérieur

O ij      de

de la Province de Franche-Comté, les quatre sols pour livre des droits de Courtiers - Jaugeurs, les droits d'Inspecteurs aux Boucheries & aux boissons, les deux sols pour livre d'iceux, & les droits manuels sur les sels, devoient continuer d'être levés & perçus jusqu'au dernier Septembre; ensemble les anciens & nouveaux deux sols pour livre des droits des Fermiers, jusqu'audit jour, par les parties des Fermes qui finissent audit jour, & jusqu'au dernier Décembre de ladite année, par la Ferme des Domaines, Contrôle des Actes des Notaires, sous signature privée, petits Sceaux, Insinuations, Centième denier, Greffes, Formule, dans les Provinces où les Aides n'ont point cours, & autres droits joints à la Ferme du Domaine qui y sont sujets. Le Roi ordonna aussi que les droits réservés dans les Cours, Chancelleries, Présidiaux, Bailliages, & autres Sièges

Sièges de Jurisdiction, continueroient d'être levés & perçus jusqu'audit jour dernier Décembre 1756, à l'exception de ceux éteints & supprimés par la Déclaration du 3 Août 1732, & à la réduction aux trois quarts & moitié, & aux conditions portées.

Le 17 Août de cette année, le Clergé s'assembla de nouveau. Sa Majesté, qui voyoit quels abus entraînoit après soi la liberté qu'avoit le Clergé de taxer chacun de ses Membres pour compléter les sommes qu'il donnoit à titre de Don gratuit, voulut y remédier, en déclarant publiquement ses dernières volontés au sujet du Vingtième. Quatre Commissaires se rendirent donc à l'Assemblée, & M. de Machault y prononça un discours, où la vérité des principes & la solidité des raisonnemens étoit soutenue de l'expression la plus touchante & la plus modérée. Après avoir fait part au Clergé de l'idée

O iij

avan-

avantageuse que Sa Majesté a toujours eue de son zèle & de son attachement, & des dispositions favorables où elle fera toujours à son égard, il entre dans les raisons qui ont déterminé à conclure la paix, & à pourvoir ensuite aux moyens de libérer l'Etat des dettes dont il étoit depuis long-tems oberé. Il annonce ensuite que le Roi ne prétend pas charger le Clergé comme il l'avoit été pendant les guerres précédentes; mais seulement demander 7500000 liv. dont la levée devoit être faite par cinq portions égales, sur le pied de 1500000 liv. par an, qui devoient être ajoutées aux sommes destinées au soulagement de l'Etat. Il déclara de plus que le Roi ne prétendoit rien rabattre des privilèges dont le Clergé jouissoit depuis long-tems; mais qu'étant informé des plaintes si souvent réitérées de l'inégalité des anciens départemens, sur lesquels ils fe-  
roient



roient la répartition de leurs impôts, il se croyoit indispensablement obligé d'en réformer les abus. » S'il est, » ajoute-t-il, une prérogative de l'administration royale, dont l'auguste » Monarque qui nous gouverne soit » jaloux, c'est sur tout de remédier à un désordre, également contraire au bien du Clergé, comme à celui de l'Etat, & qui ne subsiste qu'à l'ombre qu'il vous confie de son autorité ». Il annonça enfin que le Roi, qui comptoit toujours sur le zèle du Clergé, & sur son véritable attachement à l'équité & à la plus saine justice, étoit dans la résolution de prendre des mesures pour connoître les biens des Ecclésiastiques, & pour faire faire dorénavant la répartition de ses impositions avec cette sagesse & cette égalité que les simples Bénéficiers regardoient comme absolument nécessaires à leur peu de fortune, & les plus saints

O iv Pré-

Prélats, comme indispensables au bien de l'Etat & de l'Eglise. Il parut à cet effet une Déclaration, enregistrée en Parlement le 21 du même mois, par laquelle il fut ordonné que les Bénéficiers du Clergé de France seroient tenus de donner, dans six mois pour tout délai, des déclarations des biens & revenus de leurs Bénéfices (a).

(a) Quoique cette Déclaration n'ait pas eu lieu, cependant le préambule en est si beau, il peint avec des couleurs si vraies la grandeur & la sagesse des vûes du Gouvernement, qu'il me semble qu'on ne sera pas fâché de le retrouver ici : sa rareté pourroit être un motif de plus pour appuyer ce sentiment.

» LOUIS, &c. Entre les prérogatives que  
 » le Clergé de France tient de la piété & de la  
 » concession de nos augustes prédécesseurs, une  
 » des plus éminentes est d'être dépositaires  
 » d'une partie de l'autorité royale, pour faire  
 » la répartition & le recouvrement des subsides  
 » dont sa fidélité lui impose l'obligation, &  
 » qu'il a fourni dans tous les tems, pour sub-

Le

Le Clergé, instruit des volontés du Roi, se récria, délibéra, & enfin

» venir & contribuer aux nécessités publiques  
 » & aux besoins de la Monarchie. Rien n'est  
 » plus desirable que d'en voir l'imposition ré-  
 » partie avec égalité. Les plus saints Prélats &  
 » les plus zélés ont souvent gémi, & depuis  
 » long-tems, sur l'inégalité des répartitions,  
 » & l'ont regardée comme la cause principale  
 » du dépérissement & de l'abandonnement de  
 » plusieurs Bénéfices; leurs plaintes, quoique  
 » soutenues du vœu général de tout le Clergé,  
 » n'ont apporté jusqu'à présent aucun remède  
 » à ces desordres. L'attention que nous devons  
 » à la conservation des biens ecclésiastiques,  
 » & à la réforme d'un abus qui ne subsiste  
 » qu'à l'ombre de la portion de notre autorité  
 » qui a été confiée au Clergé de France, non-  
 » seulement réclame nos soins, mais encore  
 » nous impose le devoir indispensable de réta-  
 » blir les règles de l'ordre & de la justice dans  
 » une partie aussi intéressante de l'administra-  
 » tion publique de notre Royaume. L'effet  
 » trop fréquent des répartitions légales étant  
 » de faire retomber le poids des impositions

ac-

accorda , non pas tout ce qu'on exigeoit de lui , mais seulement la som-

» sur ceux qui sont le moins en état de le sup-  
» porter , nous regardons comme le plus no-  
» ble usage que nous puissions faire de la sou-  
» veraine puissance que nous tenons de Dieu ,  
» de faire ressentir notre protection aux pau-  
» vres & aux foibles , dans quelque ordre &  
» dans quelque état qu'ils se trouvent ; & c'est  
» ce que nous recommandons le plus étroite-  
» ment à ceux qui sont chargés de l'exécution  
» de nos ordres pour les impositions publi-  
» ques. C'est en partie pour rétablir une juste  
» proportion dans celles qui sont réelles , que  
» nous avons demandé à nos Sujets la déclara-  
» tion du revenu de leurs biens ; & nous  
» voyons que toutes les fois que le Clergé de  
» France s'est occupé du moyen de réformer  
» son département , il n'a pas trouvé qu'il fût  
» possible d'y parvenir par d'autres voies que  
» par celles des déclarations , tant de la nature  
» que du revenu de leurs Bénéfices. Les témoi-  
» gnages autentiques de son zèle à cet égard ,  
» sont conservés dans les procès verbaux de ses  
» Assemblées générales. On trouve dans ceux  
me



me de 7500000 liv. qui devoit être levée sur le pied de 1500000 liv.

» des années 1705 & 1726, les délibérations  
 » les plus sages sur cet objet ; & celle de 1726  
 » est même déjà revêtue, sur la demande du  
 » Clergé de France, du sceau de notre auto-  
 » rité, par des Lettres Patentes, & enregistrées  
 » en notre Parlement : en adoptant ce qu'il a  
 » projeté plus d'une fois, & en y ajoutant les  
 » dispositions qui nous ont paru les plus pro-  
 » pres à en assurer l'exécution, nous avons eu la  
 » satisfaction de ne lui rien prescrire principa-  
 » lement que ce qu'il a lui-même jugé néces-  
 » saire, & de pouvoir procurer par un nou-  
 » veau département, de plus grands soulage-  
 » mens aux Curés, qui moins bien partagés en  
 » général, & chargés, après les Prélats, des  
 » fonctions les plus pénibles du Ministère  
 » évangélique, méritent d'être imposés dans  
 » une proportion plus favorable que les au-  
 » tres Bénéficiers. Quoiqu'il nous paroisse con-  
 » venable que les déclarations soient envoyées  
 » aux Greffes des Bureaux Diocésains, notre  
 » intention n'en est pas moins qu'elles soient  
 » mises sous nos yeux, pour connoître par  
 » à

à chaque fois , à compter de cette même année.

» nous-mêmes les véritables valeurs des biens  
» du Clergé de France. Cette connoissance est  
» également importante pour éclaircir les pré-  
» ventions défavantageuses auxquelles l'igno-  
» rance de cet objet a donné lieu , & pour nous  
» mettre en état , non seulement de propor-  
» tionner à ses facultés les secours que les be-  
» soins du Royaume peuvent nous obliger de  
» lui demander , mais encore de juger du plus  
» ou du moins de facilité qu'il est de notre  
» prudence d'apporter aux nouveaux établisse-  
» mens qu'on pourroit nous proposer , & aux  
» nouvelles acquisitions que les gens d'Eglise  
» voudroient faire : ces différens motifs font  
» sentir qu'il n'est pas moins essentiel de con-  
» noître les biens des Corps ou Communautés  
» qui ne contribuent point aux impositions  
» du Clergé de France , que de ceux ou celles  
» qui y contribuent. Enfin , comme nous dési-  
» rons par rapport à ces derniers , que chaque  
» Province , chaque Diocèse , chaque Béné-  
» fice , ne contribue que dans sa proportion ,  
» & qu'il sçache de combien il doit contri-

Au

Au mois d'Octobre il parut un Arrêt portant règlement pour la ré-

» buer, nous avons jugé à propos d'approuver  
 » & d'autoriser l'usage introduit dans quelques  
 » Diocèses de rendre public leur département :  
 » cet usage a déjà produit des effets si salutai-  
 » res, en mettant chaque Bénéficiaire en état  
 » de comparer la cote de son imposition avec  
 » celles des autres Bénéficiaires du même Dio-  
 » cèse ; & il nous a paru si propre à contri-  
 » buer à l'accomplissement des vûes que nous  
 » nous proposons, que nous croyons devoir  
 » rendre un témoignage authentique au succès  
 » du zèle des Prélats qui l'ont introduit dans  
 » leur Diocèse, & concourir à leur louable  
 » intention, en le rendant uniforme dans no-  
 » tre Royaume. Les déclarations que nous de-  
 » mandons au Clergé de France, exigeant des  
 » Bénéficiaires, du travail & des soins, nous avons  
 » pensé qu'il étoit de notre indulgence, pour  
 » leur donner de plus en plus la facilité d'y  
 » satisfaire, de proroger encore le délai qui  
 » leur a été accordé, pour se conformer à ce  
 » qui leur est prescrit par les Déclarations des  
 » 29 Décembre 1674 & 20 Décembre 1725,  
 partition

partition du remboursement du prix des Offices des Sièges supprimés par Edit du mois d'Avril 1749, & autres Edits, entre les Officiers des Baillia-ges & Sénéchaussées auxquels lesdits Sièges ont été réunis.

Autre Arrêt du même mois, qui ordonne que les particuliers compris dans les états de la Capitation pour l'année 1751, seront tenus de payer, outre la portée de leurs taxes, les quatre sols pour livre du montant des taxes.

Le Roi créa ensuite, par un autre

» concernant les foi & hommages, aveux &  
» dénombremens des biens qu'ils possèdent dans  
» notre mouvance & directe, encore que le  
» dernier délai leur ait été accordé sans espé-  
» rance d'une nouvelle prorogation. A ces  
» causes, &c.

Cette Déclaration contient seize articles, qui enjoignent à tous les Corps & Communautés de déclarer leurs biens, & prescrit la manière dont on procédera dans cette Déclaration.

Edit,



Edit, cinquante Places ou Charges héréditaires de Barbiers-Perruquiers, &c. de la ville & fauxbourgs de Paris, dont la finance fut fixée à 4800 livres; ils devoient jouir des mêmes privilèges que les autres Maîtres de la même Communauté.

Comme les habitans des campagnes ne se trouvoient qu'avec peine en état de satisfaire à ce qu'on exigeoit d'eux pour la Taille, Sa Majesté, à la réquisition de M. de Machault, accorda une remise de trois millions pour l'année suivante.

Le 26 Décembre il parut une Déclaration, qui ordonnoit qu'au premier Janvier 1751 le droit de Centième denier & de quatre sols pour livre d'icelui, établi par la Déclaration du 20 Mars 1748, demeurera éteint & supprimé: il fut dit aussi, qu'à commencer du même jour, les Actes translatifs de propriété d'immeubles seroient assujettis à l'insinuation;

tion ; mais que les donations faites entre vifs ou par testament , ainsi que les dons mutuels entre maris & femmes , & par contrat de mariage , seroient insinués & enregistrés comme ils l'avoient été précédemment , & le droit d'insinuation payé sur le même pied qu'avant la Déclaration du 20 Mars 1748.

A la fin de cette année , Sa Majesté crut ne pouvoir reconnoître les services de M. de Machault , & les talens dont il faisoit un si bel usage dans le Ministère , qu'en l'honorant de la dignité de Garde des Sceaux.

Au commencement de Janvier de l'année 1751 , on publia une Déclaration , portant établissement d'une Ecole royale militaire : monument éternel de la grandeur & de la libéralité de l'auguste Monarque qui nous gouverne , où nous voyons se former , si l'on peut s'exprimer ainsi , une pépinière de jeunes héros. Mais  
comme

comme les fonds ne pouvoient suffire à l'exécution d'un projet si grand & tout à la fois si dispendieux, on augmenta le droit établi sur les cartes, en vertu de la Déclaration du 16 Fév. 1745 ; il fut taxé à un denier par carte, dont le revenu fut appliqué à l'établissement de l'Ecole militaire.

Arrêt du Conseil, qui augmente de 2 liv. 10 s. par tonneau le droit de Fret, auquel tous les vaisseaux étrangers sont sujets, à moins qu'il n'y ait quelque traité ou convention contraire.

Autre Arrêt qui ordonne la continuation de la levée de vingt pour cent sur toutes les marchandises qui vont ou qui viennent du Levant, conformément à l'Arrêt publié en 1749.

Le Ministère faisoit travailler continuellement, pour constater, par des liquidations, ce qui pouvoit être dû, soit aux différens Entrepreneurs pour le service des armées, soit à cause des dépenses de toute nature,

P            tant

tant à titre d'indemnité qu'autrement, auxquelles la guerre avoit donné lieu. On connut par les résultats que le dernier emprunt n'étoit pas suffisant : il fut résolu d'en faire un second. Il parut en conséquence au mois de Mai 1751, un Edit portant création de deux millions de rentes viagères sur l'Hôtel de Ville, & de neuf cens mille livres de rentes héréditaires sur la Ferme générale des Postes : ces dernières étoient à peu près au même denier que celles qui avoient été créées par l'Edit du mois de Juillet 1738 ; les capitaux devoient être remboursés en deniers comptans. Elles furent exceptées du Vingtième, & des deux sols pour livre du Dixième.

Au mois d'Août il parut un Arrêt du Conseil, qui ordonnoit que sous deux mois, à compter du jour de sa publication, tous les particuliers qui se trouveroient tenir à rentes perpétuelles les biens des Religioneux

naires



naires réfractaires aux ordres du Roi, feroient tenus de fournir aux Intendants des Provinces des déclarations exactes & détaillées desdits biens, sous peine, pour ceux qui y manqueroient, d'être condamnés à une amende proportionnée aux biens dont ils étoient tenanciers.

Les foibles récoltes des années précédentes, & les levées qu'on avoit faites en quelques Provinces, ayant causé une augmentation considérable sur les bleds, Sa Majesté, qui sentoît que la subsistance devenoit par là plus difficile pour le peuple, suspendit la levée des droits, & des quatre sols pour livre d'iceux, établis en Décembre 1743, sur les denrées qui entrent dans Paris, à compter du premier Décembre de cette même année 1751.

Le 23 Décembre il parut un Arrêt qui suspendit la perception des sommes imposées sur le Clergé en

P ij 1749.

1749. On ordonna en même tems aux Evêques de donner une déclaration de leurs revenus, qui devoit être examinée dans la prochaine Assemblée.

En 1752 on rendit un Arrêt du 4 Janvier, qui homologuoit les deux Délibérations de la Compagnie des Indes, des 24 & 29 du mois de Décembre 1751, & autorisoit en conséquence ladite Compagnie à emprunter à constitution de rentes la somme de dix-huit millions de livres. Ces rentes furent aussi exemptes du Vingtième, & des deux sols pour livre du Dixième.

Arrêt portant qu'il sera fait aux propriétaires des biens, héritages, maisons, effets, &c. appartenans au Clergé, réduction de la vingtième partie des rentes & autres redevances qu'ils pouvoient lui devoir.

Arrêt qui supprime pour une année les droits d'entrée qui se percevoient

voient sur les bêtes à cornes & sur les autres bestiaux.

Autre Arrêt du même mois, portant réunion des Offices d'Inspecteurs & Contrôleurs créés par Edit du mois de Février 1743, aux Corps & Communautés des Marchands & Artisans établis dans l'étendue de la Généralité de Paris.

Les deniers provenus de la Caisse d'amortissement, ayant presque éteint la plus grande partie des dettes auxquelles ils étoient assignés, & les autres devant l'être successivement, Sa Majesté prit la résolution (en exécution de l'article XIX. de l'Edit de Mai 1749.) de destiner une partie des fonds qui devoient se trouver libres dans la Caisse, à rembourser des rentes sur les Aydes & Gabelles, au denier quarante, jusqu'à concurrence de la somme de vingt-deux millions cinq cens mille livres. Cependant, comme on avoit besoin

P iij d'ar-

d'argent, Sa Majesté, afin de pourvoir à ces deux objets, prit la résolution d'admettre les propriétaires des rentes sur les Aydes & Gabelles, qui desiroient être remboursés, à porter au Trésor royal, avec leurs contrats, une somme égale à celles des capitaux desdits contrats, pour être remboursés du tout par le Trésorier de la Caisse des Amortissemens, en neuf payemens égaux, dans le cours de neuf années. Pour ne pas donner atteinte à l'Edit de Mai 1749, on enjoignit, par le même Arrêt du 17 Octobre 1752, au Trésorier du Trésor royal, de faire remettre à la Caisse des Amortissemens les sommes nécessaires pour le remboursement de celles qui lui auroient été portées en exécution du présent Arrêt.

Par un autre Arrêt de même date que le précédent, le Roi admit les propriétaires des rentes sur les Postes,



tes, au denier quarante, créées par Edit du mois de Juillet 1738, & des rentes, intérêts, gages & augmentations de gages, non attachés au Corps des Offices créés antérieurement & postérieurement à l'année 1688, au remboursement desdits effets, concurremment avec les propriétaires des rentes sur les Aydes & Gabelles.

M. Moreau de Seychelles, Intendant de Flandres, fut choisi au commencement de Juillet 1754, pour succéder à M. de Machault. Il avoit été d'abord Intendant d'armée, & s'étoit comporté dans cette place de maniere à mériter l'estime de la Cour & l'amour des Troupes. Egaleement chéri dans son Intendance, toute la Flandre le vit partir avec douleur, & ne se consola de sa perte que par l'idée que son mérite, &, sans doute, le bien public, l'appelloient à un rang plus élevé.

P iv En

En effet, on eut bientôt occasion de voir tout ce qu'on devoit attendre de ce Ministre. Trop éclairé pour se laisser entraîner par des préjugés vulgaires & nuisibles, & trop zélé pour n'y pas apporter les remèdes les plus prompts & les plus efficaces, il abrogea les anciennes défenses, concernant le transport des bleds d'une Province dans une autre. Il parut à cet effet un Arrêt du Conseil du 17 Septembre 1754. Cette opération importante produisit la sensation la plus vive sur tous les esprits vraiment intéressés au bien général. On crut même entrevoir que l'intention de M. de Seychelles n'étoit pas de s'en tenir à un commencement, si heureux à la vérité, mais dont les suites pourroient être de la dernière importance. On conjectura, avec assez de probabilité, que, conformément aux vûes sages & si heureusement combinées de l'Auteur de *la Police*  
des

*des Grains*, il étoit dans la résolution de permettre même le transport des grains chez l'Etranger.

Les dépenses continuelles que l'on étoit obligé de faire dans l'Etat, mirent le Roi dans le cas d'avoir besoin de nouveaux fonds; & l'extinction de plusieurs rentes viagères & d'un grand grand nombre d'Actions sur les Tontines, lui facilitèrent les moyens de trouver aisément des secours, sans charger ni le peuple ni ses revenus. Ainsi par Edit du mois de Novembre 1754, il fut créé deux millions quatre cens mille livres de rentes viagères sur l'Hôtel de ville de Paris. Ces rentes furent divisées en sept classes de différens âges; elles furent aussi exceptées du Vingtième, & des deux sols pour livre du Dixième.

Arrêt du Conseil, qui proroge pendant l'année 1755 le délai porté par l'Arrêt du 25 Décembre 1753, qui ordonnoit que les Offices vacans  
dans

dans le Casuel de Sa Majesté, par mort ou autrement, ne payeroient que moitié des droits de marc d'or, &c.

Le Roi, qui voyoit combien les affaires du Clergé entraînoient après elles de longueur, de retardement & de difficultés, se relâcha un peu en faveur des Eccésiastiques. Messieurs les Commissaires nommés dans le Conseil, se rendirent à l'Assemblée générale du Clergé le 4 Juin 1755; & M. Feydeau de Brou, qui portoit la parole, y montra, dans un très-beau discours, avec quelle économie les Finances avoient été administrées, & combien notre Marine s'étoit fortifiée par la célérité & les soins que le Ministère avoit mis à la rétablir. Il demanda ensuite une subvention de seize millions, & déclara que le Roi permettoit au Clergé de faire un emprunt de pareille somme, au denier vingt-six, au moyen desquels arrangemens il seroit exempt de



de l'imposition du Vingtième. Sur tout, Sa Majesté fit recommander particulièrement à l'Assemblée, que l'on travaillât, sans aucun délai, à l'établissement d'une répartition plus exacte des charges imposées sur chacun des Bénéficiers & des Ecclésiastiques.

Comme on devoit procéder au mois d'Octobre 1755 au renouvellement du bail des Fermes générales, les Fermiers Généraux offrirent à Sa Majesté cent dix millions, ce qui étoit une augmentation de plus de sept millions par an. Ils s'engagèrent de plus à faire une avance de soixante millions, dont l'intérêt devoit être payé à raison de quatre pour cent. Il se fit alors un changement assez considérable dans les Fermes. Les Sousfermes furent réunies aux Fermes générales, & le nombre des Fermiers Généraux fut augmenté de vingt, & porté jusqu'à soixante.

Le Roi ne se trouvant pas en état  
de

de supprimer quelques-uns des droits qui font partie des Fermes générales, prorogea par Arrêt du mois de Septembre 1755, pour six années, la perception des droits de Domaine, Barage, Poids le Roi de Paris, l'augmentation ou rehaussement de sel dans la Province de Franche-Comté, &c. & autres droits établis en conséquence des Déclarations des 3 Août 1732, 7 Janvier 1738, 13 Octobre 1743, & 21 Octobre 1749.

Arrêt du 25 Septembre, qui accorde à tous ceux qui apporteront aux Hôtels des Monnoyes des espèces vieilles & étrangères, & autres matières d'or & d'argent, huit deniers par livre au-dessus du prix fixé par le Tarif.

La Compagnie des Indes ayant arrêté dans une de ses délibérations, que l'on demanderoit au Roi la permission d'emprunter la somme de douze millions, Sa Majesté le permit,

mit, & rendit en conséquence un Arrêt le 21 Septembre.

Edit du mois d'Octobre, par lequel la finance des trois cens Offices de Conseillers-Secrétaires du Roi devoit être augmentée pour chacun, de quarante mille livres, qui avec la somme de cent dix mille livres à laquelle elle avoit été portée par Edit du mois de Décembre 1743, devoit former celle de cent cinquante mille livres, sans que pour cette augmentation il soit dû pour lesdits Offices, de plus grands droits de survivance, de marc d'or, &c. que ci-devant. On autorisa les Secrétaires du Roi à faire les emprunts nécessaires pour le payement de la somme qu'on leur demandoit.

L'augmentation du bail des Fermes devant faire rentrer des fonds plus considérables dans les coffres du Roi, il se vit en état de former l'établissement d'une nouvelle Loterie  
sans

fans rien prendre sur ses autres revenus. Elle fut établie par Arrêt du Conseil du 11 Novembre de cette même année 1755. Le fonds devoit être de trente millions, & le nombre des billets de cinquante mille, de 600 liv. chacun, payables en deniers comptans, en un seul payement en levant le billet. De cent mille lots, cinquante mille étoient dits *de remboursement*, qui devoient éteindre & amortir le capital des billets, & cinquante mille autres furent appelés *de faveur*, auxquels les billets amortis par le remboursement qui leur seroit parvenu, devoient participer, nonobstant ledit remboursement. L'exécution du tirage fut annoncé de douze années, pendant lesquelles, depuis la seconde jusqu'à la onzième, il fut accordé vingt livres par an à chacun des billets qui devoient entrer dans la roue. D'ailleurs, cette Loterie ressemble assez aux précédentes,



dentes, pour qu'il ne soit pas besoin de s'y arrêter davantage.

Arrêt du 20 Décembre, portant rétablissement des droits & impôts établis en 1743, & suspendus en 1751, sur toutes les denrées qui entrent dans Paris. Le produit de ces impôts fut destiné à l'augmentation des forces de terre & de mer.

Autre Arrêt qui subroge l'Adjudicataire des Fermes générales au Fermier des Octrois de Lyon, pour percevoir tous les droits d'entrée sur les soies attribués à cette ville.

Le Clergé du Diocèse de Strasbourg s'étant assemblé dans cette même ville le 16 Janvier 1756, délibéra & résolut d'offrir au Roi de payer, pour les six années écoulées depuis l'imposition du Vingtième, à compter du premier Janvier 1750, jusqu'à pareil jour 1756, la somme 80000 livres, & à l'avenir celle de 15000 livres chaque année, à com-  
mencer

mencer dudit jour premier Janvier, tant que l'imposition du Vingtième auroit lieu. Sa Majesté, pour témoigner au Clergé de Strasbourg qu'elle étoit satisfaite de ces nouveaux témoignages de son zèle, accepta cet offre : & pour en faciliter le payement, il fut permis aux Commissaires du même Clergé d'en faire la répartition sur le Clergé primaire & secondaire, ainsi que cela s'étoit pratiqué dans les impositions précédentes. Le Roi excepta, dans son Arrêt, les biens ecclésiastiques appartenant au Clergé Catholique des Diocèses de Bâle, de Besançon, & de la Lorraine, & ceux qui dépendoient de chefs-lieux situés hors du Royaume, qui devoient continuer d'être imposés dans les rôles du Vingtième, conformément aux dispositions de l'Arrêt du 12 Novembre 1753.

La santé de M. de Seychelles, épuisée par une longue suite d'années d'un

d'un travail assidu & pénible, ne lui permettant plus de remplir toutes les fonctions de sa Charge, le Roi lui accorda pour adjoint M. Peirenc de Moras, si estimé par ses talens, & sur tout par la droiture & la candeur de ses sentimens. M. de Sechelles peu après se retira entièrement du Ministère.

Arrêt du Conseil, qui fixe à 5 liv. du cent pesant les droits d'entrée dans le Royaume, sur les clous moyens & petits, venant de chez l'Etranger; & à 2 liv. 10 s. aussi du cent pesant, les droits sur les gros clous, dont le millier seroit du poids de deux cens cinquante livres poids de marc.

Par Arrêt du Conseil du 9 Avril 1756, l'Ordre de Malte, en payant la somme de 250000 liv. par forme de Don gratuit, fut déchargé de l'exécution de l'Edit rendu en Mai 1749, qui portoit établissement du Vingtié-

Q me.

me. Ces deux cens cinquante mille liv. devoient être payées en cinq années, à raison de cinquante mille livres par payement, dont le premier devoit être fait au mois d'Octobre suivant, & ainsi d'année en année, jusqu'à l'entier payement de la somme totale.

Déclaration du 15 Mai, portant suspension du Dixième de l'Amiral (droit qui lui est attribué par l'article IV. du titre premier de l'Ordonnance de 1681.) & autres encouragemens pour la Course.

A peine la France commençoit-elle à recueillir les heureux fruits d'une paix qu'elle avoit tant désirée, que cette tranquillité fut troublée par les procédés injustes d'une Nation belliqueuse, & jalouse de la prospérité que le Ciel accordoit à nos soins. Sa Majesté, qui sentoit combien cette paix devoit être précieuse & essentielle au bonheur de ses Sujets, tenta



tenta toutes fortes de voies pour éviter une guerre, dont les suites pouvoient être considérables. Cependant voyant que les ménagemens étoient inutiles, & même dangereux ; qu'au contraire, le bien de ses Sujets, la sûreté du commerce, les droits & la dignité de sa Couronne exigeoient de lui qu'il prît la voie des armes pour réprimer l'audace de ses ennemis, il se détermina enfin à déclarer la guerre. Il fallut, pour de nouvelles dépenses, recourir à de nouveaux moyens.

Nous avons vû précédemment que le Dixième, qui avoit servi pendant la dernière guerre à fournir une partie des fonds nécessaires, avoit été abrogé par Edit du mois de Mai 1749. L'imposition du Vingtième, qui, en vertu du même Arrêt, avoit été établi alors, étoit destiné à décharger l'Etat de ses anciennes dettes. La fidélité inviolable avec la-

Q ij    quelle

quelle le Roi s'étoit proposé de tenir ses engagements, sembloit exiger de lui de ne point distraire, pour quelque cause que ce fût, le produit d'une imposition si utilement établie. C'est pourquoi il se détermina à ne rien changer à ses premières intentions. On ordonna la levée d'un second Vingtième, dont l'époque & la durée furent déterminées par une Déclaration du 7 Juillet 1756. Ce nouveau droit a commencé au premier Octobre de ladite année, & doit finir trois mois après la publication de la paix. Quant au premier Vingtième, sur la durée duquel on n'avoit pû rien statuer d'abord, il fut arrêté par le même Edit, que l'on continueroit de le lever encore pendant dix ans, à compter du jour où l'on publieroit la paix.

Par une autre Déclaration du même mois de Juillet de la présente année, le Roi prorogea la levée des deux

Deux sols pour livre, établie par Edit de Décembre 1746, & qui devoit cesser en Décembre 1756. On avoit créé sur le produit de cette imposition, des rentes, dont les principaux servirent à acquitter les dettes les plus instantes, contractées pendant la dernière guerre. Les circonstances qui avoient obligé de recourir alors à de nouveaux emprunts, firent trouver, dans cette opération, l'avantage d'en procurer la libération successive. La nécessité où l'on se trouvoit de pourvoir également par des fonds extraordinaires, à des dépenses d'une importance & d'une nécessité absolues ; les mêmes vûes d'une sage administration, qui assure l'extinction des dettes au moment où elles sont contractées, déterminèrent Sa Majesté à employer la même voie, en prorogeant, pendant dix années, la levée de cette imposition, sur laquelle on créa dix-huit cent mille

Q iij livres

livres de rentes héréditaires au dernier vingt. Ces rentes furent déclarées exemptes de toute retenue, & remboursables pendant le cours de dix années, à compter du premier Janvier 1758, comme l'avoient été celles qu'on avoit créées par Edits de Décembre 1746 & Janvier 1748. Ces capitaux devoient être remboursés en deniers comptans, par la voie du sort, au moyen d'une Loterie tirée dans la grande salle de l'Hôtel de ville.

Arrêt du Conseil, qui fixe le supplément de finance des Offices de Chancelleries des Cours & Conseils supérieurs du Royaume, dont les Titulaires sont dans l'impossibilité de justifier de leurs anciennes quittances de finance, pour en faire la liquidation. Le même Arrêt règle la jouissance de leurs nouveaux gages, & les décharge des deux sols pour livre dudit supplément.

Au



Au mois de Décembre de cette même année 1756, il fut rendu un Arrêt daté du 10, portant établissement d'une Loterie en faveur de l'Hôtel de ville. Les fonds étoient de dix millions : elle étoit composée de cent mille billets de cent livres chacun, dont il devoit être payé vingt-quatre livres comptant. On faisoit crédit des soixante-seize livres de surplus, qui devoient être retenues à la fin de la Loterie, sur chacun des lots sortis au dernier tirage. Le fonds fut partagé en cent seize mille lots, distribués en trois tirages. Chacun des billets devoit participer aux trois tirages, en sorte que le même pouvoit gagner jusqu'à trois lots.

Les dépenses faites pendant l'année 1756, pour l'entretien des Milices-Gardes-côtes, mirent le Roi, en 1757, dans la nécessité de mettre une imposition de 251050 liv. 12 sols sur les vingt Généralités de Pays

Q iv d'E-

d'Élection, qui furent réparties de la manière suivante. La Généralité de *Paris*, 22100 livres; celle de *Soissons*, 5700 livres; celle d'*Amiens*, 9800; celle de *Châlons*, 9900; celle d'*Orléans*, 13300; celle de *Tours*, 19800; celle de *Bourges*, 4600; celle de *Moulins*, 9000; celle de *Lyon*, 8500; celle de *Riom*, 16900; celle de *Poitiers*, 21050 l. 12 sols, y compris la somme de 1050 liv. 12 sols, qui devoit être imposée sur tous les habitans de l'Isle de *Bouin*, même sur les Ecclésiastiques propriétaires de biens & héritages dans ladite Isle; celle de *Limoges*, 11100 livres; celle de *Bordeaux*, 15600; celle de *la Rochelle*, 14200; celle de *Montauban*, 12000 liv. celle d'*Auch*, 9400; celle de *Rouen*, 21100; celle de *Caen*, 10700; celle d'*Alençon*, 90600; & celle de *Grenoble*, 60700.

Arrêt de Février, qui fixe à cinq  
livres

livres par quintal les droits d'entrée dans le Royaume, sur les plombs fabriqués venant de l'Etranger, à l'exception cependant de ceux fabriqués en Angleterre, qui restèrent prohibés comme auparavant.

Arrêt du Conseil, du 21 Mars, portant établissement d'une Loterie royale : l'exécution en doit être de douze ans. Les fonds sont plus considérables que ceux des Loteries précédentes ; ils montent à trente-six millions. Il y a soixante mille billets de six cens livres chacun, payables en deniers comptans, en un seul paiement, & soixante mille lots. Il ne devoit y avoir qu'un seul tirage. La valeur du lot, & l'époque du paiement, qui se fera dans l'espace de douze années, étoient contenus dans des billets appelés *Cornichons*, que l'on distribuoit par le sort à chacun des billets. Sa Majesté attribua pour chaque lot (à compter de l'année, qui

qui écherra le premier Juillet 1759, jusques & compris celle qui finira à pareil jour du même mois en 1768) un accroissement sur le pied de cinq pour cent, du capital de chaque lot, jusqu'à l'écheance de son paiement. Ces lots commenceront à être payés au 1<sup>r</sup> Juillet 1758, & continueront ainsi successivement jusqu'au 1<sup>r</sup> Juil. 1769.

Les deux Vingtièmes, qui auroient coûté 2300000 liv. à la Franche-Comté, furent réduits d'abord à 1210000 liv. par l'abonnement que le Roi voulut bien accorder à la Ville; mais M. le Duc de Randan, Gouverneur de cette Province, obtint encore une diminution de cent dix mille livres sur cet abonnement.

Par Edit du mois de Mai, Sa Majesté supprima les Offices de Receveurs généraux des Finances & du Taillon des Généralités de *Toulouse*, *Montpellier*, & *Perpignan*. Il fut créé dans le même tems deux Receveurs  
&



& deux Contrôleurs anciens & mi-triennaux, & alternatifs mi-triennaux, des Finances & du Taillon desdites Généralités.

Le Roi sentant la nécessité de se procurer de nouveaux fonds, ordonna, par Arrêt du Conseil du 21 Juin, l'ouverture d'un emprunt de quarante millions, remboursables en onze années. Au premier Juillet de la même année, il fut ouvert un Bureau pour la distribution des billets, de la valeur de 800 liv. chacun. Et à commencer du premier Octobre 1758, il sera délivré aux porteurs desdits billets, payables en onze années, la somme de 1120 liv. divisés en onze portions; les dix premières de cent livres chacune, & la onzième de cent vingt livres. Sa Majesté attribue à ces billets la somme de trois millions huit cens trente mille livres, qui sera répartie, à titre de primes, entre lesdits billets, année par

par année, par la voie du sort, en forme de Loterie. Cet emprunt doit être entierement remboursé au premier Octobre 1768.

Au mois de Juillet il parut un Arrêt du Conseil, concernant l'abonnement des deux Vingtièmes & des deux sols pour livre du Dixième dans la Province d'Alsace. Il en parut plusieurs autres au mois d'Août, qui avoient le même objet, par rapport à différentes Provinces. Celle d'*Alsace* fut fixée à 280000 livres, plus 56000 liv. pour les deux sols pour livre, égal 336000 liv. Celle de *Bearn* à 75000 liv. plus 15000 liv. pour les deux sols pour livre, égal 90000 liv. Celle de *Bigorre*, 50000 liv. plus 10000 liv. pour les deux sols pour livre, égal 60000 liv. Celle de *Navarre*, 15000 liv. plus 3000 liv. pour les deux sols pour liv. égal 18000 liv. Celle du *Mont-de-Marsan*, 135000 liv. plus  
2700

2700 liv. pour les deux sols pour livre, égal 16200 liv. Celle de *Labour*, 6000 liv. plus 1200 liv. pour les deux sols pour livre, égal 7200 liv. Celle de *Neboufan*, 5500 liv. plus 1100 liv. pour les deux s. pour livre, égal 6600 liv. Celle de *Soule*, 5000 liv. plus 1000 liv. pour les deux sols pour livre, égal 6000 liv. Celle des *Quatre Vallées*, 4000 liv. plus 800 liv. pour les deux sols pour livre, égal 4800 liv. Celle de *Lectoure*, 3500 liv. plus 700 liv. pour les deux sols pour livre, égal 4200 livres. Toutes ces sommes jointes ensemble, donnent 549000 livres. que ces Provinces s'engagèrent de donner tous les ans.

TELLES sont les principales révolutions que nos Finances ont jusqu'à présent éprouvées. Les bornes que je m'étois prescrites, & le but que je m'étois fixé, ne m'ont pas permis de

de m'étendre davantage , ni d'aller plus avant. Mais s'il restoit encore quelques réflexions à placer ici, elles feroient toutes à l'avantage du Ministère, qui dans les fréquens besoins de l'Etat , a toujours préféré les moyens qui pouvoient être le plus avantageux au peuple , & n'a employé qu'à la dernière extrémité, ceux qui pouvoient lui devenir en quelque sorte onéreux. Que de travail ! que de combinaisons ne falloit-il pas pour réparer les maux dont nous avons été accablés dans les tems orageux du Systême ? Profondeur de génie, justesse, élévation dans les vûes, précision, fermeté dans l'exécution : tout étoit nécessaire, tout devoit être employé. Les Ministres qui se sont succédés, avec des talens differens, ont aussi pris des routes différentes pour soulager les besoins de l'Etat : mais tous se sont réunis à suivre l'esprit doux & pacifique du Gouvernement



ment. Les établissemens des loteries, & les créations de rentes, ont été les plus grandes machines que l'on ait employées : ces sources abondantes & fécondes ont presque toujours procuré les secours que l'on en esperoit. Quelques nouvelles charges & quelques impositions, que le malheur des tems avoit rendu nécessaires, & dont on a presque toujours déterminé la durée, lors même de leur établissement, ont suppléé à l'insuffisance des premiers moyens. Et la chose du monde à laquelle peut-être le peuple pense le moins, & que les Patriotes éclairés estiment le plus, c'est que depuis la Régence il n'est arrivé que fort peu de variations dans la valeur des monnoyes. Si l'on en excepte quelques Arrêts rendus en 1725, 26, 27, 29 & 38 (a), entre lesquels deux ou

(a) Ces Arrêts ont été cités ci-devant, pages 123, 138, & suivantes.

trois seulement portent sur les espèces & matières d'or & d'argent, rien n'a changé le taux des espèces; elles sont restées depuis long-tems d'une valeur favorable au commerce & à la circulation. Ces vicissitudes, ces rehaussemens, ces diminutions, objets continuels de la cupidité de ceux qui peuvent en abuser, sont une des choses que l'on doive le plus appréhender dans un Etat, & qui lui soient sans contredit le plus funeste. Je n'entrerais point dans le détail des maux qu'entraînent avec eux ces divers changemens; mais je crois avoir fait sentir dans le corps de l'Ouvrage, que ces révolutions n'arrivent & n'arriveront jamais que dans les crises les plus violentes, dont elles augmentent encore les secouffes & le danger.

---

## ABRÉGÉ HISTORIQUE

*Sur les Fonctions des Contrôleurs*

*Généraux des Finances.*

**A**près avoir parcouru dans cet ouvrage une partie des révolutions qu'ont éprouvé les Finances du Royaume & les différens Ministres qui y ont présidé ; j'ai crû devoir y répandre encore quelques lumières, en rassemblant, sous un même coup d'œil, les principaux traits qui peuvent donner une idée précise des fonctions des Contrôleurs Généraux des Finances.

Dans tous les tems, & dans tous les Empires, les dépositaires de l'autorité Souveraine ont tenu éminemment dans leurs mains, la Justice, les Armes, & la Finance. Ces trois Par-

R ties

ties se doivent un secours mutuel, & leur concours heureux fait marcher avec lui, la sûreté, la gloire, l'abondance & le bonheur. Mais les Rois, trop partagés par les soins qui renaissent à chaque instant autour du Trône, se sont vus obligés de remettre en d'autres mains les détails de l'administration, & de ne se réserver que cette inspection active & vigilante qui maintient tout dans l'ordre, & qui est l'ame du corps politique.

Les Finances ont toujours paru mériter une attention particulière. Leur sort est lié à celui de l'Etat, ou pour mieux dire, ce sont elles qui le décident. Je crois que cette vérité est incontestable.

Les diverses combinaisons des Gouvernemens ont souvent varié la forme de la gestion des Finances. La loi de la nécessité enchaîne les événemens. Rome dut se comporter autrement que la Grèce & l'Egypte, parce qu'elle



qu'elle avoit des besoins différens.

Si tous les peuples n'ont point employé la même administration, ils se sont tous accordés dans les honneurs qu'ils ont rendus à ceux à qui ils la confioient; & ils ont toujours été attentifs à ne choisir que des personnes d'un mérite supérieur. L'Ecriture Sainte n'a pas dédaigné de nous apprendre qu'Azmot, fils d'Adiel étoit Sur-Intendant des Finances de David, & Adoniram, fils d'Abda, de celles de Salomon.

*Les Suffètes*, premiers Magistrats de Carthage, après avoir exercé pendant un an le pouvoir souverain, passaient aux fonctions de Préteurs, dont l'emploi consistoit principalement dans la gestion des deniers publics.

Aristides, Periclès, Epaminondas dont les noms immortels font encore aujourd'hui tant d'honneur à la

Rij Grece,

Grèce, furent Sur-Intendans des Finances; la Patrie victorieuse par leurs mains, leur confia le soin de la faire fleurir dans la paix, à l'ombre des lauriers qu'ils avoient moissonnés dans la guerre.

Nous avons déjà observé que les *Ediles* étoient chargés à Rome du Trésor public; mais ce n'étoit que sous les yeux des Consuls & du Sénat, à qui ils en rendoient le compte le plus exact. La moindre prévarication eût été un crime d'Etat & de Religion. *Capital & Sacer Eslo.*

Les fonctions de Préfets du Prétoire sous les Empereurs Romains, étoient plus honorables & plus étendues que celles de nos Vicerois; chacun dans son département remplissoit celle de Sur-Intendant des Finances. Celui qui résidoit auprès du Prince, étoit Grand-Maître de sa Maison, Capitaine de ses Gardes, Chef de la Justice, des Armes & des Finances.

Auguste

Auguste, sur la fin de son règne, sentit qu'il étoit dangereux de laisser tant d'autorité à un seul homme; pour la diminuer, il lui donna un Collègue. Commode & Constantin en augmentèrent le nombre jusqu'à quatre.

On conçoit aisément que nos anciens Maires du Palais succédèrent dans la France, aux Préfets du Prétoire, & que c'étoit une suite de l'esprit du gouvernement Romain. Personne n'ignore jusqu'à quel point ils poussèrent l'abus de l'autorité qui leur étoit confiée.

Les Maires du Palais, dit un savant Auteur, avoient l'administration de toutes les affaires du Royaume; & sous le nom d'un autre, ils étoient les véritables Rois: ce qu'on croit avoir commencé, sous Dagobert (1). Si on présente une Re-

[1] *Majores Domūs vice regia omnia regni negotia pertractabant. Imo vero sub alieni nominis*

quête au Prince , il falloit que la fufcription fut conçue en ces termes *Domino Regi & Majori Domûs. Au Seigneur Roi & au Maire du Palais (b)*. Cette anecdote n'est point étrangère aux Finances. L'Auteur dont elle est tirée, la donne comme un modèle des placets que les Paroiffes devoient faire dresser, pour obtenir quelques remifes fur les impôts que leur indigence occasionnée, par des événemens imprevis, ou par les ravages de la guerre qui désola presque toujours ces siècles malheureux, les mettoit hors d'état de payer. Cet esprit de douceur & d'équité fait bien honneur au gouvernement. Il a commencé avec la Monarchie, & il subsiste encore.

*specie imperabant, quod à Dagoberto capisse scriptores notant.* Jerome Bignon dans ses Commentaires sur Marculfe page 362.

[b] Formulaires de Marculfe page 393.

L'emploi



L'emploi de Maire du Palais ne fut d'abord donné que pour un temps; il le fut ensuite à vie, puis il devint héréditaire. Ce qui subsista jusques à Charles Martel qui se servit de ce pouvoir absolu pour placer sur le trône, Carloman & Pépin ses deux enfans.

Les Reines & les Princesses du sang eurent aussi des Maires du Palais, mais ce n'étoit que des officiers titrés, qui avoient l'inspection & l'intendance générale de leur maisons (a). Chilperic premier qui commença à régner en 562, envoya Waddon pour accompagner sa fille.

Les Rois de la Troisième Race instruits par le passé, craignirent pour l'avenir. Les fonctions de Maire du Palais furent partagées en quatre. Le

(a) Les Italiens ont conservé cet usage, & ils appellent *Major domes*, les personnes qui remplissent ces mêmes fonctions.

Connêtable (a) eut la guerre. Le Chancelier (b) fut déclaré Chef de la Justice,

[a] *La Charge de Connêtable*, dit M. le Président Hainault, *commença à devenir considérable sous Charles-Magne*, en 807. Je n'en ai trouvé aucune trace dans ses Capitulaires, ni dans ceux des Princes de son sang, qui lui succedèrent; mais une autorité aussi respectable que celle que je viens de citer, m'empêche de balancer sur cette époque. Elle fut supprimée sous Louis XIII, par Edit du mois de Février 1627, à la mort de François de Bonne, Duc de Lesdiguières.

[b] La dignité de Chancelier est la première & la plus ancienne du Royaume. Elle a varié quant aux noms & aux fonctions. Sous les Rois de la première Race, on les appelloit *Grands Referendaires*, ou *Grands Chanceliers*.

Sous la 2<sup>e</sup>. on les nommoit *Archi-chanceliers*. S. Boniface occupoit cette place, au commencement du règne de Pepin le Bref. Il paroît qu'Adalric a été le dernier *Archi-chancelier*.

Le changement de nom sous la troisième race,

le

le Grand - Maître eût le Gouvernement de la Maison du Roi, (c) & le

fut occasionné sans doute par la chute de l'Empire d'Occident, fondé par Charles-Magne, dont le sceptre tomba des mains de ses successeurs. Ce Prince fût toujours vaincre, sans user de ses victoires. Tous les grands Officiers de l'Empire s'appellent encore aujourd'hui *Archi...* &c. Hugues Capet, Auteur de la troisième race, ne leur donna que le nom de Chancelier. Adalberon paroît être le premier qui fut pourvu de cette dignité, sur laquelle les Souverains ont toujours fixé un œil attentif quand il a fallu choisir des Magistrats dignes de la remplir.

Elle est occupée aujourd'hui par M. de la Moignon de Blanc-Mesnil, de l'illustre Famille de M. de la Moignon Premier Président du Parlement de Paris, dont le nom sera toujours précieux à la France, tant qu'elle sera l'azile des vertus & des talens.

[c] Le Premier grand Maître de la Maison du Roi, fut Charles de Melun, sous le règne de Louis XII<sup>e</sup> qui monta sur le trône en 1446. Cette charge est possédée à présent par M. le Prince de Condé.

Grand

Grand-Trésorier fut chargé de l'administration & du maniement des Finances. Cette charge répondoit alors à celle d'*Illustre Comte des Libéralités*, qui, sous les Empereurs d'Orient, fut possédée par des Césars, & par des héritiers de l'Empire.

Les fonctions du Grand-Trésorier n'étoient pas à la vérité aussi brillantes que celles des Comtes des Libéralités ; mais il faut considérer que l'Empire Romain tenoit alors sous sa domination une partie de l'Univers ; & que les dignités suivent le sort de l'Etat où on les possède.

Il seroit difficile de fixer l'époque & les gradations par lesquelles la charge de Grand - Trésorier passa entre les mains des Sur-Intendans des Finances : les Historiens sont peu d'accord sur ce point. On y trouve cependant sous différens noms, des vestiges & des traces qui nous désignent l'existence d'un Officier dont les fonctions



tions étoient à peu près semblables.

Enguerrand de Marigni étoit Sur-Intendant des Finances sous Philippe-le-Bel, environ l'an 1300. Il joignoit à cette charge celle de Capitaine & Châtelain du Louvre, Château destiné alors à garder le Trésor des Rois. Tout le monde fait le fort de ce Ministre; sa charge & ses malheurs reparurent dans Samblancay, sous François I. qui l'appelloit son Pere, & que la vertu elle-même sembla pleurer.

Histoire  
des Minis-  
tres d'Etat.  
1515.

Arthus de Cossé, Seigneur de Gonnor, Grand Pannetier, fut Sur-Intendant des Finances sous Charles IX, vers l'an 1582. Il fut allier la plume avec l'épée, & mérita d'être fait Maréchal de France.

François d'O exerça aussi les fonctions de Sur-Intendant sous Henri III. Pomponne de Bellièvre lui succéda en 1607. Le premier fut rétabli par Henri IV. Nicolas de Harlay de Sancy  
&

1594.

& Jean Bouchard le remplacèrent tour à tour en 1629 & en 1630.

M. de la Vieuville & M. de Marillac, eurent le même titre dans le cours du règne de Louis XIII.

L'intervalle qui sépare ces Ministres fut rempli par des Directeurs Généraux, où par des Conseils que les Rois créaient. Tel fut celui qu'établit Henri IV. composé de six personnes, dont il reconnut bien-tôt l'abus. *Florimond dans son Recueil des Etats de Paris de l'an 1614*, dit : » que ce Prince ne trouva pas son compte dans » cette multitude de personnes, qui » n'étoient presque jamais d'accord, » quand il s'agissoit du bien public ; » mais qui étoient toujours d'intelligence, quand il s'agissoit d'impôts & » de voler : c'est ce qui le détermina à » donner la Sur-Intendance à M. de Rosny.

Cette Commission a subsisté jusqu'en 1661 que Louis XIV jugea à propos

**SUR LES FINANCES. 265**

propos de la supprimer par son Edit du 15 Septembre de la même année, & d'en attribuer toutes les fonctions au Contrôleur Général des Finances.

Comme ce Ministre est le chef actuel de cette partie, il est nécessaire de remonter à son établissement, & surtout d'observer la différence qu'il y a entre lui & le Sur-Intendant. Celui-ci étoit Ordonnateur & Comptable, & le premier ne l'est point. Le Roi, par son Edit de 1661, s'est réservé à lui, & à ses successeurs le droit de décider sur le fait des Finances; & le Contrôleur Général n'est, à proprement parler, que l'Exécuteur des ordres de Sa Majesté. Venons maintenant à son origine.

Henri II. voulant rétablir l'ordre dans les Finances que les guerres de son pere avoient laissées dans la confusion, établit par son Ordonnance de 1547 deux Contrôleurs Généraux des Finances, pour contrôler les quit-  
tances

Etablissement du Contrôleur Général.

tances du Trésorier de l'Epargne, & de toutes les autres parties de recette & dépense. L'un devoit résider à Paris, & l'autre suivre la Cour. Ces deux Offices n'étoient d'abord que des Commissions. Ils furent révoqués par l'Edit du même Roi, du mois d'Octobre 1554. Cet Edit porte création en titre d'Office héréditaire d'un Contrôleur Général des Finances, pour résider près de la personne du Roi, avec attribution de 6000 livres tournois de gages fixes.

L'Edit du mois d'Octobre 1556, permit au Contrôleur Général d'avoir à ses risques, périls & fortune un Commis de qualité requise pour exercer sa charge en son nom, & contrôler les quitances. Cette seconde commission fut depuis érigée en titre d'Office, & le nombre en fut porté jusqu'à quatre par l'Edit du mois de Mars 1631.

Il paroît qu'avant l'année 1661, les



les fonctions du Contrôleur Général étoient bornées au contrôle des acquits de recette & de dépense , à dresser avec les Intendans des Finances les rôles des sommes payées au Louvre , & à être présens lorsque les deniers étoient remis dans les coffres de l'Epargne.

La suppression du Sur-Intendant des Finances ayant mis le Contrôleur à la tête des affaires , M. Colbert fut appelé à cette place pour le bonheur de la France & la gloire de son Roi. Le Règlement de 1661 a depuis servi de base à cette partie de l'administration.

En 1701 le Roi créa deux Directeurs Généraux des Finances , avec le droit d'entrer & de rapporter au Conseil ; mais il les subordonna au Contrôleur Général , auquel ils étoient obligés de rendre compte des affaires qu'ils devoient rapporter. Il ont été supprimés par l'Edit de 1708.

Le

*Le Trésor Royal ; les Parties Casuelles ; la Direction générale de toutes les Fermes du Roi ; les Subsides & Impositions ; le Clergé , le Commerce intérieur & extérieur du Royaume par terre ; la Compagnie des Indes , & les différens Commerces dont elle a le privilège ; l'Agriculture ; les Manufactures ; l'Extraordinaire des Guerres ; les Vivres ; l'Artillerie ; les Etapes ; les Poudres & Salpêtres ; les Postes ; le Domaine ; toutes les Rentes ; les Pays d'Etat ; les Monnoyes ; les Parlemens & Cours Supérieures ; les Ponts & Chaussées.*

Tels sont les objets sur lesquels le Contrôleur Général doit à chaque instant veiller , & qui lui sont attribués privativement.

Ainsi , embrassant tous les détails du bonheur ou du malheur public , de la gloire , ou des désastres de la Nation , il ne peut réunir en lui trop de

de qualités. J'hazarde d'en tracer ici l'ébauche d'après les principes que nous en ont donnés tous les meilleurs Auteurs politiques.

Les premières qualités du Ministre des Finances sont la probité, le désintéressement, la justesse & la pénétration d'esprit, le courage, la patience & l'affabilité. Une longue expérience & des réflexions profondes doivent lui fournir toutes les connoissances qui peuvent le guider & l'éclairer dans son administration.

Ebauche  
du Portrait  
d'un vrai  
ministre des  
Finances.

C'est peu qu'il possède sa matière pour la rentrée fidèle des revenus du Roi, dans leurs différentes branches; il doit être pleinement instruit du commerce général & particulier, tant au-dedans qu'au dehors du Royaume, & en connoître tellement les ressorts & la balance, qu'il la fasse toujours panacher du côté de l'Etat qu'il gouverne. Cette connoissance

S exacte

exacte du commerce entraîne nécessairement celle des Changes étrangers. Il s'en rendra le maître à l'avantage de l'Etat, s'il est infiniment réservé sur les opérations qui regardent les monnoyes.

L'Agriculture, cette source féconde de richesses réelles, cette profession qui fait vivre toutes les autres, & qui en est trop peu estimée, sera précieuse & respectable à ses yeux. Il s'attachera surtout à connoître le produit particulier de chaque pays ; cette connoissance lui est essentielle, pour asséoir les impôts en raison exacte de ce que chaque Province peut fournir. Il encouragera par des bienfaits, par des remises faites à propos, & même s'il le faut, par des caresses, les laboureurs qui feront le mieux valoir les terres. Il tient dans ses mains l'abondance, & une attention tendre & vigilante de sa part, peut augmenter de



de beaucoup les biens véritables du Royaume, & les revenus du Prince.

Les Manufactures & l'Industrie qui font valoir les productions de la terre, la Navigation qui en fait un heureux échange avec les richesses étrangères, ne méritent pas moins de fixer son attention que l'Agriculture. Il doit tout mettre en usage pour s'attacher des Sujets versés dans tous ces genres, & chez lesquels il puisse trouver des éclaircissmens précieux, sur des détails qui ne lui sont pas assez familiers, & qui sont souvent la baze des plus grandes opérations. Enfin il ne doit rien oublier pour se mettre au fait des intérêts des Princes, & pour pénétrer dans le secret de leur Commerce & de leurs Finances.

Les projets & les plans sont de son ressort ; mais il doit en laisser à d'autres mains l'exécution ; les détails ne pourroient que partager son tems mal à propos, il faut qu'il les connoisse,

Sij mais

mais seulement pour veiller sur les personnes qu'il charge de ses ordres.

En un mot , il doit toujours penser que le Ministre sur lequel les peuples ont le plus les yeux ouverts est celui des Finances ; il est proprement le Pere, le Juge & l'Econome du Royaume ; il est , pour ainsi dire , l'Arbitre fortunes ; il réunit en lui seul les vœux , les espérances , & sur-tout la confiance de tous les Sujets : aussi lui est-il d'une importance infinie de ne rien faire qui puisse donner atteinte à l'idée qu'on doit avoir de son parfait désintéressement , & de son dévouement pour l'Etat.

On se livrera volontiers à tout ce qu'il pourra souhaiter pour concourir à ses vûes & à ses travaux , si on est persuadé que ses intentions sont pures & droites : qu'il est toujours en garde contre la prévention , & que la passion ne le domine jamais ; il faut qu'il menage assez la délicatesse & la sensibilité

fenfibilité des particuliers pour que la fermeté & quelquefois même la févérité qui doivent accompagner fes décisions, n'ait aucune apparence de hauteur & de dureté. C'est par ces attentions fur lui-même que difpofant des volontés plutôt par fon mérite, que par l'autorité qui lui eft confiée, il parviendra à entretenir & augmenter cette confiance fi néceffaire au bien de l'Etat.

La grande attention que le Miniftre des Finances doit avoir fur les autres, regarde principalement le foin de ne point laiffer le bon droit fans reflource, & la vertu fans récompense; comme de ne point laiffer prévaloir l'injuftice & la malverfation. Le Miniftre, en rejettant les prétentions mal fondées, ne doit pas défendre l'accès à des plaintes & à des remontrances fouvent légitimes. Enfin toutes fes Actions doivent avoir pour but de captiver le cœur des peuples,

S iij afin

afin de forcer la confiance publique à venir pour ainfi dire au-devant de fes projets, pour en rendre l'exécution toujours prompte & facile.

Ce portrait du vrai Miniftre des Finances n'eft point fictif & imaginaire ; les exemples du paffé & du préfent m'en ont fourni les traits. On fent affez que je les ai puisé dans M. Colbert, & dans un Miniftre qu'on fe hâte de nommer, fans que je le désigne, & qui devient tous les jours plus cher à la France.

*Intendans des Finances.*

L'Exposé des principales fonctions du Contrôleur Général nous conduit naturellement à celles des Intendans des Finances , & la part qu'ils ont dans l'adminiftration eft trop importante, pour n'en pas faire ici mention. Il paroît que l'origine des Intendans des Finances eft très-ancienne. Lim-  
næus



*næus dans la Notice de l'Empire François, caractérise ainsi leurs fonctions : Sunt scribæ, & actuarii Thesauri Regii qui mandata & rescripta Principis de superindictionibus, ac tributis hodie conficiunt ac signant.*

Comme ces temps malheureux, où la barbarie & l'ignorance se disputoient le droit de dégrader l'humanité, ne nous offrent qu'erreurs & qu'incertitudes, il faut se fixer au règne de François I. dans lequel les Arts & les Loix commencerent à fleurir, sous de meilleurs auspices

L'Auteur de la Bibliothèque du Droit François, attribue à ce Prince l'institution des Intendans des Finances. » De même, *dit-il*, que les Maîtres des Requêtes sont ordonnés » pour rapporter au Roi & au Conseil » d'Etat, tout ce qui appartient au » fait de la Justice ; de même aussi, » il est requis & nécessaire pour la » grande importance des Finances du  
Siv » Roi

» Roi, qui font le foutient & la con-  
 » fervation de fon Etat & de toute la  
 » République, qu'il y ait de grands  
 » & excellens perfonnages qui foient  
 » chargés de la Finance ; c'eft pour  
 » cette raifon que les Intendans des  
 » Finances ont été établis, ordonnés  
 » & érigés par François I.

Henri II. par l'Ordonnance du 12  
 Avril 1547. les désigne fous le nom  
 de Commiffaires du Conseil. Leurs  
 » principales fonctions confiftoient à  
 » faire compter en leur préfence, &  
 » enfermer dans les coffres de l'E-  
 » pargne, dont ils avoient une clef,  
 » les deniers qui feroient apportés par  
 » les Receveurs Généraux ; taxer leurs  
 » journées, ou celles de leurs Clercs,  
 » enfemble les frais du port & voitu-  
 » re de l'argent ; veiller à ce que les  
 » efèces qui feroient apportées ne  
 » fuffent point altérées ; ordonner la  
 » dépense & diftribution des deniers  
 » de l'épargne ; fuivre la rentrée des  
 » debets

» debets des comptes des Receveurs  
 » Généraux, & se faire instruire exac-  
 » tement de l'état actuel du recouvre-  
 » ment des impositions, sans que pour  
 » raison de tout ce que dessus, ils  
 » pussent être comptables ni respon-  
 » sables des deniers.

Par une autre Ordonnance du même Roi en datte du mois d'Octobre 1556. ils devoient dresser conjointement avec le Contrôleur Général, les Rôles des sommes payées au Louvre, & tenir un ordre capable d'empêcher la confusion dans les Finances ; à l'effet de quoi il leur étoit enjoint de nouveau, d'être présens lorsque les deniers seroient mis dans les coffres par les grilles qui étoient au-dessus. Ces coffres étoient une espèce de tronc, sur l'ouverture duquel on rabattoit un couvercle qui fermoit à deux clefs, & les Intendans des Finances donnoient au Trésorier de l'Epargne un certificat de la somme  
 ainsi

ainfi renfermée dans ces coffres , au moyen duquel fa recette étoit déchargée.

François I. par son Règlement de l'an 1523. avoit ordonné qu'ils feroient toujours à la fuite de la Cour & proche la personne du Roi, & les chargea en outre de la connoiffance & direction de toutes fortes de deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires ; de dresser les états des fommes , tant impofées qu'à impofer , reçues & à recevoir ; d'avoir l'œil fur les Finances , & de donner ordre aux dépenses du Roi & du Royaume ; d'avertir le Conseil de tout ce qui fe passeroit ; de dresser des cahiers des deniers que le Roi auroit intention de demander aux Etats des Provinces ; d'affifter à l'épargne ; tenir registre des deniers pris ou reçus , & de jour à autre en faire leur rapport au Conseil du Roi, de maniere qu'à point nommé , le  
Roi



Roi pût sçavoir l'or & l'argent qui étoient dans ses coffres.

Quelquefois, dit l'Auteur du Formulaire des Elûs, le Roi » établissoit » un Grand sur eux, pour prendre » connoissance des Finances. En 1615 » M. le Prince de Condé fut fait Sur- » Intendant des Finances, & se bail- » loit par fois un Contrôleur Général » qui lui tenoit registre.

Il subsiste encore aujourd'hui quelques-unes des fonctions dont nous venons de parler; d'autres se trouvent abrogées par les changemens survenus depuis ce tems, dans la maniere de régir les Finances, & il y en a beaucoup de confondues avec celles du Contrôleur Général.

Le nombre des Intendans des Finances étoit fixé à trois, lors de l'établissement; mais il pouvoit varier, & augmenter ou diminuer suivant la volonté du Roi.

Louis XIII. désirant faire régner un certain

certain ordre dans la direction de ses Finances, ordonna par un Règlement du 5 Août 1619, qu'il seroit fait département aux Conseillers de son Conseil & aux Intendans des Finances, des Provinces du Royaume, lequel seroit changé tous les ans, & de même pour les Fermes du Roi.

En 1660. il y avoit jusqu'à douze Intendans des Finances qui furent réduits à deux ; mais par Edit de Février 1690. il en fut crée quatre autres ; au moyen de quoi il y en eût six, qui est le nombre qui subsiste aujourd'hui. Suivant le Règlement du 3 Janvier 1673. confirmé par celui du 14 Mars 1697. ils ont rang & séance, comme Conseillers d'Etat du Conseil Privé & Direction des Finances, à compter du jour de leur réception & prestation de serment.

*Intendans*

*Intendans ou Commissaires départis  
dans les Provinces.*

La Loi de la nécessité qui a donné des Maîtres aux humains, pour faire leur bonheur, a obligé les Rois de confier aux Ministres & aux Magistrats la dispensation des différentes parties de leur autorité souveraine, & de confier entre leurs mains la sûreté & la félicité publique. Nous vivons dans un Royaume où nous pouvons heureusement compter presque autant de Peres que de Rois. Saint Louis assis au pied d'un chêne dans le bois de Vincennes, & dictant ses Arrêts, est un exemple aussi admirable que dangereux. Les peines & les graces émanent également du Prince; mais la distribution de ces dernières est plus digne de Sa Majesté; Homere les appelle Filles de Jupiter. Comme je me suis borné à  
l'Histoire

l'Histoire des Finances , je ne parlerai point ici de tous les différens pouvoirs qui dérivent du Thrône. Je me retranche à tracer un léger détail des fonctions des *Intendans* ou *Commissaires départis dans les Provinces*, qui influent sur tous les citoyens , & que presque tous ignorent.

Pour répandre quelque jour sur cette matiere ; il faut observer que ce que nous appellons aujourd'hui *Intendans* , n'est pas précisément ce que les Histoires anciennes & modernes nous offrent , sous des noms à peu près semblables. Les différentes formes des Gouvernemens , leurs préjugés ou leurs besoins , ont souvent augmenté , diminué ou modifié les fonctions de ces Magistrats. Il est absolument impossible de les suivre exactement dans leurs révolutions.

Tout ce qu'il y a de certain , c'est que les Représentans des Souverains , dans les Provinces de leur Empire ,  
sont



sont aussi anciens que les Souverains mêmes, & que la premiere attention des Rois se fixa naturellement à établir des Officiers pour juger souverainement les causes dont l'expédition est une seconde Justice ; pour veiller sur le sort des villes & des campagnes ; pour prévenir la disette & faciliter l'abondance ; pour protéger le Commerce, les Arts, les Manufactures : enfin, pour être ce qu'ils sont aujourd'hui *Intendans de Justice, de Police & de Finance.*

L'Histoire Ancienne nous parle de Minos, Roi de Crete, dont les loix ont servi de modèle à la Grèce & à Rome 1280 ans avant J. C. Ce Prince avoit établi des Intendans dans toutes les Provinces, qui rendoient compte à ses premiers Ministres, qui étoient *Æacus & Rhadamante.* Ce dernier veilloit sur la Capitale ; le premier parcouroit trois fois chaque année le Royaume, pour procurer l'ob-

servation

servation des Loix , qui firent si long-tems le bonheur de la Crête , qui la peuplerent & la rendirent florissante & guerriere , comme font toutes les bonnes Loix. Il faut que ce Prince & ses Ministres se soient comportés avec bien de l'équité & de la modération , puisque le peuple , toujours mécontent , leur éleva des Autels après leur mort , les croyant dignes de juger tout l'univers & de tenir la balance inexorable du Roi des enfers.

L'Egypte nous offre un pareil tableau , » le Prince , dit M. Rollin , » avoit un Conseil réglé , des Ministres choisis , & des Intendans départis » dans toutes les Provinces , qui avoient » soin de l'avertir de tout ce qui se » passoit d'important.

La Perse , victorieuse de l'Egypte , fut à son tour subjuguée par les loix. Ces peuples que nous appellons barbares , sçurent s'instruire & imiter tout ce qu'ils trouverent d'utile & de juste chez leurs voisins. On retrouve dans le  
Gouvernement

Gouvernement des Perſes les fonctions des Intendans tels qu'ils ſont de nos jours. Dès ce tems on les tiroit du nombre de ceux qui compoſoient le Conſeil du Roi. » Ils étoient continue, M. Rollin, les yeux & les oreilles du Prince ; ils veilloient à la sûreté des villes, aux chemins publics, aux ponts, aux chaufſées, à la garde des forêts du Roi ; tout ſembloit mériter leur attention, juſqu'aux mé- tiers les plus vils.

A Rome, où la Juſtice, la Police, la Finance & les Armes étoient confiés à un même citoyen, les fonctions des Intendans ſe partageoient entre les pro-Conſuls, les Proœteurs, pro-Proœteurs & les Queſteurs : il ſeroit inutile de développer les rapports que les Queſteurs ont avec nos Tréſoriers de France, & les Proœteurs avec nos Intendans. Une ombre de reſſemblance a ſéduit quelques Auteurs entraînés par la fureur de trouver des ſyſtèmes

T ſuivis

suivis dans le flux & le reflux des vicissitudes des choses humaines, & dans la politique incertaine des divers Etats, dont aucuns n'a été combiné sur le même plan. Les mêmes usages suivirent les variations du Thrône des Césars dans la splendeur & dans la décadence de l'Empire. D'ailleurs, nous avons déjà observé la différence qu'il y avoit entre les provinces Présidiales & les provinces Prêtoriales. Les Officiers du Prince, & ceux de la République exerçoient respectivement leurs droits dans leurs départemens, conformément aux ordres qu'ils avoient reçus, les uns du Sénat, & les autres de l'Empereur. Mais lorsque le Siège de l'Empire, transporté malheureusement par Constantin dans l'Orient, partagé par les enfans de Théodore, fut devenu la proie des barbares, qui le désolèrent pendant tant de siècles, il n'offrit plus qu'un théâtre d'horreurs de crimes & de trahisons. Les Officiers



ciers militaires, trop occupés du soin de défendre les provinces en feu, dévastées par un déluge d'ennemis, & de combattre pour la Grandeur Romaine expirante, furent obligés d'abandonner à d'autres mains la Justice & la Finance, qu'ils ne pouvoient administrer au milieu du tumulte des armes. De-là vient l'origine de la distinction de ces trois Etats, que les François trouvèrent toute établie dans les Gaules, lorsque, moins barbares que les autres Nations, ils s'y établirent en Conquérens généreux & non en brigans, tels qu'étoit alors une partie des peuples de l'Europe.

Les premiers régnes de nos Rois, défigurés par l'anarchie, la barbarie, & l'ignorance mère de ces fléaux, sont couverts d'obscurités. On voit cependant à travers ces ténèbres, qu'ils avoient des Envoyés dans les provinces, & qu'on les nommoient *Grands du Palais*. Ils rendoient compte au

Tij Maire,

*Maire*, lequel, comme nous l'avons déjà remarqué, étoit le chef de toutes les parties du Gouvernement. Sous la seconde Race, ils furent appelés *Envoyés du Prince, Missi Dominici*. & sous la troisième, *Intendans ou Commissaires départis dans les Provinces*, noms qu'ils conservent encore, & dont le Roi se sert indifféremment, quand il leur adresse ses ordres; ainsi que le Conseil, dans les Arrêts d'attribution, & autres Actes qui émanent de la Cour.

Le pouvoir des *Grands du Palais* a souffert tant de subdivisions, que je ne m'arrêterai pas à parcourir les détails inutiles de l'autorité, tantôt fixe & tantôt chancelante, dont ils étoient dépositaires. Cette matière pourroit enfanter un gros volume, qui seroit sans instruction & sans lecteurs.

Le règne de Charlemagne nous fournit des idées plus nettes & plus abondantes. Héritier de la valeur de  
Charles

Charles Martel & de Pepin le Bref , ce premier ne se borna pas à la vaine gloire d'être Conquérant ; triomphe que la nature désavoue , & que des monstres , dans l'ordre de l'humanité , ont quelquefois obtenu. Dans le sein de la guerre , il méditoit la paix. Il pensoit , il agissoit comme fait aujourd'hui un des plus grands de ses successeurs.

Pendant que la victoire le portoit sans cesse d'un extrémité de son Royaume à l'autre , qu'il domptoit des peuples rebelles , qu'il délivroit Rome de la tyrannie des Lombards , & qu'il donnoit aux Souverains Pontifes ce qu'on appelle maintenant le patrimoine de Saint Pierre ; ses yeux étoient toujours fixés sur les besoins de son peuple.

Ses Capitulaires ont été les premiers fondemens de notre Jurisprudence , & de la police intérieure de l'Etat. Les réglemens qu'ils contiennent

ment, confiait aux Intendans la tranquillité & le bonheur des Provinces. Son Royaume fut divisé en dix *Messies*, Départemens ou Intendances, dont il ne donna l'administration qu'à des personnes connues par leur rang, leur savoir, leur prudence & leur intégrité.

Ces Magistrats étoient pour l'ordinaire choisis entre les Archevêques, Evêques, Abbés, Ducs & Comtes. On voit dans l'édition des Capitulaires de Charlemagne de l'an 1677, tirée de la Bibliothèque du Vatican, que l'Archevêque Magnus étoit Intendant d'Orléans & des pays qui sont sur le bord de la Loire. Cardulfe, Evêque, étoit Intendant de la Généralité de Paris, qui avoit le même département qu'elle a aujourd'hui. Magenar ou Mainard aussi Evêque, étoit Intendant de Normandie (1). On ne

(1) *De Locis ubi missi esse debent.*

*Imprimis de Aurelianense civitate ad segonam*  
doit



doit point être étonné de trouver ici des Prélats appelés à la Magistrature, dans un siècle féodale, où les Ecclésiastiques étoient considérés comme gens tenant Fiefs & obligés d'en remplir les devoirs. L'Archevêque Turpin étoit un des preux de Charlemagne, & son courage avoit troqué une crosse, dont il se croyoit l'usage interdite, contre une massuë dont il se servoit

*quomodo rectum est , deinde ad Tracas cum Tricassin toto , inde ad Lingones de Lingonis ad Bisnacion in villam partis Burgundia , inde verò ad Augussidumem , postea ad Ligerem usque ad Aurelianis , sunt missi Magnus Archiepiscopus & Godefridus Comes.*

*In Parisiaco Meliciano , Meliduneusi , Provenensi Stampensi , Carnotensi , Penciacinsi , Fardulphus & Stephauns.*

*In Cenomicano , Hoxonensi , Livino Bajocassin , Constantino , Abrincatino , Ebrecino , & Madricinsi , & de illa parte sequana Rodomensis , Mugenardus Episcopus & Madelgandus.*

T iv pour

pour affommer les Saxons & les Sarrazins.

Chacune des dix Messies avoit toujours deux , souvent trois , quelquefois jusqu'à quatre Intendans , l'un étoit Ecclésiastique & l'autre Laïc , afin de juger concurremment ce qui regarderoit ces deux Etats. Leurs départemens étoient fixes ; mais leurs Commissions étoient amovibles à la volonté du Prince , comme elles le sont encore maintenant.

Aussi-tôt qu'ils avoient été nommés , ils assembloient les Etats des Provinces qui leur étoient départies , pour notifier leur mission & le pouvoir qu'ils avoient reçus. On peut consulter à ce sujet l'ouvrage intitulé : *Traëtatus de Missis Dominicis , eorum officiis & potestate , autore Francisco de Roje , antecessore Andegavensi , ubi multa ad Ecclesiasticam & forensem disciplinam reperiuntur*. Cet Auteur nous apprend que les Intendans étoient  
alors

alors appelés *Missi Dominici*, *legati à latere*, *legati regales*, *fideles creditarii à latere*, &c.

Cet ordre subsista sous les enfans de Charlemagne, que leur foiblesse & leurs divisions rendirent aussi malheureux que leurs peuples. Il continua encore sous les Rois de la troisième Race, qui leur donnerent le nom d'Intendans, & sous lesquels leurs fonctions sont enfin devenues plus constantes & plus déterminées. Les services qu'ils ont rendus à l'Etat ne sont point équivoques, & j'aurai occasion d'en mettre une partie sous les yeux des lecteurs, en parcourant les détails qui concernent les Intendances du Royaume dans leur état actuel.

La mission des Intendans dans les provinces n'avoit aucun tems fixe & limité. Ils devoient rapporter au Roi & à son Conseil tout ce qu'ils remar-  
quoient

quoient d'important dans leurs départemens, ils donnoient leurs avis pour réformer les désordres, & les abus qu'ils avoient reconnus; & c'étoit sur leurs observations qu'on exerçoit de nouveaux Capitulaires, de nouveaux Réglemens & de nouvelles Loix.

Les choses subsisterent de la sorte jusqu'au règne de Charles le Simple; la foiblesse de son Gouvernement & celle de ses successeurs introduisit bientôt la licence & le désordre. Les Ducs, les Comtes commencèrent à s'approprier les provinces & les villes qu'ils gouvernoient au nom & sous l'autorité du Souverain. Les Evêques mêmes profitèrent du cahos des affaires pour se faire Comtes perpétuels de leurs villes Episcopales. Ils créèrent des Magistrats auxquels ils communiquèrent l'administration d'un pouvoir usurpé. Les changemens qu'ils firent dans la Magistrature, renver-

ferent



serent les loix anciennes de l'ordre public. Ces nouveaux Seigneurs créèrent à leur place des loix arbitraires, dictées par l'intérêt ou le caprice. C'est de-là que vient l'origine de la plûpart des Coutumes locales, & la raison de leurs variétés, de leurs contradictions condamnées & suivies par tous les Juges. Les Seigneurs, jaloux de leur autorité, s'opposèrent à leur tour à celle des Intendans ; ils firent cesser leurs fonctions, & obligèrent même les Rois à rendre plusieurs Ordonnances, portant qu'ils n'en en- voyeroient plus à l'avenir sur leurs terres.

Hugues Capet, Louis le Gros, Philippe Auguste, furent les Rois qui souffrirent le plus impatiemment toutes ces usurpations, & tenterent par beaucoup de moyens de revendiquer leur autorité légitime. Enfin la tranquillité & la réunion des Provinces succedant

succédant aux troubles & au démembrement du domaine , les Rois rétablirent l'ancien usage d'envoyer des Commissaires départis dans les provinces ; on ne les employoit cependant que suivant les occasions qui se présentoient , & ce ne fut qu'en 1637 qu'on les rendit sédentaires. La Déclaration qui fut rendue en conséquence , est conforme à l'esprit des Capitulaires qui les avoient institués dans toutes les provinces du Royaume.

Voici comme le Roi s'explique :  
» les Intendans doivent avoir l'œil  
» & tenir la main à ce que la Justice  
» soit administrée aux peuples , suivant & ainsi qu'il est prescrit par les  
» Ordonnances ; entrer à cette fin ,  
» séoir & présider dans les Sièges Præsidiaux , Bailliages & Sénéchaussées,  
» tant civiles que criminelles , & en  
» toutes autres Justices & Jurisdic-  
» tions que besoin sera , & que bon leur

leur semblera ; ( 1 ) procéder si be-  
 soin est , à la réformation de la Jus-  
 tice , selon les formes prescrites par  
 les Edits & Ordonnances , & ainsi  
 qu'ils feront pour veiller à l'ob-  
 servation d'icelles , les faire garder  
 entierement & inviolablement ; re-  
 connoître le devoir que les Officiers  
 de Judicature & autres auront ren-  
 dus & rendront en leurs charges ;  
 procéder à l'encontre de ceux qui ne  
 s'en feront pas bien & fidèlement  
 acquittés , par suspension de l'exer-  
 cice de leurs charges , & selon l'exi-  
 gence des cas ; pacifier les différends  
 & débats qui pourroient être , ou  
 survenir entr'eux , pour raison de  
 la fonction , autorité , droits , préro-

(1) Toute leur autorité en ce point se réduit  
 à observer & à rendre compte au Chancelier &  
 aux Ministres ; mais ils ne peuvent agir sans y  
 être spécialement autorisés par Arrêt ou Lettres  
 Patentes , même en n'agissant que provisoire-  
 ment.

gatives,

» gatives , prééminences & émolu-  
 » mens de leurs charges , (1) & ce par  
 » maniere de provision & jusqu'à ce  
 » qu'autrement il en ait été ordonné  
 » par sa Majesté ; ouir & entendre les  
 » plaintes & doléances des fujets ,  
 » pour voir & faire sur icelles ain-  
 » si qu'il conviendra ; enforte que  
 » la Justice & Police leur soient ren-  
 » dues & gardées avec l'équité , dili-  
 » gence & égalité requises ; entrer &  
 » présider aux assemblées des villes  
 » lorsque besoin sera , & que le besoin  
 » le requérera , même lors des élec-  
 » tions des Echevins & autres charges  
 » municipales , & faisant observer l'or-  
 » dre requis pour le maintien de l'au-  
 » torité Royale & le bien commun des  
 » fujets ; prendre connoissance du ma-  
 » niement des deniers communs &  
 » d'octroyes , & de l'administration des

(1) Cette partie est aujourd'hui entièrement  
 soumise à M. le Chancelier, qui est éminemment  
 le chef de la Justice.

» autres



» autres deniers publics , tenir la main  
 » à ce qu'il ne s'y fasse aucunes assem-  
 » blées illicites , pratiques , monopo-  
 » les , séditions & émotions ; ( 1 ) &  
 » s'il en arrivoit , en informer dili-  
 » gemment , & de tous autres crimes  
 » préjudiciables au service du Roi ;  
 » procéder contre les coupables de  
 » quelque qualité & condition qu'ils  
 » soient , leur faire & parfaire le pro-  
 » cès jusqu'à jugement définitif & exé-  
 » cution d'icelui , inclusivement & en  
 » dernier ressort , à ce appellés le nom-  
 » bre des Juges ou Gradués requis par  
 » les Ordonnances , dont les juge-

( 1 ) Dans le cas de sédition ou autre crime qui  
 intéresse la tranquillité publique , où il faut se  
 presser pour acquérir des preuves , l'Intendant  
 peut informer , & faire arrêter les coupables ;  
 mais il ne peut ni décréter , ni instruire , jusqu'à  
 ce qu'il soit autorisé par Lettres-Patentes. Les  
 Juges ordinaires & les Parlemens sont compé-  
 tens dans les mêmes cas ; & l'Intendant ne peut  
 instruire & juger qu'autant que le Roi évoque à  
 lui la connoissance , & la renvoie à l'Intendant.

» mens

» mens ainsi donnés , seront de même  
» force & vertu , comme s'ils étoient  
» émanées des Cours supérieures (1).  
» Ordonner & enjoindre aux Prévôts  
» des Maréchauffées , leurs Lieute-  
» nans, Greffiers & Archers , & au-  
» autres Officiers & Justiciers que be-  
» soin sera , pour le fait de sa bonne  
» administration , justice & police ;  
» prendre soin & connoissance de la  
» levée & administration des deniers ,  
» tant subsistance , étapes , que tout  
» ce qui concerne les Finances ; faire  
» représenter les Etats de la recette ,  
» & de taxer d'office toutes les Villes  
» & Paroisses que bon leur semblera ,  
» avec défenses aux Officiers des Elec-  
» tions d'y apporter aucun empêche-  
» ment , sauf l'opposition pardevant  
» lefdits sieurs Intendants , & ensuite

(1) Les Maréchauffées sont aux ordres des In-  
tendants principalement ; mais elles sont aussi à  
ceux des Cours Supérieures, des Gouverneurs &  
Commandans.

» l'appel

l'appel au Conseil : ce qui a été confirmé par plusieurs Edits & Réglemens, & notamment par l'Article XXII. de celui du mois d'Août 1715.

La Justice distributive est un des plus beaux attributs de la Royauté. Il n'est pas douteux que les Rois de la première & de la seconde Race en laisserent l'administration entre les mains des Evêques, des Ducs & des Comtes ; mais ils se réservèrent le droit indispensable de veiller à ce que leurs sujets ne fussent point la victime du caprice ou de l'iniquité.

Ce soin fut confié aux Intendans, pardevant lesquels on appelloit de toutes les Sentences rendues par les Juges inférieurs, comme représentans la personne du Roi. Leurs Jugemens étoient sommaires & sans frais. Ils avoient sans doute leurs inconvéniens. Mais une décision quelquefois

V G

hazardée vaut peut être mieux qu'une Justice lente , qui ruine les Parties au sein du succès.

Voici comme ils en usoient : un Evêque ou un Abbé refusoit-il de la rendre , l'Intendant se transportoit sur le lieu du déni de Justice , & y restoit aux frais du refusant , jusqu'à ce qu'il eût réparé le dommage , ou satisfait la Partie plaignante. Lorsqu'un Comte tomboit dans le même cas de déni de Justice , il s'emparoit de ses honoraires ; & si c'étoit quelque Homme du Roi , c'est-à-dire , *un homme tenant Fief* , l'Intendant & le Comte du territoire réunis , se mettoient en garnison chez lui , & vivoient à ses dépens (1) jusqu'à ce que les torts

(1) *Si Comes in suo ministerio , justitias non fecerit , Missos nostros in sua casa associare faciat usque dum Justitia ibidem facta fuerint , & si Vassus noster , justitias non fecerit , tunc Comes & Missus ad ipsius casam seaeant & de suo vivant quo ad usque justitiam fecerit.* Cap. Kak. Mag. pag. 198. an. 771. voyez id. pag. 617. 618. second volume.

causés



causés par la violence, ou le déni de Justice, fussent entierement réparés.

Les Intendans avoient des hono-  
raires & des appointemens attribués  
à leur commission : la Province leur  
devoit encore une subsistance jour-  
naliere, de peur, disent les Capitu-  
laires, que ceux qui venoient aux se-  
cours des peuples ne leur fussent à  
charge, *ne fortè quibus subvenire debue-  
rint affectionem auferant.*

Il leur étoit défendu, par la même  
raison, de loger dans les Maisons  
Royales, sans la permission du Roi ou  
de la Reine. Mais ils avoient, ainsi que  
tous Officiers de la Couronne, le droit  
d'être logés & nourris chez les Evê-  
ques & les Abbés. Leur subsistance  
étoit fixée à quarante pains, deux  
cochons de moyen âge, un agneau,  
neuf septiers de vin, deux mesures de  
biere; la quantité de fourage étoit  
aussi marquée (1). On avoit cepen-

(1) *De dispensa Missorum nostrorum, qualiter*

dant attention de distinguer les Intendants qui étoient Evêques, d'avec ceux qui étoient laïcs ; & la portion de nourriture de ces premiers étoit toujours le double de celle des autres.

La tournée des Intendants étoit fixée aux mois de Janvier, d'Avril, de Juillet & d'Octobre, pendant lesquels ils tenoient leurs séances dans quatre endroits différens.

C'est de-là qu'est venu la nécessité qui leur a été imposée de visiter les provinces qui leur a été prescrite particulièrement par l'Art. XXIII de l'Or-

*unicuique juxta suam qualitatem dandum vel accipiendum sit ; videlicet Episcopo panes quadraginta , Friskinga tres , de potu modii tres , porcellus unus , pulli tres , ova quindecim , annona ad ballos modii quatuor. Abbati, Comiti, atque Ministeriali nostro unicuique dentur quotidie panes triginta , Friskinga dua , de potu modii duo , porcellus unus , pulli tres , ova quindecim , annona ad caballos modii tres. Vassallo nostro panes decem & septem , Friskinga una , porcellus unus , de potu modius unus , pulli duo , ova decem , annona ad caballos modii duo.*

donnance

Ordonnance d'Orléans, qui leur enjoint de faire les chevauchées qu'ils sont obligés de faire, & de mettre entre les mains de M. le Chancelier les procès-verbaux de tout ce qu'ils feront chacun dans leur département, leur donnant pouvoir de recevoir toutes les plaintes des personnes dans les lieux qu'ils visiteront, & de les inserer dans leurs procès-verbaux.

Cette disposition de l'Ordonnance d'Orléans a été confirmée par l'Article 58. de celle de Blois, par une de Louis XIII. Mais dans la suite nos Rois ont attribué particulièrement l'inspection des Juges inférieurs aux Cours Souveraines dans les matières qui sont de leur compétence respectives, ce qui subsiste aujourd'hui. Cependant il se trouve plusieurs occasions dans lesquelles le Conseil donne des commissions aux Intendans, pour juger en dernier ressort tant au

V iij      civil

civil qu'au criminel. (a) Ils prennent alors des Ascesseurs suivant le voeu des Ordonnances, & dans ce cas il n'y a point d'appel de leurs Jugemens.

Je n'entrerai point ici dans le détail de toutes les parties des Justices sommaires qui sont confiées aux Intendans. Il trouvera sa place dans les différens traités qui concernent chacun de ces objets.

## L A P O L I C E.

Jusqu'au règne de Hugues Capet, toutes les parties de la Police civile étoient non-seulement du ressort des Intendans; mais encore leur Jurisdiction s'étendoit sur la discipline Ecclésiastique & l'observation des Canons. Ils assistoient de droit aux Conciles & aux Elections des Evêques; ils faisoient

(1) S'il s'agit de faire un procès en regle, il faut à l'Intendant une attribution spéciale par Arrêt ou Lettres-Patentes, autrement la Cour des Aydes en connoîtroit.

l'examen



l'examen des Eglises Paroissiales, pour qu'elles fussent toujours pourvûes d'ornemens convenables, & gouvernées par les Prêtres avec toute l'édification dont ils doivent donner l'exemple au peuple, & le respect dû au culte de notre Religion. *Inquirant primo de Episcopis, quo modo suum ministerium expleant, & qualis sit illorum conversatio . . . . quales sint adjutores ministerii eorum, quale studium habeant in doctrina . . . . similiter de omnibus Monasteriis.*

Les Moines qui se prétendent exempts de la Jurisdiction de l'Evêque, ne l'étoient point de celle de l'Intendant ; car il étoit chargé d'examiner s'ils vivoient suivant la règle de leur ordre, & s'ils n'abusoiient point de leurs libertés, franchises & privilèges ; si leurs biens étoient régis avec économie, & les réparations de leurs héritages faites à propos, de peur que leur nécessité de mandier ne

V iv fût

fût à charge aux citoyens, & un vol fait aux véritables pauvres. Les Capitulaires même de Charlemagne, ordonnent aux Intendans de veiller à ce que le nombre des Moines ne se multiplie pas trop au détriment des autres Ordres de l'Etat. Personne ne pouvoit prendre l'habit Monastique, faire son Noviciat ni ses Vœux, sans auparavant avoir obtenu leur permission, ou celle du Roi. Des loix si sages & si importantes sont dictées par le droit de la nature & des gens. En effet, si tous les sujets de la République appartiennent à la République; leur travail, leur vie, leur postérité ne sont-ils pas le patrimoine de l'Etat? Eh! n'est-il pas ridicule de voir des créatures humaines prendre par serment Dieu à témoin, qu'ils protestent d'éteindre en eux la nature humaine. » Ce n'est que par le jeûne & la priere que l'on pourra, *dit un grand Politique*, parvenir à détruire  
« les

les Ordres institués pour jeûner & pour prier.

La sûreté des grands chemins , le commerce , les manufactures , les poids & mesures , les ponts & chaussées , les lucées , les bacs & rivières , les eaux & forêts , la monnoye , le soin même des écoles publiques pour l'instruction de la jeunesse , regardoient les Intendans. Arbitres des dissensions entre les particuliers , ils rétablissoient la paix & l'harmonie qui doit subsister entre toutes les personnes qui composent les différens Corps de l'Etat. Toujours vigilans & attentifs à apporter des remèdes aux calamités publiques , ils tenoient la main à ce que dans les tems de disette , chaque Communauté retirât ses pauvres , pour leur donner la subsistance nécessaire. La police sur les bleds , sur les vignes , les bestiaux & les denrées nécessaires à la vie , faisoit , & fait encore,

core, une partie essentielle des fonctions des Intendans.

*Les corvées* qui ne deviennent un mal que par l'abus des préposés ; *les Mendians*, presque toujours coupables, ou à la veille de l'être ; *la police des grands chemins*, qui intéresse à la fois l'Etat & les étrangers ; *le soin des pépinières*, *la réparation des Presbyteres*, *les logemens des gens de guerre*, *les voyes de faits* entre particuliers, ou *les vexations* qui demandent une justice prompte ; *la débauche* des personnes de l'un ou de l'autre sexe, quand ils joignent le scandale : toutes ces parties sont confiées à la vigilance des Intendans.

Les prisons le sont aussi ; mais l'horreur du crime a peut-être un peu trop fait négliger cet objet. Les cachots recèlent également l'innocence & la scélératesse ; & souvent un malheureux qu'on doit absoudre, périt dans les prisons, ou n'est rendu au jour que pour le perdre , par  
les



les suites d'une détention trop rigoureuse. Ce n'est cependant pas là l'esprit des loix Romaines & des nôtres. *Carcer ad continendos homines liberos, non ad puniendos.* Nos prisons, qui sont presque toutes anciennes, sont un reste de la barbarie de ceux qui les ont fait bâtir. Qui croiroit que l'an 1350, le 27 de Janvier, le Roi Jean étant à Villeneuve d'Avignon, avec le Pape & sa Cour, le Grand-Vicaire de l'Archevêque de Toulouse, par ordre de ce Prélat, lui porta plainte de l'horrible rigueur que les Moines exerçoient envers les autres Moines, lorsqu'ils avoient fait quelque faute. Ils les jettoient dans un cachot *perpétuel, ténébreux & obscur*, qu'ils appelloient *vade in pace*. Là, dans tout le cours d'une vie malheureuse, ils n'avoient pour alimens que du pain & de l'eau, & n'étoient visités d'aucuns de leurs Confrères, afin qu'ils mourussent en désespérés. Le Roi, touché de ces représentations,

présentations, voulut y apporter quelques remèdes ; & il ordonna par ses Lettres - Patentes, que les Supérieurs des Couvents visiteroient les infortunés au moins deux fois chaque mois, & qu'ils auroient pareillement un Moine deux fois chaque mois pour les consoler. Olivier de Saye, Sénéchal de Toulouse fut chargé de l'exécution de ces Lettres - Patentes. Les Cordeliers & les Dominicains refusèrent d'obéir à l'autorité souveraine, & ils reclamèrent celle du Pape ; mais le Roi leur ordonna de se soumettre ou de sortir du Royaume. Ils furent forcés, avec bien de la répugnance, d'accorder ce qu'ils devoient à leur devoir & à l'humanité. Je vais rapporter les propres termes d'Etienne Baluze, tirés du second tome des Capitulaires, après avoir observé que presque toutes nos maisons de force sont tenus par des Moines.

*Anno*

Anno Domini MCCC. I. & Die  
XXVII. Jannuarii, cum Rex Joannes  
commoraretur apud Villam novam juxta  
Avenionem, fluvio Rhodano intermedio,  
& ibi certamen lancearum sive traſtarum,  
quod nos torneoumentum vocamus, cele-  
braſſet, tota curia papati adſtante, totum  
ſe commiſit negotiis patriæ occitanæ, &  
nulli audientiam denegavit. Inter hos  
Vicarius generalis Stephani Archiepiſcopi  
toto ſani ex mandato dicti Archiepiſcopi  
conqueſtus eſt de horribili rigore quem Mo-  
nachi exercebant adverſus Monachos gra-  
viter peccantes, eos cojiciendos in carcerem  
perpetuum, tenebroſum, & obſcurum,  
quem vade in pace vocitant, qui nihil  
aliud habebant pro victu quàm panem &  
aquam, omni conſortio ſodalium illis a-  
dempto, ita ut qui huic pænæ addiſti  
ſunt ſemper pereant. Super hujusmodi  
quærimoniâ Rex per ſuam ordinationem  
ſtatuit: quod deinceps, Abbates, Priores,  
Superiores, & omnes Gubernatores Mo-  
naſteriorum, conventuum, bis in menſe  
viſitarent

*visitarent & consolarentur fratres qui in tali pressurâ detinerentur, & quod illis liceret petere consortium unius Monachi de sodalibus bis in mense habendum. Quâ de re litteras patentes expedire fecit quarum executionem demandavit & commisit Olivario de Saiâ Senescallo Tolosano & aliis futuris Senescalis Patriæ occitanæ. Pro revocatione hujusmodi ordinationis fratres Minores, & fratres Prædicatores, auctoritatem Papæ reclamaverunt, sed Rex in sua voluntate perseveravit & voluit quod obedirent aut regno suo abirent. Quâ de causâ etiam si & repugnantes voluntatem Regis executi sunt. Barbarum enim est incarceratos & sic afflictos omni solatio & consilio amicorum privare* Nota ad Capitularia pag. 1088 & 1089.

Le peu que je viens de rapporter ici suffit pour donner une légère idée de l'origine, de la charge, & des principaux devoirs des Intendans des Finances.



nances. Cette Place éminente par son institution , recommandable par les objets qui lui sont confiés , est devenue plus distinguée encore par l'attention qu'ont presque toujours eu nos Souverains de n'y mettre que des hommes d'un mérite consommé , & doués des plus grands talens. Comme les fonctions des Intendans des Finances sont différentes de ce qu'elles étoient du tems de Charlemagne & sous quelques-uns de ses Successeurs , ce seroit en donner une idée imparfaite que de s'étendre sur ce qu'elles étoient alors ; & l'on courroit risque de se jeter dans une prolixité déplacée , si l'on vouloit détailler ce qu'elles sont actuellement. D'ailleurs , il me semble que le peu que l'on en vient de dire suffit pour un Ouvrage dans lequel on ne doit s'attendre à trouver que des connoissances générales , je dirois presque élémentaires. Mon seul but a été

316 MEMOIRES SUR LES FINANCES.  
été de répandre quelques lumières sur  
une des plus importantes parties du  
Gouvernement; sur les Finances, dont  
la sage administration fait la gloi-  
re & la prospérité des grands Etats.  
Je m'estimerai trop heureux, si j'ai  
rempli au moins une partie du Plan  
que je m'étois proposé, & si le Pu-  
blic indulgent pour la foiblesse de  
mes talens, ne me juge que sur la  
droiture de mes intentions & de mon  
zèle.

**F I N.**







7-5

ed  
e

sous Philippe le long - le 15  
 sur l'ordonnance de l'ordonnance sous à la  
 question y ajoutant 1. gr





